

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

STRATÉGIES FONCIÈRES, GESTION SEIGNEURIALE ET PLURIACTIVITÉ
ÉCONOMIQUE : JOSIAS ET JONATHAN WÜRTELE, 1780-1853

MÉMOIRE PRÉSENTÉ COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES QUÉBÉCOISES

PAR
NICOLAS LELIÈVRE

AOÛT 2020

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

RÉSUMÉ

Ce mémoire a pour but d'étudier la pluriactivité économique et l'histoire seigneuriale du Québec au XIX^e siècle. Pour traiter de ces sujets, nous avons intégré les rapports à l'espace, les rapports sociaux et les rapports de domination.

Pour commencer, les stratégies foncières de la famille Würtele sont examinées. Les lots acquis par Josias dans les Eastern Townships (Cantons de l'Est) et l'achat de la seigneurie de Rivière-David (ou Deguire) sont étudiés. L'inexactitude des bornes seigneuriales est source de conflits entre les seigneurs de la région. Tant à l'époque de Josias que de son fils Jonathan, elle engendre des procès. Dans un deuxième temps, la gestion économique du domaine seigneurial de Rivière-David est analysée. Le seigneur Jonathan Würtele est confronté aux problèmes des arrérages seigneuriaux, dès sa prise de pouvoir. Pour éviter les procédures onéreuses, d'autres solutions doivent être trouvées. Outre ces prélèvements, l'exploitation des produits forestiers sur le territoire est une autre façon de générer des revenus. Pour cela, Jonathan passe des contrats avec des marchands et des censitaires. Finalement, la pluriactivité seigneuriale et la gestion foncière du fils Würtele à Québec sont traitées. Son commerce des madriers, sa gestion du magasin sur la rue De Buade, ainsi que les échanges de marchandises entre la seigneurie de Rivière-David et Québec, sont étudiés ici. L'analyse du patrimoine foncier de la famille à Québec clôt ce mémoire.

Les stratégies foncières de Josias diffèrent selon le territoire concerné. Dans les Eastern Townships, le patriarche acquiert des terres auprès de vétérans de la milice et de marchands-négociants de la ville de Québec. Josias fait partie de ces hommes qui spéculent sur les terres de la région. Pour confirmer les frontières de leur seigneurie et régler les conflits avec les propriétaires des fiefs voisins, le père et le fils Würtele ont

recours à la justice. Les décisions apportées dans ces affaires déterminent à quels seigneurs reviennent les ressources présentes sur le territoire, mais aussi les revenus liés à la terre. Pour recouvrer les arrérages seigneuriaux dus, Jonathan a recours aux procédures offertes par la législation. Néanmoins, le seigneur semble préférer l'utilisation des actes d'obligation. Jonathan délègue le recouvrement des arrérages seigneuriaux à son agent Benjamin Thérien, notaire de la paroisse. Ce dernier s'occupe également d'organiser la production de bois à Rivière-David, lors de son absence. Réceptionnés à Québec par François-Xavier Gingras, son agent en ville, les madriers de Würtele sont ensuite vendus par différents intermédiaires. Toutefois, les fonctions de ce second employé ne se limitent pas qu'à cela. En plus de ce commerce, Gingras administre le magasin de la rue De Buade, gère les billets à ordre de Jonathan, et s'occupe des importations et des exportations entre Québec et la seigneurie. Qu'ils soient privés ou professionnels, les réseaux de Josias et de Jonathan Würtele jouent un rôle capital dans leurs stratégies.

REMERCIEMENTS

Mes premières recherches sur la famille Würtele remontent au séminaire d'histoire au baccalauréat, en 2015. Après avoir rédigé quelques textes à leurs propos, je me suis promis de continuer mon travail sur cette famille seigneuriale, dès que possible. Finalement, les Würtele sont devenus le sujet de ma maîtrise, en 2016.

Je souhaite dans un premier temps remercier mon directeur et mon codirecteur, Messieurs Thierry Nootens et Yvan Rousseau. Merci d'avoir cru en ce projet, pour l'aide que vous m'avez apportée, pour vos conseils et votre rigueur. C'est grâce à vous que je peux livrer un tel travail aujourd'hui. Je suis également reconnaissant envers le Centre interuniversitaire d'études québécoises qui m'a prêté le matériel nécessaire à ma recherche. Je remercie par la même occasion toutes les personnes que j'ai rencontrées dans les différents centres de Bibliothèque et Archives nationales du Québec où j'ai dû me rendre. Enfin, un grand merci à Monsieur Christian Lalancette, archiviste au Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières, pour le temps qu'il m'a accordé.

Ce mémoire est le fruit de quatre ans d'études. Je souhaite dédier cette recherche à ma famille. À ma mère Corinne, pour son écoute et sa motivation. Je n'aurais pas fait tout ce chemin sans son soutien. À la mémoire de mes grands-parents, Michelle et Constant, qui m'ont donné le goût de l'histoire et de la géographie. Enfin, un grand merci à mes amis et aux personnes croisés tout au long de ce parcours : William, Alex, Sarah, Clothilde, Vincent, Jason, Julie et Nathalie. À différentes périodes, chacun d'entre vous a marqué ces huit années de présence au Québec, mais aussi cette recherche.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	i
REMERCIEMENTS	iii
TABLE DES MATIÈRES	iv
LISTE DES TABLEAUX	viii
LISTE DES FIGURES	x
LISTE DES ABRÉVIATIONS	xi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 - LES STRATÉGIES FONCIÈRES DE LA FAMILLE WÜRTELE	31
1.1 Les acquisitions foncières dans les Eastern Townships	32
1.1.1 La tenure en franc et commun soccage, la première association.....	33
1.1.2 Les acquisitions dans les townships de Granby et de Milton.....	35
1.1.3 Les achats dans le canton de Simpson	42
1.1.4 La colonisation et la vente des lots par Josias	47
1.2 La succession de Josias Würtele	54
1.2.1 Le partage des terres lors de la succession	54
1.2.2 Le township de Windsor.....	56
1.2.3 Le canton de Stoke.....	59
1.2.4 Le township d'Auckland	60
1.2.5 Le canton de Somerset	61

1.2.6 Le township de Nelson	62
1.2.7 Le canton d'Halifax.....	63
1.2.8 Le township de Chester	63
1.3 Acquisition et expansion du territoire seigneurial.....	66
1.3.1 L'acquisition de la seigneurie de Rivière-David	66
1.3.2 L'affaire de Bourg-Marie et la seigneuresse Margaret Barrow	68
1.3.3 L'affaire Saint-François-du-Lac et le seigneur Louis Proulx.....	70
1.3.4 L'affaire de Pierreville et la seigneuresse Elisabeth Grant	73
1.3.5 L'affaire Saint-François-du-Lac et le seigneur François Legendre	75
Conclusion	79
CHAPITRE 2 - LA GESTION ÉCONOMIQUE DU DOMAINE SEIGNEURIAL	
.....	82
2.1 Concepts et sources.....	84
2.1.1 Les droits seigneuriaux.....	84
2.1.2 Les sources dans l'étude de la gestion économique seigneuriale	87
2.1.3 La documentation des Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières	90
2.2 Les arrérages seigneuriaux dans la succession de Josias	94
2.2.1 Différents acteurs pour de multiples étapes.....	94
2.2.2 Des stratégies de recouvrement diverses.....	95
2.3 La gestion seigneuriale de Jonathan	105
2.3.1 Des arrérages seigneuriaux croissants.....	105
2.3.2 Les actes d'obligation, un recours nécessaire.....	106
2.3.3 Les actes d'obligation liés aux arrérages seigneuriaux	108
2.3.4 Les autres types d'actes d'obligation	111
2.3.5 Les modalités de remboursement des sommes.....	113

2.3.6 Les issues des actes d'obligation	118
2.3.7 Les différentes poursuites judiciaires	124
2.4 L'exploitation de la ressource ligneuse dans la seigneurie	128
2.4.1 La protection de la ressource ligneuse à Rivière-David	128
2.4.2 Les contrats avec des tiers	130
2.4.3 Quelques utilisations du bois par Jonathan Würtele	136
Conclusion	140
CHAPITRE 3 - PLURIACTIVITÉ SEIGNEURIALE ET GESTION FONCIÈRE EN VILLE	144
3.1 Le commerce des produits forestiers	146
3.1.1 Les exportations de Benjamin Thérien à partir de Rivière-David	146
3.1.2 La prise en charge du bois par François-Xavier Gingras à Québec	148
3.1.3 Les intermédiaires impliqués dans la vente de la production forestière de Würtele	150
3.2 La gestion du magasin sur la rue De Buade	155
3.2.1 Le commerce du tabac dans le magasin de la rue De Buade	155
3.2.2 Les importations et exportations entre Québec et Rivière-David	163
3.3 La gestion des transactions financières	169
3.3.1 La place de Jonathan dans la Banque de Québec	169
3.3.2 La gestion des billets à ordre par François-Xavier Gingras	171
3.3.3 Des difficultés financières tout au long de la période	176
3.4 La gestion des bâtiments	180
3.4.1 Les maisons possédées	180
3.4.2 Les locations à Québec	182
3.4.3 L'entretien des bâtiments	187
Conclusion	190

CONCLUSION GÉNÉRALE.....	193
BIBLIOGRAPHIE.....	202
ANNEXE 1	214
ANNEXE 2	219
ANNEXE 3	223
ANNEXE 4	228
ANNEXE 5	232

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Terres cédées à Josias selon les dix-neuf actes de vente	37
Tableau 2 : Terres cédées à Josias après le jumelage des différentes sources	39
Tableau 3 : Terres achetées par Josias Würtele dans le canton de Simpson.....	44
Tableau 4 : Terres possédées par la famille Würtele dans les Eastern Townships, lors de l'inventaire après décès de Josias	55
Tableau 5 : Terres possédées par la famille Würtele dans le canton de Windsor, lors de l'inventaire après décès de Josias	56
Tableau 6 : Terres possédées par la famille Würtele dans le canton de Somerset, lors de l'inventaire après décès de Josias	61
Tableau 7 : Nombre d'actes d'obligation liés aux arrérages seigneuriaux dans les actes notariés	108
Tableau 8 : Nombre d'actes d'obligation concernant les cens et rentes durant la période	109
Tableau 9 : Nombre d'obligations liées aux cens et rentes, et aux lods et ventes durant la période.....	110
Tableau 10 : Répartition des autres types d'actes d'obligation dans les actes notariés	111
Tableau 11 : Nombre d'actes d'obligation concernant des avances en argent durant la période.....	112
Tableau 12 : Remboursement des sommes à date fixe	114
Tableau 13 : Remboursement des sommes avec étalement des versements	115
Tableau 14 : Nombre d'acquittements dans les actes d'obligation	118
Tableau 15 : Nombre de renouvellement dans les actes d'obligation	119
Tableau 16 : Nombre de rétrocession dans les actes d'obligation.....	121
Tableau 17 : Contrats entre Würtele et des habitants de Rivière-David pour la coupe de bois en 1846.....	133

Tableau 18 : Origines de la population selon le recensement du Bas-Canada de 1851	135
Tableau 19 : Boucauts reçus par François-Xavier Gingras le 13 août 1833	157
Tableau 20 : Variétés de tabac achetées cet automne par Gingras à la Joseph & Cie..	159

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Généalogie de la famille Würtele	30
Figure 2 : Territoires où Josias Würtele a possédé des lots dans les Cantons de l'Est...	65
Figure 3 : Localisation de la seigneurie de Rivière-David.....	68
Figure 4 : L'expansion du territoire seigneurial de la famille Würtele sous Jonathan ...	78
Figure 5 : Localisation de la rue De Buade à Québec.....	156
Figure 6 : Les bâtiments de la famille Würtele sur la rue De Buade.....	162

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ASTR	Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières
BAC	Bibliothèque et Archives Canada
BAnQ	Bibliothèque et Archives nationales du Québec

INTRODUCTION

Dans un article de *La Presse* du 25 novembre 1933, Francis-Joseph Audet résume la vie de Josias Würtele par ces mots : « cet honnête commerçant allemand connaissait la valeur de l'économie et il la pratiqua intelligemment. Il sut ensuite placer ses fonds d'une manière profitable. Il réussit ainsi à se faire un joli pécule, devint bourgeois, puis seigneur, et il laissa à ses enfants, avec un nom respecté, des biens considérables pour l'époque. Sa vie est une leçon dont beaucoup de gens devraient profiter¹ ».

Ce mémoire a pour titre « stratégies foncières, gestion seigneuriale et pluriactivité économique : Josias et Jonathan Würtele, 1780-1853 ». Par l'étude de Josias et de Jonathan Würtele, le patriarche de la famille et son fils aîné, cette recherche souhaite se pencher sur les stratégies familiales, foncières et économiques d'individus qui ont fait partie des élites durant la première moitié du XIX^e siècle au Bas-Canada. En plus de s'intéresser à la pluriactivité de ces hommes, cette analyse aspire à contribuer à l'histoire seigneuriale du Québec au XIX^e siècle. Notre enquête sur la famille Würtele permet d'étudier les pratiques des groupes élitaires pendant la période. Ce sont les seigneurs bourgeois et entrepreneurs qui sont plus précisément abordés. Quelles sont les stratégies employées par Josias et Jonathan Würtele pour intégrer le groupe des élites ? Les investissements fonciers et les rentes générées sont une première piste à analyser. Comment Josias acquiert-il ses propriétés à Québec, ses lots dans les Eastern Townships²,

¹ Francis-Joseph Audet, « Famille de seigneurs à la tête de la Ville », *La Presse*, 25 novembre 1933, p. 59.

² En 1792, le gouvernement colonial crée le comté de Buckinghamshire. Cette décision politique est une réponse aux demandes des Loyalistes. En 1796 est concédé le premier township de la Province de Québec : Dunham. D'autres territoires le sont les années suivantes : Brome, Bolton et Potton en 1797, Farnham en 1798, Clifton en 1799. En tout, c'est plus de 90 townships qui sont concédés. La région prend le nom officiel d'Eastern Townships of Lower Canada, au début du XIX^e siècle. L'expression est traduite par Townships de l'Est vers 1833, puis par Cantons de l'Est en 1858.

ainsi que son territoire seigneurial dans la future région du Centre-du-Québec³ ? Ces différents placements permettent d'obtenir des titres et des statuts. La gestion, le développement et l'exploitation du territoire seigneurial sont d'autres points à considérer. Les rapports des seigneurs de Rivière-David avec leurs censitaires sont à examiner, et plus particulièrement la gestion des prélèvements seigneuriaux. Si des arrérages apparaissent, quelles stratégies mettent en place les Würtele, pour les recouvrer ? Bien que d'importantes liquidités soient investies dans des fiefs, la ville demeure toujours le centre de pouvoir et de décision des membres des groupes élitaires. Les activités économiques et marchandes de Jonathan Würtele à Québec sont à étudier. Sa participation à différents réseaux professionnels doit être considérée. Les rapports à l'espace, les rapports sociaux ainsi que la fructification des capitaux comme modalités des rapports de domination sont à intégrer dans notre questionnement.

Selon l'article d'Audet, les procédés mis en place par Josias lui permettent de s'intégrer aux cercles influents de l'Amérique du Nord britannique. Avant de nous pencher concrètement sur l'étude de la famille Würtele, nous nous intéresserons d'abord aux groupes mentionnés dans cet article : la bourgeoisie et les seigneurs. En d'autres termes, une partie du groupe élitare au sein d'un Québec en pleine transition, entre le XVIII^e et le XIX^e siècle, entre le régime français et anglais, entre la Nouvelle-France, la Province de Québec, le Bas-Canada et le Canada-Est. La fortune ne peut, à elle seule, justifier l'intégration à ces groupes. La sociabilité et la notabilité jouent un rôle important dans l'obtention des statuts et des titres. Ces notions nous permettront de comprendre et d'aborder les stratégies utilisées par les individus et lignées en cause : tactiques de reproduction sociale, accroissement des réseaux et fructification des capitaux. Cette

Pierre Mailhot et Jean-Marie Dubois, « Cantons de l'Est », *L'Encyclopédie Canadienne* [En ligne], <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/cantons-de-lest> (Page consultée le 20 février 2020).

Depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, la région des Cantons de l'Est a connu plusieurs modifications de ses frontières : intégration de la partie nord du territoire à la région du Centre-du-Québec, rattachement de la partie est à la région Chaudière-Appalaches, rassemblement de la partie ouest à la Montérégie, création de la région administrative de l'Estrie, etc. Dans ce mémoire, les termes Eastern Townships et Canton de l'Est définissent toujours le territoire qui a existé de 1792 jusqu'à la seconde moitié du XIX^e siècle.

³ Les deux noms donnés à la seigneurie de la famille Würtele sont mentionnés dans ce mémoire : Deguire et Rivière-David.

introduction se terminera par l'énumération des fonds concernant la famille Würtele et la manière dont ces sources ont été mises à profit.

LES PRINCIPAUX CONCEPTS

Les élites et leurs spécificités

Les élites désignent les individus ou les groupes qui disposent de pouvoir et d'influence. Selon Thierry Nootens et Jean-René Thuot, la notion de pouvoir est consubstantielle aux phénomènes élitaires. Toutefois, celle-ci demande à être approfondie. Une réflexion sur l'identité de ces hommes doit être menée à bien. Repérer et classer leurs différents critères sur plusieurs échelles s'avère nécessaire. Le cumul des postes et les multiples implications sociales sont aussi des marques essentielles du pouvoir. Ces informations ne sont donc pas à omettre. Pour approfondir la question, les auteurs conseillent d'intégrer « une réflexion sur la fonction de médiation assumée par certains acteurs sociaux⁴ » qui sont actifs, tant sur le plan local que supralocal. La pluriactivité économique des individus doit être considérée, de même que le concept de territoire comme modalité du pouvoir : « l'analyse est donc susceptible de prendre une tournure plus dynamique en tenant compte du rapport à l'espace, rapport envisagé comme l'étendue d'une ascendance souvent en concurrence avec d'autres sites de pouvoir⁵ ».

La ville demeure importante pour les membres des groupes élitaires. C'est là que se trouve leur centre de pouvoir et de décision ; c'est là qu'ils se créent un mode de vie distinctif du reste de la population. Cependant, le village n'est pas à négliger. Celui-ci offre un certain prestige à plusieurs de ses résidents. Le monde urbain et le monde rural disposent donc de réseaux différents. Ils s'avèrent dans bien des cas complémentaires. Les formes de sociabilité qu'ils génèrent, la détention de biens matériels, le patrimoine familial et la maîtrise des codes qui engendrent la distinction des élites du reste de la

⁴ Thierry Nootens et Jean-René Thuot, « Introduction : interroger les rapports de pouvoir : les élites au Québec, XVII^e-XX^e siècles », Thierry Nootens et Jean-René Thuot, dir., *Les figures du pouvoir à travers le temps : formes, pratique et intérêts des groupes élitaires au Québec, XVII^e-XX^e siècles*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 3.

⁵ *Ibid.*, p. 3.

population, sont à inclure dans l'analyse du statut élitare. L'intégration des décisions individuelles et familiales, ainsi que les orientations des réseaux auxquels l'individu étudié appartient ne doivent pas être délaissées. Il faut aussi prendre en compte les informations structurelles et conjoncturelles qui influencent leurs stratégies⁶.

Nootens et Thuot nous invitent en outre à étudier les élites en incluant des problématiques qui touchent à la révolution démocratique et libérale, et à leur rapport à l'argent. Les pratiques élitaires de reproduction et de distinction sociales ont fait l'objet d'un certain nombre de recherches et de réflexions⁷. Néanmoins, des questions restent à approfondir. L'histoire des représentations et des pratiques culturelles doit en ce sens être explorée. Les facteurs économiques qui façonnent le statut élitare, comme la propriété seigneuriale, les sociétés commerciales, les sources de revenus et les capitaux, sont des vecteurs de rapports sociaux à considérer. Il en est de même pour les pratiques financières privées et le rapport au marché. La complémentarité de ces facteurs dans les intérêts d'un même individu, ou d'une même famille, a rarement été étudiée⁸.

En intégrant les réflexions de Nootens et de Thuot à notre questionnement, demandons-nous : comment les membres de la famille Würtele ont-ils construit leur statut élitare ? Quelles stratégies de reproduction sociale et de renouvellement des statuts convoités ont-ils utilisées ?

La sociabilité

Pour Jean Pierre Gutton, le concept de sociabilité peut être défini comme « l'étude à l'intérieur d'un cadre donné, ville ou village, des liens entre les hommes et les groupes

⁶ *Ibid.*, p. 2-4.

⁷ Par exemple : Gérard Bouchard, « Élitaires, entrepreneurship et conflits de pouvoir au Saguenay (1890-1920) », *Histoire sociale*, vol. 30, no 60 (novembre 1997), p. 267-299 ; Christian Dessureault, « L'élection de 1830 dans le comté de Saint-Hyacinthe : identités élitaires et solidarités paroissiales, sociales ou familiales », *Histoire sociale*, vol. 36, no 72 (novembre 2003), p. 281-310 ; Paul-André Linteau, « Quelques réflexions autour de la bourgeoisie québécoise 1850-1914 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 30, no 1 (juin 1976), p. 55-66.

⁸ Nootens, Thuot, « Introduction... », p. 5-7.

sociaux. Ce sont ces liens, amicaux ou conflictuels, qui définissent une vie sociale⁹ ». Plusieurs thèmes de recherches sont dès lors envisageables : les cadres de vie (la famille, conjugale ou non) ; les cadres administratifs locaux (la seigneurie, la paroisse, etc.) ; les différents groupes sociaux présents (leurs rapports de force, les conflits et les solidarités) ; et l'étude de la vie collective. Différentes hiérarchies et différents liens s'entremêlent en ces différents sites des interactions sociales. Pour Grenier, la sociabilité permet d'« aborder l'interaction des différents acteurs impliqués dans l'étude de la résidence seigneuriale¹⁰ », c'est-à-dire d'examiner les communautés rurales ou urbaines anciennes en cause.

La seigneurie est une unité d'observation de la sociabilité rurale. Dans le contexte d'une colonie de peuplement, comme la Nouvelle-France, la communauté doit être abordée « dans le sens d'un regroupement d'individus autour d'un ou plusieurs cadres de vie communautaire ou dans un habitat spécifique¹¹ » : dans un bourg, une paroisse, un village ou un rang. Implantée dans une colonie en peuplement, la seigneurie demeure le premier lieu de la vie communautaire. Pour autant, la paroisse paraît revêtir plus d'importance dans la vallée du Saint-Laurent. Pour Richard Colebrook Harris, l'importance de l'institution seigneuriale dans l'organisation sociale et territoriale de la Nouvelle-France est moindre. La seigneurie n'est peut-être pas le principal lieu de sociabilité de la vie rurale, mais administrativement, elle reste « le cadre juridique fondamental du statut foncier au Canada¹² ». Le développement de la seigneurie de Rivière-David débute véritablement à partir de 1831, sous l'administration de Jonathan Würtele. Ce dernier vient résider dans son manoir quelque temps après la mort de son

⁹ Gutton Jean-Pierre, *La sociabilité villageoise dans l'ancienne France : solidarités et voisinages du XVI^e au XVIII^e siècle*, s. l., Hachette, 1979, p. 7-8.

¹⁰ Benoît Grenier, *Seigneurs campagnards de la Nouvelle France : présence seigneuriale et sociabilité rurale dans la vallée du Saint-Laurent à l'époque préindustrielle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 31.

¹¹ *Ibid.*, p. 33.

¹² Louise Dechêne et Richard Colebrook Harris, *Atlas historique du Canada*, vol. 1, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987, planche 51.

père. Il est même considéré comme « l'artisan [...] de St-David¹³ ». Le décret canonique qui érige la paroisse est promulgué le 16 septembre 1831. Le décret civil, pour sa part, ne sera promulgué qu'en janvier 1835. Les territoires de la seigneurie et de la paroisse se confondent. Dans les actes notariés et la correspondance exploités dans notre étude, il arrive dans bien des cas que les dénominations de Rivière-David et de Saint-David soient interchangeables. Seigneur résident, Jonathan Würtele a entretenu diverses relations avec les habitants du lieu, qu'ils soient issus de la paysannerie, ou considérés comme des notables au sein de la localité. Ces interactions font partie intégrante de la présente étude.

La notabilité

François Guérard définit le notable comme un individu qui possède une situation sociale avantageuse. Il occupe des postes décisionnels au sein d'institutions ou d'organismes locaux ou régionaux. La reconnaissance du statut de notable est un signe de distinction par rapport au reste de la population. Il démontre une réussite sociale et économique. Identifier les notables en tant que groupe social s'avère néanmoins difficile. Selon l'échelle d'analyse et le lieu d'étude retenu, les caractéristiques du notable diffèrent. En ville, il s'agit fréquemment d'un bourgeois. Ce n'est pas forcément le cas en campagne. Des différences sociales sont donc perceptibles. Selon Guérard, ce groupe est néanmoins homogène. Les individus qui le composent sont unis par des intérêts communs. Pour saisir les modes de promotion sociale, les mécanismes et les stratégies qui assurent la cohésion du groupe des notables, il faut s'intéresser aux comportements qui relèvent de la sphère privée (sociabilité, alliances matrimoniales) et professionnelle. Dans les deux cas, la question des réseaux occupe une place prépondérante : « le notable devient partie d'un réseau de parenté dont les ramifications s'étendent constamment durant sa vie, le maintenant en contact avec des agents sociaux de provenances diverses¹⁴ ». Selon Grenier, sous le régime français, seuls la seigneurie, la paroisse, la

¹³ Lydia Brouillard et le Comité du livre du 150^e de St-David, *Histoire de Saint-David d'Yamaska : 150^e, 1831-1981 : volume souvenir publié à l'occasion du 150^e anniversaire de la paroisse de Saint-David d'Yamaska*, Sorel, Éditions Beaudry et Frappier, 1981, p. 32.

¹⁴ François Guérard, « Les notables trifluviens au dernier tiers du 19^e siècle : stratégies matrimoniales et pratiques distinctives dans un contexte d'urbanisation », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 42, no 1 (été 1988), p. 28-30.

milice, le bourg et le village permettent d'accéder à la notabilité dans le monde rural. Dans bien des cas, la famille et le voisinage l'autorisent également¹⁵.

Le seigneur est considéré « comme le premier notable de la communauté¹⁶ ». Il cumule bien souvent plusieurs postes sur le territoire. Cela accroît son autorité. Habituellement, le seigneur a d'autres fonctions, antérieures à l'acquisition de la propriété seigneuriale. Avant d'acquérir plusieurs seigneuries, Charles Aubert de la Chesnaye est marchand. Tout au long du XVII^e siècle, il continue en parallèle le commerce et le négoce. Avant de devenir seigneur de Rivière-David, Josias est marchand à Québec. Il est aussi propriétaire foncier. En association avec son fils, il vend les lots qu'il détient dans les Cantons de l'Est. La plupart des occupations de ces individus sont complémentaires. Leur pluriactivité ne doit donc pas être négligée. Au contraire : comme nous le montrerons, la pluriactivité est peut-être la donnée la plus importante en ce qui a trait au fondement du statut élitare et de la notabilité des seigneurs qui ont « réussi » durant les premières décennies du XIX^e siècle, du moins dans le cas des Würtele.

La paroisse peut, elle aussi, donner accès à la notabilité. Que le seigneur y réside ou non, le curé peut devenir un concurrent sérieux à son autorité. À partir de 1837, soit deux ans après son arrivée à Saint-David, le curé Joachim Boucher va régulièrement s'opposer à Jonathan Würtele. Les origines allemandes et la confession protestante du seigneur ne sont sûrement pas étrangères à ce comportement. Les conflits entre les deux notables vont avoir des répercussions jusqu'à Québec auprès de l'archevêque M^{sr} Signay, dans les années 1840¹⁷. D'autres professions autorisent l'accès à ce statut. Les notaires et les meuniers possèdent une certaine importance dans la hiérarchie des habitants. Leur situation est certainement favorisée s'ils collaborent avec le seigneur. Benjamin Thérien est notaire à Rivière-David entre 1825 et 1879. Il est aussi l'agent seigneurial de Jonathan Würtele.

¹⁵ Grenier, *Seigneurs campagnards de la Nouvelle France*..., p. 212.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Nicolas Lelièvre, « Mauvais payeurs, conflits religieux et relations commerciales tendues. Sociabilité et notabilité d'un seigneur du Centre-du-Québec : Jonathan Würtele », *Cheminements*, (2019), p. 67-68.

Après la Conquête, plusieurs institutions françaises restent en place : la milice, la paroisse, la seigneurie. Les catégories de notables qui les dirigent ne changent donc pas entre les deux régimes : « malgré le changement de métropole, on peut davantage parler de continuité que de rupture [...] le seigneur, le prêtre et le capitaine de milice continuent à exercer leurs fonctions respectives au sein des communautés rurales pendant toute la période [...] »¹⁸. Cependant, Colin Coates constate que la composition de l'élite locale, donc des notables, change entre le XVIII^e et le XIX^e siècle. En campagne, le phénomène de différenciation économique entraîne la formation d'une petite bourgeoisie, composée de marchands et d'agriculteurs. Le début du parlementarisme en 1791 offre un élan sans précédent à cette nouvelle élite laïque, qui prend graduellement la place de la noblesse¹⁹. Grenier signale lui aussi que le nombre de professionnels augmente : les médecins, les notaires, les avocats, les arpenteurs. Les fonctions de maire et d'échevin s'ajoutent au groupe des notables au milieu du XIX^e siècle. Dans les paroisses rurales qui viennent de terminer leur période de colonisation, les statuts sociaux se complexifient. De nouvelles professions viennent s'insérer dans le tissu social local : les maîtres d'école, les artisans et les marchands ruraux. Fils de cultivateur, Moïse Fortier naît à Saint-Léon, le 6 novembre 1815. À une date inconnue, il s'installe à Rivière-David comme marchand. Il sera maire pendant 22 ans²⁰. Entre 1839 et 1853, Würtele et Fortier entretiennent une correspondance. Celle-ci est tantôt cordiale, tantôt tendue. Les familles pionnières d'agriculteurs, celles qui possèdent les meilleures terres dans le premier rang, sont détentrices d'une certaine respectabilité, elles aussi. La famille seigneuriale n'est donc pas la seule à acquérir le statut de notable sur le territoire. Celle-ci doit transiger avec ces différents individus et groupes²¹. Le pouvoir est ainsi affaire de négociations, d'arrangements.

¹⁸ Grenier, *Seigneurs campagnards de la Nouvelle France...*, p. 212-213.

¹⁹ Colin Coates, *Les Transformations du paysage et de la société au Québec sous le régime seigneurial*, Québec, Septentrion, 2003, p. 95-96.

²⁰ « Moïse Fortier », *Dictionnaire des parlementaires du Québec de 1764 à nos jours* [En ligne], <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/fortier-moise-3197/biographie.html> (Page consultée le 15 août 2019).

²¹ Grenier, *Seigneurs campagnards de la Nouvelle France...*, p. 213-214.

Le groupe des seigneurs

Le changement de régime et du système législatif

Au moment de la Conquête, plus de 250 seigneuries existent dans la vallée laurentienne. Le traité de Paris, signé en 1763, met fin à la guerre de Sept Ans. La Grande-Bretagne obtient le Canada. La Proclamation royale est édictée la même année. La division du territoire en townships pour les nouvelles terres concédées est promue par les autorités coloniales. Le vainqueur britannique va pourtant rapidement revenir sur sa décision. Dès 1771, Guy Carleton parvient à remettre en vigueur l'ancienne tenure pour les futures concessions. Le régime seigneurial et la Coutume de Paris sont donc maintenus. En 1774, l'Acte de Québec reconnaît la légitimité des terres possédées en tenure seigneuriale. La priorité des autorités britanniques est d'obtenir le soutien des élites traditionnelles : les seigneurs et l'Église. La révolution américaine et l'invasion de la Province de Québec entre 1775 et 1776 les confortent dans ce choix. C'est l'Acte constitutionnel de 1791 qui semble compromettre l'avenir du régime seigneurial. Celui-ci tient compte de la venue et des revendications des Loyalistes, mais aussi de l'indépendance des États-Unis. Le territoire de la Province de Québec est alors scindé en deux colonies : le Haut et le Bas-Canada. Une Chambre d'assemblée est créée dans chaque province. C'est l'avènement du système électoral. L'expansion du territoire seigneurial est stoppée. On instaure la tenure en franc et commun soccage, libre de redevances seigneuriales, dans le Haut et le Bas-Canada. Le découpage du territoire en townships entre en vigueur²².

Mutations du groupe des seigneurs

La Conquête engendre le départ du tiers de l'élite française de la Nouvelle-France. Cet exode concerne 5 % de la population coloniale de l'époque, soit environ 4 000 personnes entre 1754 et 1770. Les seigneurs nobles sont les plus nombreux à partir. Les fiefs qu'ils mettent en vente sont rachetés par d'autres seigneurs restés dans la colonie. Certains d'entre eux vont se satisfaire du nouveau régime britannique. Ils souhaitent accroître leur patrimoine foncier et accéder aux fonctions politiques. Néanmoins, cette vieille noblesse francophone perd progressivement de son influence. Il en est de même

²² Benoît Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, Montréal, Boréal, 2012, p. 139-152.

pour les seigneurs roturiers. Ceux-ci ne profitent pas des réseaux professionnels que la noblesse française s'est créés avant la Conquête. Ils n'arrivent pas à se distinguer du reste de la paysannerie, leur groupe d'origine. Ils ne parviennent pas non plus à adopter entièrement le statut seigneurial qu'ils détiennent. Vivant repliés sur leur fief, ces seigneurs roturiers disparaissent au XIX^e siècle²³.

Les Britanniques s'intéressent aussi au régime seigneurial et prennent conscience du prestige associé au titre de seigneur. Les premiers acquéreurs britanniques sont militaires. En 1762, le gouverneur James Murray concède deux seigneuries à deux officiers écossais : John Nairne et Malcolm Fraser. Ils obtiennent Murray Bay et Mount Murray. Elles proviennent de l'ancienne seigneurie de La Malbaie, qui a été rattachée au domaine du roi en 1723. Rapidement, d'autres fiefs vont être achetés par des individus issus de la bourgeoisie anglaise et écossaise.

Ces nouveaux seigneurs sont des marchands et de grands importateurs. Certains ont suivi l'armée britannique pendant la guerre de Sept Ans, comme Thomas Dunn²⁴. Ils habitent dans les zones urbaines. Ils se sont souvent enrichis dans le commerce. À présent, ils s'intéressent aux seigneuries. Ces territoires leur assurent un rang social distinct. Ils leur offrent aussi des perspectives économiques : production de farine, pêcheries, fourrures. En 1773, George Allsopp, un marchand anglais, achète avec son beau-frère John Bondfield les fiefs d'Auteuil et de Jacques-Cartier. Plusieurs moulins sont construits sur ses terres. Il vend ensuite sa production de farine et de biscuits à des marchands qui se sont spécialisés dans la pêche à Terre-Neuve et dans le golfe du Saint-Laurent²⁵. L'avancée de la colonisation du territoire seigneurial accroît aussi les rentes annuelles. Les droits seigneuriaux ne sont donc pas à négliger. Ils peuvent engendrer des capitaux substantiels²⁶. Les Britanniques achètent un nombre important de fiefs dans la

²³ *Ibid.*, p. 141-145.

²⁴ *Ibid.*, p. 142-148.

²⁵ Alex Tremblay Lamarche, « La stabilisation et la créolisation de la présence seigneuriale britannique dans la vallée du Saint Laurent, 1790-1815 », Benoît Grenier et Michel Morissette, dir., *Nouveaux regards en histoire seigneuriale au Québec*, Québec, Septentrion, 2016, p. 256.

²⁶ Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial...*, p. 156-157

période 1760-1791. En 1790, 60 seigneuries appartiennent à des propriétaires d'origine britannique, contre 120 pour les Canadiens. Onze fiefs sont conjointement possédés par des Britanniques et des Canadiens²⁷.

Au fur et à mesure, les anciennes familles seigneuriales sont remplacées par des membres issus de la bourgeoisie anglo-protestante. Tant sur le plan social, ethnique que religieux, les nouveaux dirigeants se différencient des censitaires déjà établis. On tolère bien entendu ces nouveaux maîtres. Cependant, selon Grenier, l'intégration à la communauté n'est jamais totale. Dans certains cas, le seigneur peut être l'employeur de plusieurs censitaires. Son autorité sur le territoire est alors décuplée²⁸. De l'Acte constitutionnel jusqu'en 1815, la présence seigneuriale britannique se stabilise. À la fin de cette période, ces hommes détiennent 69 fiefs. Les Canadiens, 105. Huit seigneuries sont possédées conjointement par des Britanniques et des Canadiens²⁹. Les marchands anglophones n'ont donc pas le monopole de la propriété seigneuriale au XIX^e siècle. Les marchands francophones investissent eux aussi dans la propriété foncière. Certains sont notaires, comme le seigneur de la Petite-Nation, Joseph Papineau, voire avocats, tel Jean-Antoine Panet³⁰.

Outre les individus et les groupes mentionnés, d'autres hommes de différentes origines et confessions acquièrent des propriétés seigneuriales. Quelques seigneurs huguenots sont présents. En 1815, 16 seigneurs sont de cette confession³¹. En 1765, Aaron Hart est le premier juif à acquérir une seigneurie : le fief Bruyères³². Lui aussi a suivi les troupes britanniques durant la guerre de Sept Ans. En 1790, le gouvernement de la Province de Québec dresse la liste des propriétaires des différents fiefs. Sur un total de 166 individus, 128 sont Canadiens, 38 sont Britanniques. Parmi ces derniers, 15 sont marchands, 13 sont militaires, trois sont marchands et militaires, et trois sont

²⁷ Tremblay Lamarche, « La stabilisation et la créolisation... », p. 253-257.

²⁸ Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial...*, p. 154-158.

²⁹ Tremblay Lamarche, « La stabilisation et la créolisation... », p. 257.

³⁰ Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial...*, p. 161.

³¹ Tremblay Lamarche, « La stabilisation et la créolisation... », p. 271.

³² Denis Vaugeois, *Les premiers Juifs d'Amérique, 1760-1860 : l'extraordinaire histoire de la famille Hart*, Québec, Septentrion, 2011, p. 73.

fonctionnaires. Reste quatre cas inconnus. Sur les 30 seigneurs dont Alex Tremblay Lamarche a trouvé le lieu de naissance, 16 sont nés en Écosse, sept en Angleterre, et deux en Irlande. Cinq sont originaires d'autres pays : Pays-Bas, Allemagne, Suisse, colonies américaines, Bas-Canada³³. Le seigneur originaire d'Allemagne est probablement Jonathan Eckart, l'oncle de Josias Würtele. Celui-ci achète la seigneurie de Rivière-David le 4 août 1790³⁴.

C'est donc durant cette période de transition que Josias et son frère John viennent rejoindre leur oncle Eckart, dans les années 1780, à Québec. Ce tabagiste possède un magasin et une maison sur la rue De Buade. Josias devient à son tour marchand, puis propriétaire foncier. Le 5 octobre 1808, il acquiert à l'encan l'ancienne seigneurie familiale de Rivière-David. Il rend foi et hommage le 8 mai 1809, à Québec³⁵. Devenu seigneur, Josias rejoint ces petits et grands propriétaires fonciers, ces marchands et ces entrepreneurs qui accèdent à la propriété seigneuriale, dans le but d'atteindre un rang social plus prestigieux. Mais en plus d'obtenir des honneurs et de la notabilité, cette acquisition va lui permettre de diversifier ses activités économiques. Son fils aîné, Jonathan, va hériter de ce fief dans les années 1830. Celui-ci va continuer à développer les affaires familiales. La famille Würtele accroît sa place dans la hiérarchie des élites tout au long de la période. Mais les titres ne font pas tout. Des stratégies doivent être employées à cet effet.

LES STRATÉGIES DES GROUPES ÉLITAIRES

La reproduction sociale

Selon Nootens, la reproduction sociale « renvoie aux attentes et aux gestes reliés à la perpétuation des familles, au maintien de leur rang dans la société, à la recherche

³³ Tremblay Lamarche, « La stabilisation et la créolisation... », p. 263-264.

³⁴ Pierre-Georges Roy, *Inventaire des concessions en fief et seigneurie, fois et hommages et aveux et dénombremens conservés aux Archives de la Province de Québec*, Beauceville, L'« Éclaireur », 1929, p. 79.

³⁵ *Ibid.*, p. 80.

d'une promotion sociale [...]»³⁶. Parmi ces mécanismes se trouvent les alliances matrimoniales et la transmission par la succession.

Les alliances matrimoniales

Guérard étudie les conditions de formation et de reproduction du groupe des notables. Il examine aussi les réseaux de parenté en contexte d'urbanisation et d'industrialisation. Définir les modes de promotion sociale, les mécanismes et les stratégies qui accordent une certaine cohésion à ce groupe demeure difficile. Les rapports entre les individus, l'intégration à des réseaux de relations et de pouvoir sont primordiaux dans son analyse. Les actes professionnels et politiques ne font pas tout. Les naissances et les mariages autorisent l'intégration à un réseau de parenté, et mettent en contact avec de multiples agents sociaux³⁷. Les mariages des membres de la famille Würtele ont probablement engendré différents avantages et bénéfices. Josias se marie en premières noces avec Catherine Andrews dans les années 1790. Il s'agirait de la fille d'un vétérinaire de la guerre d'Indépendance américaine, le lieutenant Nicholas Andrews³⁸. Après la mort de sa femme, Josias se marie avec Eleonor Ramsay, le 30 avril 1814. En l'état, nous ne savons pas ce qu'ont pu apporter ces deux alliances au père. Il en est tout autre en ce qui concerne son fils. Jonathan se marie avec Louisa Sophia Campbell, le 15 mars 1824. Elle est la fille du marchand Archibald Campbell, un Loyaliste qui se réfugie dans la Province de Québec. Celui-ci se spécialise dans le commerce du bois. Louisa est la sœur d'Archibald Campbell, notaire du roi de la ville de Québec, et seigneur du fief du Bic dans les années 1820³⁹. Leur frère est John Saxton Campbell, un marchand qui se spécialise, tout comme leur père, dans le commerce des produits forestiers. Ce dernier devient seigneur de l'Îlet-du-Portage dans les années 1830⁴⁰. Archibald et John siègent

³⁶ Thierry Nootens, « "What a Misfortune that Poor Child Should Have Married Such a Being as Joe" : Les fils prodiges de la bourgeoisie montréalaise, 1850-1900 », *Canadian Historical Review*, vol. 86, (juin 2005), p. 229.

³⁷ Guérard, « Les notables trifluviens au dernier... », p. 28-29.

³⁸ Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds Paul Würtele, FN-0513, 1987.

³⁹ Pierre Savard, « Campbell, Archibald », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 9 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/campbell_archibald_9F.html (Page consultée le 24 juin 2019).

⁴⁰ Pierre Poulin, « Campbell, John Saxton », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 8 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/campbell_john_saxton_8F.html (Page consultée le 15 mai 2019).

au sein du conseil d'administration de la Banque de Québec dans les années 1820⁴¹. Ses beaux-frères ont certainement permis à Jonathan d'accroître ses réseaux.

La transmission par la succession

L'héritage permet la transmission du patrimoine familial. Cette transition, comme l'a signalé la littérature scientifique, est particulièrement délicate. Denis Vaugeois analyse la succession d'Aaron Hart. Mort le 28 décembre 1800, il lègue à ses descendants des biens considérables : possessions foncières et économiques. Le patriarche donne des bases solides au reste de la famille, et donc à ses différents héritiers. Cependant, la succession ne se déroule pas comme prévu. Des conflits vont opposer les différents légataires. La succession est finalement réglée en 1803. Les enfants ne vont jamais se réconcilier⁴². Josias meurt le 30 mai 1831, à Montréal. Il est inhumé dans le Mount Royal Cemetery. Par son testament, il lègue ses biens à sa seconde femme Eleonor Ramsay, et aux 12 enfants issus de ses deux mariages. Le patriarche souhaite que sa succession soit gérée par certains membres de la famille : son fils aîné Jonathan, Christopher Edward Würtele son quatrième fils, ainsi que Duncan Campbell Napier le mari de sa troisième fille, Catherine. Josias transmet à Jonathan la seigneurie de Rivière-David, par substitution fidéicommissaire jusqu'à la quatrième génération. La volonté de Josias est claire : aucune aliénation du domaine seigneurial n'est envisageable. Sa succession va pourtant être, elle aussi, source de conflits. Des tensions entre l'aîné de la famille et les autres héritiers sont visibles tout au long de la période. Il semble même que certains bénéficiaires surveillent la gestion seigneuriale de Jonathan. La succession du patriarche ne serait finalement réglée qu'en 1862, bien après la mort de Josias, mais aussi de Jonathan⁴³. Nous étudierons ces luttes de clans à différents moments.

⁴¹ George Bervin, *Québec au XIX^e siècle : l'activité économique des grands marchands*, Sillery, Septentrion, 1991, p. 133-134.

⁴² Vaugeois, *Les premiers Juifs d'Amérique, 1760-1860...*, p. 117-135.

⁴³ ASTR, FN-0513, 1987.

Les investissements envisageables

Les immeubles et les loyers

Une large partie de la bourgeoisie s'intéresse aux biens fonciers. Certains hommes investissent des capitaux conséquents dans les propriétés. Louise Dechêne indique que George Pozer acquiert plusieurs immeubles dans la ville de Québec, entre 1793 et 1809. Pour s'occuper de ses propriétés foncières, ce marchand engage deux notaires à titre d'agents⁴⁴. Pour acquérir ces bâtiments, ces personnes ont recours à leurs réseaux. Ils leur permettent de contracter plus facilement des prêts. C'est ce que George Bervin constate pour le marchand John Reinhart, à Québec. L'immeuble qu'il achète aux enchères en avril 1817 coûte 2 305 livres. Il se fait prêter 1 000 livres par un autre marchand. Il paye ensuite la balance du montant. Les réseaux professionnels permettent l'acquisition rapide de liquidité. Pour ces hommes, ces prêts d'argent sont vitaux. Ils favorisent la croissance de leurs affaires⁴⁵. Les bâtiments acquis en ville par ces individus sont couramment loués. Les placements immobiliers et le prélèvement des loyers engendrent des montants substantiels. Ces pratiques sont courantes tout au long du XIX^e siècle. Brian Young observe que George-Étienne Cartier obtient, lui aussi, d'importants revenus grâce à ses investissements dans les propriétés foncières en ville. Pour acquérir ses différents bâtiments, l'avocat se limite aux quartiers où il vit et travaille. Cette pratique rejoint la thèse de Paul-André Linteau et de Jean-Claude Robert, à savoir que les grands propriétaires fonciers restreignent leurs acquisitions à un espace déterminé⁴⁶. Cela facilite le prélèvement des loyers et l'entretien des bâtiments. Ces hommes achètent des immeubles en fonction des possibilités de revenu qu'ils peuvent obtenir. Ils ne font donc pas nécessairement de la spéculation⁴⁷. Depuis les années 1790, Josias Würtele acquiert différentes propriétés à Québec, mais aussi à Montréal. À sa mort, sa femme et ses enfants héritent de la plupart de ses immeubles. Pour faire fructifier leurs capitaux, les membres de la famille les louent à plusieurs occupants. Tout comme son voisin Pozer présent sur

⁴⁴ Louise Dechêne, « Pozer, George », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 7 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/pozer_george_7F.html (Page consultée le 24 juin 2018).

⁴⁵ Bervin, *Québec au XIX^e siècle...*, p. 103-104.

⁴⁶ Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert, « Propriété foncière et société à Montréal : une hypothèse », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 28, no 1 (juin 1974), p. 45-65.

⁴⁷ Brian Young, *George-Étienne Cartier : bourgeois montréalais*, Montréal, Boréal, 2004, p. 42-45.

la rue De Buade, Jonathan délègue la gestion d'une partie de ses édifices à son agent, François-Xavier Gingras. Nous examinerons donc l'organisation de son administrateur pendant la période, plus particulièrement la collecte des loyers et l'entretien de ces constructions.

Les seigneuries et les ressources naturelles

Certains membres de la bourgeoisie injectent des capitaux dans la propriété seigneuriale. C'est ce qu'Andrée Désilets constate dans le cas de Joseph Masson. En plus de pratiquer la spéculation immobilière et foncière, celui-ci acquiert en 1832, la seigneurie de Terrebonne, pour 25 150 livres. Lors de son achat, le fief rapporte déjà 1 200 livres par an. À présent, Masson veut exploiter la force hydraulique du territoire⁴⁸. La plupart des seigneurs du XIX^e siècle ne font pas que prélever leurs droits seigneuriaux. Nombre d'entre eux sont marchands. Le territoire seigneurial renferme des ressources naturelles qu'ils vont exploiter : le bois, le blé, le bétail. Dans la future région du Centre-du-Québec, dans les années 1840, le seigneur Chandler établit sur ses terres un élevage, un abattoir et une laiterie. Sur la rivière Nicolet, il construit deux moulins à farine et six moulins à scier. La production est ensuite vendue sur les marchés locaux⁴⁹. Bien entendu, le développement économique lié aux ressources naturelles dépend de l'intérêt et des décisions du seigneur. Dans le cas de la Petite-Nation, Claude Baribeau constate que la population qui réside sur le territoire devient « un réservoir de main-d'œuvre saisonnière pour les entrepreneurs » avec qui le seigneur signe des contrats⁵⁰. Josias Würtele exploite la ressource forestière du territoire, aussitôt Rivière-David achetée. Le bois coupé est ensuite livré à Québec. Ce secteur semble porteur, puisque quelques années plus tard, Josias fait ériger un moulin à scie directement sur sa seigneurie. Lorsqu'il prend possession du bien familial, Jonathan suit les traces de son père. Lui aussi passe des

⁴⁸ Andrée Désilets, *Louis-Rodrigue Masson : un seigneur sans titres*, Montréal, Boréal Express, 1985, p. 15-19.

⁴⁹ Yvan Rousseau, « Les structures sociales d'un terroir. Hiérarchie des fortunes et diversité des statuts », Claude Bellavance, Yvan Rousseau et Jean Roy, dir., *Histoire du Centre-du-Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2013, p. 234.

⁵⁰ Claude Baribeau, *La seigneurie de la Petite-Nation 1801-1854 : le rôle économique et social du seigneur*, Hull, Éditions Asticou, 1983, p. 81.

contrats pour couper du bois, notamment avec des habitants de la région. Les réseaux qu'il intègre influencent probablement sa production et sa vente de billes de bois.

Les rentes

Les rentes sont un revenu périodique que l'on tire d'un bien ou d'un capital. À la mort de Joseph Masson en 1847, ses biens sont partagés entre ses différents héritiers. La moitié de la fortune familiale, dont la seigneurie de Terrebonne revient à sa femme, Sophie Masson. Le restant de la fortune est partagé entre ses huit enfants. Une fois fait le règlement de la communauté de biens, chacun d'entre eux obtient une valeur approximative de 8 600 livres⁵¹. Cependant, aucun ne touche ce capital. Masson a rédigé un testament par substitution. Le partage des biens ne peut être fait qu'à partir de la troisième génération. Les revenus annuels de la succession sont réinvestis durant la décennie qui suit la mort du patriarche. À la onzième année, les enfants peuvent toucher la moitié des revenus annuels en parts égales. L'autre moitié continue à être réinvestie⁵². Les rentes peuvent aussi provenir d'un capital placé en actions, en obligations et en dépôts bancaires. Young constate que Cartier effectue de tels placements dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Il détient plusieurs comptes dans différentes institutions bancaires : à Montréal, à Ottawa et à Toronto. En 1873, il détient 109 actions dans la City Bank pour une valeur nominale de 10 900 dollars, et 146 dans la Banque du peuple pour une valeur nominale de 5 600 dollars. Les dividendes et intérêts générés par ces titres de propriété représentent des valeurs non négligeables⁵³. Qu'ils soient faits en ville ou en campagne, les investissements de Josias sont à étudier. Ses bâtiments à Québec, ses lots dans les Eastern Townships ainsi que sa seigneurie, génèrent des rentes. Sa succession est une autre piste à considérer. Il pourrait être pertinent de connaître les revenus générés par les biens reçus en partage, par les héritiers. La substitution fidéicommissaire n'est peut-être pas la seule décision particulière inscrite dans le testament de Josias. Les éventuels

⁵¹ Thierry Nootens, « "Je crains fort que mon pauvre Henri ne fasse pas grand-chose..." : les héritiers "manqués" et les querelles de la succession Masson, 1850-1930 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 59, no 3 (hiver 2006), p. 233.

⁵² Désilets, *Louis-Rodrigue Masson...*, p. 37-39.

⁵³ Young, *George-Étienne Cartier...*, p. 46-49.

placements que le patriarche a pu faire dans des institutions financières ou des sociétés sont aussi à prendre en compte. Certains héritiers en bénéficient peut-être par la suite.

La pluriactivité

La pluriactivité, en tant qu'assise du pouvoir seigneurial, est une perspective d'analyse fructueuse, comme l'ont montré plusieurs monographies consacrées aux élites économiques. André LaRose l'étudie dans le cas de Thomas McCord. En 1805, celui-ci ouvre un magasin général à Montréal. Pour rembourser ses dettes, il accepte le poste de régisseur de la seigneurie de Beauharnois, en mai 1807. McCord est alors payé 200 livres par an. Il occupe cette fonction jusqu'en 1809⁵⁴. Dans la première moitié du XIX^e siècle, Joseph Masson possède une compagnie d'import-export. Celle-ci connaît une forte croissance dans les années 1830. Trois maisons la composent alors. Elles sont établies à Glasgow, à Montréal, et à Québec. Masson et Hugh Robertson, l'un de ses collaborateurs, détiennent plus de 80% de son capital. En 1833, la valeur de cette firme est estimée à 80 200 livres ; et celle des marchandises importées à plus de 100 000 livres. Bien entendu, le cumul des postes est aussi à considérer dans cette analyse. En plus de son engagement dans l'import-export, Masson s'intéresse à la navigation, à l'amélioration des moyens de communication du Bas-Canada, à l'investissement dans la propriété seigneuriale, ainsi qu'aux progrès technologiques de l'époque. Il est élu membre du conseil d'administration de la Banque de Montréal en 1826. En 1834, il siège à la vice-présidence du conseil d'administration de la même institution. Avec ces postes, Masson espère pouvoir accroître ses possibilités de crédits bancaires, et donc avantager son entreprise⁵⁵. De la même manière, le « brasseur d'affaires » Moses Hart traite avec une vingtaine de maisons anglaises pour importer au Bas-Canada du sucre, du café ou du rhum. En parallèle, il tient une brasserie avec ses frères à Trois-Rivières et projette de fonder une banque privée, la Hart's Bank⁵⁶. Dans bien des cas, les nouveaux seigneurs exercent donc des activités variées concurremment à l'exploitation de leur fief. Certains sont marchands, d'autres

⁵⁴ André LaRose, « La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867 : les seigneurs, l'espace et l'argent », thèse de doctorat (histoire), Université d'Ottawa, 1987, p. 144.

⁵⁵ Fernand Ouellet, « Masson, Joseph », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 7 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/masson_joseph_7F.html (Page consultée le 15 mai 2020).

⁵⁶ Denis Vaugeois, « Hart, Moses », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 8 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/hart_moses_8F.html (Page consultée le 15 mai 2020).

sont de grands importateurs. Les activités qu'ils détiennent génèrent déjà des sommes non négligeables. Les propriétés seigneuriales acquises ne font qu'augmenter leurs perspectives économiques. Avant de devenir seigneur, Josias mène plusieurs activités en ville. Il est notamment marchand et tabagiste. Jonathan hérite de ces occupations professionnelles, à sa mort. Il est évident que pour le père et le fils, la détention de Rivière-David est une plus-value dans la diversification de leurs activités. La seigneurie permet alors de générer des capitaux substantiels.

L'intégration aux réseaux

Les alliances matrimoniales et le rôle de l'épouse autorisent l'expansion des réseaux privés et professionnels. Toutefois, d'autres stratégies permettent d'étendre ces réseaux. Pour développer leurs affaires, les marchands-négociants de la ville de Québec mettent sur pied des « partnerships » et des « copartnerships ». Par l'étude de ces associations, on peut « constater la complexité et la multiplicité des activités des marchands-négociants, de même que l'ampleur des réseaux de relations qui s'entrecroisent dans le milieu⁵⁷ ». Le « copartnership » permet aux marchands-négociants de diversifier leurs activités. S'associer avec d'autres collègues autorise une insertion plus rapide sur un marché en particulier. L'apport de capitaux provenant d'autres associés n'est donc pas à négliger. Ce type de société circonstancielle autorise à un marchand de réaliser un investissement minime tout en étant présent dans plusieurs secteurs. Cette association permet donc de prendre de l'expansion tout en réduisant les risques. Il arrive que ces marchands se mettent en société avec des parents. L'apport de capitaux, d'infrastructures (entrepôts, quais, stocks de marchandises, etc.) et les débouchés, ailleurs au pays ou en Angleterre, priment cependant sur la parenté. La finalité de ces marchands est d'investir dans les secteurs les plus profitables du moment, tout en poursuivant leur croissance dans d'autres activités. Les « partnerships » et les « copartnerships » autorisent l'accroissement des réseaux professionnels. Ces stratégies sont à prendre en compte pour comprendre le comportement des milieux d'affaires de la première moitié du XIX^e siècle⁵⁸. Les valeurs des marchands-négociants se diffusent dans le reste de la société. Ils

⁵⁷ Bervin, *Québec au XIX^e siècle...*, p. 48.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 47-56.

exercent une influence sociale, culturelle et économique dans les milieux urbanisés du Bas-Canada. D'ailleurs, quelques marchands moyens arrivent même à former des « copartnerships ». George Bervin indique à ce propos : « les marchands moyens sont loin d'être des laissés-pour-compte du système commercial [...] les deux communautés [marchands-négociants et marchands moyens] manifestaient leur présence à l'intérieur d'un même système économique et leurs chemins se croisaient fréquemment lorsque venait le temps de faire des affaires⁵⁹ ». Les membres de la famille Würtele mettent aussi en application ces pratiques. Pour vendre certains lots présents dans les Cantons de l'Est, Josias et Jonathan collaborent, un temps. Des associations avec d'autres hommes d'affaires, étrangers à la famille, existent aussi. Entre 1815 et 1819, Josias s'engage avec un marchand du faubourg Saint-Jean, Pierre Rochette. À la même période, Jonathan coopère avec un dénommé Fraser. Sur les quais de la ville, les deux sociétaires vendent de l'alcool, des livres, des vêtements, de la nourriture ainsi que du tissu⁶⁰. Selon Bervin, Würtele et Fraser font partie des encanteurs les plus actifs à Québec pendant la période 1820-1830, au même titre que Chinic et Quirouet, ou Melvin et Bélanger⁶¹. Qu'elles soient intrafamiliales ou extrafamiliales, les associations des Würtele sont à considérer.

SOURCES ET MÉTHODOLOGIE

Les fonds et les sources disponibles

Les fonds des Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières

Les Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (ASTR) détiennent deux fonds à propos de cette lignée. Le premier est celui de la famille Würtele. Il n'est pas entièrement indexé. Ses documents couvrent la période allant de 1723 à 1906⁶². Le fonds tient dans onze boîtes. Ces documents témoignent des aspects sociaux, économiques et judiciaires de la vie des trois principaux membres de la famille à avoir

⁵⁹ *Ibid.*, p. 72-77.

⁶⁰ ASTR, FN-0513, 1987.

⁶¹ George Bervin, « Aperçu sur le commerce et le crédit à Québec 1820-1830 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 36, no 4 (mars 1983), p. 537.

⁶² Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds de la famille Würtele, FN-0022.

été propriétaire de la seigneurie de Rivière-David : Josias, Jonathan, et Jonathan Saxton Campbell. Pour ce mémoire, nous avons sélectionné quatre catégories de sources : les actes notariés, la correspondance, les contrats, et les papiers de Cour.

Dans le premier groupe, ce sont les actes de cession, de rétrocession et d'obligation qui ont retenu notre attention. Les archives les ont classés avec un titre, et une date entre 1803 et 1850. Par conséquent, il est aisé de connaître le moment où une personne cède sa terre à Würtele, ou si celle-ci est endettée auprès du seigneur de Rivière-David. La rédaction minutieuse de ces actes facilite la compréhension des affaires. L'étude d'une partie de l'organisation du seigneur Jonathan est alors rendue possible.

Le deuxième groupe concerne la correspondance. Celle-ci est répertoriée par date. Aucune information supplémentaire et aucun mot clé ne détaillent plus les différentes missives. La lecture de plus de 350 courriers, écrits entre 1832 et 1853, s'est avérée nécessaire pour connaître une autre partie des intérêts et des stratégies de la famille Würtele. Les correspondances que nous avons sélectionnées sont celles de Benjamin Thérien et de François-Xavier Gingras, les agents de Jonathan à Rivière-David et à Québec⁶³. Toutefois, celles-ci ne sont pas complètes. Pour le premier, la période entre 1832 et 1836 est bien fournie. Il en est tout autre pour les années 1837 à 1853. Pour le second, les années 1834-1836, 1838-1839 et 1841-1842 sont manquantes. Une grande partie de la correspondance que Gingras et Jonathan entretiennent dans les années 1850-1853 est aussi absente. Des informations essentielles nous échappent donc probablement.

À l'exception de deux papiers qui traitent de la construction d'une maison, les archives n'ont inscrit aucun titre aux documents du troisième groupe : les contrats. Seule une date entre 1798 et 1853 est précisée. Certains de ces écrits sont rédigés en français, d'autres en anglais. Leur lecture permet de connaître les clauses convenues entre les parties, au moment de la signature du marché. Ces engagements concernent des censitaires et des habitants de la région, mais aussi des marchands faisant des affaires en ville.

Finalement, le quatrième groupe, celui des papiers de Cour, contient les documents relatifs aux causes en appel, aux jugements, aux observations, aux procès-verbaux et aux rapports d'arpenteurs. Une fois encore, aucun titre n'est précisé dans de

⁶³ Une lettre de chaque agent est présente en annexe 1 et en annexe 2.

nombreux cas. Seule une date entre 1793 et 1852 est inscrite. Ces papiers relatent plusieurs litiges qui ont opposé les seigneurs de la région de Yamaska. Bien que cette documentation s'avère incomplète, sa lecture peut tout de même nous faire connaître une partie des intérêts et des enjeux qui ont animé les acteurs en présence.

Le second fonds est celui de Paul Würtele. Il se résume à un livre de généalogie intitulé : « À propos de quelques membres de la famille Würtele⁶⁴ ». Fils de Campbell Würtele et d'Annette Kimpton, Paul est né le 3 juillet 1947, à Sainte-Thérèse-de-Blainville. En 1987, ce chirurgien de profession entreprend une recension des éléments qu'il a à propos de plusieurs de ses ancêtres. Il offre son recueil aux Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières, en 1988. Paul admet posséder la copie d'un arbre généalogique de la branche familiale issue du premier mariage de Christian Jacob Würtele avec Elisabetha Eckart, en 1753. Christian Jacob serait le premier à porter le nom de Würtele. Selon Paul, il s'agirait d'un dérivé du patronyme Wirtelin. Josias, fondateur de la branche seigneuriale de Rivière-David, est le second fils de Jacob et d'Elisabetha. L'ouvrage de ce descendant nous a permis d'en apprendre davantage sur les origines de la famille. Néanmoins, ce document mentionne des noms, des dates et des faits inexacts. La recherche de Paul Würtele s'avère moins rigoureuse que les écrits du *Dictionnaire biographique du Canada*. La vigilance est donc de mise. Toutefois, il est bon de conserver les quelques pistes et indices qu'elle nous offre. En voici quelques exemples. Josias et son oncle Jonathan Eckart auraient participé à la fondation de la *Quebec Benevolent Society*. Incorporée par George III, cette association a pour but d'établir un fonds commun destiné au soutien mutuel de ses membres en cas de maladie ou de vieillesse. Pendant plusieurs années, Josias souscrirait à la Société du feu de la ville de Québec. Il jouerait même un rôle dans son administration. À l'âge de 23 ans, Jonathan Würtele partirait en voyage initiatique pour renouer avec ses origines en Angleterre et en Allemagne. Son journal de bord donnerait des indications sur les conditions de son périple, ainsi que sur les auberges et les industries qu'il visite. Comme son père, Jonathan adhérerait à la Société du feu de la ville de Québec. Il siégerait même sur le comité de direction dans les années 1820. En quelques années, la famille Würtele aurait donc réussi à s'intégrer au

⁶⁴ ASTR, FN-0513.

groupe des citoyens importants de la cité de Québec. Certains de ses membres semblent posséder un statut social majeur et reconnu, et disposer d'une situation financière enviable.

Le fonds à Bibliothèque et Archives nationales du Québec, à Québec

Un troisième fonds est présent à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), à Québec. Il porte le nom de Jonathan Würtele. Le fonds couvre la période allant de 1798 à 1891. La majorité du fonds est composée de l'abondante correspondance qu'entretient Jonathan avec différents membres de la famille, mais aussi avec ses agents de Rivière-David et de Québec⁶⁵. Encore une fois, ce sont les missives de Benjamin Thérien et de François-Xavier Gingras qui sont conservées. Certains de ces papiers comblent les manques du fonds de la famille Würtele de Trois-Rivières, auparavant mentionnés. Les stratégies de Jonathan vont donc pouvoir être suivies plus attentivement. Le fonds de Québec détient aussi une centaine de documents qui concernent Josias. Les listes faisant l'inventaire des parcelles détenues par la famille au début du XIX^e siècle sont d'ailleurs retenues pour cette recherche. Les archives ont indiqué un titre et une date pour chacune de ces sources. Dans bien des cas, ces précisions se révèlent toutefois inexactes. Nous le verrons, celles-ci nous poseront différents problèmes lors de l'analyse.

Les fonds des Archives du Séminaire de Trois-Rivières et de BAnQ Québec offrent une documentation riche, pour traiter notre sujet. Les deux prochains fonds n'ont donc pas été exploités pour ce mémoire. Les descriptions qui suivent se basent sur les résumés donnés par les centres d'archives. Nous ne connaissons pas précisément leur contenu. Ces fonds doivent être considérés pour de futures recherches.

Le fonds des Archives de la ville de Montréal

La ville de Montréal possède le fonds de la Famille Jonathan Würtele. Les papiers qui le composent sont rédigés entre 1806 et 1890. Le fonds inclut des documents qui traitent des affaires de Jonathan Würtele, et des terres de la seigneurie de Rivière-David. On y trouve aussi de la correspondance privée et professionnelle, ainsi qu'un dossier sur

⁶⁵ Bibliothèque et Archives nationales du Québec (Québec), fonds Jonathan Würtele, P279.

Joachim Boucher, curé de la paroisse de Saint-David dans la première moitié du XIX^e siècle⁶⁶.

Le fonds à Bibliothèque et Archives Canada, à Ottawa

L'institution Bibliothèque et Archives Canada (BAC), à Ottawa, détient aussi un fonds sur la famille Würtele : le Josias Würtele and family fonds. Les documents présents sont rédigés entre 1766 et 1967. On y trouve de la correspondance, des notes et des papiers de Cour qui traitent de la succession de Josias⁶⁷.

Les monographies sur l'histoire de Saint-David d'Yamaska

La première monographie relatant l'histoire de Rivière-David a été écrite par le docteur Louis Wilfrid Joyal. Né à Saint-David en 1863, il s'y établit comme médecin en mars 1894. Il occupe plusieurs fonctions dans la paroisse tout au long de sa vie : maître de poste de 1912 à 1923, secrétaire du conseil municipal de 1908 à 1932, et même commissaire d'écoles du village pendant une quinzaine d'années. À une date inconnue, ce notable rédige un *Précis historique sur la paroisse de Saint-David de Guire et de ses institutions*. Nous pouvons seulement estimer la rédaction de ce texte entre la seconde moitié du XIX^e siècle et 1945, date de son décès. Cet ouvrage est divisé en quatre parties historiques : une sur la colonisation du territoire et les seigneuries ; une autre sur la paroisse de Saint-David et l'histoire des curés ; une troisième sur les corporations municipales, scolaires et les représentants du comté de Yamaska, et une dernière sur « les anciennes familles, fondatrices de la paroisse ». Bien que le travail de Joyal soit novateur pour l'époque, il n'en demeure pas moins qu'ici et là, se trouvent de multiples informations erronées. À la page 23, Joyal précise que Josias « demeura dans son manoir de Saint-David, de 1818 jusqu'à sa mort, qui arriva le 30 mai 1830. Il fut sépulturé dans le cimetière le " Cedar Anglican Cemetery " "⁶⁸ ». Or, comme indiqué plus haut, Josias meurt à Montréal en 1831.

⁶⁶ Archives de la ville de Montréal (Montréal), fonds Famille Jonathan Würtele, BM011.

⁶⁷ Bibliothèque et Archives Canada (Ottawa), Josias Würtele and family fonds, MG24-I105, R3109-0-5-E.

⁶⁸ Louis Wilfrid Joyal, *Précis historique sur la paroisse de Saint-David de Guire et ses institutions*, s. l. n. é., s. d., p. 23.

Précisons ici que la graphie d'origine est respectée dans toutes les citations et les sources de ce mémoire.

Il en est de même pour l'ouvrage qui célèbre les 150 ans du village. Le Comité ayant réalisé la rédaction de cette monographie paroissiale a été composé de bénévoles. Celui-ci reconnaît avoir manqué de « temps et [de] disponibilité [...] pour la rédaction de ce livre⁶⁹ ». L'ouvrage de 1981 s'inspire grandement de la partie historique de l'ouvrage de Joyal. Les mêmes erreurs et approximations sont visibles. Le récit entre 1945 et 1981 est quant à lui inédit. Ces deux documents doivent, à la manière du fonds Paul Würtele, être uniquement pris en compte pour nous mettre sur certaines pistes. Par exemple, les conflits interseigneuriaux qui opposent Josias Würtele à sa voisine Margaret Barrow sont exclusivement relatés dans le précis de Joyal.

Méthodologie

Pour traiter des stratégies foncières et de la pluriactivité économique des deux premiers membres de la famille Würtele, plusieurs documents nous sont nécessaires. Les premières sources sélectionnées proviennent du fonds de la famille Würtele, conservé aux Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois Rivières. La principale difficulté liée à ce corpus est son indexation partielle. Dans un premier temps, nous avons dû réaliser une liste complète des documents disponibles dans ces onze boîtes. En effet, une seule partie des dossiers présents ont des titres et des dates. Pour le reste, nous avons dû aller consulter directement ces documents. Les thèmes abordés dans ce fonds sont variés. Il nous a donc fallu faire des choix.

Les actes de vente disponibles dans les actes notariés nous permettent d'étudier les transactions relatives aux terres détenues dans les Cantons de l'Est. Ces documents concernent personnellement Josias. Grâce à eux, nous pouvons étudier une partie des stratégies foncières que la famille Würtele a déployées au début du XIX^e siècle. Toutefois, les Archives du Séminaire de Trois-Rivières disposent de peu de documents à ce sujet. Le fonds Jonathan Würtele, disponible à Bibliothèque et Archives nationales du Québec, à Québec, pallie cette lacune. La totalité des documents est répertoriée dans ce cas. Il a donc été possible de consulter son contenu en portant une attention particulière aux titres

⁶⁹ Brouillard et le Comité du livre du 150^e de St-David, *Histoire de Saint-David d'Yamaska...*, p. 9.

mentionnés par les archivistes, car ceux-ci sont parfois erronés. Les actes notariés qu'il renferme, comme les listes, offrent la possibilité de poursuivre l'étude des stratégies foncières du père. Nous avons donc jumelé les documents des fonds de Trois-Rivières et de Québec. Les extraits de l'inventaire après décès de Josias nous mentionnent une partie des lots légués aux héritiers de la famille Würtele. Ces documents peuvent probablement nous aider à comprendre de quelle façon Josias acquiert ses terres dans les Eastern Townships.

Les papiers de la Cour du banc du roi et les rapports d'arpenteurs conservés au Séminaire Saint-Joseph nous permettent d'examiner les recours utilisés par la famille lors des conflits interseigneuriaux. Durant toute la première moitié du XIX^e siècle, le père et le fils essaient de confirmer leurs frontières territoriales avec les seigneurs voisins.

La centaine d'actes d'obligation présente dans le fonds d'archives de Trois-Rivières laisse entrevoir les relations que Jonathan entretient avec ses censitaires. Ce type de document a été fort peu exploité par l'historiographie québécoise. Ces obligations peuvent pourtant donner des informations supplémentaires à propos de l'endettement paysan. D'autres sources autorisent l'étude de la gestion économique du domaine seigneurial par le fils Würtele. Comme nous l'avons mentionné auparavant, les nouveaux seigneurs ne se contentent pas de prélever les redevances qui leur sont dues. Comme son père, celui-ci exploite alors la ressource forestière de Rivière-David. Les contrats et marchés concomitants s'avèrent utiles pour cette partie de notre démonstration. Enfin, la correspondance qu'il entretient avec Benjamin Thérien, agent et notaire de la paroisse, nous donne la possibilité d'étudier les instructions du seigneur de Rivière-David, tout au long de la période. Ces différents courriers se trouvent autant à Trois-Rivières qu'à Québec.

La correspondance que Jonathan entretient avec François-Xavier Gingras nous permet d'en savoir plus sur sa pluriactivité économique, mais aussi sur sa gestion du patrimoine familial à Québec. Le fonds du Séminaire Saint-Joseph compte plus de 300 lettres écrites par son agent en ville. Grâce à ces courriers, les investissements et les

stratégies économiques mis en place par le fils Würtele ont été reconstitués. Il en est de même en ce qui concerne les réseaux où Jonathan est intégré. Seule leur correspondance présente à Trois-Rivières est exploitée pour ce mémoire. Plus de 300 autres lettres de Gingras sont encore disponibles à Québec.

Plan

Ce mémoire traite des stratégies foncières, de la gestion seigneuriale et de la pluriactivité économique de Josias et de Jonathan Würtele. Le premier chapitre étudiera les acquisitions du patriarche dans les Eastern Townships au début du XIX^e siècle, ainsi que la transmission de son patrimoine auprès de ses différents héritiers. Le deuxième chapitre examinera la gestion économique du domaine seigneurial par l'examen des arrérages seigneuriaux, puis par celle de l'exploitation des ressources forestières de son territoire. Dans le troisième et dernier chapitre, nous analyserons enfin la pluriactivité économique de Jonathan en nous intéressant davantage à ses activités de marchand et de membre du conseil d'administration de la Banque de Québec. Enfin, sa gestion du patrimoine familial à Québec sera essentiellement traitée grâce aux activités des bâtiments de la rue De Buade.

Présentation de la lignée seigneuriale de la famille Würtele

Josias Würtele

Josias Würtele est né le 11 avril 1760 à Strümpfelbach, dans le royaume du Wurtemberg en Allemagne. Il est l'un des fils de Jacob Würtele et d'Elisabetha Eckart. Dans les années 1780, accompagné de son frère John, Josias part s'installer chez son oncle Jonathan Eckart, à Québec. Celui-ci est tabagiste et marchand. Il a un magasin et une maison sur la rue De Buade. Josias en hérite en 1795. À partir de là, il achète plusieurs propriétés à Québec, mais aussi à Montréal. Au début des années 1800, Josias commence à acquérir de nombreuses terres dans les Cantons de l'Est. Finalement, en 1808, il achète à l'encan la seigneurie de Rivière-David. Il prendrait sa retraite en 1819, et partirait s'installer dans son manoir seigneurial. À une date inconnue, il décide d'aller vivre dans une de ses propriétés à Montréal. Il meurt dans cette ville le 30 mai 1831. Il est enterré au Mount Royal Cemetery, à Montréal. Josias se marie une première fois avec Catherine Andrews, aux alentours du 27 mars 1791. Dix enfants naissent de cette union. Sa femme meurt le 10 juin 1812. Il se marie de nouveau le 30 avril 1814, avec Eleonor Ramsay⁷⁰. Le couple a eu cinq enfants.

Jonathan Würtele

Jonathan Würtele est le fils aîné de Josias et de Catherine. Il naît le 16 septembre 1792 à Québec. Avant de reprendre les affaires familiales, il a été marchand et commissaire-priseur dans cette ville⁷¹. Il est député de William Henry entre 1830 et 1834. En 1831, Jonathan hérite de la seigneurie de Rivière-David. Il meurt le 19 novembre 1853 à Rivière-David, dans son manoir. Le 15 mars 1824, Jonathan épouse Louisa Sophia Campbell, fille d'Archibald Campbell, Loyaliste et marchand de bois à Québec. Celle-ci meurt le 2 avril 1886. Le couple est enterré à Rivière-David, au Cedar Point Cemetery.

⁷⁰ Céline Cyr, « Würtele, Josias », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/wurtele_josias_6F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

⁷¹ « Jonathan Würtele », *Dictionnaire des parlementaires du Québec de 1764 à nos jours* [En ligne], <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/wurtele-jonathan-5767/biographie.html> (Page consultée le 15 août 2019).

Jonathan Saxton Campbell Würtele

Jonathan Saxton Campbell Würtele est le fils aîné de Jonathan et de Louisa Sophia. Il est né le 27 janvier 1828 à Québec. Il étudie à la *Quebec Classical School*, puis à la *Quebec High School*. Il apprend le droit et est admis au Barreau du Bas-Canada le 6 août 1850. Jonathan Saxton hérite du domaine seigneurial à la mort de son père. Il jure foi et hommage au château Saint-Louis, le 3 février 1854. Il est le dernier Canadien à le faire⁷². Il s'installe un temps dans le manoir seigneurial de Saint-David. Il devient alors juge de paix, maire de la paroisse, président de la commission scolaire et même président de la société locale d'agriculture. Il est l'un des fondateurs de la Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-David. L'homme est aussi secrétaire de l'Association des seigneurs durant l'abolition de la tenure seigneuriale, en 1854. Il retourne à Montréal en 1862, et accumule différents postes et fonctions politiques⁷³. Jonathan Saxton Campbell Würtele meurt le 24 avril 1904 à Montréal. Il est enterré au cimetière Notre-Dame-des-Neiges.

⁷² Carman Miller, « Würtele, Jonathan Saxton Campbell », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 13 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/wurtele_jonathan_saxton_campbell_13F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

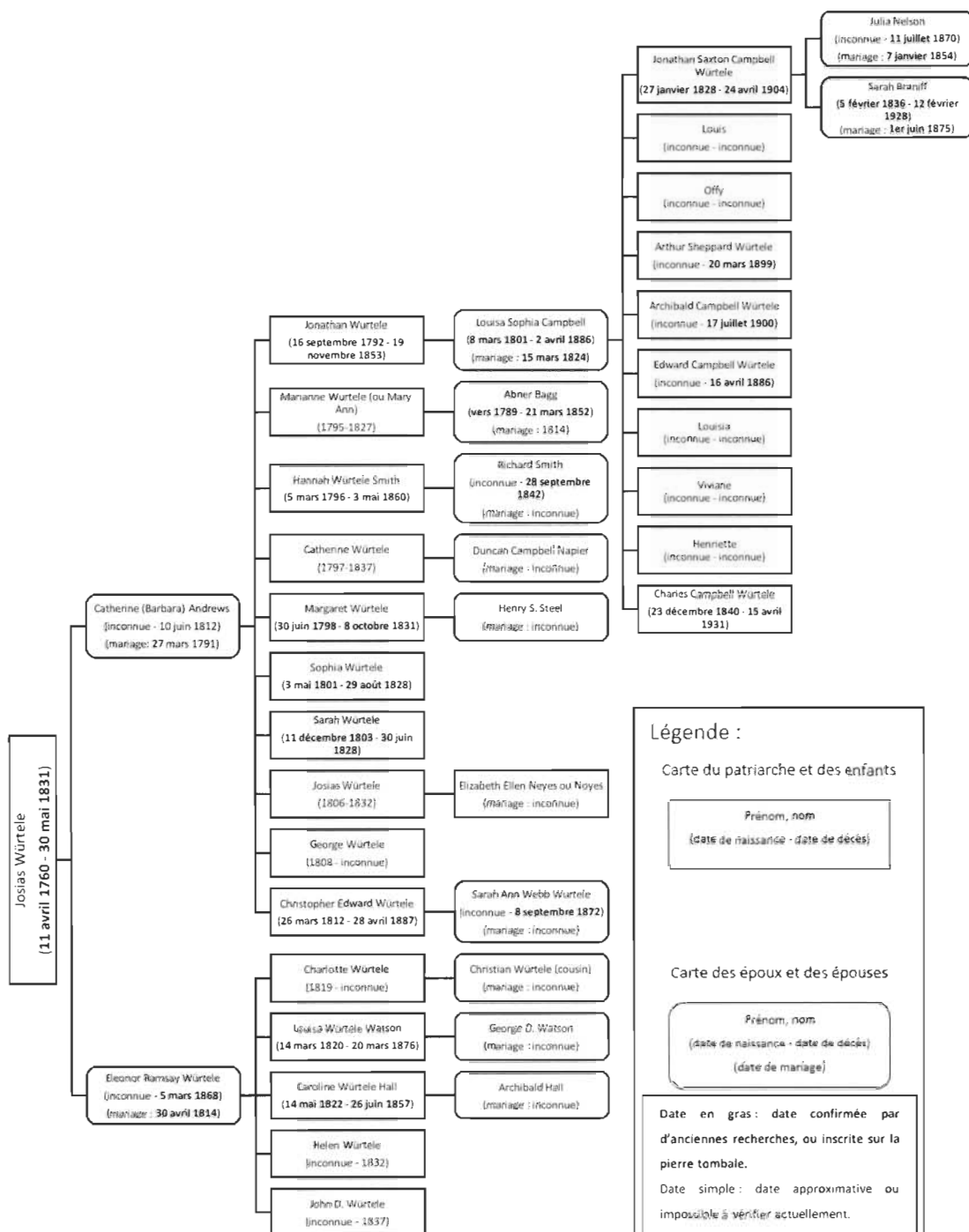
⁷³ « Jonathan Saxton Campbell Würtele », *Dictionnaire des parlementaires du Québec de 1764 à nos jours* [En ligne], <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/wurtele-jonathan-saxton-campbell-5769/biographie.html> (Page consultée le 15 août 2019).

FIGURE 1
Généalogie de la famille Würtele

Première génération

Deuxième génération

Troisième génération



CHAPITRE 1

LES STRATÉGIES FONCIÈRES DE LA FAMILLE WÜRTELE

L'Empire britannique sort vainqueur de la guerre de Sept Ans. Par la signature du traité de Paris en 1763, la Nouvelle-France tombe sous son autorité. Après la défaite, certains seigneurs rentrent en France. Sur les 44 fiefs mis en vente entre 1760 et 1766, 29 sont rachetés par des membres de la bourgeoisie marchande britannique. De 1782 à 1840, les seigneurs issus de la noblesse laissent à nouveau 33 fiefs. Les Britanniques en récupèrent encore 97¹. Leurs acquisitions foncières ne s'arrêtent pas là. Depuis 1775, la guerre d'Indépendance américaine fait rage. Les individus restés loyaux à la Couronne d'Angleterre se réfugient en Amérique du Nord britannique. Par l'Acte constitutionnel de 1791, la tenure en franc et commun soccage entre en vigueur. L'ouverture des Eastern Townships en 1792 est une réponse aux requêtes des Loyalistes. Les « seigneurs bourgeois » vont en profiter pour accaparer le plus de terres possible.

L'historiographie a largement abordé la maîtrise et la possession du territoire comme une dimension majeure de l'exercice du pouvoir : Jean-Pierre Kesteman a analysé la spéculation foncière et la concession de terres en tenure libre dans les Cantons de l'Est² ; alors qu'André LaRose l'a étudié à travers Edward Ellice, qui commue ses terres seigneuriales de Beauharnois en terres en franc et commun soccage³. Le canton et la seigneurie sont les deux modes de tenure du sol en vigueur au Bas-Canada, au XIX^e

¹ Benoît Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, Montréal, Boréal, 2012, p. 147-157.

² Jean-Pierre Kesteman, Peter Southam et Diane Saint-Pierre, *Histoire des Cantons de l'Est*, Sainte-Foy, Institut québécois de recherche sur la culture, 1998, 831 pages.

³ André LaRose, « La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867 : les seigneurs, l'espace et l'argent », thèse de doctorat (histoire), Université d'Ottawa, 1987, 685 pages.

siècle⁴. Serge Courville et Normand Séguin les ont grandement étudiés⁵. Tout au long de la période, plusieurs propriétaires fonciers accumulent des terres cantonales et des terres seigneuriales. S'interroger quant à la probable complémentarité des territoires qu'ils détiennent paraît pertinent.

Quelles sont les acquisitions foncières de Josias Würtele dans les Cantons de l'Est, et dans la future région du Centre-du-Québec, au XIX^e siècle ? Quels biens lègue-t-il à ses héritiers à sa mort ? Comment certains d'entre eux les exploitent-ils ? Nous analyserons premièrement les stratégies foncières du patriarche dans différents townships. Les terres qu'il lègue à ses héritiers seront ensuite examinées. Enfin, l'acquisition et l'expansion de la seigneurie de Rivière-David dans l'actuel Centre-du-Québec seront étudiées. Cette partie s'intéressera davantage à la résolution des conflits interseigneuriaux qu'ont vécus Josias Würtele, et son fils Jonathan.

1.1 LES ACQUISITIONS FONCIÈRES DANS LES EASTERN TOWNSHIPS

Josias Würtele naît en 1760 à Strümpfelbach, en Allemagne. Il est l'un des fils de Jacob Würtele et d'Elisabetha Eckart. Dans les années 1780, plusieurs membres de la famille immigreront dans la Province de Québec. Josias et son frère John s'installent chez leur oncle Jonathan Eckart, dans la ville de Québec. Ce dernier est marchand de tabac et d'articles divers. Il détient une maison et un commerce de détail sur la rue De Buade⁶. Dès le début des années 1800, Josias investit dans le foncier. Il acquiert des terres dans les Cantons de l'Est. Pour faire les meilleurs placements, il s'associe à un certain John Savage.

⁴ Utilisé avant la fin du XIX^e siècle, le mot canton est un anachronisme. Il est toutefois mentionné dans ce mémoire pour éviter la redondance du terme township.

⁵ Serge Courville et Normand Séguin, *Le coût du sol au Québec : deux études de géographie historique*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1996, 184 pages.

⁶ Céline Cyr, « Würtele, Josias », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/wurtele_josias_6F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

1.1.1 La tenure en franc et commun soccage, la première association

L'Acte constitutionnel de 1791 crée le Haut-Canada et le Bas-Canada. Il établit le régime parlementaire et un nouveau système d'attribution des titres fonciers. Les autorités souhaitent limiter le système seigneurial, donc stopper l'expansion des terres sujettes aux droits seigneuriaux. La Couronne concède des terres en tenure libre et en pleine propriété, c'est-à-dire en franc et commun soccage. Les Cantons de l'Est ont ce système de propriété du sol. Un individu devient propriétaire en achetant sa terre. Les rentes seigneuriales sont inexistantes. Le 7 février 1792, le gouverneur Alured Clarke annonce l'ouverture des terres de la Couronne à la population. Les modalités générales de concession sont indiquées. Le territoire concédé est divisé en townships. Des pétitions sont envoyées à Québec pour obtenir des concessions. Les demandes sont étudiées par un comité spécial du Conseil exécutif de la Province, appelé le Comité des terres. Seules les requêtes collectives, présentées pour un canton par un groupe d'associés sous la direction d'un leader sont prises en compte. Ce dernier avance les fonds requis pour l'arpentage, le coût des procédures et les frais d'émission des titres de propriété que sont les lettres patentes. Il est dédommagé de ses avances en étant autorisé à retenir certaines parties des lots concédés à ses associés. Chaque pétitionnaire chef de famille peut obtenir 200 acres de terre. À sa discrétion, le Comité peut lui concéder jusqu'à 1 000 acres supplémentaires⁷.

John Savage

John Savage naît en 1740. Il est issu d'une famille irlandaise arrivée en Amérique du Nord dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Celle-ci émigre dans la vallée de la rivière Hudson, proche d'Albany, dans la colonie de New York. Influents, les Savage deviennent propriétaires terriens à Spencertown. La guerre d'Indépendance américaine éclate en 1775. À l'été 1782, John Savage entre au service de l'armée britannique comme informateur. Loyaliste, la famille Savage quitte le nouvel état de New York en octobre 1783. Elle se réfugie dans la Province de Québec, plus précisément dans la seigneurie de Foucault. Ce territoire seigneurial est abandonné depuis la retraite de Bourlamaque, en 1760. Il est acquis par Henry Caldwell en 1764, et est renommé Caldwell Manor. Les

⁷ Jean-Pierre Kesteman, « Les débuts du peuplement », Jean-Pierre Kesteman, Peter Southam et Diane Saint-Pierre, dir., *Histoire des Cantons de l'Est*, Sainte-Foy, Institut québécois de recherche sur la culture, 1998, p. 88-89.

terres de ce fief ne sont toujours pas réoccupées au moment de la guerre d'Indépendance américaine⁸. Le 16 juillet 1792, John Savage présente une pétition pour obtenir le township de Shefford, dans le Bas-Canada. Il s'acquitte de l'autorisation d'arpentage, des listes d'associés et des démarches auprès des commissaires. Sans titre de possession, il ouvre à ses frais des chemins et complète l'arpentage du canton. Savage conclut des transactions immobilières avant la concession officielle du territoire. Cela lui permet de financer son projet. Pour obtenir une compensation des pertes encourues pendant la guerre d'Indépendance américaine et faire valoir ses états de service, il s'allie à d'autres contestataires. Un représentant est envoyé à Londres pour défendre leur cause. John Savage acquiert finalement les lettres patentes du canton de Shefford, le 10 février 1801. Il partage ensuite les 34 000 acres de terre acquises avec ses 38 associés⁹.

L'association Savage-Würtele

Entre 1800 et 1805, pendant le mandat du gouverneur Milnes, le Comité des terres commence à accorder des concessions individuelles gratuitement, aux leaders qui se sont acquittés de leurs obligations, comme celle d'établir sur place un nombre prédéfini d'associés. Ces possessions du domaine de la Couronne font plusieurs milliers d'hectares. Les acquéreurs sont des marchands, des membres du Conseil exécutif, du Comité des terres ainsi que des hauts fonctionnaires. La spéculation motive ces nouveaux propriétaires. Deux possibilités s'offrent à eux. Ils peuvent revendre leurs lots plus chers à d'autres spéculateurs, ou bien les garder pendant plusieurs années, le temps qu'ils prennent de la valeur, puis les céder à des immigrants désirant s'installer¹⁰.

C'est au cours de cette période que Savage et Würtele s'associent. Ils créent une société le 13 février 1801¹¹. L'acte est signé devant Roger Lelièvre, notaire de la ville de Québec. John évalue des lots dans différents cantons des Cantons de l'Est. Il indique à

⁸ *Ibid.*, p. 85-86.

⁹ Marie-Paule R. LaBrèque, « Savage, John », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/savage_john_6F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

¹⁰ Kesteman, « Les débuts du peuplement », p. 90.

¹¹ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, *archives des notaires du Québec*, Roger Lelièvre (1793-1847) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S178/01/1798-1801/03Q_CN301S178R_050.pdf

son associé Josias, leur qualité et leur prix. Les hommes se partagent les pertes et les profits. Ces terres sont principalement obtenues auprès de vétérans de la milice qui ont rendu service pendant la guerre d'Indépendance américaine. Chacun d'entre eux se voit offrir 400 acres par le gouvernement¹².

1.1.2 Les acquisitions dans les townships de Granby et de Milton

En 1788, le colonel Henry Caldwell, commandant de la milice britannique de Québec, envoie une pétition au gouvernement. Il souhaite obtenir l'octroi de terres pour les 330 miliciens ayant défendu la ville de Québec au moment du blocus naval face aux Américains, entre 1775 et 1776. Le Comité des terres et le lieutenant-gouverneur Alured Clark concèdent un canton de neuf milles de front par 12 de profondeur en 1792. Le township de Granby est créé. Le gouverneur ordonne son arpentage en 1797. Jeremiah McCarthy en dépose le plan définitif en 1801. Le 8 janvier 1803, les townships de Granby et de Milton sont concédés à 140 miliciens de la ville de Québec, ou à leurs veuves. Les 261 lots contenus dans le canton de Granby sont répartis de la façon suivante : 155 lots à 99 soldats et officiers de la milice, 75 lots au Clergé et à la Couronne, 31 lots ne sont pas octroyés. Selon Mario Gendron, aucun de ces miliciens ne vient s'établir sur ce territoire. Ces 261 lots du township de Granby représentent 52 167 acres. Les terres concédées aux soldats comptent pour 31 045 acres, soit 59,5 % du territoire. Quatre-vingt-dix d'entre eux reçoivent un octroi de 400 acres ou moins. Neuf en emportent davantage. Les parcelles obtenues par l'Église et la Couronne représentent 14 965 acres, soit 28,7 % du canton. La majorité de ces « concessionnaires-miliciens » sont des citoyens. Ils n'ont pas le désir de s'établir comme colons sur des terres qu'il va falloir défricher. Dès qu'ils en ont l'occasion, et sans grandes considérations financières, ils vendent leurs lots à des marchands de Québec. C'est le cas de Thomas Ainslie. Ce milicien obtient une concession de 700 acres en 1803. Il la vend à Josias pour 28 livres en 1804¹³. La spéculation des terres commence bien avant l'arrivée des premiers colons. Il est estimé que 16 550 acres

¹² Céline Cyr, « Würtele, Josias », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/wurtele_josias_6F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

¹³ David Roberts, « Ainslie, Thomas », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 5 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/ainslie_thomas_5F.html (Page consultée le 15 juillet 2018).

du canton de Granby transitent avant les premiers établissements¹⁴. Josias joue un rôle dans ce phénomène.

Les quatorze miliciens

Les documents qui détaillent les acquisitions de Josias dans les cantons de Granby et de Milton sont présents aux Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières et à Bibliothèque et Archives nationales du Québec, à Québec. Le premier centre détient 19 actes de vente. Ils sont réalisés sur un formulaire standardisé en anglais, à Québec, en 1803. Ils donnent suite à une promesse de vente convenue entre les parties devant notaire. La date de l'acte varie selon le milicien. Comme acompte, Josias aurait précédemment offert cinq chelins à chaque vendeur. Ces derniers conviennent de céder leurs lots dès leur octroi par le gouvernement. L'acte précise que ces terres sont acquises contre services rendus en tant que soldat de la milice britannique, lors du blocage de la ville de Québec en 1775. Le nom, le prénom, la profession du vendeur, la date de l'accord, le(s) nom(s) du/des notaire(s), la localisation et la dénomination de la terre sont à remplir sur chaque document. Le nom de Josias est déjà dactylographié¹⁵. Dans bien des cas, ces informations sont incomplètes. Les dates d'acquisitions des terres par Josias ne sont pas inscrites. Selon Gendron, le patriarche de la famille Würtele fait signer des promesses de vente à des miliciens de Québec, ou à leurs veuves, pour le canton de Granby dès 1801. Il obtient leurs terres au moment où ils les reçoivent officiellement du gouvernement en 1803¹⁶.

Ces quatorze miliciens sont de professions diverses. On trouve un menuisier, deux charpentiers¹⁷, un commerçant, un distillateur¹⁸, un fourreur¹⁹, et un jardinier²⁰. Seul Peter

¹⁴ Mario Gendron, « Les débuts du canton de Granby, 1788-1831 », *Revue d'études des Cantons de l'Est*, no 3 (automne 1993), p. 50-51.

¹⁵ Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds de la famille Würtele, actes notariés, cession et rétrocession, FN-0022-02-05, 1803, Joseph Tranquil to Josias Würtele.

¹⁶ Gendron, « Les débuts du canton de Granby... », p. 50.

¹⁷ ASTR, FN-0022-02-05, 1803, Robert Hadden to Josias Würtele.

¹⁸ ASTR, FN-0022-02-05, 1803, Ephraim Robichaud to Josias Würtele.

¹⁹ ASTR, FN-0022-02-05, 1803, Joseph Bellanger to Josias Würtele.

²⁰ ASTR, FN-0022-02-05, 1803, Alexander Fraser to Josias Würtele.

Lundy est considéré comme soldat du sixième régiment d'infanterie de Sa Majesté à Québec²¹. Les six autres hommes ne déclarent pas de profession. John McDonald et Angus McIntire ne sont pas présentés comme résidents de la ville de Québec²². Les terres promises à Josias se répartissent différemment selon les vendeurs. Deux lots sont cédés dans le canton de Granby par six d'entre eux. Deux parcelles sont vendues dans celui de Milton par trois autres. Un seul acte de vente est passé quand les deux lots sont sur le même territoire. McIntire, Lundy, Francis Simon, Duncan McKenzie et Etienne Begin vendent une terre dans chaque township. Deux actes sont donc rédigés. Onze papiers concernent le canton de Granby, huit celui de Milton. Les terres promises à Josias se répartissent ainsi :

TABLEAU 1
Terres cédées à Josias selon les dix-neuf actes de vente

Cantons	Nombre de lots
Granby	17
Milton	11
Total	28

Source : ASTR, fonds de la famille Würtele, actes notariés, cession et rétrocession, FN-0022-02-05.

Parmi ces 19 actes, seuls cinq documents mentionnent la date de la promesse de vente. Le nom des notaires est uniquement inscrit à cette occasion. La consultation des greffes de Jacques Voyer et Roger Lelièvre peut nous apporter des informations supplémentaires sur ces accords. Ces documents se trouvent sur microfilms à Québec. La plupart des actes consultés sont peu lisibles. Pour la faisabilité du mémoire, nous avons eu recours en premier lieu aux répertoires de leurs archives notariales. Par ordre chronologique, ils indiquent les principales informations des actes passés : le numéro, la date, le type, et le nom des parties concernées. Un autre document présent à BANQ Québec peut nous fournir une estimation des dates d'acquisitions de ces lots par Josias. En anglais, son titre a été traduit par les archives par : « Liste des lots et rangs des terres

²¹ ASTR, FN-0022-02-05, 1803, Peter Lundy to Josias Würtele (deux actes).

²² ASTR, FN-0022-02-05, 1803, John McDonald to Josias Würtele.

ASTR, FN-0022-02-05, 1803, Angus McIntire to Josias Würtele (deux actes).

dans les townships de Granby et de Milton bordant celle de Josias Würtele ». Cette traduction est toutefois erronée. Le titre original est : « A list of the lots and Ranges of Land in the Townships of Granby and Milton belonging to Josias Wurtele ». Il n'est donc pas question des terres voisines à celles de Josias, mais bien d'un inventaire de ses acquisitions dans ces deux cantons. Les dates estimées sont aussi à revoir. Le premier achat ne date pas de 1801, mais de 1800. Cette information confirme que la spéculation sur les terres débute bien avant l'installation des premiers colons, en 1803. Ce document n'a pas de date de rédaction. Il présente les informations suivantes : le nom et le prénom de l'ancien propriétaire, la localisation de la terre, son numéro, son rang, sa superficie en acre ainsi que la date d'achat par Josias²³. Trente-sept transactions ont été réalisées par Würtele dans ces cantons. Trente-cinq entrées concernent des lots de 200 acres, deux autres de 100 acres. Une première lecture permet de repérer les noms des miliciens et lots concernés par nos 19 actes notariés. Le jumelage des informations de ce document, aux actes de cession et aux répertoires des notaires nous permettra-t-il de dater précisément les ventes de ces 14 miliciens ?

Les répertoires des notaires Voyer et Lelièvre confirment la date de plusieurs de ces ventes. Parmi ces 19 documents, 12 ont été retracés. Deux sont passés chez Voyer, dix autres chez Lelièvre. Le 10 janvier 1801, Josias achète les lots de Simon, Begin, Joseph Bellanger et Joseph Tranquil. Le 16 février il acquiert ceux de John Donohue²⁴. Ce dernier vend ses terres à Josias, seulement trois jours après sa promesse de vente passée le 13 février²⁵. Würtele achète 12 de ces lots en 1801. Six d'entre eux sont à Granby, les six autres à Milton. Dix autres documents concernent des achats de Josias en 1803. William McKenzie vend ses lots le 17 février²⁶. Il les cède plus de deux ans après

²³ Bibliothèque et Archives nationales du Québec (Québec), fonds Jonathan Würtele, Josias Würtele, divers, P279 I E, 1801 à 1809, no 90a, liste des lots et rangs des terres dans les townships (cantons) de Granby et de Milton bordant celles de Josias Würtele.

²⁴ BAnQ, *archives des notaires du Québec*, Roger Lelièvre (1793-1847) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S178/01/1798-1801/03Q_CN301S178R_050.pdf

²⁵ ASTR, FN-0022-02-05, 1803, John Donohue to Josias Würtele.

²⁶ BAnQ, *archives des notaires du Québec*, Roger Lelièvre (1793-1847) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S178/01/1802-1803/03Q_CN301S178R_068.pdf

sa promesse de vente passée le 6 janvier 1801²⁷. George Jenkins lui vend les siennes le 18 février²⁸. C'est presque deux ans après sa promesse de vente signée, non pas le 30 juillet²⁹, mais le 3 août³⁰. Würtele acquiert alors six lots. Quatre sont achetés à Granby, deux à Milton. La totalité de ses acquisitions correspondrait alors au tableau suivant.

TABLEAU 2
Terres cédées à Josias après le jumelage des différentes sources

Cantons	Nombre de lots	Acres
Granby	40 + 2 x 0,5	8 200
Milton	30	6 000
Total	70	14 200

Sources : ASTR, fonds de la famille Würtele, actes notariés, cession et rétrocession, FN-0022-02-05 ; BAnQ (Québec), fonds Jonathan Würtele, Josias Würtele, Divers, P279 I E ; BAnQ, *archives des notaires du Québec* [En ligne].

Les répertoires de notaire consultés permettent de retracer une partie de ces achats. Les informations relatives aux affaires de ces 14 miliciens sont présentes en annexe 3. Tant dans les greffes de Voyer que de Lelièvre, les cas de Lundy, de Robert Hadden, de McIntire et de Duncan McKenzie demeurent introuvables aux dates indiquées. Pour les deux premiers, le document de BAnQ Québec précise une vente des lots le 21 janvier 1803. Aucun acte n'est passé à leurs noms à cette date. Pour les deux autres, les noms précisés dans les deux fonds diffèrent³¹. Pour le lot n°18 dans le 1^{er} rang de Granby, et le n°19 dans le 6^e rang de Milton, McIntire est remplacé par Anthony Anderson³². Il en est de même pour Duncan McKenzie pour son lot n°3 dans le 10^e rang de Milton, et le n°11

²⁷ ASTR, FN-0022-02-05, 1803, William McKenzie to Josias Würtele.

²⁸ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, *archives des notaires du Québec*, Jacques Voyer (1798-1842) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S285/01/1803-1807/03Q_CN301S285R_034.pdf

²⁹ ASTR, FN-0022-02-05, 1803, George Jenkins to Josias Würtele.

³⁰ BAnQ, *archives des notaires du Québec*, Jacques Voyer (1798-1842) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S285/01/1798-1802/03Q_CN301S285R_017.pdf

³¹ BAnQ (Québec), P279 I E, 1801 à 1809, no 90a, liste des lots et rangs des terres dans les townships (cantons) de Granby et de Milton bordant celles de Josias Würtele.

³² ASTR, FN-0022-02-05, 1803, Angus McIntire to Josias Würtele (deux actes).

dans le 9^e rang de Granby³³. D'ailleurs, le nom d'Anderson est mentionné pour d'autres terres : le n°2 du 4^e rang de Granby, le n°1 du 5^e rang de Milton. Tous ces actes auraient été passés le 26 octobre 1803³⁴. Nous n'en avons trouvé aucune trace.

Anthony Anderson

Anthony Anderson est un marchand-négociant de la ville de Québec. Approvisionneur des troupes de Sa Majesté dans le Bas-Canada, il fait partie de ce groupe restreint qui monopolise la vente de viande à l'armée au XIX^e siècle. Ce commerce demande une planification rigoureuse. Seuls de grands marchands peuvent répondre à la demande du commissariat général. Dans les années 1810, Anderson et son associé Charles Smith, un des membres du conseil d'administration de la Banque de Québec, sont occasionnellement représentés par Louis Picotte, trafiquant de fourrures et homme d'affaires originaire de Rivière-du-Loup³⁵. C'est au cours de cette période qu'Anderson s'engage à livrer à Québec, au commissaire général, du 1^{er} octobre 1810 au 1^{er} avril 1811, 2 800 livres de viande de bœuf fraîche par jour. Cette commande de 506 800 livres est destinée aux troupes. Elle représente une somme de 7 602 livres courant. Pour respecter ce contrat, le marchand doit se procurer la denrée auprès de fournisseurs. L'un d'eux, Stephen Clark, est marchand dans le Vermont. Deux autres détaillants sont originaires de la paroisse de Saint-Hyacinthe. Ces transactions démontrent qu'Anderson est reconnu à l'extérieur de la ville, et qu'il dispose d'une certaine capacité financière. Il fait partie de ces individus qui prennent plus de la moitié des gros contrats militaires signés entre le commissariat général et les marchands de la ville de Québec, durant la période 1807-1819³⁶.

En 1818, Anthony Anderson est élu syndic avec Louis Gauvreau et John Reinhart dans la faillite de James Godfrey Hanna, orfèvre et homme d'affaires à Québec. Cet

³³ ASTR, FN-0022-02-05, 1803, Duncan McKenzie to Josias Würtele (deux actes).

³⁴ BAnQ (Québec), P279 I E, 1801 à 1809, no 90a, liste des lots et rangs des terres dans les townships (cantons) de Granby et de Milton bordant celles de Josias Würtele.

³⁵ Renald Lessard, « Picotte, Louis », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/picotte_louis_6F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

³⁶ George Bervin, *Québec au XIX^e siècle : l'activité économique des grands marchands*, Sillery, Septentrion, 1991, p. 189-191.

Irlandais d'origine se marie le 25 octobre 1812 avec Margaret Roberts Eckart, née en 1798³⁷. Elle est la fille de Jonathan Eckart, cousin de Josias Würtele. Précisons ici que Reinhart semble très proche de la famille Eckart. Il figure même sur le testament de l'oncle de Josias Würtele, Jonathan Eckart. Pendant le conflit anglo-américain de 1812, Hanna sert comme adjudant-major sous les ordres du lieutenant-colonel Jacques Voyer³⁸. Comme nous l'avons vu, ce notaire de Québec est à l'origine de plusieurs actes de cession relatifs à des achats de terres par Josias dans les cantons de Granby et de Milton. Il offre aussi ses services aux grands marchands de la cité de Québec³⁹. Avant ce conflit, Voyer accepte de prendre un apprenti, Archibald Campbell, pour qu'il réalise son stage de clerc. Celui-ci participe d'ailleurs à la guerre de 1812. Ce dernier est le frère de Louisa Sophia Campbell, épouse de Jonathan Würtele à partir du 15 mars 1824. Anderson est donc un des marchands-négociants de la ville de Québec. Il fait partie de ce groupe qui achète de nombreuses terres aux miliciens, au début du XIX^e siècle. Les membres qui le composent font partie d'une catégorie sociale bien particulière. Leur influence culturelle et économique se diffuse dans le reste de la société bas-canadienne tout au long du siècle⁴⁰. Anderson est donc bien intégré au réseau de la famille Würtele.

En définitive, la documentation consultée indique que Josias a acquis de nombreux lots dans les cantons de Granby et de Milton au début du XIX^e siècle. Vers 1805, le patriarche de la famille Würtele fait partie des plus grands propriétaires fonciers du township de Granby, avec John Caldwell et Matthew McRider. Josias aurait acheté 40 lots de 200 acres, et deux lots de 100 acres, dans le township de Granby, ainsi que 30 lots de 200 acres dans celui de Milton. Ces acquisitions représentent respectivement 8 200 et 6 000 acres. Le total des terres dans Granby correspond approximativement à ce qu'a

³⁷ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, *registre de l'état civil du Québec des origines à 1917* [En ligne], Holy Trinity Anglican Cathedral, 18 février 1798, acte de baptême de Margaret Roberts Eckart, http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/ecivil/pdf/03Q/CE301/03Q_CE301S61/1798B/01/03Q_CE301S061_1798_39.pdf

³⁸ John E. Langdon, « Hanna, James Godfrey », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 8 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/hanna_james_godfrey_8F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

³⁹ Madeleine Ferron, « Voyer, Jacques », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 7 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/voyer_jacques_7F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

⁴⁰ Bervin, *Québec au XIX^e siècle...*, p. 36.

relevé Gendron dans son article⁴¹. Les acquisitions de Josias dans ce canton ne dépasseraient donc pas la quarantaine de lots. Mais le patriarche de la famille n'achète pas que des terres dans ces deux townships.

1.1.3 Les achats dans le canton de Simpson

Le fonds Jonathan Würtele, conservé à BAnQ Québec, contient différents documents à propos d'autres territoires dans les Eastern Townships. Deux d'entre eux concernent le canton de Simpson. Ceux-ci sont en anglais. Pour le premier, les archivistes ont traduit le titre par : « Liste des terres dans les townships (cantons) de Simpson et de Nelson bordant celles de Josias Würtele ». La traduction est une nouvelle fois erronée. Le titre original est : « List of Lands in the Townships of Simpson and Nelson belonging to Josias Würtele ». À la manière du document sur les cantons de Granby et de Milton, nous sommes en présence d'une feuille qui recense les terres acquises par le patriarche de la famille. La mention « Purchased from » en haut de la liste le confirme. Les informations présentées dans le document sont les suivantes : le nom et le prénom de l'ancien propriétaire de la terre, son rang, son numéro et sa superficie en acre. Pour les 16 ventes mentionnées, 15 transactions comprennent deux lots, totalisant 400 acres de terre chacune. Une autre pour la moitié d'un lot, soit 100 acres. La superficie acquise correspond à 6 100 acres⁴².

Le second document qui détaille les achats de Josias dans le canton de Simpson a comme titre traduit : « Liste de personnes possédant des terres dans les townships (cantons) de Grantham et de Simpson ». Celui-ci est encore incorrect. Composé de deux feuilles, la première a pour titre : « List of Lots in the Townships of Simpson ». La deuxième n'en a pas. Elle concerne les cantons de Grantham et d'Upton. Gardons cette dernière pour une prochaine partie. À la gauche du document qui énumère les lots dans le township de Simpson est indiqué le mot « sale ». Il s'agit donc bien de 18 individus qui vendent des parcelles à Josias. Sur les 20 transactions inscrites, on trouve : un achat pour

⁴¹ Gendron, « Les débuts du canton de Granby... », p. 50.

⁴² BAnQ (Québec), P279 I E, sans date, no 98, liste des terres dans les townships (cantons) de Simpson et de Nelson bordant celles de Josias Würtele.

la moitié d'un lot de 100 acres de terre, un pour un lot de 200 acres, et 16 autres pour 400 acres chacune. Ces acquisitions représentent donc 6 700 acres. Le document présente les informations suivantes : le nom et le prénom du vendeur, les numéros des lots et des rangs, leur superficie en acre, la date d'achat par Josias, ainsi que le nom du notaire ayant passé l'acte. Les noms de Lelièvre et de Voyer sont encore indiqués. Ces deux documents sont anonymes et sans date. Ils ont pu être rédigés avant ou après la mort de Josias. En les jumelant avec les répertoires des notaires mentionnés, constatons la véracité des dates d'achats inscrites⁴³. Le cas échéant, la consultation de quelques actes complète ces renseignements.

Le 19 juillet 1802, Noël Dubord cède bien à Josias ses lots n°5 et 6, et Louis Paquet ses lots n°21 et 23. Ces terres sont situées dans le 11^e rang⁴⁴. Le 26 juillet, trois propriétaires cèdent encore leurs parcelles à Würtele. C'est le cas de François Ranvoyzé, qui vend ses lots n°1 et 3 dans le 3^e rang⁴⁵. Josias est donc particulièrement actif en ce mois de juillet 1802, année de l'ouverture du canton de Simpson. Ses achats ne s'arrêtent pas là. D'autres sont faits en 1803. Ce second document mentionne donc les dates exactes des acquisitions de Josias. Mais il y a mieux. Il en précise deux autres. Le 23 juillet 1802, Antoine Cureux, dit St-Germain, laisse à Würtele son lot n°10 dans le 1^{er} rang. Sa superficie est de 200 acres⁴⁶. Enfin, sept ans plus tard, le 25 septembre 1809, Étienne Lagueux vend ses lots n°26 et 27 dans le 4^e rang⁴⁷. En plus de ces deux nouvelles entrées, deux autres, incomplètes, sont indiquées. Elles concerneraient John et William Munn. Une dernière ligne est effacée. Les numéros des terres ont même été rayés. Les achats de Josias seraient donc plus nombreux que ceux inscrits et connus.

⁴³ BAnQ (Québec), P279 I E, sans date, no 98b, liste de personnes possédant des terres dans les townships (cantons) de Grantham et de Simpson.

⁴⁴ BAnQ, *archives des notaires du Québec*, Jacques Voyer (1798-1842) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S285/01/1798-1802/03Q_CN301S285R_026.pdf

⁴⁵ BAnQ, *archives des notaires du Québec*, Jacques Voyer (1798-1842) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S285/01/1798-1802/03Q_CN301S285R_027.pdf

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ BAnQ, *archives des notaires du Québec*, Jacques Voyer (1798-1842) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S285/01/1808-1810/03Q_CN301S285R_072.pdf

TABLEAU 3
Terres achetées par Josias Würtele dans le canton de Simpson

Nombre de transactions	Acres cédées par les vendeurs	Totaux
1	100	100
1	200	200
16	400	6 400
Total		6 700

Source : BAnQ (Québec), P279 I E, sans date, no 98b, liste de personnes possédant des terres dans les townships (cantons) de Grantham et de Simpson.

Ces informations demeurent essentielles pour constater l'activité économique de Josias Würtele au début du XIX^e siècle. Malheureusement, comme dans le cas des townships de Granby et de Milton, le prix des terres acquises n'est jamais précisé sur ces documents. Cependant, une des transactions de Simpson peut nous en apprendre davantage. Il s'agit de la vente passée avec François Ranvoyzé.

François Ranvoyzé

François Ranvoyzé naît le 25 décembre 1739. Il est orfèvre dans la ville de Québec. Pour les services qu'il a rendus comme milicien lors de l'invasion américaine, il reçoit, en 1802, deux lots de terre dans le canton de Simpson. Il les aurait vendues « pour la somme de £7 et " d'autres bonnes considérations " » à Josias Würtele⁴⁸. Ici encore, le patriarche de la famille rachète aux vétérans de la milice les terres qu'ils ont obtenues du gouvernement. Au début du XIX^e siècle, ces différents cantons ne sont pas encore peuplés. Seuls quelques autochtones sont généralement de passage. Les terres n'y sont donc pas défrichées. Ce détail joue certainement sur leur valeur. On y trouve toutefois du bois en abondance qui fera prochainement la fortune des exploitants forestiers. Au début du XIX^e siècle, le prix demandé pour des achats de terre dans le township de Simpson est-il toujours le même ? Le 19 juillet 1802, Paquet et Dubord signent chacun un acte de vente avec Josias. Il est précisé sur chaque document que les deux lots sont laissés pour

⁴⁸ Robert Derome et José Ménard, « Ranvoyzé (Ranvoizé), François », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 5 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/ranvoyze_francois_5F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

une valeur de « 7 pounds », soit 7 livres⁴⁹. Nos recherches nous ont amenés à l'acte de vente de Joseph Moisan. Son nom n'est pas mentionné sur les documents du fonds de BAnQ Québec. Toujours le 19 juillet, Moisan se défait de ses lots n°11 et 12 du 7^e rang. La somme inscrite est encore « 7 pounds⁵⁰ ». Ce montant semble correspondre au prix convenu pour acquérir une terre dans ce canton à l'époque. Mais le cas de Moisan confirme autre chose. Les lots achetés par Josias dans le township de Simpson durant la période sont plus nombreux que ceux inscrits sur nos documents. À ces différentes observations s'en rajoute une dernière. À la manière d'Anthony Anderson dans les cantons de Granby et de Milton, le nom de Pierre Bédard remplace celui de certains vendeurs à Simpson.

Pierre Bédard

Le premier document analysé pour le canton de Simpson précise que Geneviève Martin, veuve de Frs. Brideau, Marthe Chandonnet, veuve d'Etienne Glen dit St-Agnant, M. L. Pelange, veuve de P. Laurencelle, et Thomas Morin cèdent respectivement leurs lots n°23 et 25 dans le 9^e rang, n°7 et 8 dans le 7^e rang, n°24 et 25 dans le 10^e rang, et n°4 et 5 dans le 7^e rang, à Josias Würtele⁵¹. Cependant, le deuxième document indique que ces terres sont vendues par « Pierre Bédard ecuyer ». En consultant le greffe du notaire Lelièvre aux dates précisées, on remarque que les actes ne sont pas passés avec Josias. Les lots de Martin vendus le 14 avril 1801⁵², de Morin et de Chandonnet cédés le 24 octobre de la même année⁵³, sont tous acquis par Pierre Bédard. L'acte de Pelange, passé

⁴⁹ Bibliothèque et Archives nationales du Québec (Québec), fonds Cour supérieure, district judiciaire de Québec, greffes de notaires, Jacques Voyer, CN301, S285, 19 juillet 1802, vente de Louis Paquet à Josias Würtele.

BAnQ (Québec), fonds Cour supérieure, district judiciaire de Québec, greffes de notaires, Jacques Voyer, CN301, S285, 19 juillet 1802, vente de Noël Dubord à Josias Würtele.

⁵⁰ BAnQ (Québec), fonds Cour supérieure, district judiciaire de Québec, greffes de notaires, Jacques Voyer, CN301, S285, 19 juillet 1802, vente de Joseph Moisan à Josias Würtele.

⁵¹ BAnQ (Québec), P279 I E, sans date, no 98, liste des terres dans les townships (cantons) de Simpson et de Nelson bordant celles de Josias Würtele.

⁵² BAnQ, *archives des notaires du Québec*, Roger Lelièvre (1793-1847) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S178/01/1798-1801/03Q_CN301S178R_052.pdf

⁵³ BAnQ, *archives des notaires du Québec*, Roger Lelièvre (1793-1847) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S178/01/1798-1801/03Q_CN301S178R_056.pdf

le 25 avril 1803, est introuvable. L'acquéreur ne serait autre que l'avocat et homme politique né le 13 septembre 1762 à Charlesbourg. En 1801, Pierre Bédard souhaite obtenir le township de Tring. Sa demande est cependant refusée. Ce dernier voit dans les cantons la solution pour résoudre le problème de surpopulation des seigneuries. Comme d'autres dirigeants canadiens-français, Bédard perçoit l'installation d'immigrants anglophones dans les Cantons de l'Est comme une menace pour la formation de la future « nation canadienne ». En 1818, il prononce un discours à la chambre d'Assemblée. Il y dénonce les dépenses d'argent faites par la province dans les Cantons de l'Est, où un grand nombre d'immigrants américains, loyalistes et britanniques se trouvent⁵⁴. Ce problème ne semble pas l'empêcher de faire des affaires dans le township de Simpson, ainsi que dans d'autres cantons. Mais pourquoi Bédard vend-il ses lots à Josias Würtele, donc à un étranger ? Fait-il partie des spéculateurs des Eastern Townships ? Les cède-t-il en prévision de l'achat du canton de Tring ? Sait-il déjà que la pression démographique des seigneuries ne trouvera pas son salut dans les Cantons de l'Est ? Nous ne pouvons le dire actuellement.

Les concessions par blocs, le système de réserves du clergé et de la Couronne ainsi que la spéculation entraînent rapidement un manque de terres pour les colons qui souhaitent réellement s'établir dans les Cantons de l'Est. À l'ouverture des concessions en 1792, le domaine public compte 1 106 000 hectares, soit plus de 2 700 000 acres. En 1832, 240 000 hectares ont réellement été concédés aux futurs résidents. Cela représente approximativement 590 000 acres. Les réserves du clergé et de la Couronne comptent pour 559 000 hectares (environ 1 300 000 acres). S'y ajoutent les 336 000 hectares non arpentés dans les Hautes-Appalaches (environ 830 000 acres). De leur côté, les spéculateurs détiennent 310 000 hectares, soit plus de 760 000 acres. C'est 29 % des terres concédées dans les Eastern Townships qui sont entre leurs mains⁵⁵. Selon Céline Cyr, entre 1800 et 1810, Josias acquiert 50 245 acres de terres dans la région⁵⁶. L'accumulation

⁵⁴ Fernand Ouellet, « Bédard, Pierre-Stanislas », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/bedard_pierre_stanislas_6F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

⁵⁵ Kesteman, « Les débuts du peuplement », p. 99.

⁵⁶ Céline Cyr, « Würtele, Josias », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/wurtele_josias_6F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

des propriétés dans les townships est une étape de sa stratégie. Si le patriarche de la famille Würtele veut faire fructifier les capitaux qu'il a investis, il doit à présent vendre ses lots.

1.1.4 La colonisation et la vente des lots par Josias

Un territoire difficile d'accès

L'accessibilité du territoire des Eastern Townships est aussi un obstacle à sa colonisation. Les voies de communication sont rares, mal entretenues et coupées des seigneuries. D'importantes étendues de marais les séparent de Montréal, Trois-Rivières et Québec. Le réseau routier est de meilleure qualité en direction de la Nouvelle-Angleterre. Le territoire des Cantons de l'Est est alors mieux intégré à l'économie des États-Unis qu'à l'économie canadienne. Ceux qui veulent s'établir dans ces nouveaux cantons connaissent de grandes difficultés pour apporter le matériel nécessaire à leur installation. L'introduction du bétail et l'exportation de la production agricole vont s'avérer tout aussi problématiques. Würtele, Caldwell et Savage sont au courant de ce problème dans le township de Granby. Dès 1805, les trois hommes tentent même d'aménager des routes⁵⁷. Les Cantons de l'Est ne relient les territoires seigneuriaux qu'en 1812. D'ailleurs, ce réseau routier va demeurer pendant très longtemps insuffisant et mal entretenu. La British American Land Company, compagnie de colonisation, intervient à la fin des années 1830. Elle souhaite améliorer le déplacement entre la zone seigneuriale du Bas-Canada et les Eastern Townships. L'axe nord-sud se développe. Un quai en eau profonde est alors construit à Port-Saint-François, en 1835. Les bateaux à vapeur reliant Montréal à Québec y accostent. Une route entre Port-Saint-François et Richmond est aussi aménagée. Un service de diligence vers Sherbrooke est mis en place trois fois par semaine. Ce développement avantage l'Estrie, ce qui n'est pas le cas du Piedmont et des Hautes-Appalaches. Ce manque d'ambition retarde l'installation des futurs colons. Il ne favorise pas non plus le développement économique de la région⁵⁸.

⁵⁷ Gendron, « Les débuts du canton de Granby... », p. 51-52.

⁵⁸ Kesteman, « Les débuts du peuplement », p. 101-108.

Les vagues successives d'immigrations

Dans la première moitié du XIX^e siècle, le territoire des Cantons de l'Est connaît différentes vagues d'immigration. Josias vend probablement ses terres à des acheteurs d'origines diverses. Les Américains font partie du premier groupe d'immigrants à avoir occupé la région des Eastern Townships. Les Loyalistes, fidèles au roi d'Angleterre, fuient la guerre d'Indépendance américaine. Jusqu'en 1812, les immigrants qui s'installent dans les cantons viennent surtout des États de la Nouvelle-Angleterre et de New York. Ce premier mouvement de colonisation est à l'origine de la création de plusieurs townships⁵⁹. La guerre anglo-américaine entre 1812 et 1814 provoque la fermeture des frontières, ainsi que l'arrêt de la libre circulation des biens et des personnes entre les deux territoires. La seconde génération des pionniers vient avant tout de l'endogamie des populations installées, avant la guerre de 1812. Les noyaux primitifs de peuplement se propagent, et peuplent les townships déjà ouverts. L'immigration des États de la Nouvelle-Angleterre et du Vermont reprend dans les années 1820. Mais ce ne sont plus des défricheurs qui s'installent. Des artisans, des entrepreneurs et des professionnels leur succèdent. Ils transforment l'économie et la société pionnière de la région⁶⁰.

Une nouvelle vague d'immigrants originaires d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande débute en 1815. Ce sont des officiers démobilisés, des vétérans, mais aussi des individus de conditions plus modestes. Des artisans, des marchands et des membres des professions libérales vont suivre. Ils arrivent à Québec par les navires venant chercher le bois équarri produit au Canada. Ils partent ensuite vers les Cantons de l'Est, le Haut-Canada, voire les États-Unis. La British American Land Company favorise cette immigration européenne. En 1836, des colons allemands et suisses font aussi la route entre Port-Saint-François et Sherbrooke. L'immigration en provenance des îles britanniques diminue après 1837⁶¹.

Bien que présents, les Canadiens français ne sont pas réellement intéressés à venir occuper le territoire régional des Cantons de l'Est, et ce jusqu'en 1812. La disponibilité

⁵⁹ *Ibid.*, p. 108-109.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 112-114.

⁶¹ *Ibid.*, p. 114-116.

des terres dans les seigneuries de la vallée laurentienne en est la principale raison. Mais au moment où la pression démographique est trop forte, cette population se déverse dans les Cantons de l'Est. Différents problèmes se posent alors pour cette nouvelle immigration. La spéculation foncière, le prix élevé des terres et les mauvaises voies d'accès en font partie. Il faut ajouter à cela l'environnement social, linguistique, culturel et religieux qui diffère des deux premières vagues de l'immigration. Certains deviennent journaliers ou ouvriers agricoles en Estrie et au Piedmont. D'autres ne restent que durant un temps limité, pour des activités saisonnières. Les Canadiens français ne se concentrent qu'aux frontières de la région des Cantons de l'Est, notamment à Granby et à Milton. Même si la colonisation canadienne-française s'intensifie à partir des années 1830⁶², la domination américaine et britannique demeure jusqu'en 1840.

Trois aires séparées de peuplement se forment à partir de 1812. L'une au Piedmont, les deux autres au sud et au nord de l'Estrie. Même s'il possède une importante zone montagneuse où le peuplement s'avère impossible, le canton de Windsor se peuple doucement. Pour Kesteman : « l'espace habité de façon continue [...] l'œkoumène, ressemble plus à une série d'enclaves et d'îlots de population mal reliés les uns aux autres⁶³ ». Ce n'est que dans les années 1840 que Granby commence réellement à se développer. Le township de Milton lui, reste inhabité⁶⁴. Josias parvient à vendre certaines de ses terres à de nouveaux arrivants. Nous avons quelques informations pour trois territoires des Eastern Townships : Granby, Grantham et Upton.

Les ventes de terres dans le township de Granby

Mario Gendron donne quelques précisions sur la vente des terres que Josias effectue dans le canton de Granby. Toutes les sommes exprimées sont en dollars. Dans ses recherches, Gendron a trouvé le prix de huit lots acquis par Josias. Payés 470 dollars, ils sont revendus 3 322 dollars. Cette somme couvre « ainsi le montant initial de 1 700 dollars déboursé par Wurtele pour l'ensemble de ses acquisitions [...] dans

⁶² *Ibid.*, p. 187.

⁶³ *Ibid.*, p. 117.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 117-119.

Granby⁶⁵ ». Les terres payées en moyenne 0,30 dollar l'acre sont revendues 1,97 dollar l'acre. Cette somme est supérieure aux 0,59 dollar l'arpent auxquelles les terres en franc et commun soccage s'échangent entre 1826 et 1837 dans le Bas-Canada. Un colon doit donc déboursier environ 200 dollars pour acquérir un lot de 100 acres non défriché. Mais ce n'est pas tout. Dans un délai de 14 mois, Josias demande que l'acquéreur d'un lot sur hypothèque construise une habitation, puis défriche et cultive 12 acres⁶⁶. C'est plus que les termes exigés par les autorités gouvernementales lors de la mise en place du système de concession individuelle de lots de 80 hectares (environ 200 acres) par billet de location, en 1818. Le titre définitif de propriété n'est accordé que si le colon construit une maison, défriche et sème une superficie de 1,6 hectare, soit environ 4 acres⁶⁷.

En 25 ans, sur la quarantaine de lot acquis, Josias n'en vend donc que 14. La quasi-inexistence de voies praticables avant 1819, la spéculation, et les conditions difficiles mises en place pour la location des terres de la Couronne et du Clergé expliquent la lente progression de la colonisation dans ce canton avant 1825⁶⁸. Bien que le défrichement commence aux alentours de 1809, le peuplement de la zone de Granby ne se fait pas avant les années 1820⁶⁹. Mais une autre explication est possible. Elle viendrait de l'évaluation approximative des terres faites par l'associé de Josias, Savage. Sur les 30 lots de 200 acres que Würtele acquiert après 1803, 16 sont peu propices aux activités agricoles, sept sont de qualité moyenne, et sept autres de bonne qualité. Les colons semblent mieux renseignés sur la spécificité des sols. Avant 1833 sont vendus deux lots dans le premier groupe, quatre dans le second, et six dans le dernier⁷⁰.

Les ventes de lots dans le township de Grantham

Sur la seconde feuille d'un document précédemment analysé, sont mentionnées plusieurs ventes faites par Josias dans deux autres cantons. Elle contient : la date de la

⁶⁵ Gendron, « Les débuts du canton de Granby... », p. 50-51.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 65.

⁶⁷ Kesteman, « Les débuts du peuplement », p. 99.

⁶⁸ Gendron, « Les débuts du canton de Granby... », p. 56.

⁶⁹ Kesteman, « Les débuts du peuplement », p. 110.

⁷⁰ Gendron, « Les débuts du canton de Granby... », p. 58.

transaction, le nom de l'acheteur, parfois le nom du notaire passant l'acte, le numéro du lot, son rang et le prix de la parcelle. Cinq lignes concernent le canton de Grantham, sept le canton d'Upton⁷¹. Ces deux townships sont concédés en 1800. En 1814, à la fin des guerres napoléoniennes, le gouvernement britannique veut favoriser dans ses colonies l'installation d'officiers et de soldats licenciés. Le prix du voyage et une concession de 40 hectares au Bas-Canada leur sont offerts. S'y ajoute une aide matérielle et alimentaire d'un an. Pendant les deux années qui suivent la fin du conflit, plusieurs familles de vétérans s'installent dans le canton de Grantham. Elles sont à l'origine de la fondation de Drummondville. Ce projet est cependant beaucoup trop coûteux pour le trésor impérial. Le gouvernement l'abandonne quelque temps après⁷².

Le 24 juin 1826, Josias Würtele réalise deux ventes. La première est convenue avec Jean-Baptiste Cinière. Il lui cède la moitié du lot n°3 dans le 7^e rang. La seconde est passée avec Jos. Gilbert. Ce dernier acquiert la moitié du lot n°4 dans le 7^e rang. Chaque terre est vendue pour 36 livres et 5 chelins. Aucun notaire n'est mentionné pour ces transactions. La troisième vente est faite avec Jean Veuve, le 8 septembre 1827. Il acquiert le lot n°5 dans le 7^e rang pour un montant de 75 livres. L'acte de vente est passé devant le notaire Jos. Chenevert. Nous n'avons rien trouvé sur celui-ci. Une quatrième vente est convenue le 14 janvier 1829. L'acheteur se nomme Pierre Derosier, dit Dargie. Le lot n°5 du 7^e rang est à nouveau concerné. Le notaire de Trois-Rivières Antoine-Zéphirin Leblanc a officialisé cette vente. Son répertoire précise que le même jour, Derosier a signé deux actes. Le premier est une obligation avec Würtele. Le second précise un transport de Josias à Derosier⁷³. Les mentions sur ces actes laissent supposer la chose suivante. Après son achat en 1827, Veuve ne parvient pas à régler son dû à Würtele, son créancier. Un an et demi plus tard, un potentiel acheteur se manifeste. Derosier signe une obligation avec Würtele pour le lot en question. Par un acte de transport, la dette du débiteur d'origine,

⁷¹ BAnQ (Québec), P279 I E, sans date, no 98b, liste de personnes possédant des terres dans les townships (cantons) de Grantham et de Simpson.

⁷² Kesteman, « Les débuts du peuplement », p. 91-94.

⁷³ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, *archives des notaires du Québec*, Antoine-Zéphirin Leblanc (1823-1834) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/04T/CN401/04T_CN401S56/01.R%E9pertoire%20chronologique/1828-1829/04T_CN401S56R_0081.pdf

Veuve, est transférée sur Derosier. Une cinquième transaction est convenue avec Guillaume Smith, le 28 mars 1827. C'est David Bigué, notaire de Rivière-David qui officialise la cession du lot n^o1 dans le 7^e rang. Il est aussi cédé pour 75 livres⁷⁴. Nous ne connaissons pas le nombre de terre acquise par Josias dans ce canton. Ce document indique néanmoins qu'il détient au minimum deux lots entiers, et la moitié de deux autres.

Les ventes de terres dans le township d'Upton

Comme écrit précédemment, sept ventes sont convenues par Josias dans le canton d'Upton. Le nom du notaire ayant passé les actes est illisible. Soyons donc prudents sur les informations suivantes. À Upton, Josias serait propriétaire des lots n^o37, 38 et 39 du 3^e rang. Pour maximiser ses profits, celui-ci les divise en dix lots⁷⁵. Le 19 juillet 1825, Josias vend son 3^e lot à Laurent Lambert. Le 4^e est acquis par Louis Lambert. Le 15 août, Urbin Doyon achète les 5^e et 6^e lots. Le même jour, Jean-Baptiste Bruneau entre en possession des 7^e, 8^e, 9^e et 10^e lots. Enfin, le 20 janvier 1826, Jean-Baptiste Magnant achète le 1^{er} et le 2^e lot. Il se partage l'acquisition de la première parcelle avec un certain Pierre Blais Belhumeur. Ces six hommes entrent en possession de ces lots pour une somme de 28 livres, 2 chelins et 6 deniers chacun.

La correspondance de Benjamin Thérien, agent du seigneur Jonathan Würtele à Rivière-David, confirme que l'aîné de la famille hérite de terres dans ce territoire au décès de son père. Il continuerait même de vendre certains lots. Le 28 décembre 1832, Thérien lui écrit avoir « notifié les personnes qui doivent pour des terres dans Upton, dont vous m'avez donné la liste : quelques unes sont venues, mais aucune n'a payée⁷⁶ ». L'année suivante, le 4 avril 1833, l'agent détaille les sommes qu'il a perçues pour les créances de Jonathan et celles qui sont liées à la succession de son père, Josias. Parmi les 172 livres,

⁷⁴ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, *archives des notaires du Québec*, David Bigué (1826-1827) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/06M/CN603/06M_CN603S8/02.R%E9pertoire%20chronologique/1826-1827/06M_CN603S8R2_0015.pdf

⁷⁵ BAnQ (Québec), P279 I E, sans date, no 98b, liste de personnes possédant des terres dans les townships (cantons) de Grantham et de Simpson.

⁷⁶ Bibliothèque et Archives nationales du Québec (Québec), fonds Jonathan Würtele, Jonathan Würtele, correspondance, lettres reçues par Jonathan Würtele, P279 II A 2, 28 décembre 1832, no 212, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

15 chelins et 1,5 denier courant, et les 492 minots de blé se trouvent 10 livres et 15 chelins « provenant du prix des ventes de terre dans le Township Upton⁷⁷ ». À la fin de la guerre anglo-américaine de 1812, le gouvernement souhaite améliorer les communications intérieures. La future région du Centre-du-Québec profite de ces subventions gouvernementales. Des voies publiques sont aménagées. Devant résoudre les inconvénients et les frais de la navigation, elles prolongent la route du Saint-François. Cette voie de pénétration est fractionnée en trois embranchements en 1816. On les appelle les « routes des commissaires ». La route Drummondville-Sorel relie les cantons de Grantham et Upton, aux seigneuries de Deguire et Yamaska⁷⁸. Celle-ci a probablement facilité la vente des terres détenues par la famille Würtele, ainsi que le prélèvement des sommes qui en découlent. Ces deux cantons se situent en arrière de Rivière-David.

Au début du XIX^e siècle, les acquisitions de Josias Würtele dans les townships de Granby, Milton et Simpson sont importantes. Dès leur octroi par le gouvernement britannique, plusieurs miliciens lui cèdent leurs lots. Würtele semble débiter la mise en vente de ses terres dans les années 1820, période où les trois vagues d'immigration successives des Cantons de l'Est s'entremêlent. Les informations relatives aux transactions réalisées par Josias concernent des cantons présents aux limites du territoire seigneurial. Les Canadiens français sont largement représentés dans ces achats. Josias ne parvient pas à vendre la totalité de ses acquisitions avant sa mort. Ce sont ses héritiers qui vont en jouir désormais.

⁷⁷ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 4 avril 1833, no 218, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

⁷⁸ Claude Bellavance et France Normand, « L'organisation des échanges et l'émergence des premiers pôles urbains », Claude Bellavance, Yvan Rousseau et Jean Roy, dir., *Histoire du Centre-du-Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2013, p. 196.

1.2 LA SUCCESSION DE JOSIAS WÜRTELE

1.2.1 Le partage des terres lors de la succession

Josias meurt le 30 mai 1831 à Montréal. Il a rédigé un testament le 12 avril 1830. Le document est enregistré auprès d'Henry Griffin, notaire de Montréal⁷⁹. Le patriarche lègue tous ses biens à sa seconde femme, Eleonor Ramsay, et aux enfants issus de ses deux mariages. Son inventaire après-décès débute le 19 juillet 1831. Il se termine le 14 mars 1832. En 1833, l'héritage n'est toujours pas réglé. Le 22 janvier, Griffin rédige des extraits de l'inventaire de la succession de Josias Würtele. Ce sont ses exécuteurs testamentaires qui auraient demandé ces documents « to serve and avail where and as occasion may require for all legal purposes ». Nous n'avons pas d'autres informations à ce sujet. Les archives de BAnQ Québec conservent deux de ces documents. Le premier est un extrait des pages 33, 34, 35, 38 et 39 de l'inventaire⁸⁰. Il détaille les propriétés foncières de la famille dans les cantons de Windsor, Stoke et Auckland. Le second est un résumé des pages 36, 37, 38 et 39⁸¹. Il précise les biens familiaux présents à Somerset, Nelson et Halifax.

⁷⁹ BAnQ, *archives des notaires du Québec*, Henry Griffin (1812-1847) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/06M/CN601/06M_CN601S187/01.R%E9pertoire%20chronologique/1829-1830/06M_CN601S187R_0250.pdf

⁸⁰ BAnQ (Québec), P279 I E, 22 janvier 1833, no 94, extraits de l'inventaire des biens de feu Josias Würtele (liste des lots du township (canton) de Windsor).

⁸¹ BAnQ (Québec), P279 I E, 22 janvier 1833, no 95, extraits de l'inventaire des biens de feu Josias Würtele (liste des lots du township (canton) de Somerset).

TABLEAU 4
Terres possédées par la famille Würtele dans les Eastern Townships, lors de
l'inventaire après décès de Josias

Cantons	Nombre de lots	Acres
Windsor	72	14 400
Stoke	14	2 800
Auckland	6 entiers ; une moitié d'un lot ; 1/7 ^e d'un groupe de lots	1 371,5
Somerset	36 + trois moitiés de lots	7 500
Nelson	6	1 200
Halifax	7 + une moitié d'un lot	1 200
Total	142 entiers + cinq moitiés + 1/7 ^e	28 471,5

Sources : BAnQ (Québec), P279 I E, 22 janvier 1833, no 94, extraits de l'inventaire des biens de feu Josias Würtele (liste des lots du township (canton) de Windsor) ; BAnQ (Québec), P279 I E, 22 janvier 1833, no 95, extraits de l'inventaire des biens de feu Josias Würtele (liste des lots du township (canton) de Somerset).

La superficie totale de ces lots représente 28 471,5 acres. Nous sommes loin des 36 958 acres indiquées par Jonathan⁸². Nous le sommes tout autant des 46 929 acres évoquées par Cyr⁸³. Cette surface n'est cependant pas négligeable. La gestion de Josias explique ces chiffres. Comme d'autres grands propriétaires absents, celui-ci a entrepris une spéculation passive de ses lots. Jusqu'à preuve du contraire, Josias n'a pas investi massivement pour en favoriser la vente à des immigrants, comme la British American Land Company. Il a fait partie des acquéreurs qui ont supprimé « l'accès à bon marché à la propriété et [ont obligé] le nouveau venu à acheter une terre à un prix élevé⁸⁴ ». Les spéculateurs ne mettent pas directement en vente leurs lots. Le développement économique stagne, le prix des terres aussi. Pour engendrer plus de profits, les propriétaires préfèrent vendre plus tard. Cette spéculation passive prévaut jusqu'en 1834. Le patriarche de la famille légua à Jonathan, George et Christopher Edward Würtele ainsi qu'à Duncan C. Napier, les 5 400 acres restant dans le township de Granby⁸⁵. Que

⁸² BAnQ (Québec), P279 I E, sans date, no 97, sale and conveyance by Jonathan Würtele of River David. Notes de Jonathan Würtele concernant le partage des biens de la succession de son père entre les héritiers.

⁸³ Céline Cyr, « Würtele, Josias », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/wurtele_josias_6F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

⁸⁴ Kesteman, « Les débuts du peuplement », p. 100.

⁸⁵ Gendron, « Les débuts du canton de Granby... », p. 64.

laisse Josias à ses héritiers dans le reste des Eastern Townships ? Les répertoires des archives des notaires et les actes ont encore été utilisés pour valider, compléter, voire récuser les informations inscrites dans les extraits de Griffin.

1.2.2 Le township de Windsor

TABLEAU 5
Terres possédées par la famille Würtele dans le canton de Windsor, lors de l'inventaire après décès de Josias

Nombre de transactions	Acres cédées par les vendeurs	Total
15	400	6 000
3	800	2 400
1	2 000	2 000
1	4 000	4 000
Total		14 400

Source : BAnQ (Québec), P279 I E, 22 janvier 1833, no 94, extraits de l'inventaire des biens de feu Josias Würtele (liste des lots du township (canton) de Windsor).

Le canton de Windsor est concédé en 1802. Les héritiers de Josias vont s'y partager 72 lots, soit 14 400 acres⁸⁶. Vingt transactions sont mentionnées. Quinze concernent des achats de Josias pour 400 acres de terre chacune. Six d'entre elles ne mentionnent ni la date de l'acte ni le nom du notaire l'ayant passé. C'est le cas de la vente de Jean Petitclaire, qui cède ses lots n°7 et 8 dans le 6^e rang. En jumelant ces informations avec les répertoires de notaires déjà cités, il est pourtant possible de retrouver la date de certains actes. Dans les documents de Voyer se trouve la vente signée par Jean Laberge. Ce dernier cède à Josias ses lots n°2 et 3 dans le 4^e rang, le 19 juillet 1802. La somme versée par Würtele est de 5 chelins⁸⁷. Par rapport aux transactions de Josias dans le canton de Simpson, ce montant est faible. Une autre vente, non inscrite dans l'extrait de Griffin, le confirme pourtant. Le même jour, Jean Denis, dit Brunette, vend ses lots n°4 et 5 dans

⁸⁶ BAnQ (Québec), P279 I E, 22 janvier 1833, no 94, extraits de l'inventaire des biens de feu Josias Würtele (liste des lots du township (canton) de Windsor).

⁸⁷ BAnQ (Québec), fonds Cour supérieure, district judiciaire de Québec, greffes de notaires, Jacques Voyer, CN301, S285, 19 juillet 1802, vente de Jean Laberge à Josias Würtele.

le 14^e ou le 15^e rang, toujours contre 5 chelins⁸⁸. Se pourrait-il que la valeur des terres dans Windsor soit moins élevée que dans d'autres townships ? Cela est probable. Le manque d'informations à propos de certaines transactions nous laisse imaginer que Griffin s'est hâté à rédiger ce document. Ou alors n'a-t-il pas eu tous les renseignements nécessaires avant la date de remise prévue ? Nous ne pouvons le dire. Les autres transactions précisent pourtant toutes les informations nécessaires afin de les retracer. C'est le cas de la vente de Michel Berthelot, qui cède à Josias ses lots n°21 et 22 dans le 6^e rang, le 26 janvier 1804. L'acte est passé devant le notaire Joseph-Bernard Planté, à Québec⁸⁹.

Ces terres ne sont pas uniquement acquises auprès d'individus. Certaines le sont par brevet de la Couronne⁹⁰. C'est le cas des lots n°9 et 16 dans le 6^e rang, le 22 février 1816. Cette date est antérieure à la politique de vente aux enchères des réserves du clergé et de la Couronne de 1826. Sans intérêt, ces lots peuvent être payés sur quatre ans. C'est le commissaire des terres de la Couronne qui met ces terres à l'encan. Les acheteurs qui possèdent d'importantes sommes en argent comptant sont avantagés⁹¹. Ces acquisitions laissent imaginer que Josias était en bon terme avec certains membres des autorités coloniales. Trois autres personnes cèdent quatre lots à Josias, soit 800 acres chacune. Étienne Lagueux vend ses lots n°15 et 17 dans le 6^e rang, et ses n°23 et 25 dans le 12^e rang. L'accord est convenu le 25 septembre 1809 devant le notaire Voyer⁹². Comme nous l'avons indiqué précédemment, cet homme vend déjà des terres à Josias dans le canton de Simpson le même jour.

⁸⁸ BAnQ (Québec), fonds Cour supérieure, district judiciaire de Québec, greffes de notaires, Jacques Voyer, CN301, S285, 19 juillet 1802, vente de Jean Denis, dit Brunette à Josias Würtele.

⁸⁹ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, *archives des notaires du Québec*, Joseph-Bernard Planté (1788-1826) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S230/01/1804-1805/03Q_CN301S230R_147_P074A.pdf

⁹⁰ « by Patent from the Crown »

⁹¹ Kesteman, « Les débuts du peuplement », p. 99-100.

⁹² BAnQ, *archives des notaires du Québec*, Jacques Voyer (1798-1842) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S285/01/1808-1810/03Q_CN301S285R_072.pdf

Les deux dernières entrées précisent des acquisitions bien plus importantes dans ce township. Le 15 février 1806, un certain « Georg Pyke » cède à Josias dix lots de terre, soit 2 000 acres. L'acte est passé devant le notaire Planté⁹³. Josias acquiert donc de nombreuses terres loties. Cette transaction rappelle la façon de procéder de propriétaires fonciers qui achètent des concessions dans les Cantons de l'Est au début du XIX^e siècle. Ne pensant qu'à la spéculation, ces marchands de Québec rachètent dès 1802, aux miliciens de la ville, les 160 hectares qu'ils viennent de recevoir du gouvernement britannique. Ces derniers les leur vendent pour une faible somme. Les spéculateurs les regroupent ensuite en blocs de milliers d'hectares. Des annonces sont passées dans les journaux de Québec et de Montréal pour annoncer leur mise en vente. Kesteman précise que des blocs de 2 000 hectares se vendent encore dans le canton de Windsor, dans les années 1830⁹⁴.

Finalement, 20 autres terres sont acquises par Josias auprès de Pierre Bédard. Ces 4 000 acres de terre sont achetées par Josias le 9 octobre 1805, par acte passé devant le notaire Planté⁹⁵. L'extrait de l'inventaire rédigé par Griffin mentionne qu'un moulin à farine, un moulin à scie, une maison et plusieurs autres bâtiments sont présents sur le lot n°15 du 13^e rang. Les dates de construction ne sont pas précisées. Il pourrait s'agir de la maison et du moulin à scier évoqués par Cyr. À une date inconnue, Josias les fait construire dans le canton de Windsor. Il les loue ensuite⁹⁶. Serait-ce de ce moulin que parle Benjamin Thérien, agent de Jonathan, dans sa lettre du 18 mars 1835 ? Si tel est le cas, celui-ci paraît être dans un état déplorable. Joseph Bergeron, un des ouvriers du

⁹³ Pyke est propriétaire des lots n°24 et 25 dans le 6^e rang, des n°3 et 5 dans le 5^e rang, des n°12 et 14 dans le 8^e rang, des n°10 et 11 dans le 7^e rang, et des n°25 et 26 dans le 15^e rang.

BAnQ, *archives des notaires du Québec*, Joseph-Bernard Planté (1788-1826) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S230/01/1806-1808/03Q_CN301S230R_171_P086A.pdf

⁹⁴ Kesteman, « Les débuts du peuplement », p. 90-91.

⁹⁵ Les lots en question sont les n° 20, 22, 23, 24, 26 et 27 dans le 2^e rang, les n°1, 2, 21, 22 dans le 3^e rang, les n°10 et 11 dans le 4^e rang, les n°12 et 13 dans le 5^e rang, les n°12 et 14 dans le 6^e rang, les n°18 et 20 dans le 11^e rang, et les n°15 et 17 dans le 13^e rang.

BAnQ, *archives des notaires du Québec*, Joseph-Bernard Planté (1788-1826) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S230/01/1804-1805/03Q_CN301S230R_168_P084B.pdf

⁹⁶ Céline Cyr, « Würtele, Josias », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/wurtele_josias_6F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

seigneur, vient tout juste de revenir de Drummondville. Ce dernier précise « qu'il faut réparer le moulin de Windsor presque en neuf, c'est à dire quant au corps de logis, il dit qu'il croit que ça couteroit moins de faire l'Etage d'en bas en pierre. Que quant aux mouvements dans l'interieur ils sont bons⁹⁷ ». Pour terminer, précisons que c'est aussi dans ce township que Christopher Edward Würtele, frère de Jonathan, part résider. Durant la période, François-Xavier Gingras, agent de Jonathan dans la ville de Québec, lui envoie plusieurs lettres à « Windsor Mill⁹⁸ ». L'extrait de Griffin indiquerait-il finalement le futur lieu de résidence du frère de Jonathan ?

1.2.3 Le canton de Stoke

À sa mort, Josias Würtele laisse à ses héritiers 14 lots dans le canton de Stoke, soit 2 800 acres⁹⁹. Dans une première transaction, les lots n°1 dans le 1^{er} rang et n°2 dans le 2^e rang sont cédés par « G. Pyke ». Il s'agit de la même personne qui a vendu à Josias les 2 000 acres dans le township de Windsor. Le document de Griffin renvoie à cette transaction pour connaître le nom du notaire ayant rédigé l'acte de vente des terres du township de Stoke. Pyke laisserait donc ces lots, le 15 février 1806 devant le notaire Planté. Ce dernier dispose donc d'un grand nombre de terres dans plusieurs cantons. Qui peut-il être ? Il s'agirait de George Pyke, un avocat et homme politique né à Halifax en 1775. Le 6 décembre 1796, il est admis au barreau de Québec. Obtenant plusieurs postes dans l'administration publique, il devient arpenteur général adjoint de la Province en 1799, protonotaire conjoint de la Cour du banc du roi à Québec, et même greffier de la Cour du banc du roi entre 1802 et 1812. Vers 1820, Pyke aurait acheté plus de 10 000 acres de terres dans les Eastern Townships. Grâce au favoritisme politique de l'époque et à ses fonctions, il a probablement acquis d'autres terres dans les townships avant cette période. Ses acquisitions finissent par l'endetter¹⁰⁰.

⁹⁷ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 18 mars 1835, no 276, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

⁹⁸ Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds de la famille Würtele, correspondance, correspondance avec François-Xavier Gingras, FN-0022-06-23, 26 février 1849, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

⁹⁹ BAnQ (Québec), P279 I E, 22 janvier 1833, no 94, extraits de l'inventaire des biens de feu Josias Würtele (liste des lots du township (canton) de Windsor).

¹⁰⁰ Jacques Boucher, « Pyke, George », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 8 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/pyke_george_8F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

L'autre transaction est convenue avec Phoebe Wallen, veuve de James Frost. Il s'agit du capitaine de navire qui participe à la défense de la ville de Québec entre 1775 et 1776. Il est nommé capitaine du port de Québec par le gouverneur Haldimand en 1782¹⁰¹. Ces 2 400 acres sont cédées le 16 juin 1806, par acte passé devant Jean Bélanger, notaire à Québec¹⁰². Les terres de Stoke ne sont donc pas achetées lors de la concession du canton en 1802, mais quelques années plus tard.

1.2.4 Le township d'Auckland

Dans le canton d'Auckland, les héritiers Würtele se partagent six lots, la moitié d'une terre, et 1/7^e d'un groupe de lots. Les possessions représentent 1 371,5 acres¹⁰³. Comme dans le cas du canton de Windsor, ces parcelles sont obtenues par certificat de brevet de la Couronne¹⁰⁴. Ces 1 300 acres sont acquises le 7 avril 1806. La seconde entrée concerne les lots n°16, 17, et la moitié nord du lot n°18 dans le 11^e rang. Ces 500 acres de terre sont cédées par certificat de la Couronne, toujours le 7 avril 1806¹⁰⁵. Elles sont divisées en sept parts par un acte de partage passé devant le notaire Lelièvre, le 31 mars 1818¹⁰⁶. Sur cette répartition, Josias récupère 71,5 acres. Nous n'avons pas trouvé l'acte notarié en question. Il serait pourtant intéressant de voir qui sont les autres bénéficiaires de ce partage. Les terres acquises par Josias à Auckland le sont donc bien avant sa concession, en 1826.

¹⁰¹ Roch Lauzier, « Frost, James », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 5 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/frost_james_5F.html (Page consultée le 15 mars 2019).

¹⁰² Il s'agit des lots n°17, 18, 19, 21, 22, 24, 25, 26 et 28 dans le 10^e rang, ainsi que des lots n°26, 27 et 28 dans le 11^e rang.

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, *archives des notaires du Québec*, Jean Bélanger (1805-1827) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S16/01.R%E9pertoire%20chronologique%20%281805-1812%29/1805-1806/03Q_CN301S16R_0016.pdf

¹⁰³ BANQ (Québec), P279 I E, 22 janvier 1833, no 94, extraits de l'inventaire des biens de feu Josias Würtele (liste des lots du township (canton) de Windsor).

¹⁰⁴ « by certificate of Patent from the Crown ».

Les lots concernés sont les n°20 et 21 du 9^e rang, les n°15, 16, 18 et 19 dans le 10^e rang, ainsi que la moitié sud du n°18 dans le 11^e rang.

¹⁰⁵ « by Certificate from the Crown »

¹⁰⁶ BANQ, *archives des notaires du Québec*, Roger Lelièvre (1793-1847) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S178/01/1818/03Q_CN301S178R_409.pdf

1.2.5 Le canton de Somerset

TABLERAU 6
Terres possédées par la famille Würtele dans le canton de Somerset, lors de
l'inventaire après décès de Josias

Nombre de transactions	Acres cédées par les vendeurs	Total
2	100	200
7	400	2 800
1	500	500
1	4 000	4 000
Total		7 500

Source : BAnQ (Québec), P279 I E, 22 janvier 1833, no 95, extraits de l'inventaire des biens de feu Josias Würtele (liste des lots du township (canton) de Somerset).

Dans le township de Somerset, concédé en 1804, les héritiers Würtele acquièrent 36 lots, et la moitié de trois terres, pour un total de 7 500 acres¹⁰⁷. Onze transactions sont mentionnées. Deux d'entre elles indiquent des achats pour 100 acres de terre. L'une concerne la moitié nord-ouest du lot n°26 dans le 6^e rang. C'est Genevieve Allaire, veuve de Joseph Noël qui la cède le 19 juillet 1802, devant le notaire Voyer. Pour l'acquérir, Josias dépense six livres courant¹⁰⁸. Sept autres entrées précisent des achats pour 400 acres de terre chacune. Les lots n°13 et 14, dans le 3^e rang sont encore cédés par Pierre Bédard. L'extrait de l'inventaire de Griffin renvoie à la mention du canton de Windsor pour connaître l'entièreté des informations sur cette vente. Bédard a donc aussi cédé ces terres le 9 octobre 1805, par un acte passé devant le notaire Planté. Finalement, une dernière entrée précise l'acquisition de 4 000 acres supplémentaires. Les lots sont cédés par James Sheppard, le 30 septembre 1806, « sous seing privé »¹⁰⁹. Ce terme désigne une convention écrite établie par les parties concernées, voire par un tiers. Elle permet de

¹⁰⁷ BAnQ (Québec), P279 I E, 22 janvier 1833, no 95, extraits de l'inventaire des biens de feu Josias Würtele (liste des lots du township (canton) de Somerset).

¹⁰⁸ BAnQ (Québec), fonds Cour supérieure, district judiciaire de Québec, greffes de notaires, Jacques Voyer, CN301, S285, 19 juillet 1802, vente de la Veuve de Joseph Noël à Josias Würtele.

¹⁰⁹ Il s'agit des lots n°1, 2, 4, 5, 6, 8, 15, 16, 20, 22 et 23 dans le 4^e rang, ainsi que des lots 1, 3, 4, 5, 18, 19, 29, 31 et 32 dans le 8^e rang.

régler une situation contractuelle comme une vente, une location ou même une société¹¹⁰. Nous n'avons pas d'autres informations à ce propos.

Jonathan Würtele semble hériter d'une partie des lots de ce canton. Il en détiendrait encore en 1840. Dans une lettre en date du 25 janvier, Gingras, son agent, écrit : « je vois que vous vous proposez de voyager. Je suis bien aise d'apprendre que le Township de Somerset s'agrandit rapidement en Population si cette place est aussi lucrative qu'on le donne à entendre il n'y a pas de doute que ce Township sera dans peu d'années tous établie¹¹¹ ». Comme pour le canton d'Upton, Jonathan hériterait de terres à Somerset. Le courrier de son agent laisse supposer la vente de lots ou l'investissement de capitaux dans une entreprise quelconque.

1.2.6 Le township de Nelson

Six lots dans le canton de Nelson, soit 1 200 acres, sont reçus en partage par les héritiers de Josias¹¹². Ce territoire est concédé en 1804. Les trois achats que Josias a faits de son vivant comptent pour 400 acres de terre chacun. Les lots n°12 et 13, dans le 1^{er} rang, sont vendus par Genevieve Allaire, veuve de Joseph Noël. Le notaire Griffin nous le précise. Il s'agit bien de la femme qui vend déjà 100 acres de terre à Josias dans le canton de Somerset. Elle cède ces lots le même jour, soit le 19 juillet 1802, devant le notaire Voyer. Un autre achat est passé avec Charles Valeran. Ce dernier cède à Josias ses lots n°7 et 8, dans le 7^e rang. C'est du moins ce qui est noté dans un document en notre possession¹¹³. L'extrait de l'inventaire après-décès de Griffin indique que ces terres ont aussi été acquises auprès de Pierre Bédard, en même temps que les autres, c'est-à-dire le 9 octobre 1805, devant le notaire Planté¹¹⁴.

¹¹⁰ « Sous-seing privé », *Dictionnaire du droit privé* [En ligne], <https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/sous-seing-prive.php> (Page consultée le 15 mars 2019).

¹¹¹ ASTR, FN-0022-06-23, 25 janvier 1840, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹¹² BAnQ (Québec), P279 I E, 22 janvier 1833, no 95, extraits de l'inventaire des biens de feu Josias Würtele (liste des lots du township (canton) de Somerset).

¹¹³ BAnQ (Québec), P279 I E, sans date, no 98, liste des terres dans les townships (cantons) de Simpson et de Nelson bordant celles de Josias Würtele.

¹¹⁴ BAnQ (Québec), P279 I E, 22 janvier 1833, no 95, extraits de l'inventaire des biens de feu Josias Würtele (liste des lots du township (canton) de Somerset).

1.2.7 Le canton d'Halifax

Finalement, Josias lègue à ses héritiers sept terres et une moitié d'un lot dans le canton d'Halifax¹¹⁵. Ce township est concédé en 1802. Les lots sont acquis auprès de W. L. Scott. L'acte de vente est passé le 17 novembre 1807, devant le notaire Têtu à Québec¹¹⁶. Würtele détient 1 200 acres supplémentaires. Ces parcelles ne font donc pas 200 acres chacune¹¹⁷. Avons-nous des informations supplémentaires sur ces propriétés ? La couverture d'un cahier de compte, appartenant probablement à Gingras, nous donne d'autres détails. Celle-ci est en réalité une partie d'affiche proposant l'achat de terres dans le township d'Halifax. Nous pouvons y lire que les lots cités dans l'extrait de Griffin sont à vendre. Si une personne souhaite acquérir une de ces terres, elle peut s'adresser à Josias Würtele à Montréal, ou à Jonathan Würtele à Québec¹¹⁸ : « des termes de paiement [...] à la commodité des acheteurs » sont même proposés. Père et fils s'associent donc pour vendre ces biens familiaux. Cependant, elles ne trouvent pas preneur avant la mort du patriarche.

1.2.8 Le township de Chester

Anonymes et sans date, des notes donnent quelques informations sur des lots détenus dans le canton de Chester. L'inventaire après décès du patriarche n'est terminé que le 14 mars 1832. Certains héritiers meurent avant sa fin. Un nouveau partage des lots est fait en conséquence. Margaret, quatrième fille du premier mariage de Josias, décède le 8 octobre 1831. Sa part dans la succession est alors divisée entre les 12 membres de la fratrie. Chacun d'entre eux regagne une superficie d'environ 288 acres. Dans ce partage, Jonathan récupère le lot n°17 du 8^e rang de Chester, soit 75 acres. Nous ne savons pas si l'auteur traite encore de la succession de Margaret sur cette autre page, mais Hannah,

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ Il s'agit des lots n°1, 3, 4, 5, 7, 8, 10, et la moitié sud du 11 dans le 7^e rang.

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, *archives des notaires du Québec*, Félix Têtu (1795-1852) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S262/01/1806-1810/03Q_CN301S262R_093.pdf

¹¹⁷ BANQ (Québec), P279 I E, 22 janvier 1833, no 95, extraits de l'inventaire des biens de feu Josias Würtele (liste des lots du township (canton) de Somerset).

¹¹⁸ Bibliothèque et Archives nationales du Québec (Québec), fonds Jonathan Würtele, Jonathan Würtele, comptes et reçus de Jonathan Würtele, P279 II E, 23 août 1836 à septembre 1839, no 1251, cahier de compte de Jonathan Würtele.

deuxième fille du premier mariage de Josias, semble acquérir à son tour le lot n°19 dans le 8^e rang de Chester. Il fait 200 acres¹¹⁹. Josias a donc possédé des lots dans des cantons non spécifiés dans les documents du notaire Griffin.

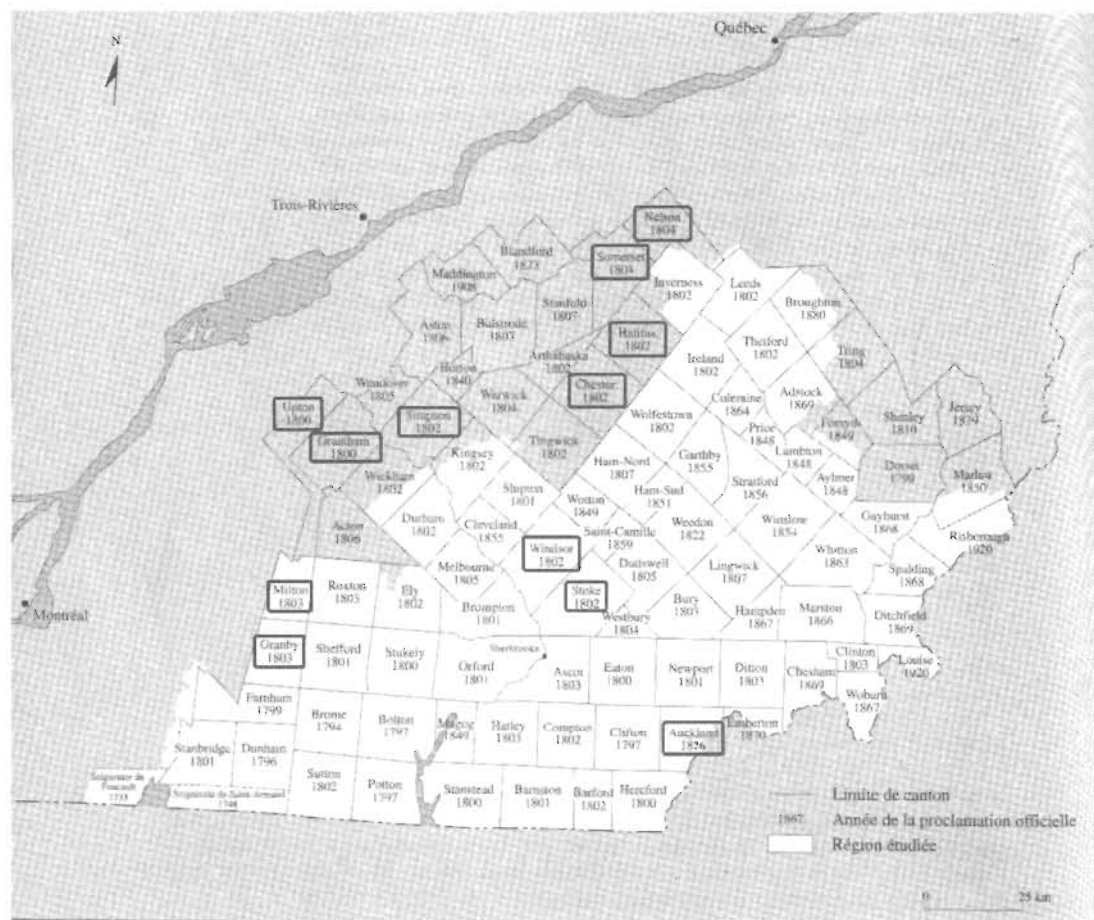
Ces extraits de l'inventaire de la succession démontrent que les acquisitions de Josias dans les Eastern Townships sont conséquentes. Le patriarche lègue à ses héritiers plus de 142 lots dans six townships. Nous n'y incluons pas le canton de Chester, puisqu'il n'est pas mentionné dans les deux extraits de Griffin. Bien que nous ne sachions pas comment ces terres sont partagées, les bénéficiaires semblent en disposer dès les années 1830. C'est ce que confirme la correspondance de Thérien et de Gingras, agents de Jonathan. La succession va cependant devenir une source de conflits entre les différents légataires. Dès la mort de Josias, Jonathan, l'aîné, semble isolé. Cette guerre fratricide transparaît dans plusieurs lettres de Gingras :

comme je crois vous l'avoir déjà [fait] remarqué Il y a dans toute votre Famille une grande jalousie contre vous depuis le décès de votre défunt Père et ce parceque vous etiez seul héritier de la Seigneurie leurs procédés les un après les autres me démontre que je me trompe pas pourtant si ils vouloit réfléchir Ils s'apercevraient que c'est eux qui seront les plus perdents dans toutes ces procédures, mais nom Ils ont un Bandeau sur les yeux qui est si épais que je crains qu'ils ne puissent jamais être capable de s'en débarrasser¹²⁰.

¹¹⁹ BAnQ (Québec), P279 I E, 9 juillet 1833, no 96, liste des héritiers de Josias Würtele, papiers concernant les terres de la succession.

¹²⁰ ASTR, FN-0022-06-23, 18 juillet 1846, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

FIGURE 2
Territoires où Josias Würtele a possédé des lots dans les Cantons de l'Est



Source : Jean-Pierre Kesteman, Peter Southam et Diane Saint-Pierre, dir., *Histoire des Cantons de l'Est*, Sainte-Foy, Institut québécois de recherche sur la culture, 1998, p. 94.

À sa mort, Josias laisse la seigneurie de Rivière-David à son fils aîné Jonathan. Il lui lègue par substitution fidéicommissaire jusqu'à la quatrième génération. Étudiée par Jonathan Fortin dans le cadre des seigneurs usufruitiers, « la substitution a ceci de particulier qu'elle vient bouleverser ou changer, l'espace d'un temps, l'ordre de succession¹²¹ ». La mesure est peu utilisée à l'époque de la Nouvelle-France. Les membres de l'élite vont davantage l'employer au XIX^e siècle, durant le Régime anglais.

¹²¹ Jonathan Fortin, « La substitution fidéicommissaire et la transmission du patrimoine dans la première moitié du XIX^e siècle : le cas des seigneurs usufruitiers », Benoît Grenier et Michel Morissette, dir. *Nouveaux regards en histoire seigneuriale au Québec*, Québec, Septentrion, 2016, p. 109.

On recourt à la substitution pour plusieurs raisons. Elle peut notamment servir à protéger un patrimoine qui se transmet dans la famille, contre l'incompétence ou la prodigalité d'un héritier¹²². Contrairement au Haut-Canada, la primogéniture n'est pas le mode de transmission inscrit dans la loi au Bas-Canada. La Coutume de Paris exige néanmoins que les seigneuries, au moment de la succession, soient « assujetti[e]s à une forme « imparfaite » de primogéniture¹²³ ». La substitution fidéicommissaire permet de contourner la législation en vigueur. Le patriarche peut alors substituer pleinement la terre à l'aîné, et éviter la fragmentation du patrimoine familial entre plusieurs héritiers. La pratique offre donc la possibilité de préserver les terres nobles au sein de la famille, et de conserver le prestige et l'honorabilité qui en découlent. Au fil du temps, elle permet d'identifier un patrimoine foncier à une lignée¹²⁴. La volonté de Josias Würtele est alors sans ambiguïté : aucune altérité de ce domaine seigneurial, durement acquis, n'est envisageable. Les conflits interseigneuriaux qu'il a vécus dans les années 1810-1820 expliquent, en partie, cette décision.

1.3 ACQUISITION ET EXPANSION DU TERRITOIRE SEIGNEURIAL

1.3.1 L'acquisition de la seigneurie de Rivière-David

L'oncle de Josias, Jonathan Eckart, achète la seigneurie de Rivière-David, le 4 août 1790. Saisie sur les biens de Pierre Du Calvet, l'acte de vente est signé devant Edward-William Gray, shérif de Montréal¹²⁵. Le 28 mai 1794, Eckart rédige son testament devant le notaire Pierre-Louis Deschenaux. Le tabagiste de Québec lègue la seigneurie à son neveu Jonathan Eckart, son homonyme. Ce dernier la vend le 25 juin 1798 à Nicholas Montour, pour 1 150 livres¹²⁶. L'acte est passé à Québec devant Félix

¹²² *Ibid.*, p. 102.

¹²³ *Ibid.*, p. 104.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 106-107.

¹²⁵ Pierre-Georges Roy, *Inventaire des concessions en fief et seigneurie, foies et hommages et aveux et dénombremens conservés aux Archives de la Province de Québec*, Beauceville, L'« Éclaireur », 1929, p. 79.

¹²⁶ François Béland, « Montour, Nicholas », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 5 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/montour_nicholas_5F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

Têtu¹²⁷. Le 29 mai 1801, Montour la cède à William Grant. Ce marchand l'acquiert contre 1 271 livres. L'acte de vente est signé devant le notaire Louis Chaboillez, à Montréal¹²⁸. À sa mort en octobre 1805, la totalité des biens de Grant ne suffit pas à rembourser ses créanciers. Saisie sur sa succession, la seigneurie est mise à l'encan. Le 5 octobre 1808, Josias l'acquiert pour 1 300 livres¹²⁹. L'acte de vente est signé devant Louis Guky, shérif de Trois-Rivières. Il passe son acte de foi et hommage le 8 mai 1809, à Québec¹³⁰. Josias rejoint ces petits et grands propriétaires fonciers, ces marchands et ces entrepreneurs qui accèdent à la propriété seigneuriale, dans le but d'augmenter leur rang social, d'obtenir les honneurs, ainsi que les bénéfices qui permettent la diversification de leurs activités économiques.

Nous n'avons aucune information sur l'état de la seigneurie de Rivière-David au moment de l'achat par Josias, en 1808. La description rédigée par Joseph Bouchette dans son recueil nous offre des informations pertinentes à ce sujet. L'arpenteur écrit que le fief :

est d'une forme irrégulière, et sa plus grande longueur est de deux lieues et demie ; telle qu'elle est possédée actuellement, elle ne s'accorde nullement avec la concession originale, qui fait mention de deux lieues de front sur deux lieues de profondeur [...] Presque tout ce terrain est resté en bois ; dans plusieurs endroits il est bas, mais le sol est tel que s'il était défriché il conviendrait à la culture de toutes les productions communes au pays [...] Plusieurs branches de la Rivière David l'arrosent, le long desquelles sont dispersés plusieurs habitants dont les fermes sont dans un état florissant de culture¹³¹.

Selon Bouchette, la seigneurie acquise par Josias possède un sol de bonne qualité. Cependant, un autre renseignement retient notre attention dans cette description. En 1815, le bornage du fief ne correspond plus à la concession originale octroyée à « Joseph De

¹²⁷ BAnQ, *archives des notaires du Québec*, Félix Têtu (1795-1852) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S262/01/1792-1799/03Q_CN301S262R_017.pdf

¹²⁸ Roy, *Inventaire des concessions en fief...*, p. 79.

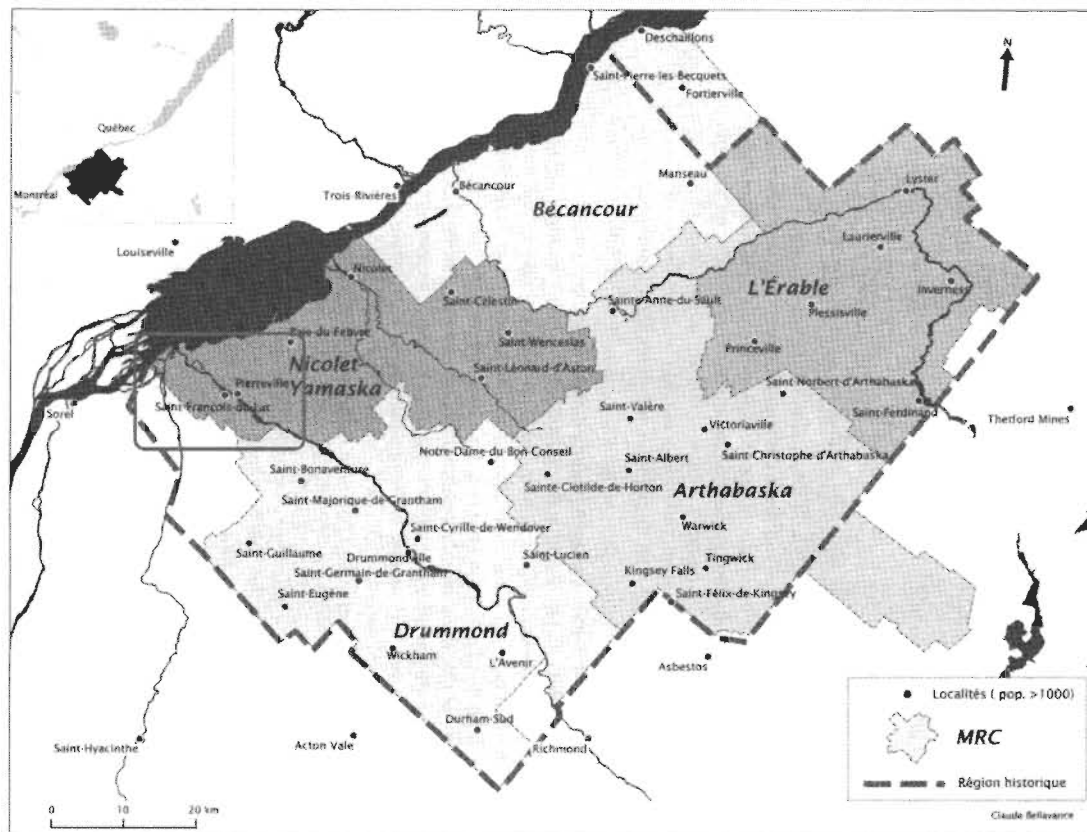
¹²⁹ Céline Cyr, « Würtele, Josias ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/wurtele_josias_6F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

¹³⁰ Roy, *Inventaire des concessions en fief...*, p. 80.

¹³¹ Joseph Bouchette, *Description topographique de la province du Bas Canada, avec des remarques sur le Haut Canada, et sur les relations de deux provinces avec les Etats-Unis de l'Amérique*, Londres, W. Faden, 1815, p. 337-338.

Guir, dit des Rosiers », le premier seigneur de Rivière-David, en 1751. Tout au long du XIX^e siècle, plusieurs événements vont modifier les frontières seigneuriales de Rivière-David et des territoires voisins que sont Bourg-Marie, Saint-François-du-Lac et Pierreville.

FIGURE 3
Localisation de la seigneurie de Rivière-David



Les lieux de Pierreville et de Saint-François-du-Lac mentionnés sur la carte, indiquent les fiefs voisins de la seigneurie de Rivière-David.

Source : Claude Bellavance, Yvan Roussau et Jean Roy, dir., *Histoire du Centre-du-Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2013, p. 12.

1.3.2 L'affaire de Bourg-Marie et la seigneresse Margaret Barrow

Josias fait construire plusieurs bâtiments dans sa seigneurie, dont un moulin à farine en février 1809, et un manoir en 1812. Un moulin à scier est bâti par la suite. Les délimitations des territoires seigneuriaux sont imprécises à l'époque. Ses constructions se

trouvent en réalité sur le fief voisin, appartenant à Margaret Barrow¹³². Nous n'avons aucun document traitant de ce litige. Les informations qui le concernent sont rares. Seul le docteur Louis Wilfrid Joyal, né à Saint-David le 19 février 1863, le mentionne¹³³. Le procès aurait duré trois à quatre ans. Il se termine par un nouveau bornage en 1822 : « Monsieur Wurtele fut échu de ses prétentions et obligé de céder tout le territoire sur lequel il avait fait son établissement [...] ce qui le ruinait¹³⁴ ». Pour ne pas perdre ses biens, Josias achète la partie est de la seigneurie de Bourg-Marie, le 28 octobre 1822. L'acte de vente est passé devant le notaire Griffin¹³⁵. Le prix demandé est identique à celui de Rivière-David, soit 1 300 livres¹³⁶. La somme demandée pour la moitié de ce fief peut paraître importante. Mais pour Josias, la récupération de ses bâtiments n'est pas le seul intérêt. Toujours selon Bouchette, la seigneurie de Bourg-Marie « offre ce que les fermiers Canadiens appellent une très-bonne terre, et si elle était passablement bien cultivée, elle produirait des récoltes abondantes de grains ; il y en a à présent environ un tiers en culture [...] Outre la rivière navigable qui forme une de ses limites, elle est arrosée par la Rivière David, qui y fait beaucoup de détours, et qui fait marcher un moulin à grain¹³⁷ ». Ces inexactitudes dans le bornage vont finalement permettre à Josias de mettre la main sur des sols riches supplémentaires.

Cette première affaire nous permet de nous interroger sur les rapports qu'entretient Josias Würtele avec les seigneurs environnants. Les conflits interseigneuriaux ont été abordés par Benoît Grenier pour l'époque de la Nouvelle-

¹³² Céline Cyr, « Würtele, Josias », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/wurtele_josias_6F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

¹³³ Lydia Brouillard et le Comité du livre du 150^e de St-David, *Histoire de Saint-David d'Yamaska : 150^e, 1831-1981 : volume souvenir publié à l'occasion du 150^e anniversaire de la paroisse de Saint-David d'Yamaska*, Sorel, Éditions Beaudry et Frappier, 1981, p. 212.

¹³⁴ Louis Wilfrid Joyal, *Précis historique sur la paroisse de Saint-David de Guire et ses institutions*, s. l. n. é., s. d., p. 9-10.

¹³⁵ BAnQ, *archives des notaires du Québec*, Henry Griffin (1812-1847) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/06M/CN601/06M_CN601S187/01.R%E9pertoire%20chronologique/1821-1822/06M_CN601S187R_0128.pdf

¹³⁶ Céline Cyr, « Würtele, Josias », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/wurtele_josias_6F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

¹³⁷ Bouchette, *Description topographique de la province...*, p. 339.

France¹³⁸. Dans la première moitié du XIX^e siècle, la Cour du banc du roi de Trois-Rivières gère une seconde affaire concernant Josias Würtele.

1.3.3 L'affaire Saint-François-du-Lac et le seigneur Louis Proulx

Un autre conflit va opposer Josias à Louis Proulx. Né le 29 octobre 1751 à Nicolet, ce dernier est issu d'une famille de cultivateurs s'étant établie dans le district de Trois-Rivières au début de la colonisation française. Proulx acquiert des seigneuries dès la fin du XVIII^e siècle. En 1796, Marie-Josephte Simon, dit Delorme, veuve du seigneur Dominique Debartzch, lui vend une partie du fief de la Lussaudière. Le 23 juillet 1812, le co-seigneur François-Xavier Crevier lui cède sa moitié de Saint-François-du-Lac. Huit jours plus tard, il acquiert celle de Joseph-Antoine Crevier. En février 1817, il convainc son frère Joseph de lui céder tous ses droits seigneuriaux obtenus de sa femme, Geneviève Crevier Descheneaux. Les parts et portions de Joseph Mercure sont acquises la même année. À présent, Louis Proulx est propriétaire des onze douzièmes de la seigneurie de Saint-François-du-Lac. Il rend foi et hommage à Québec, le 7 mars 1817¹³⁹. Le plan de son territoire est réalisé par son beau-fils, François Legendre, en 1818¹⁴⁰. C'est cette même année que les conflits juridiques entre les deux seigneurs commencent.

L'affaire oppose donc Josias Würtele contre Louis Proulx. La Cour du banc du roi envoie l'arpenteur Pierre Beaupré dans la paroisse de Saint-François, le 25 juillet 1818. Celui-ci doit déterminer « si la Seigneurie de St-François doit aboutir en profondeur par un trait carré ou par une ligne diagonale », comme inscrit sur un plan figuratif en sa possession. Il constate que cette ligne, tirée à la réquisition du défendeur, l'est depuis le

¹³⁸ La famille Juchereau Duchesnay est au cœur de quinze procédures de ce type, pendant la période. Les principaux sujets concernent les limites seigneuriales et la contestation des bornes territoriales. Les frontières de Beauport sont alors source de conflits. D'un côté avec le Séminaire de Québec, seigneur de Beauport, de l'autre avec les Jésuites, seigneurs de Notre-Dame-des-Anges. Ces affrontements interseigneuriaux continuent après le XVIII^e siècle. Entre juin 1807 et octobre 1808, la Cour du banc du roi de Montréal juge un conflit opposant les seigneurs de Saint-Hyacinthe et de Saint-Charles-sur-Richelieu. Benoît Grenier, *Seigneurs campagnards de la Nouvelle France : présence seigneuriale et sociabilité rurale dans la vallée du Saint-Laurent à l'époque préindustrielle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 344.

¹³⁹ Thomas-Marie Charland, *Histoire de Saint-François-du-Lac*, Pierreville, Société historique de la région de Pierreville, 1989, p. 96.

¹⁴⁰ Richard Chabot, « Proulx, Louis (1751-1838) », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 7 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/proulx_louis_1751_1838_7F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

titre nouveau accordé par le général Prescott, le 6 octobre 1798. Un seul document mentionne cette délimitation. L'arpenteur la considère donc comme nulle. À la différence d'autres titres de concession d'autres seigneuries, celui de Würtele précise bien que les limites du fief sont à prendre « au traiquarré de la seigneurie de St-François ». N'ayant jamais averti le seigneur de Rivière-David de cette nouvelle ligne, la délimitation de Proulx porte préjudice au demandeur selon Beaupré. Son rapport est rendu au tribunal le 28 juillet¹⁴¹. Dans bien des cas, les titres de concession des fiefs définissent différemment les bornes qui délimitent les territoires seigneuriaux. Les seigneuries de Bellechasse et de Rivière-du-Sud à la fin du XVIII^e siècle en sont un bon exemple. Les balises précisées sont différentes sur les actes de concession et sur le terrain. Seul un arpentage peut régler les problèmes de bornage, et donner l'orientation de la ligne de séparation des seigneuries¹⁴².

Le 28 septembre, la Cour du banc du roi homologue le procès-verbal de Beaupré. Elle ordonne qu'une nouvelle ligne soit tirée. Les frais de procès et de bornages sont divisés entre les parties¹⁴³. Beaupré arrive dans la seigneurie de Saint-François, le 12 février 1819. Seul Josias est présent. L'arpenteur prend son trait quarré à la borne d'origine, désignée sur le plan homologué par la Cour. Tout en plaçant plusieurs repères sur son trajet, il le prolonge jusqu'à la ligne de Lavallière. Il termine son travail le 18¹⁴⁴. Lors des activités de Beaupré, Proulx est absent. Ce dernier s'oppose à la décision de justice rendue le 28 septembre 1818. Il saisit la Cour d'appel. Celle-ci lui donne raison, le 30 juillet 1819. Elle envoie l'arpenteur Benjamin Ecuyer à Saint-François, le 13 février

¹⁴¹ Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds de la famille Würtele, papiers de Cour, observation, FN-0022-09-11, 28 juillet 1818, observation sur la teneur des titres des seigneuries de St-François et de la rivière David.

¹⁴² Louis-Philippe Bonneau, *Histoire de la seigneurie Bellechasse-Berthier*, Saint-François de la Rivière-du-Sud : Société de conservation du patrimoine de St-François de la Rivière-du-Sud, 1983, p. 31-32.

¹⁴³ Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds de la famille Würtele, papiers de Cour, jugement, FN-0022-09-10, 28 septembre 1818, banc du Roy, Josias Würtele demandeur vs., Louis Proulx défendeur.

¹⁴⁴ ASTR, FN-0022-09-10, 18 février 1819, traï quarré entre St François et la Rivière David par Jugement de la Cour des 3 Rivières, jugement homologuant ledit Procès verbal.

1821. Il doit réajuster le tracé de Beaupré¹⁴⁵. L'arpenteur fait son travail seul¹⁴⁶. Il doit établir « l'extrémité de la ligne de profondeur de la première concession de la seigneurie St-François, du côté sud de la Rivière St-François [...] [ainsi que] les lignes de la seigneurie de la Rivière David qui sont contigues à la dite seigneurie St-François ». Le rapport d'Ecuyer mentionne un détail non négligeable pour la suite des affaires : les limites du fief de Pierreville ne sont pas encore connues à cette époque¹⁴⁷. Son plan est homologué le 17 septembre, son rapport le 18.

Le 22 mars 1822, le rapport d'arpentage d'Ecuyer est appliqué par la Cour du banc du Roi pour délimiter les seigneuries de Saint-François-du-Lac et de Rivière-David. Les frais sont divisés entre les deux parties. Pour faire exécuter le jugement, Würtele et Proulx nomment l'arpenteur Modeste Pratte¹⁴⁸. Celui-ci arrive sur le territoire le 18 juin 1822. Il reprend à la ligne tirée par l'Ecuyer, le 13 février 1821. Il commence son travail le lendemain, en présence de Josias et de François Legendre. Ce dernier représente Proulx. Pratte ne trouve pas le poteau de départ indiqué dans le rapport de l'Ecuyer. Pour commencer son travail, l'arpenteur décide d'aller à la borne de la ligne nord-est de la seigneurie de Lavallière. Pour ses points de repère, il utilise des balises de pierre « dessous les quelles [il a] mis pour témoins des morceaux de bouteille et de faillance blanc ». Pour sécuriser son tracé, il place à chaque fois « un poteau de bois equarri et audevant de chaque poteau [...] un second poteau d'alignement à environ sept perches de distance du premier pour reconnaître la dite ligne dans le besoin¹⁴⁹ ».

¹⁴⁵ ASTR, FN-0022-09-10, 30 juillet 1819, Court of appeal, Louis Proulx apell., vs Josias Würtele resp.

¹⁴⁶ Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds de la famille Würtele, papiers de Cour, procès-verbal, FN-0022-09-13, 13 février 1821, procès verbal d'une ligne tirée conformément au Jugement de la Cour d'appel du 30 juillet 1819.

¹⁴⁷ Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds de la famille Würtele, papiers de Cour, rapport d'arpenteur, FN-0022-09-15, 30 mars 1821, rapport constatant de quelle manière la ligne de séparation entre St-François & Rivière-David tirée conformément au Jugement de la cour d'appel du 30 juillet 1819 a été tirée.

¹⁴⁸ ASTR, FN-0022-09-10, 22 mars 1822, Court of King's Bench, Jos^s Würtele plitiff vs. Ls Proulx dfr.

¹⁴⁹ ASTR, FN-0022-09-13, 18-19 juin 1822, Procès verbal des Bornes plantées sur la ligne entre la seigneurie de la Rivière David et la seigneurie de St-François en execution du Jugement de la Cour du banc du roi du 22 mars 1822.

Les problèmes de délimitation des seigneuries de Saint-François-du-Lac et de Rivière-David trouvent une issue en 1822. Ces conflits interseigneuriaux vont marquer Louis Proulx. Du 24 au 26 juin, à sa réquisition et à celle d'Augustin Guille, habitant de Saint-François-du-Lac et « procureur des Sauvages Abénakis & Sokokis », l'arpenteur Jean-Baptiste Legendre va borner les frontières entre son fief et le territoire des Abénakis¹⁵⁰. Proulx veut donc éviter d'autres problèmes. Cependant, l'arpentage de Pierreville n'est toujours pas confirmé. Ce détail va venir troubler la quiétude de la seconde génération des propriétaires seigneuriaux. Il va même relancer les poursuites.

1.3.4 L'affaire de Pierreville et la seigneuresse Elisabeth Grant

Au début des années 1830, Jonathan hérite de la seigneurie de Rivière-David. Le premier conflit interseigneurial qu'il connaît l'oppose à la seigneuresse Elisabeth Grant. Elle est la femme de Charles-Nicolas-Fortuné Montenach. Cet homme originaire de Fribourg en Suisse est venu au Canada en 1811, comme lieutenant dans le régiment de Meuron. Elle devient seigneuresse à sa mort, le 24 mai 1832¹⁵¹.

Le 28 septembre 1837, Jonathan Würtele s'oppose à Elisabeth Grant devant la Cour du banc du roi. Le tribunal décide l'envoi d'un arpenteur pour tirer la ligne de séparation entre les seigneuries. La défenderesse est condamnée aux dépens¹⁵². Le 18 décembre, dans la demeure de Baptiste Cull à Pierreville, en pleine rébellion des Patriotes, Joseph Hamel, arpenteur de Québec, rencontre Jonathan, Jean-Olivier Arcand, arpenteur représentant par procuration Grant, et Guille, représentant de la nation des Abénakis. Hamel recueille les titres et papiers nécessaires à son travail. Il constate que ceux de la défenderesse sont antérieurs à ceux du demandeur. Les bornes placées dans l'affaire Würtele contre Proulx, entre 1818 et 1823, n'y sont pas inscrites. Le travail de l'arpenteur commence, le 19 décembre 1837. Il est accompagné de plusieurs observateurs, dont Arcand, Louis et Augustin Guille, ainsi que Jean-Baptiste Cull et Magloire Demers,

¹⁵⁰ ASTR, FN-0022-09-13, 24-25-26 juin 1822, Procès verbal de ligne separant le terrain de Louis Proulx Ecu. de celui des Sauvages Abénakis & Sokokis.

¹⁵¹ Charland, *Histoire de Saint-François-du-Lac*..., p.231.

¹⁵² ASTR, FN-0022-09-15, 28 septembre 1837, banc du roi no 90, Jonath. Würtele demand. vs. Elisabeth Grant défenderesse, & François Legendre & al. Intervenants. Avenir de Joseph Hamel, arpenteur.

« chaineurs assermentés ». Pour commencer son bornage, Hamel reprend le procès-verbal de 1819 réalisé par l'arpenteur Beaupré. Trouver la borne du trait quarré de départ s'avère difficile. Celle-ci est probablement « cachée sous sept ou huit pouces de neige ». Hamel rencontre alors Jean-Baptiste Bergevin, propriétaire de la terre sur laquelle la première borne a été dressée. Ce dernier précise qu'elle a été ôtée l'automne dernier par « des gens qui avoient acheté et enlevé toute la pierre qu'il y avoit sur cette terre ». Bergevin confirme néanmoins le lieu où elle s'est trouvée. Hamel peut enfin commencer son travail. De nouvelles lignes sont tirées, de nouveaux repères placés. Neuf poteaux sont plantés. Le tout est vérifié par un chaînage sur le trait quarré de Saint-François. Son travail se termine le 30 décembre. Le procès-verbal et le plan figuratif sont envoyés au tribunal, le 5 janvier 1838¹⁵³.

Mais le 8 janvier 1838, Arcand rédige un rapport contre Hamel. Il indique que son bornage est mal fait. Saint-François-du-Lac perdrait au profit de Pierreville sa deuxième concession, soit environ 700 arpents de terre¹⁵⁴. Son réquisitoire est envoyé à la Cour le 25 janvier. Hamel réfute ces accusations le 27 février¹⁵⁵. Les erreurs de délimitations des territoires sont fréquentes. En 1787, l'arpenteur William Chewett est chargé de délimiter les terres de la Couronne qui doivent intégrer le futur canton de Godmanchester. Il fait son travail entre le fief de Villechauve, la rivière Châteauguay, les terres des Indiens de Saint-Régis et le lac Saint-François. Il trace par la même occasion la ligne de démarcation entre la seigneurie de Beauharnois et le nouveau canton. Mais au lieu de commencer son tracé à partir de la ligne sud-ouest de Beauharnois, Chewett prend la limite nord-est des terres indiennes comme point de départ. Il accorde des terres excédentaires au territoire seigneurial¹⁵⁶.

¹⁵³ ASTR, FN-0022-09-15, 18 décembre 1837, banc du roi no 90, Jonathan Würtele Demand. C. D^e Eliz. Grant Défend., Et Frs Legendre & al. Interv. Rapport de Joseph Hamel, arpt.

¹⁵⁴ ASTR, FN-0022-09-15, 8 janvier 1838, rapport de J. O. Arcand sur les opérations de Joseph Hamel arpenteur.

¹⁵⁵ ASTR, FN-0022-09-15, 28 février 1838, déposition de Joseph Hamel sur le Rapport de J. Olivier Arcand sur les opérations de Joseph Hamel dans la cause Würtele vs. Grant & Intervenants.

¹⁵⁶ LaRose, « La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867... », p. 249.

Le 26 mars 1838, la Cour homologue le travail d'Hamel. La seigneurie de Pierreville acquiert ses limites définitives avec Rivière-David et Saint-François-du-Lac. Le tribunal ordonne que le demandeur place des bornes « où besoin sera sur les dites lignes ». Le travail d'Hamel, le procès-verbal, le plan figuratif et le bornage sont aux frais des deux parties¹⁵⁷. Le 29 juillet 1839, l'arpenteur retourne à Pierreville. Il applique la décision de la Cour, et place les bornes nécessaires. Jonathan Würtele l'accompagne durant tout son ouvrage. Jean-Baptiste Cull, Louis Martel, François Grenier et Joseph Bergeron sont présents en tant que témoins. Quinze repères sont plantés sur tout le territoire¹⁵⁸. La Cour homologue le procès-verbal d'Hamel, le 23 septembre¹⁵⁹.

1.3.5 L'affaire Saint-François-du-Lac et le seigneur François Legendre

Lors de ses travaux d'arpentage en 1821, Ecuyer ne connaît pas les limites de la seigneurie de Pierreville. Elles sont confirmées en 1839. Les frontières entre les fiefs de Saint-François-du-Lac et Rivière-David vont donc devoir être corrigées en conséquence. En janvier 1828, par acte de donation, Louis Proulx lègue la totalité de ses biens à son beau-fils, François Legendre¹⁶⁰. Lors de sa succession en 1838, sa fille unique Marie-Anne et son mari obtiennent l'usufruit de la seigneurie. La nue-propriété est réservée à leurs enfants. C'est à cette période que Jonathan décide de poursuivre les stratégies foncières de son père. Il accroît la superficie de son territoire seigneurial. Le 9 avril 1842, il achète à Louis Legendre, fils de François, sa part de Saint-François-du-Lac. Le 25 avril, c'est son frère Jean Uldrique, qui accepte l'offre de Würtele¹⁶¹.

Le 29 mars 1843, Jonathan s'oppose à François et François-Félix Legendre, devant la Cour du banc du roi. Ce dernier est arpenteur. Il représente les enfants mineurs de la famille. Après avoir étudié le jugement du 30 juillet 1819, et le rapport d'Hamel de

¹⁵⁷ ASTR, FN-0022-09-10, 26 mars 1838, banc du roi no 90, Jonathan Würtele demr vs. Elisabeth Grant defsse, & Fcois Legendre & al. mis en cause. Jugement.

¹⁵⁸ ASTR, FN-0022-09-13, 29 juillet 1839, banc du roi no 90, Jonathan Würtele demand. C. D^e Elizabeth Grant défend., Et Frs. Legendre & al. mis en cause. Procès verbal de Bornage par Joseph Hamel arpenteur.

¹⁵⁹ ASTR, FN-0022-09-10, 23 septembre 1839, banc du roi no 90, J. Würtele Demandeur vs. D^e Eliz. Grant Défenderesse, & Fcois Legendre mis en cause Et encore Louis Guille mis en cause. Jugement.

¹⁶⁰ Richard Chabot, « Proulx, Louis (1751-1838) », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 7 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/proulx_louis_1751_1838_7F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

¹⁶¹ Charland, *Histoire de Saint-François-du-Lac...*, p. 96.

1839, la Cour décide qu'à frais communs, des bornes soient plantées pour diviser les seigneuries. Le compte rendu de l'Ecuyer de février 1821 doit être appliqué. Legendre est condamné aux dépens¹⁶². Les frais se montent à 74 livres, 1 chelin et 1 denier¹⁶³. Le 21 juillet 1843, François Legendre fait appel. La Cour confirme que le jugement du 30 juillet 1819 n'a pas été pleinement exécuté. Les seigneuries n'ont pas été bornées sur la ligne de l'Ecuyer en 1821. La Cour du banc du roi a mal interprété le jugement de la Cour d'appel du 30 juillet 1819. Elle a condamné les appelants aux dépens, et les a donc privés d'une partie de leur fief. C'est Würtele qui a constaté la faute¹⁶⁴. Ces erreurs de jugement sont courantes. Le 22 janvier 1844, la Cour du banc du roi décide d'envoyer l'arpenteur Pierre Bureau à Saint-François. Il doit exécuter le jugement du 29 mars 1843, c'est-à-dire à frais communs, planter des bornes sur la ligne tirée par l'Ecuyer dans son rapport de février 1821¹⁶⁵. Le 28 mars, Jonathan et François-Félix sont présents. Haldoric Deveau et Jean-Baptiste Danis sont témoins et chaîneurs assermentés. Du 29 mars au 8 avril, Bureau exécute les opérations demandées. Dix-huit bornes sont plantées. Il envoie ses observations à Trois-Rivières le 17 juin¹⁶⁶. La Cour du banc de la reine tire ses conclusions le 26, et homologue son compte rendu. Le défendeur est condamné à payer la moitié des frais de bornage et du rapport de Bureau¹⁶⁷.

Cette décision de justice met un terme aux problèmes d'arpentage avec Legendre. Gingras s'en félicite dans une lettre adressée au seigneur Würtele. Cependant, il précise le 3 juillet 1844 : « je crois comme vous que vous ayiez de la peine à retirer de ce Monsieur

¹⁶² ASTR, FN-0022-09-10, 29 mars 1843, banc du roi no 343, Jonathan Würtele Demandeur vs. François Legendre Défendeur & Félix Legendre mis en cause. Jugement.

¹⁶³ Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds de la famille Würtele, correspondance, correspondance avec François Legendre, FN-0022-06-31, 24 avril 1843, lettre de Jonathan Würtele à François Legendre.

¹⁶⁴ Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds de la famille Würtele, papiers de Cour, cause en appel, FN-0022-09-02, 21 juillet 1843, en Appel. Frs Legendre (Défendeur en cour inférieure), et F. Legendre et al (Mis en cause), Appelants ; et Jonathan Würtele (Demandeur en cour inférieure), Intimé.

¹⁶⁵ ASTR, FN-0022-09-15, 21 mars 1844, notification de Bornage dans St-François à J. Würtele par J. P. Bureau.

¹⁶⁶ ASTR, FN-0022-09-15, 17 juin 1844, banc du roi, Jonathan Würtele demand. vs François Legendre defendeu. Et Frs. Felix Legendre & al. mis en cause. Rapport de J. P. Bureau.

¹⁶⁷ ASTR, FN-0022-09-10, 26 juin 1844, banc du roi no 343, Jonathan Würtele Demandeur vs. Frs. Legendre Défendeur & Félix Legendre & al. mis en cause. Jugement.

les fraies occasionés pour cette poursuite¹⁶⁸ ». Quoi qu'il en soit, cette victoire de Jonathan ne stoppe pas ses volontés d'expansion. Le 4 juillet 1844, Zéphirin Legendre cède sa part de la seigneurie de Saint-François-du-Lac à Jonathan. Le 21 décembre, c'est au tour d'Odillon Legendre d'accepter sa proposition¹⁶⁹. Le seigneur de Rivière-David ne s'arrête pas là. Entre 1842 et 1844, il achète à Marie-Anne Proulx, la femme de François Legendre, la seigneurie de la Lussaudière¹⁷⁰. Enfin le 1^{er} février 1849, c'est François-Félix Legendre qui vend sa part¹⁷¹. L'entente semble convenue rapidement, entre le 13 et le 31 janvier¹⁷².

Les conflits de bornages touchent la région de Rivière-David pendant près de 26 ans. C'est deux fois moins que ceux étudiés par LaRose dans Beauharnois. Cela n'en reste pas moins considérable. Que ce soit sous la gestion de Josias ou de Jonathan, seule la justice peut confirmer le bornage des territoires seigneuriaux. Les décisions rendues affirment le statut seigneurial du père et du fils Würtele. Ces procédures engendrent de nombreuses dépenses. Retrouver leurs montants permettrait de traiter les sommes investies dans ces affaires, par les seigneurs.

¹⁶⁸ ASTR, FN-0022-06-23, 3 juillet 1844, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

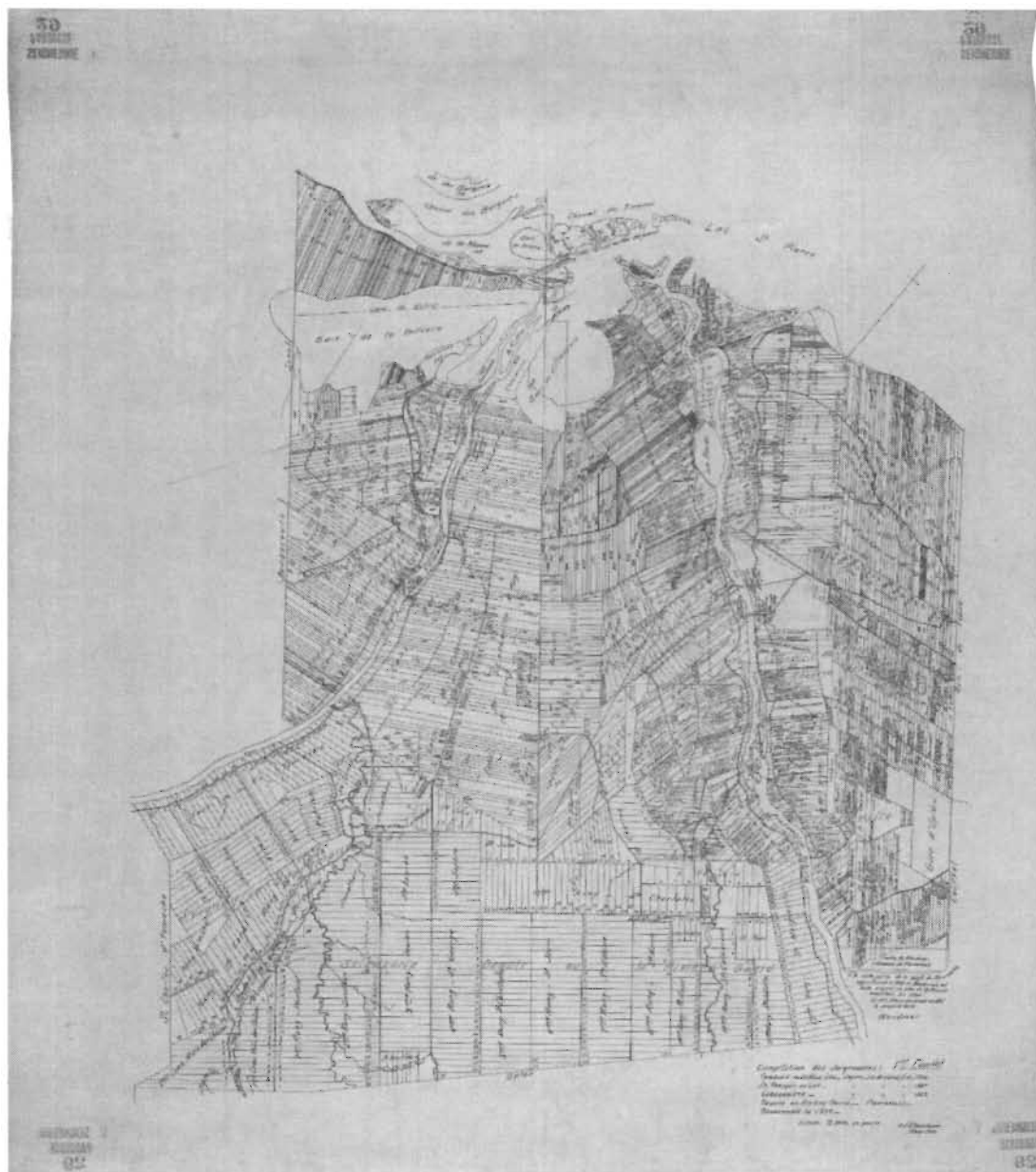
¹⁶⁹ Charland, *Histoire de Saint-François-du-Lac*..., p. 96.

¹⁷⁰ Benjamin Sulte, *Histoire de Saint-François-du-Lac*, Montréal, Imprimerie de l'Etendard, 1886, p. 118.

¹⁷¹ Charland, *Histoire de Saint-François-du-Lac*..., p. 96.

¹⁷² ASTR, FN-0022-06-31, 13 au 31 janvier 1849, lettres entre François-Félix Legendre et Jonathan Würtele.

FIGURE 4
L'expansion du territoire seigneurial de la famille Würtele sous Jonathan



Au sud se trouve la seigneurie de Rivière-David, au sud-ouest la seigneurie de Bourg-Marie de l'Est. À partir des années 1840, Jonathan achète progressivement une partie des seigneuries de Saint-François-du-Lac et de la Lussaudière, au nord et au nord-est. Les fiefs de Lavallière à l'ouest, et de Pierreville à l'est, ne sont pas touchés par ses nouvelles acquisitions.

Source : Bibliothèque et Archives nationales du Québec (Québec), fonds Ministère des Terres et Forêts, documents cartographiques, documents cartographiques liés au cadastre selon divers regroupements, cadastre : cadastre seigneurial, E21, S555, SS3, SSS4, P29, 11 janvier 1920, plan des compilations des seigneuries Yamaska ou La Vallière, 1856 : Saint-François du Lac, 1857 : Lussaudière, 1857 : Deguire ou Rivière David ; Pierreville ; Bourgmarie de l'Est (1er feuillet).

CONCLUSION

Les stratégies foncières de la famille Würtele varient d'un territoire à l'autre. En arrivant dans la Province de Québec à la fin du XVIII^e siècle, Josias est formé comme marchand par son oncle, Jonathan Eckart. C'est ce tabagiste et commerçant d'articles divers qui lui donne le goût des affaires. Il l'initie en même temps à l'importance du foncier. Dès le début du XIX^e siècle, Josias commence l'acquisition de terres dans les Eastern Townships. Pour faire les meilleurs placements sur ces territoires où la tenure libre est de rigueur, il s'associe avec le Loyaliste John Savage. Würtele acquiert plusieurs lots dans différents townships : Granby, Milton, Simpson. De nombreux miliciens lui cèdent leurs terres. Pour être sûr de les obtenir, Josias fait passer à ces individus des promesses de vente. Celles-ci sont signées plusieurs années avant que le gouvernement britannique n'octroie ces terres. Mais le patriarche de la famille n'achète pas que des lots à des vétérans de la milice. Des spéculateurs fonciers lui en cèdent aussi. Ces derniers sont des marchands-négociants et des membres de professions libérales de la ville de Québec et de ses environs. La plupart d'entre eux ont de bons contacts avec les autorités coloniales. Par les relations familiales et les alliances matrimoniales, Josias semble être très bien intégré à ces réseaux.

Ce n'est que dans le courant des années 1820 que Josias commence à vendre ses propriétés. Les Canadiens français sont largement représentés dans ces achats. Les cantons où ils immigrent se situent aux frontières du territoire seigneurial : Granby, Grantham, Upton. Les actes de cession prouvent que Würtele vend ses terres bien plus chères qu'il ne les a achetées. Il les cède au-dessus du prix en vigueur à cette période dans le Bas-Canada. Pour maximiser ses gains, il les divise en plusieurs terrains. Cependant, Josias ne semble pas en vendre autant qu'il l'espérait. La concession des lots en bloc, le système de réserves de la Couronne et du Clergé, ainsi que la spéculation foncière, l'expliquent en partie. Ces actions ralentissent la colonisation des Eastern Townships. Mais la mauvaise évaluation de la qualité des terres par l'associé Savage peut en être aussi une cause. Ces lots invendus vont être légués aux héritiers de Josias au moment de sa mort, en 1831.

Les extraits de l'inventaire de la succession de Josias Würtele de 1833, révèlent une autre partie de ses investissements. Des capitaux ont été injectés dans différents townships : Windsor, Stoke, Auckland, Somerset, Nelson et Halifax. Les transactions recensées confirment les stratégies foncières appliquées par Josias : acquérir des lots auprès des miliciens et d'autres spéculateurs fonciers. Deux renseignements supplémentaires s'ajoutent. Les achats inscrits sur ces extraits prouvent que Josias a souvent sollicité les veuves des vétérans de la milice, dans l'acquisition de ces lots. D'autres terres ont été acquises par brevet de la Couronne. Cette information confirmerait les bonnes relations qu'entretient Josias avec des membres des autorités coloniales. À la manière de John Caldwell et de Matthew McRider, Würtele fait partie des plus grands propriétaires fonciers du township de Granby. L'étude de sa succession lève le voile sur l'empire foncier qu'il lègue à ses proches. Ses possessions dans les Eastern Townships sont estimées entre 28 000 et 50 000 acres, dans au moins sept townships. En comparaison, à sa mort en 1805, le marchand William Grant détient 45 000 acres dans les cantons de Grantham, Granby, Milton, Clifton et Barford. De son côté, dans les années 1820, John Caldwell possède environ 40 000 acres, dans différents townships. La correspondance de Thérien et de Gingras, agents de Jonathan Würtele à Rivière-David et à Québec, atteste que les lots sont partagés entre les différents héritiers Würtele, dès les années 1830. Certains semblent même vendus lors de la décennie suivante. Les héritiers parviennent donc à générer des capitaux substantiels grâce aux biens de Josias. Les liquidités investies dans les terres des Cantons de l'Est ne représentent qu'une partie de la succession. La seigneurie de Rivière-David en est une autre.

Josias acquiert ce fief en 1808, par vente à l'encan. L'inexactitude du bornage lui fait construire ses bâtiments sur le territoire seigneurial de Bourg-Marie. Pour ne pas être lésé par une décision de justice, il achète cette partie à la seigneuresse Barrow. Cette appropriation lui permet d'étendre son territoire. La confirmation de ses bornes va être l'une de ses principales inquiétudes. Son procès contre Proulx l'atteste. En 1831, seul Jonathan, le fils aîné, hérite de la seigneurie. Ce dernier va suivre les traces de son père : confirmer les autres délimitations, mais aussi agrandir le territoire. Pour cela, les parts des héritiers de la famille Legendre, seigneurs de Saint-François-du-Lac et de la Lussaudière,

vont être achetées graduellement. L'achat de plusieurs territoires seigneuriaux est une pratique courante. Dans les années 1820, John Caldwell est détenteur des seigneuries de Gaspé, de Saint-Étienne, de Foucault et de Lauzon. Au milieu du XIX^e siècle, la famille Hart déclare posséder quatre fiefs : Boucher, Vieux-Pont, Hertel et Dutort ; et sept seigneuries : Bécancour, Godefroy, Roquetaillade, Sainte-Marguerite, Bruyères, Bélair et Courval. Avec les Hart, les Proulx et les Chandler, les Würtele font partie, entre 1800 et 1855, des plus grands propriétaires fonciers de la future région du Centre-du-Québec. Ensemble, ils détiennent 10 fiefs et seigneuries sur 18. Mais les décisions de justice liées aux conflits interseigneuriaux ne font pas qu'entériner des bornes entre deux territoires. Des intérêts économiques entrent en ligne de compte. Elles confirment aussi à qui les censitaires, qui résident aux marges du territoire seigneurial, doivent payer leurs redevances. Les revenus liés à la terre et aux censitaires sont donc une raison. La protection des ressources naturelles sur le territoire en est une autre. Ces éléments sont étudiés dans le prochain chapitre.

CHAPITRE 2

LA GESTION ÉCONOMIQUE DU DOMAINE SEIGNEURIAL

L'historiographie définit la seigneurie différemment selon les époques. Durant la décennie de 1950, Marcel Trudel la considère comme un cadre géographique où le seigneur a le devoir de la peupler. Cette interprétation est proche de l'image du seigneur-colonisateur. Cette vision change radicalement par la suite, tant le territoire seigneurial présente de multiples facettes. Dans les années 1960 et 1970, différents historiens analysent davantage les contraintes du cadre seigneurial. La seigneurie est perçue comme un cadre social rigide restreignant la liberté d'action des censitaires. À partir des années 1980, l'historiographie s'oriente vers de nouvelles problématiques liées à l'histoire rurale et à celles de phénomènes sociaux et économiques¹.

La Conquête est perçue par de nombreux historiens comme « un moment de rupture dans l'évolution du régime seigneurial canadien² ». De manière générale, ils s'entendent sur son durcissement entre 1760 et 1854, année de son abolition. Durant cette période, sont constatés : une « hausse des rentes annuelles [...] l'alourdissement et la multiplication des autres charges inscrites dans les contrats de concession [...] l'application rigide des droits et des privilèges des seigneurs et [...] l'emploi par [ces derniers] de pratiques spéculatives sur les terres neuves³ ». Les opinions des chercheurs divergent toutefois sur les causes de cette réaction. Celles principalement retenues sont le « retrait de l'arbitrage de l'État, l'introduction d'une rationalité capitaliste dans la gestion des seigneuries, la pression démographique, le développement de l'économie et [...] le

¹ Benoît Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, Montréal, Boréal, 2012, p. 22 à 28.

² Christian Dessureault, « L'évolution du régime seigneurial canadien de 1760 à 1854 », *Cheminements*, (2009), p. 24.

³ *Ibid.*

renforcement du féodalisme dans la phase ultime de la transition vers le capitalisme⁴ ». Les avis des spécialistes sont tout aussi contrastés en ce qui concerne les conséquences que le régime seigneurial a eues sur l'économie et la société. Les historiens de tendance nationaliste, comme Maurice Séguin, Jean-Pierre Wallot et Serge Courville, mettent en avant les apports de l'institution et « minimisent [...] les répercussions négatives de la réaction seigneuriale⁵ ». Dans les années 1980, ils développent dans la production scientifique sur le monde rural québécois du XIX^e siècle, la problématique de la modernité. Les travaux qui en ressortent démontrent que le régime seigneurial s'intègre parfaitement dans cette dynamique. Dans bien des cas, le seigneur est l'un des promoteurs du village et des industries. D'autres historiens de tendance libérale, comme Fernand Ouellet, s'opposent à cette interprétation. Pour lui, le régime seigneurial canadien est un vecteur d'inégalités sociales, et contribue à ralentir le développement capitaliste chez les francophones. À partir de 1980, Ouellet travaille davantage « sur les rapports de dépendance et d'exploitation économique entre les seigneurs et les censitaires⁶ ». Il affirme alors que la persistance du régime seigneurial est l'un des facteurs du retard de la société canadienne-française. Enfin, plusieurs historiens de tendance marxiste, comme Louise Dechêne, Christian Dessureault et Allan Greer, étudient « l'effet du régime seigneurial dans le système économique [...], l'importance des surplus accaparés par les seigneurs et [...] le poids relatif de cette ponction seigneuriale sur les familles paysannes et sur l'économie rurale⁷ ». Certains chercheurs essaient d'évaluer la composition des revenus seigneuriaux et le poids des redevances seigneuriales. Leurs travaux permettent de déterminer si la seigneurie possède une dimension féodale, mais aussi de constater si la société québécoise de l'époque est de type féodal ou capitaliste. Ces différentes recherches ont montré l'importance que les droits fonciers et les monopoles seigneuriaux prennent à la fin du XVIII^e siècle.

La question seigneuriale au XIX^e siècle est moins abordée. Cependant, certains historiens s'y sont intéressés : Françoise Noël, a analysé les seigneuries de la famille

⁴ *Ibid.*, p. 27.

⁵ *Ibid.*, p. 30.

⁶ *Ibid.*, p. 32.

⁷ *Ibid.*, p. 33.

Christie⁸; Jean-Claude Robert, a examiné les actions du seigneur entrepreneur Barthélemy Joliette⁹; André LaRose, a étudié la seigneurie de Beauharnois¹⁰. Ces travaux mettent en avant une facette peu traitée : la gestion seigneuriale et entrepreneuriale du territoire. Elle est analysée dans ce chapitre.

Comment Würtele fait-il fructifier ses capitaux au sein de la seigneurie ? Quelles sont les stratégies utilisées pour pallier l'endettement des censitaires ? Quelles sont les autres ressources exploitées sur le territoire ? Nous définirons premièrement les droits seigneuriaux en cause. Les actes d'obligation, pièces qui autorisent l'étude d'une partie de l'économie de Rivière-David et de l'endettement de ses habitants, seront ensuite examinés. Les modalités de ces actes seront analysées. Nous nous pencherons pour finir sur l'exploitation de la ressource ligneuse au sein du territoire seigneurial, afin de compléter l'observation des stratégies mises en place par Würtele pour optimiser son capital.

2.1 CONCEPTS ET SOURCES

2.1.1 Les droits seigneuriaux

Le censitaire est l'habitant qui prend possession d'un lot sur le territoire seigneurial : la censive. Il peut légalement la vendre, la diviser, l'échanger, et la transmettre en héritage. La Coutume de Paris permet toutefois au seigneur d'en conserver la propriété éminente. Le présent chapitre s'intéresse aux droits seigneuriaux, et plus particulièrement aux droits réels : cens et rentes, lods et ventes.

⁸ Françoise Noël, « La gestion des seigneuries de Gabriel Christie dans la vallée du Richelieu (1760-1845) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, no 4 (printemps 1987), p. 561 à 582.

⁹ Jean-Claude Robert, « Un seigneur entrepreneur, Barthélemy Joliette, et la fondation du village d'industrie (Joliette), 1822-1850 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 26, no 3 (décembre 1972), p. 375 à 395.

¹⁰ André LaRose, « La seigneurie de Beauharnois. 1729-1867 : les seigneurs, l'espace et l'argent », thèse de doctorat (histoire), Université d'Ottawa, 1987, 685 pages.

Les cens et rentes

Le cens est un droit symbolique et reconnaissant qui atteste de l'assujettissement du censitaire auprès du seigneur. Confondue au premier, la rente est une charge lucrative qui soumet l'habitant aux amendes prescrites par la loi pour tout retard de paiement sur celui-ci. Cens et rentes constituent le premier droit onéreux fixe dû par le censitaire. Leur règlement se divise ainsi : une partie en argent ; l'autre en produit agricole ou en travail¹¹. Établis sur toutes les terres de la mouvance selon un taux proportionnel à leurs superficies, ils sont prévus dès le contrat de concession. Le seigneur ne peut pas les augmenter, et le censitaire ne peut pas les racheter : ils sont inamovibles et inamortissables¹². Ces droits seigneuriaux ne sont pas indexés sur les possibles variations de la valeur de l'argent et des céréales¹³. Ils sont payables annuellement au manoir seigneurial, le plus souvent le 11 novembre, jour de la Saint-Martin d'hiver, à la fin des récoltes. Le revenu produit globalement, du point de vue du seigneur, est proportionnel au nombre de personnes s'installant dans la mouvance.

Les lods et ventes

Les lods et ventes font partie des droits onéreux casuels les plus lucratifs pour le seigneur. Ils sont le prix de son consentement à l'aliénation de la terre¹⁴. Ce droit de mutation correspond au douzième du prix d'achat que l'acquéreur d'un lot dans la mouvance doit lui verser¹⁵. Il diffère selon la valeur des propriétés vendues et le nombre de mutations foncières¹⁶. La transmission de la parcelle dans une famille en est exemptée. Cependant, il est perçu sur les échanges, les cessions de droits successoraux entre héritiers et sur les pensions viagères. Les arrérages de cens et rentes peuvent être calculés dans le montant imposable au titre des lods et ventes¹⁷.

¹¹ Allan Greer, *Habitants, marchands et seigneurs : la société rurale du bas Richelieu, 1740-1840*, Québec, Septentrion, 2000, p. 165.

¹² Benoît Grenier, *Seigneurs campagnards de la Nouvelle France : présence seigneuriale et sociabilité rurale dans la vallée du Saint-Laurent à l'époque préindustrielle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 311.

¹³ Greer, *Habitants, marchands et seigneurs*..., p. 166.

¹⁴ LaRose, « La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867... », p. 390.

¹⁵ Greer, *Habitants, marchands et seigneurs*..., p. 168.

¹⁶ Noël, « La gestion des seigneuries de... », p. 571.

¹⁷ LaRose, « La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867... », p. 390.

Les arrérages seigneuriaux

Les problèmes inhérents à la perception des droits seigneuriaux sont présents dans la majorité des seigneuries. Pour Allan Greer, les censitaires peuvent se diviser en trois groupes de payeurs. Le premier intègre les paysans qui réussissent difficilement à vivre. Un endettement chronique auprès du seigneur peut apparaître. Un second rassemble ceux qui règlent régulièrement, quand la conjoncture économique le leur permet. Un troisième inclut des habitants qui font preuve de résistance passive à l'égard des droits seigneuriaux. Ils s'acquittent rarement de leurs créances. Leur paiement varie selon les années. Les récoltes, les circonstances financières et la pression que peut exercer le seigneur sont à prendre en compte dans ces versements¹⁸. La plupart des censitaires détiennent des arriérés de plusieurs années. Certains ne se remettent pas de cet endettement et finissent par quitter les lieux.

Recouvrer les arrérages de ces droits seigneuriaux requiert un travail minutieux. Il est nécessaire pour le seigneur et son agent d'avoir une parfaite connaissance des censitaires et de la capacité de production de leurs terres¹⁹. Ce contrôle de l'activité immobilière demande la collaboration des notaires et d'autres personnes bien renseignées²⁰. Une mauvaise administration de la seigneurie amène à un accroissement rapide de ces arrérages. André LaRose considère qu'un seigneur résident, attentif à ses affaires, exerce une meilleure gestion. L'usage de plusieurs intermédiaires dans la gestion de Beauharnois peut amener à différentes faiblesses et abus : gaspillage en frais de gestion et détournements de fonds par les régisseurs, conflits d'intérêts, etc²¹. Jonathan Würtele est fréquemment présent dans son manoir. Son agent, Benjamin Thérien, est le principal notaire du village. Ces faits contribuent-ils à une gestion plus serrée de l'économie seigneuriale ?

¹⁸ Greer, *Habitants, marchands et seigneurs...*, p. 170.

¹⁹ *Ibid.*, p. 172.

²⁰ LaRose, « La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867... », p. 391.

²¹ *Ibid.*, p. 529-532.

2.1.2 Les sources dans l'étude de la gestion économique seigneuriale

Historiographie

L'étude de la gestion seigneuriale se présente de différentes façons dans l'historiographie québécoise. Le contrat de concession demeure l'élément central. Il peut être traité pour une seigneurie, comme dans le cas de la Petite-Nation de Claude Baribeau²², voire plusieurs territoires, tel l'examen des fiefs de la famille Christie de Noël²³. Il peut être étudié à différentes périodes, comme dans l'ouvrage de Greer sur le bas Richelieu entre 1740 et 1840²⁴, ou sous plusieurs administrations, à la manière de la seigneurie de Beauharnois dans la thèse de LaRose²⁵.

Le problème des arrérages découlant des droits seigneuriaux est résolu de diverses manières par les seigneurs. Nous reviendrons sur ces stratégies plus tard. Pour les observer, les historiens exploitent plusieurs sources. Citons le censier²⁶, les papiers de Cour²⁷, les accords entre seigneur et censitaires présents dans les documents légaux des seigneuries²⁸, ainsi que le terrier²⁹. La correspondance est aussi courante. Le corpus de la famille Würtele ne dispose pas d'assez d'actes de concession pour accomplir une telle étude. Le censier et le terrier demeurent introuvables. L'observation de la gestion de l'économie seigneuriale dépend donc d'une autre documentation.

Les actes d'obligation

George Bervin a soupesé « la valeur et l'utilité de certaines sources dans l'élaboration d'une histoire socio-économique portant sur la bourgeoisie marchande bas-canadienne de la première moitié du XIX^e siècle³⁰ ». Parmi les sources en causes figurent

²² Claude Baribeau, *La seigneurie de la Petite-Nation 1801-1854 : le rôle économique et social du seigneur*, Hull, Éditions Asticou, 1983, p. 63.

²³ Noël, « La gestion des seigneuries de... », p. 566.

²⁴ Greer, *Habitants, marchands et seigneurs...*, p. 165.

²⁵ LaRose, « La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867... », p. 376-377.

²⁶ Baribeau, *La seigneurie de la Petite-Nation...*, p. 109 à 111.

²⁷ Noël, « La gestion des seigneuries de... », p. 573 à 577.

²⁸ Greer, *Habitants, marchands et seigneurs...*, p. 170 à 174.

²⁹ LaRose, « La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867... », p. 520.

³⁰ George Bervin, « Les sources archivistiques : leur utilisation dans l'étude de la bourgeoisie marchande bas-canadienne (1800-1830) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 38, no 2 (1984), p. 203.

les actes d'obligation. Ces derniers ont été fort peu exploités par l'historiographie québécoise. Dans son étude de Barthélemy Joliette, Robert les mentionne rarement. Deux obligations sont relevées dans l'exploitation du bois en 1842 et 1845³¹ ; une autre lors de l'achat de matériaux pour la construction d'un chemin de fer en 1849³². Pour la seigneurie de Beauharnois, LaRose en a retrouvé 30. Toutes sont rédigées entre 1810 et 1820. Elles sont faites par le régisseur James Milne en échange de sommes d'argent³³. De 1821 à 1825, il en réalise auprès de futurs censitaires qui ont coupé du bois sans permission sur la censive qui leur est promise. Les obligations faites par la suite concernent essentiellement des frais de justice et des arrérages de droits seigneuriaux. LaRose s'intéresse peu aux actes d'obligation de Beauharnois. Selon lui, ces documents ne sont pas des instruments de mesure de l'endettement des censitaires : « [ils] sont tout au plus un indice, un symptôme³⁴ ». De son côté, Bervin reconnaît que les dettes « sont des signes d'une condition économique à un moment précis du temps³⁵ ». Celles-ci ne pourraient servir qu'à une étude partielle, comme indicateurs, afin d'éclairer sur la situation économique de la personne endettée. Ces dettes n'en demeurent pas moins des sommes bien réelles pour les principaux intéressés. Il n'est pas rare de constater que ces obligés traînent ces arrérages jusqu'à la fin de leur vie. Leur femme, leurs enfants, ou même d'autres membres de la fratrie s'occupent par la suite du remboursement de la créance. La dette peut donc avoir des répercussions sur plusieurs individus, et sur plusieurs générations. Selon Louis Michel, l'habitant s'endette de plusieurs façons dans la société rurale. L'endettement auprès du seigneur en est une. Elle survient au moment où le censitaire est incapable de payer les cens et rentes ou les lods et ventes exigés. Les arrérages s'accumulent alors. Pour étudier cet endettement paysan, Michel préconise entre autres l'exploitation sérieuse des obligations. Celles-ci peuvent apporter un témoignage concret à propos de ce phénomène. L'acte d'obligation identifie clairement

³¹ Robert, « Un seigneur entrepreneur, Barthélemy Joliette... », p. 389.

³² *Ibid.*, p. 392.

³³ LaRose, « La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867... », p. 150.

³⁴ *Ibid.*, p. 527.

³⁵ Bervin, « Les sources archivistiques... », p. 208.

le créancier et le débiteur. Il donne aussi des informations sur l'origine de la dette et les raisons de l'emprunt³⁶.

LaRose mentionne que Lawrence George Brown, un des régisseurs de la seigneurie de Beauharnois, compte sur la rédaction d'un terrier pour résoudre le problème des arrérages seigneuriaux³⁷. Ce document, qui permet de mettre à jour une partie des transactions immobilières auparavant méconnues du seigneur, est abordé en détail dans un texte récent³⁸. Alain Laberge l'étudie pour la seigneurie de la Rivière-Ouelle en 1711. Il relève que : « [l]es éléments d'information relatifs aux cens et rentes ne semblent [...] pas avoir été traités de manière systématique par les responsables de la confection du papier-terrier en vue de clarifier et de faciliter la perception future de ce type de redevances³⁹ ». Les lods et ventes mentionnés ne dépassent pas la mutation de terre du dernier censitaire, ce qui empêche de constater les possibles arrérages de cet impôt. Une partie des revenus seigneuriaux est alors absente. Le contenu du papier-terrier pâtit du manque de rigueur du représentant seigneurial.

L'interprétation de LaRose peut s'expliquer par l'irrégularité des papiers présents dans les minutiers des notaires. L'origine des seigneurs et des agents, ainsi que leur implication dans l'administration de la seigneurie de Beauharnois jouent aussi un rôle⁴⁰. Dépendamment de l'intendance des acteurs locaux, les documents qui permettent l'étude de la gestion économique du territoire seigneurial changent d'un domaine à l'autre. Pour Bervin, l'exploitation des actes notariés doit être entreprise dans une recherche globale. En découle une vision du potentiel économique de l'individu et sa place dans la hiérarchie

³⁶ Louis Michel, « Endettement et société rurale dans la région de Montréal au dix-huitième siècle. Premières approches et éléments de réflexion », François Lebrun et Normand Séguin, dir., *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVIIe-XXe siècles : actes du colloque franco-québécois de Québec (1985)*, Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, 1987, p. 178.

³⁷ LaRose, « La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867... », p. 520.

³⁸ André LaRose, « Un terrier en pièces détachées : les titres nouveaux de la seigneurie de Beauharnois (1834-1842) », Benoît Grenier et Michel Morissette, dir., *Nouveaux regards en histoire seigneuriale au Québec*, Québec, Septentrion, 2016, p. 118 à 153.

³⁹ Alain Laberge, « Seigneur, censitaires et paysage rural : le papier terrier de la seigneurie de la Rivière-Ouelle de 1771 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 44, no 4 (printemps 1991), p. 576.

⁴⁰ LaRose, « La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867... », p. 529.

sociale. La combinaison de renseignements issus de sources variées s'avère donc nécessaire⁴¹.

Les actes d'obligation peuvent fournir des éléments essentiels pour l'histoire des relations économiques et sociales, les activités commerciales ainsi que le crédit dans la première moitié du XIX^e siècle dans le Bas-Canada. Ils sont passés devant notaire. Jusqu'à dans les premières décennies du XX^e siècle, le prêt en campagne va fréquemment rester une affaire interpersonnelle. Aux actes d'obligation, nous jumelons la correspondance privée de Thérien, agent du seigneur au sein du territoire, ainsi que les papiers de Cour. Outre l'observation de l'endettement des censitaires à un moment particulier, ces pièces font état des stratégies économiques liées à la pluriactivité de cette bourgeoisie mi-marchande mi-seigneuriale.

2.1.3 La documentation des Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières

Le Fonds de la Famille Würtele conservé aux Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières renferme 111 obligations. Elles sont paraphées entre 1822 et 1850. Quatre documents sont exclus de notre analyse : les actes du 6 juin 1828 et du 18 janvier 1836, qui concernent des affaires entre des tiers⁴² ; un autre du 16 mars 1822, relatant une entente entre Josias et George Clément, marchand alors incarcéré⁴³ ; un dernier, en date du 22 août 1831, qui précise un accord lié à un jugement entre Jonathan et Joseph Parent, marchand trifluvien⁴⁴. Les deux premiers ne touchent pas les membres de la fratrie. Bien qu'ils traitent d'affaires avec Josias et Jonathan, les suivants restent étrangers à la gestion de la seigneurie.

Demeurent 107 documents rédigés entre 1832 et 1850. Quatre concernent la période de la succession de Josias. Les 103 autres relatent la gestion de son fils Jonathan.

⁴¹ Bervin, « Les sources archivistiques... », p. 209.

⁴² Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds de la famille Würtele, actes notariés, obligation, FN-0022-02-12, 6 juin 1828, obligation de Joseph Alard :

ASTR, FN-0022-02-12, 18 janvier 1836, obligation en brevet par Benonie Danis à Léon Rousseau.

⁴³ ASTR, FN-0022-02-12, 16 mars 1822, obligation contenant un transport consentis par George Clément dit Griévin et son épouse en faveur de Josias Würtele.

⁴⁴ ASTR, FN-0022-02-12, 22 août 1831, obligation Joseph Parent à Jonathan Würtele.

Soixante-dix-neuf sont rédigés sur un formulaire standardisé, 28 sont manuscrits. Ces documents représentent 93 individus endettés. Sont présents 89 cultivateurs ; un cordonnier ; un forgeron ; deux marchands ; un menuisier ; cinq notables⁴⁵ ; un sans profession. Soixante-treize d'entre eux vivent dans les seigneuries de la famille Würtele⁴⁶. Les obligés restants sont originaires des lieux suivants : un de Saint-Aimé, dans le district de Montréal ; un de Sainte-Jude, dans le district de Montréal ; quatre de Saint-François ; huit de Saint-François-du-Lac ; un de Saint-Grégoire-le-Grand ; quatre de Saint-Michel-d'Yamaska⁴⁷. Un dernier vit dans le township de Hatley, dans le district de Saint-François. Tous les obligés ne viennent donc pas du territoire seigneurial. Néanmoins, les ruraux du lieu sont majoritairement en cause. Sur la totalité des actes d'obligation, neuf personnes détiennent plusieurs documents à leur nom⁴⁸. Seuls ceux liés à Joseph Pinard fils se suivent chronologiquement. Ces neuf hommes sont cultivateurs. Le titre de notable est détenu par deux d'entre eux. Joseph Lambert est aussi mentionné dans deux actes d'obligation. Mais une différence dans leurs titres peut poser un problème. Nous ne l'intégrons donc pas dans ce groupe⁴⁹.

Ces documents représentent plus de 18 ans d'actes notariés. Ils ne sont qu'une partie des pièces produites par Thérien pendant la vie de Jonathan Würtele. Une de ces sources est présente en annexe 4. Les principales informations que ces papiers exposent se trouvent en annexe 5. Les sujets et les clauses qu'ils développent varient selon la période, et les intéressés. Voyons alors leur contenu.

⁴⁵ Euphraïme Paré change de situation pendant la période de notre étude. Dans sa première obligation, le 30 juillet 1833, il est reconnu comme cultivateur. À partir du 16 mars 1837, les trois autres actes à son nom mentionnent en plus le terme de notable.

⁴⁶ Euphraïme Paré réside dans la paroisse de Saint-Michel-d'Yamaska au moment de son premier acte d'obligation en 1833. Les trois suivants indiquent qu'à partir de 1837, le cultivateur notable part vivre dans le village de Saint-David. Nous l'avons donc intégré à celui-ci dans le détail des actes d'obligation.

⁴⁷ Les actes d'obligation où sont inscrits les lieux de Saint-François et de Saint-François-du-Lac désignent éventuellement la même localité. Le travail minutieux réalisé par Benjamin Thérien suggère néanmoins le contraire. À notre avis, le notaire mentionne des endroits différents. Nous les laissons donc séparés dans notre analyse. Les documents concernés se trouvent autant dans les formulaires standardisés que dans les actes manuscrits.

⁴⁸ 2 actes d'obligation : Charles Maher ; Gabriel Danis (père) ; Isaac Arelle ; Jean-Baptiste Biron ; Joseph Jetté ; Joseph Pinard (fils) ; Louis Trudel. 3 actes d'obligation : Michel Danis (fils de Louis). 4 actes d'obligation : Euphraïme Paré.

⁴⁹ ASTR, FN-0022-02-12, 3 avril 1837, obligation par Joseph Lambert à Jonathan Würtele ; ASTR, FN-0022-02-12, 3 juin 1839, obligation par Joseph Lambert dit Aubin à Jonathan Würtele.

Le contenu des actes d'obligation lors de la succession de Josias Würtele

Les actes d'obligation qui datent de la succession de Josias Würtele sont rédigés sur un formulaire standardisé. On y note exclusivement les informations propres à chaque affaire. Les quatre pièces en notre possession se présentent de la façon suivante. Premièrement sont écrits le prénom, le nom, la profession et le lieu de résidence du débiteur. Celui-ci reconnaît devoir « bien duement et légitimement aux héritiers légataires de la succession de feu Josias Würtele » une somme en argent. Le créancier désigné pour la collecter est Jonathan Würtele « Es-qualité d'un des Exécuteurs Testamentaires ». Il vit encore à Québec tout au long de l'année 1832. Le recensement de 1831 précise qu'il détient une maison rue d'Auteuil, dans la Haute-Ville de Québec⁵⁰. La valeur que le débiteur doit à la famille Würtele est précisée. S'ajoute la mention de l'origine de cet endettement : cens et rentes et/ou lods et ventes. Suit la description de la/les terre(s) concernée(s) : localisation, dimension, terres avoisinantes. La somme due est répétée et une nouvelle date de paiement est imposée. Un intérêt légal annuel de six pour cent est stipulé. Ce dernier court jusqu'au règlement effectif. Pour sûreté du remboursement, le débiteur se voit contraint d'hypothéquer la totalité de ses biens, meubles et immeubles, actuels et futurs. Le lot précédemment désigné y est bien entendu inclus. C'est à ce moment que l'on détaille plus précisément les arrérages seigneuriaux échus : date initiale du versement ; et la/les mutation(s) liée(s) à la terre, le cas échéant. Les parties en présence signent : notaires, seigneur et censitaire. La quatrième page mentionne la date de l'acte d'obligation ainsi que les noms du débiteur et du créancier. L'issue est notée au moment de sa clôture⁵¹.

Les actes d'obligation pendant l'ère Jonathan Würtele

À la manière de ceux liés à la succession de Josias, 75 actes d'obligation créés durant le temps où Jonathan fut aux commandes de la seigneurie sont aussi rédigés sur un formulaire standardisé. Certaines données diffèrent tout de même. Sont toujours présents

⁵⁰ Bibliothèque et Archives Canada, *recensement du Bas-Canada (1831)* [En ligne], http://data2.collectionscanada.gc.ca/1831/pdf/004569577_00052.pdf

⁵¹ ASTR, FN-0022-02-12, 8 mars 1832, obligation par Louis Trudel aux Héritiers de feu Jos. Würtele.

les détails qui concernent le débiteur et le créancier. Jonathan Würtele est alors reconnu comme « Seigneur Propriétaire [...] demeurant dans son Manoir Seigneurial à la Rivière David ». Il n'est plus question d'héritage, la personne endettée lui est exclusivement redevable. La description du lot et les renseignements liés aux arrérages seigneuriaux sont notés ensemble sur la première page. Suivent la nouvelle date de paiement, l'intérêt annuel de six pour cent, l'hypothèque imposée au censitaire et la signature des parties. Les informations à la quatrième page restent inchangées⁵². Le formulaire standardisé connaît une modification aux alentours de 1847. Apparaît une clause qui limite le transport de la terre visée. Elle est alors mentionnée sur chaque document. Dans un premier temps, c'est Thérien qui l'écrit à la main⁵³. Elle est directement inscrite sur le papier au début des années 1850⁵⁴.

En plus de ce premier groupe, notre corpus révèle des actes d'obligation manuscrits. On en compte 28. Les informations élémentaires liées au débiteur et à son créancier sont encore présentes, bien entendu. L'origine de la somme en souffrance est quant à elle bien différente. Outre deux cas liés à des arrérages seigneuriaux, la totalité de ces documents fait état d'avances en argent ou en nature. L'hypothèque est toujours appliquée. Le remboursement peut se faire en plusieurs versements. L'intérêt n'entre pas en vigueur nécessairement à la signature de l'acte. Des tiers se portent garants dans certaines situations. La signature des parties reste présente. Il en est de même pour ce qui est des renseignements à la quatrième page : la date de l'acte d'obligation, les noms du débiteur et du créancier, ainsi que l'issue de l'affaire⁵⁵. Les actes d'obligation diffèrent selon le contexte et l'origine de leur création. La mention de l'intérêt change, mais est toujours indiquée : six pour cent dans le cas des retards concernant des terres ; « avec intérêt légal » pour les avances en argent ou en nature. Les annotations de Thérien et de Würtele à la quatrième page font état de remboursements irréguliers de la part des intéressés. L'étude des actes notariés permet de voir l'endettement de ces obligés. Jumelés

⁵² ASTR, FN-0022-02-12, 16 août 1836, obligation par Prospère Lord à Jonathan Würtele.

⁵³ ASTR, FN-0022-02-12, 14 avril 1849, obligation par Jacques Crépeaud à Jonathan Würtele.

⁵⁴ ASTR, FN-0022-02-12, 4 février 1850, obligation par Godefroy Chevrette à Jonathan Würtele.

⁵⁵ ASTR, FN-0022-02-12, 30 juillet 1833, obligation par Euphraïme Paré à Jonathan Würtele.

à la correspondance de Würtele et de Thérien, c'est la gestion de l'économie seigneuriale et les stratégies mises en place par les deux hommes qui se présentent devant nous.

2.2 LES ARRÉRAGES SEIGNEURIAUX DANS LA SUCCESSION DE JOSIAS

2.2.1 Différents acteurs pour de multiples étapes

À la mort de Josias le 30 mai 1831, Jonathan, son fils, est reconnu comme le nouveau seigneur des fiefs de Deguire et de Bourg-Marie de l'Est. Ce dernier, comme Christopher Edward Würtele et Duncan Campbell Napier, est aussi exécuteur testamentaire de la succession du patriarche. Christopher est le quatrième fils de Josias. Duncan est le mari de Catherine Würtele, quatrième fille du patriarche.

Pour récupérer les créances de son défunt père, Jonathan utilise les services de Benjamin Thérien, et de « P. » Vézina, avocat de Trois-Rivières⁵⁶. En mars 1832, ce dernier demande une copie du testament de Josias. Joint à l'extrait mortuaire, il permet d'exiger les sommes en souffrance. L'avocat trifluvien prévoit d'entreprendre une action sur une terre vendue par le shérif de Trois-Rivières. Le dénommé Verrier est insolvable. Il doit des arrérages à Josias, donc aux héritiers Würtele. Sans ces documents, Vézina ne peut rien réclamer sur les affaires successorales. Pire, cela retarde en parallèle l'ouvrage de Thérien dans la seigneurie. Les poursuites que l'agent intente préalablement à Rivière-David sont traitées dans un second temps par Vézina à Trois-Rivières. Le temps presse si Jonathan veut que ces affaires soient jugées entre le 1^{er} et le 10 avril, durant le prochain terme⁵⁷. Les informations sont manquantes pour connaître l'endettement de Verrier et la suite des actions faites à son encontre. Le notaire ne donne pas plus de détails sur les dossiers prévus au village. Le recouvrement des créances familiales dépend des efforts des trois parties présentes dans ce courrier : l'exécuteur testamentaire, l'agent seigneurial

⁵⁶ BAC, *recensement du Bas-Canada (1831)* [En ligne], http://data2.collectionscanada.gc.ca/1831/pdf/004569575_00523.pdf

⁵⁷ Bibliothèque et Archives nationales du Québec (Québec), fonds Jonathan Würtele, Jonathan Würtele, correspondance, lettres reçues par Jonathan Würtele, P279 II A 2, 19 mars 1832, no 190, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

et l'avocat. Les autres lettres de Würtele et Thérien démontrent l'application de cinq stratégies pour y parvenir.

2.2.2 Des stratégies de recouvrement diverses

Les actes d'obligation

Pour le compte des héritiers Würtele, Thérien rédige plusieurs actes d'obligation auprès des censitaires endettés. Quatre documents témoignent de ces démarches. Tous datent de 1832. Le 31 mars, Gabriel Bibeault, cultivateur de la paroisse de Saint-Michel-d'Yamaska, reconnaît devoir aux légataires de Josias Würtele 6 livres et 17 chelins courant. Ces arrérages seigneuriaux concernent des cens et rentes et des lods et ventes. Les premiers sont à régler depuis le 11 mai 1831. Les seconds renvoient à deux mutations de terre. La première correspond à une vente entière, consentie par Joseph Labonne à Antoine Letendre, le 4 octobre 1826. L'acte est passé devant David Bigué, notaire présent dans le District judiciaire de Richelieu⁵⁸. La seconde mutation provient d'une cession d'un tiers de cette même terre. Elle est conclue entre Letendre et Bibeault, le 29 août 1827, par un acte accompli auprès du notaire J. Chenevert. S'il s'acquitte de cette obligation, il est prévu que Bibeault soit aussi déchargé de la somme de 110 livres et 15 sols ancien cours. Cette dernière est rattachée à son titre d'acquisition obtenue auprès d'Antoine Letendre. Elle concerne la première mutation de terre susmentionnée. En effet, Letendre n'a pas payé la totalité des lods et ventes dus sur son achat. Ses arrérages restent donc attachés à sa terre au moment de la vente⁵⁹. Le lot concerné se trouve dans la seigneurie de Deguire. Situé dans la 13^e concession nommée Sainte-Charlotte, il possède le n^o2. Le remboursement est attendu pour le 1^{er} mai.

Bibeault parvient-il à régler son dû ? Les annotations de Thérien à la quatrième page témoignent de ce qu'il en est. Le 1^{er} mai 1833, Édouard Cire confectionne des billots « pour & à l'acquis du débiteur ». La quantité donnée équivaut à 5 livres, 16 chelins et

⁵⁸ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, *archives des notaires du Québec*, David Bigué (1826-1827) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/06M/CN603/06M_CN603S8/01.R%E9pertoire%20chronologique/1826-1827/06M_CN603S8R_0002.pdf

⁵⁹ LaRose, « La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867... », p. 392.

4,5 deniers courant. Le 26 avril 1834, le même Cire remet encore en bois la somme de 25 chelins et 9,5 deniers du cours. Entièrement remboursé par un tiers, l'acte d'obligation est soldé⁶⁰.

Le 3 avril 1832, c'est au tour de Juste Joyal de reconnaître sa dette de 5 livres, 9 chelins et 9,5 deniers courant à l'égard des héritiers Würtele. Ce cultivateur résidant dans Deguire est en retard de paiement de cens et rentes pour deux terres situées sur ce territoire. La somme est exigible depuis le 11 mai 1831. L'une, la n°5, se trouve dans la 3^e concession nommée Josias. L'autre couvre la moitié du n°10, dans la 5^e concession du nom de Saint-Christophe. Un remboursement est demandé avant le 1^{er} janvier 1833. Joyal signe son acte d'obligation.

Thérien annote que le débiteur paye 17 chelins et 6 deniers le 6 novembre 1832. Le 12 décembre, il verse 1 livre. Le 1^{er} mars 1833, le cultivateur donne encore 2 livres. Le 2 août, il se décharge de 10 chelins. Il faut attendre le 9 mars 1838 pour que l'obligé remette 1 livre et 5 chelins. Toutefois, ces paiements ne permettent pas à Joyal de se libérer de sa dette. Il signe donc une nouvelle obligation le 14 août 1849⁶¹.

Ces deux habitants sont cultivateurs. Bibeault est en retard pour les deux prélèvements seigneuriaux que sont les cens et rentes, et les lods et ventes. Joyal n'est redevable que des premiers. Les arrérages peuvent être liés à plusieurs terres, comme l'indique le deuxième cas. L'un s'acquitte grâce à l'aide d'une tierce personne, alors que l'autre réalise un nouvel acte d'obligation. Pour qu'il paye cette dette, Edouard Cire est peut-être lui-même à l'origine, endetté envers le débiteur du seigneur, Bibeault. Le règlement des sommes paraît toutefois flexible. Les dates de remboursement montrent que les délais prévus sont largement dépassés. L'obligé peut être étranger au territoire seigneurial, aussi. C'est ce qu'illustre le cas de Bibeault venant de Saint-Michel-

⁶⁰ ASTR, FN-0022-02-12, 31 mars 1832, obligation par Gabriel Bibeault aux Héritiers de feu Josias Würtele.

⁶¹ ASTR, FN-0022-02-12, 3 avril 1832, obligation par Sieur Juste Joyal aux Héritiers de feu Josias Würtele.

d'Yamaska. De son côté, Joyal confirme la présence d'individus sachant signer dans la région. Joseph Pinard fils, cultivateur, fait de même le 8 mars 1832⁶².

Les quatre actes d'obligation de cette époque ne sont qu'une infime partie des affaires qui se présentent à Jonathan et Benjamin. Ce dernier précise le 14 avril 1832 qu'il en a exécuté 20 depuis son courrier du 19 mars. Y sont mentionnés les quatre actes découlant de la succession, présents dans notre corpus : les affaires de Gabriel Bibeault et Juste Joyal, déjà vus ; celles de Louis Trudel et Joseph Pinard fils, respectivement pour 5 livres, 11 chelins et 6 deniers, et de 4 livres, 12 chelins et 5,5 deniers. Seize personnes supplémentaires sont donc concernées durant cette période. La lettre mentionne que l'acte passé avec le plus petit montant est celui de Jos. Verboncoeur pour 1 livre, 13 chelins et 4 deniers. Le plus élevé est celui de Gabriel Bibeault détaillé au-dessus. Gab. Lauzon et Théop. Caron ont un endettement quasi équivalent, avec respectivement 6 livres, 9 chelins et 10 deniers, et de 6 livres, 7 chelins et 7,5 deniers. Le total dû aux héritiers Würtele représente alors 78 livres, 16 chelins et 5,5 deniers⁶³.

Combien de censitaires passent des actes avec Würtele pour la succession de Josias ? Il est difficile de répondre, tant la documentation est dispersée ou manquante. L'étude de la correspondance entre Thérien et Würtele donne des informations supplémentaires sur des obligations dont nous ne possédons aucune trace dans nos archives. Mais au milieu de l'année 1832, l'agent se plaint encore régulièrement que les personnes endettées ne viennent pas payer. Les actes sont une solution. Mais d'autres doivent être trouvées.

Les journées de travail

Dans le courant du mois de juin 1832, Thérien mentionne à Jonathan qu'il presse les gens qui ont des affaires, tant avec lui qu'avec la succession. Le notaire pense qu'ils

⁶² ASTR, FN-0022-02-12, 8 mars 1832, obligation par Joseph Pinard fils aux Héritiers de feu Josias Würtele.

⁶³ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 14 avril 1832, no 193, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

« attendent que la Cour les y contraignent, ce qu' [il leur dit] souvent⁶⁴ ». Le 28 juin, il précise que les habitants souhaitent le retour du seigneur pour avoir du travail. Tous espèrent « toujours payer ce qu'ils vous doivent ainsi qu'à la succession en ouvrage⁶⁵ ». Würtele donne probablement de l'emploi à certains obligés pendant l'été. Mais les sommes en souffrance s'accumulent encore le reste de l'année. Le 22 novembre, Thérien sollicite Würtele avant sa prochaine venue. Il demande l'autorisation d'abattre, brûler et charrier, 200 cordes de bois le long du chemin qui conduit chez le Capitaine Lèveillé. La tâche permet de faire vivre quelques censitaires, mais aussi qu'ils s'acquittent « de ce qu'ils doivent à la succession⁶⁶ ». Est-ce que le notaire sous-entend la confection de potasse et de perlasse par les habitants ? Possible puisque nous sommes encore dans un contexte pionnier⁶⁷.

Les missives de Thérien indiquent que le seigneur de Rivière-David convertit certaines dettes en journées de travail. Cette compensation est avérée dans d'autres cas. Dans Beauharnois, au début du XIX^e siècle, elle sert à contrebalancer les droits seigneuriaux⁶⁸. Sur le domaine de la Petite-Nation, Papineau fait, lui aussi, régulièrement travailler, sans rémunération, les censitaires avec les arpenteurs. Ils entretiennent les moulins, les digues et entreprennent d'autres ouvrages⁶⁹. Quand le seigneur est absent, c'est l'agent qui dirige les chantiers. Dans certains cas, ce sont même les correspondants du seigneur qui confirment le travail exécuté par les personnes endettées⁷⁰. Ce type de

⁶⁴ Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds de la famille Würtele, correspondance, correspondance avec Benjamin Thérien, FN-0022-06-49, juin 1832, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

⁶⁵ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 28 juin 1832, no 195, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

⁶⁶ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 22 novembre 1832, no 209, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

⁶⁷ Claude Bellavance, « Les industries rurales et l'exploitation primaire des ressources », Claude Bellavance, Yvan Rousseau et Jean Roy, dir., *Histoire du Centre-du-Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2013, p. 154.

⁶⁸ La rétribution semble s'établir de la sorte : une partie en argent, une seconde en réduction d'arrérages. Les tâches sont diverses. Il peut être demandé de couper du bois pour le seigneur, ou d'effectuer des travaux de voirie et de construction. LaRose, « La seigneurie de Beauharnois. 1729-1867... », p. 528-529.

⁶⁹ Baribeau, *La seigneurie de la Petite-Nation...*, p. 110.

⁷⁰ C'est ce qu'Allan Greer constate à Saint-Ours entre 1818 et 1829. Selon le certificat d'attestation reçu, le seigneur François-Xavier Malhiot crédite le compte du débiteur concerné. Greer, *Habitants, marchands et seigneurs...*, p. 173.

conversion ne doit pas être confondue avec la corvée qui est une obligation des censitaires.

Pour pallier le manque de liquidité, le notaire prévoit donc de convertir les dettes des habitants en journées de travail pour le compte de Jonathan. Le dédommagement en nature se substitue ainsi à la compensation financière. Bien entendu, cette façon de procéder n'est pas la seule alternative utilisée dans l'économie seigneuriale de Rivière-David. Quelles sont les autres stratégies que Thérien applique pour récupérer les capitaux dus à la famille Würtele ? La menace de poursuite judiciaire semble fréquente.

Les poursuites

Certains censitaires ne payent pas leurs dettes à la famille Würtele. Le seigneur doit sévir s'il veut obtenir gain de cause. Les poursuites judiciaires peuvent être une solution pour le recouvrement des sommes échues. Le 28 décembre 1832, Thérien indique aller début janvier à Trois-Rivières afin de « faire faire les poursuites en question pour la succession, et qui doivent être intentées à la grande Cour. Quant à celle que vous désirez faire faire pour vous-même, elles ne pourront être entrées qu'en février prochain à la Cour inférieure⁷¹ ». Würtele l'envoie par la même occasion trouver un remplaçant à l'avocat Vézina. De nombreux différends l'ont poussé à se tourner vers un autre professionnel du droit.

Dans un premier temps, Thérien rend visite à Barron « relativement à des terres abandonnées et chargées d'arrérages dus à la succession ». Celui-ci n'a pas les papiers nécessaires, c'est-à-dire le testament de Josias et l'extrait mortuaire. Manquant de temps, il ne peut répondre aux demandes de Würtele. Le notaire se tourne vers les frères Judah. Dès le début de l'année 1833, ces deux avocats remplacent progressivement Vézina dans les causes les plus importantes⁷².

⁷¹ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 28 décembre 1832, no 212, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

⁷² BAnQ (Québec), P279 II A 2, 5 janvier 1833, no 213, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

L'agent indique régulièrement que des poursuites sont en cours à propos de la succession. Les précisions s'arrêtent souvent là. Son courrier du 26 décembre 1834 donne tout de même un peu plus de détails. Thérien vient de faire exécuter un jugement en faveur des héritiers sur une personne de Yamaska. Tous ses effets mobiliers sont vendus à bon marché. Cependant, les biens de l'habitant ne suffisent pas à rembourser la totalité de sa dette. Le notaire conclut ainsi : « je ne vois pourtant pas d'autres moyens s'il faut collecter promptement que de faire un grand nombre de poursuites et peut-être à la fin ne seront nous pas beaucoup plus avancé, la plus grande partie des débiteurs étant bien pauvre⁷³ ».

Cette affaire illustre le problème de l'économie paysanne auquel Würtele et Thérien sont confrontés. Les procédures de première instance au début du XIX^e siècle sont très onéreuses. Additionnées à l'insolvabilité des personnes endettées, elles constituent pour le seigneur une dépense supplémentaire dans le recouvrement de ses capitaux ; tenons compte aussi du fait que des saisies après jugement peuvent s'avérer bien décevantes en termes de sommes produites⁷⁴. Combien de terres sont reprises de cette façon à Rivière-David ? Nous ne pouvons le dire actuellement. Les travaux de Noël sur les seigneuries de la famille Christie peuvent néanmoins nous donner quelques pistes, à leur tour. En effet, pour les territoires qu'elle étudie, la consultation de la Gazette de Québec lui a permis de voir le nombre de lots affectés par des ventes judiciaires⁷⁵. Des terres de Rivière-David y sont probablement mentionnées. La rigidité de la gestion de Jonathan pourrait être évaluée par la même occasion. Lorsque Edme Henry, agent de Christie, poursuit le censitaire Isaac Wilsie, l'affaire se termine par un déficit. Celui-ci préfère alors récupérer les arriérés d'autres manières : « une succession ou une poursuite

⁷³ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 26 décembre 1834, no 267, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

⁷⁴ Prenant possession des seigneuries familiales en 1800, Napier Christie Burton retourne en Angleterre après la mort de sa femme un an plus tard. Edme Henry devient son agent. Ce dernier obtient une procuration pour percevoir les dettes actives dans la succession du père de Burton. Il intente alors une action contre Isaac Wilsie, un censitaire qui doit des arrérages seigneuriaux. La Cour donne raison au seigneur. La propriété est mise en vente. Après trois essais, celle-ci trouve un acheteur. Une fois retirés la commission du shérif de 2,5 % et les frais liés à la procédure, l'affaire se solde par un déficit de 10 livres. Noël, « La gestion des seigneuries de... », p. 572.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 572-574.

par quelqu'un d'autre⁷⁶ ». Würtele et Thérien tentent aussi de récupérer les capitaux en faisant appel à la première stratégie.

La réclamation au moment des successions

Les sommes en souffrance transcendent la longévité des individus. S'il n'est pas possible de récupérer les arrérages du vivant d'un débiteur, le montant est directement prélevé lors de sa succession. La situation légale du seigneur facilite ces réclamations. Il est considéré comme créancier privilégié⁷⁷.

Un document de 1832 précise que la succession de George Peter Andrews compte au minimum neuf retards à l'égard des héritiers de Josias Würtele. Deux lignes sont effacées sur cette feuille. Restons alors prudents sur le nombre total de ses dettes. Les neuf autres indications concernent des arrérages seigneuriaux sur cinq terres. Détaillons-en quelques-unes. La première mentionne 9,5 années de cens échues en 1827 sur tout le lot n°12 de la concession Sainte-Sophie de Deguire. Le loyer annuel de cette terre correspond à 3 minots de blé, et 5,5 chelins. Le retard accumulé représente un montant de 10 livres, 18 chelins et 11 deniers. Les arriérés de ce lot ne s'arrêtent pas ici. Trois autres lignes le concernent. Les sommes de 2 livres, 6 chelins et 1,5 denier ; 8 chelins et 4 deniers ; 1 livre, 12 chelins et 8 deniers s'y rapportent. Chaque valeur équivaut à des prélèvements seigneuriaux spécifiques. Toutes concernent des subdivisions du lot n°12, jamais sa totalité. Ce même document indique un retard de cinq ans de cens et rentes sur les 2/3 du lot n°4. Cette terre se trouve dans la concession Sainte-Louise de Deguire. Les arrérages sont échus depuis novembre 1827. Le loyer annuel de cette partie correspond à 2 minots de blé, ainsi que 3 chelins et 4,5 deniers en argent. Le retard accumulé équivaut à 3 livres, 16 chelins et 10,5 deniers. Une autre indication concerne cette partie du lot. Étienne Kelly la vend à Charles Faneuf, par un acte passé devant le notaire Chevrefils, le 30 décembre 1823. Faneuf doit encore payer sur cette transaction 1 livre, 4 chelins et 4,5 deniers de lods et ventes. En additionnant les différentes sommes,

⁷⁶ *Ibid.*, p. 572.

⁷⁷ Greer, *Habitants, marchands et seigneurs*.... p. 172.

la dette totale d'Andrews se chiffre, au minimum, à 28 livres, 13 chelins et 3 deniers⁷⁸. Pour un seul individu, cette somme n'est pas négligeable. Le défunt est encore cité le 22 novembre 1832, moment où Jonathan et Benjamin discutent de la perte d'un « billet de feu M. Andrews⁷⁹ ».

Ces terres sont à nouveau mentionnées le 18 août 1834. À sa mort, les liquidités laissées par Andrews demeurent insuffisantes pour régler l'entièreté de ses dettes. Sur poursuite contre la succession, le shérif met à l'encan quatre des terres indiquées dans le document de 1832. La vente est annoncée pour le 26, à la porte de l'église de Saint-Michel-d'Yamaska. Thérien attend les ordres de Würtele⁸⁰. Le jour prévu, il achète les lots n°19 pour 2 livres et 5 chelins, le n°20 pour 15 chelins et le n°28 pour 34 livres. Tous sont présents dans la 11^e concession nommée Sainte-Marguerite, à proximité de la rivière Saint-François. Le notaire acquiert aussi, pour 3 livres et 15 chelins, les 2/3 du n°12 dans la concession de Sainte-Sophie de Deguire. L'agent reconnaît le prix dispendieux de la terre n°28. Mais elle possède une caractéristique non négligeable : un chemin qui traverse la rivière Saint-François. D'ailleurs, « c'est la seule place qu'il y ait là aux environs pour pouvoir y établir un passage⁸¹ ».

La succession d'un débiteur peut être profitable pour les créanciers. Le recouvrement de leurs capitaux dépend de la situation financière du débiteur. Si les liquidités manquent à son décès, la totalité de ses biens est mise à l'encan. En rachetant à moindres frais les dernières possessions du défunt, les créanciers peuvent tenter de recouvrer une partie des sommes prêtées. Cette stratégie permet à Würtele de récupérer plusieurs terres détenues par Andrews. Leurs emplacements déterminent leurs prix. Acquises, les terres permettent l'expansion du domaine seigneurial. Certaines d'entre elles s'avèrent même stratégiques, comme on l'a vu. Dès les premières années de sa

⁷⁸ Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds de la famille Würtele, reçus et comptabilité, reçus et comptabilité, FN-0022-14-01, 1832, doit la succession de feu George Peter Andrews.

⁷⁹ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 22 novembre 1832, no 209, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

⁸⁰ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 18 août 1834, no 255, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

⁸¹ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 27 août 1834, no 259, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

gestion, Würtele semble vouloir déjà accroître son emprise sur le territoire régional. Ce n'est qu'un début. Mais attendre la mort de chaque débiteur pour recouvrer les créances dues n'est pas la meilleure solution. Une autre stratégie est possible. Elle permet même de faciliter la réunion des terres au domaine seigneurial.

La réunion au domaine seigneurial

Au début de l'année 1833, Vézina est encore engagé par Würtele. Thérien le rencontre à Trois-Rivières. Leur conversation a pour sujet la succession de Josias. L'avocat précise à Thérien une autre méthode permettant de récupérer les « terres abandonnées et chargées d'arrérages dus à la succession » : « au lieu de faire décréter les terres abandonnées comme on pensoit ce qui feroit de grand frais [...] on peut les faire réunir au Domaine sous prétexte que les propriétaires n'y tiennent pas feu & lieu. Comme ils le doivent par les titres de concession & peine de réunion et cela éviteroit de grand frais⁸² ». L'avocat fait référence aux Arrêts de Marly de 1711. Ils réglementent les droits et devoirs des seigneurs et des censitaires. Lors de la signature de l'acte de concession, les habitants s'engagent à résider sur la censive dans un délai d'un an et un jour. Ils doivent donc défricher et cultiver leur lot. Si ces conditions ne sont pas respectées, l'entente avec le seigneur est annulée. Ce dernier applique son droit de réunion au domaine seigneurial pour récupérer la terre concédée⁸³.

Les seigneurs n'ont pas le pouvoir d'exclure les censitaires pour défaut de paiement sur les droits seigneuriaux. Dans ce cas précis, le recours à la justice est leur seule solution. Il mène à la saisie, puis à la vente de la terre du débiteur. La parcelle ne revient donc pas automatiquement sous leur autorité⁸⁴. C'est de ce processus dont parle Thérien quand il évoque de « grand frais ». La solution proposée par Vézina permet de

⁸² BAnQ (Québec), P279 II A 2, 5 janvier 1833, no 213, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

⁸³ Greer, *Habitants, marchands et seigneurs...*, p. 133-134.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 336.

réduire les dépenses et de résoudre le problème des censitaires négligents constatés dans d'autres seigneuries⁸⁵.

La réunion au domaine est une pratique fréquemment utilisée dès son instauration, au XVIII^e siècle. Après avoir énoncé les clauses du contrat de concession et les arrêts du roi, les seigneurs « précisaient ensuite que la terre était abandonnée depuis longtemps, qu'on n'y avait fait aucun défrichement ni tenu feu et lieu, qu'on se contentait d'y couper du bois, s'il y a lieu, que les bâtiments tombaient en ruine [...]»⁸⁶. Würtele connaît à présent ce recours pour rassembler ces terres à son domaine. Seule la lettre de Thérien en date du 5 janvier 1833 l'évoque. Nous ne pouvons donc pas estimer son utilisation par le seigneur de Rivière-David. S'il est employé, l'est-il uniquement pour les terres dont il est question dans ce courrier ? Permet-il au seigneur d'éviter des frais considérables en justice ? Ces questions demeurent actuellement sans réponses. La réunion au domaine seigneurial n'est pas toujours assurée. Dans le cas de la seigneurie de Bellechasse, 21 habitants sont menacés de perdre leurs concessions. Onze d'entre eux les voient réunies au domaine. Au fil du temps, la moitié de ces terres va finalement être récupérée par la même personne, voire par un parent proche⁸⁷. Cette méthode de recouvrement ne fonctionne pas à tous les coups.

L'exécuteur testamentaire Jonathan a donc plusieurs stratégies pour recouvrer les capitaux de son défunt père. Il en est de même pour sa propre gestion économique du territoire seigneurial.

⁸⁵ En 1801, dans la seigneurie de Beauharnois, Asaph Perry se fait concéder un lot. Dix ans plus tard, il avoue à John Richardson et à Milne n'avoir jamais tenu feu et lieu, défriché, et payé les cens et rentes échus sur sa parcelle. Celle-ci est finalement regroupée au domaine par l'autorité seigneuriale. La même procédure est employée en 1822, quand des colons américains abandonnent leurs terres. LaRose, « La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867... », p. 400-401.

Richard Colebrook Harris précise que le droit de réunion est parfois utilisé pour se débarrasser des mauvais payeurs de cens et rentes. Richard Colebrook Harris, *The Seigneurial System in Early Canada, A Geographical Study*, Kingston, McGill-Queen's University Press, 1984, p. 130.

⁸⁶ Jacques Mathieu, « Les réunions de terres au domaine du seigneur, 1730-1759 », François Lebrun et Normand Séguin, dir., *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVIIe-XXe siècles : actes du colloque franco-québécois de Québec (1985)*, Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, 1987, p. 82.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 86-87.

2.3 LA GESTION SEIGNEURIALE DE JONATHAN

2.3.1 Des arrérages seigneuriaux croissants

En 1832, Jonathan s'occupe de la succession de son père. Il est personnellement confronté au problème des arrérages seigneuriaux la même année⁸⁸. Bien que Thérien se plaigne de la lenteur des paiements des prélèvements seigneuriaux⁸⁹, Würtele lui indique le 10 juillet :

Vous me démontrez en m'écrivant que les affaires concernant les arrérages de cens et rentes n'avancent presque pas. Je voudrais éviter la nécessité de poursuivre. Mais enfin j'en suis pas maître et il faudra bien en venir à cette attention. Il ne faudra pas passer les termes prochains sans en poursuivre deux ou trois au moins, ce que vous pourrez faire si vous ne l'avez pas déjà fait⁹⁰.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, les procédures judiciaires s'avèrent onéreuses à l'époque. Les seigneurs appliquent d'autres stratégies pour recouvrer leurs arrérages seigneuriaux. Dans un premier temps, Jonathan est réfractaire à poursuivre ses censitaires. Les retards accumulés le contraignent pourtant à affirmer son autorité. Dans un courrier du 20 novembre 1832, où il distingue les montants liés à la succession et ses droits seigneuriaux échus depuis sa prise de pouvoir, le seigneur indique :

Comme je désire que mes rentes ne s'arréagent point, je vous prie d'en donner notice aux censitaires et d'exiger le paiement d'ici au mois de Février le plus tard. Mes rentes sont une affaire séparée des arrérages dus à la succession, et les paiements que les censitaires feront sur le compte de la succession ne doivent pas les empêcher de me payer [...] pour l'année qui vient d'échoir⁹¹.

Rien n'avance. Dès janvier 1833, Würtele prévoit engager des procédures judiciaires devant la Cour inférieure contre certains habitants⁹². Sept actions pour arrérages seigneuriaux sont déposées le 21. L'avocat Henry Judah s'occupe de ces affaires. À l'origine, ces poursuites viennent d'une stratégie de Thérien. L'objectif est

⁸⁸ ASTR, FN-0022-06-49, juin 1832, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

⁸⁹ ASTR, FN-0022-06-49, 4 juillet 1832, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

⁹⁰ ASTR, FN-0022-06-49, 10 juillet 1832, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

⁹¹ ASTR, FN-0022-06-49, 20 novembre 1832, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

⁹² BAnQ (Québec), P279 II A 2, 28 décembre 1832, no 212, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

double : rappeler à l'ordre les personnes endettées ; prouver que Würtele peut utiliser les procédures judiciaires le moment venu⁹³. Cette pression fonctionne. Le 16 février, les actions incitent les censitaires concernés à verser une partie des sommes dues. Le notaire en conclut « que ces poursuites ont faites un grand bien, en Éveillant beaucoup de ceux qui étoient endormis⁹⁴ ». Les actions sont stoppées. Thérien n'est pas le seul à faire de telles menaces. François-Xavier Malhiot, seigneur d'un des sous-fiefs de Saint-Ours procède de la même façon⁹⁵. Cette victoire du notaire est-elle durable ?

2.3.2 Les actes d'obligation, un recours nécessaire

Plusieurs habitants craignent d'être poursuivis pour leurs arrérages. Un compromis est demandé à Thérien le 16 février 1833.

Beaucoup demandent maintenant à régler par obligation portant intérêt, ce que M. Bagg et M. Christopher Würtele, qui sont passés ici [...] en descendant des Townships m'ont paru désirer de faire si vous le jugiez à propos, afin de ne pas être exposé à perdre dans les poursuites et des déboursés pour les frais, et les corvées qui sont assez considérables, et par ce moyen procurer beaucoup de facilité aux censitaires qui se lamentent ici tous les jours⁹⁶.

Jonathan approuve cette proposition. Les actes d'obligations présents dans les actes notariés le confirment. Pour Würtele, ils permettent de réduire les dépenses inhérentes aux poursuites judiciaires, de faciliter les saisies et d'augmenter ses chances de paiements. Pour les habitants, ils retardent l'éventuelle comparution en justice et les frais occasionnés. Passée devant le notaire, l'obligation officialise les arriérés du débiteur auprès de son créancier. Deux types d'actes ressortent : ceux pour les arrérages seigneuriaux ; ceux pour des avances en argent ou en nature.

Les obligations notariées permettent manifestement de gérer plus efficacement l'endettement chronique de certains censitaires à Rivière-David. Toutefois, Thérien n'arrête pas ses menaces de poursuite. Le 27 janvier 1834, ce dernier se plaint encore de la lenteur de la réception des rentes. Il s'efforce de les réclamer « presque tous les

⁹³ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 21 janvier 1833, no 215, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

⁹⁴ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 16 février 1833, no 217, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

⁹⁵ Greer, *Habitants, marchands et seigneurs...*, p. 173.

⁹⁶ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 16 février 1833, no 217, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

dimanches à la porte de l'Église de Yamaska, quelques fois par prière & quelques fois par menace de poursuite⁹⁷ ». Quand cela s'avère nécessaire, Würtele et son agent poursuivent les censitaires les plus récalcitrants. Mais l'utilisation des tribunaux a des limites. Le 18 août 1834, Thérien indique que les « créances ne rentrent pas beaucoup ». Il n'ose pas faire exécuter des jugements de saisie obtenus par Jonathan contre plusieurs personnes⁹⁸. Le 22, le notaire écrit encore à propos du manque de réactivité des habitants. Seule la justice permettrait de récupérer l'argent. Mais « malgré qu'on fasse des poursuites on en est guère plus avancé, quelques fois moins. Mais il faut pourtant régler avec les gens s'il est possible [...] ». Les créances ne cessent d'augmenter⁹⁹. Le problème de l'endettement des censitaires à Rivière-David ressemble à ce que Joseph Papineau expérimente chez lui, à la Petite-Nation. Il écrit dans une lettre adressée à son fils Denis-Benjamin : « [...] à moins de [les] déposséder [...] on ne peut guère espérer davantage en les faisant continuer ainsi d'année en année jusqu'à paiement définitif des arrérages qu'ils doivent¹⁰⁰ ».

Sans liquidités, les habitants veulent pourtant s'acquitter de leurs dus. Ils proposent d'offrir du blé à la place de l'argent. N'ayant pas reçu d'ordre à cet effet, Thérien ne sait pas s'il doit l'accepter : « ce seroit beaucoup mieux de prendre des grains de certaines personnes que de les poursuivre ». Il souhaite que les censitaires viennent lui donner ce qu'ils doivent en janvier : « vu que c'est ordinairement le tems des perceptions et que beaucoup ont promis de le faire alors¹⁰¹ ». Le seigneur accepte-t-il finalement cette compensation ? Le 20 janvier 1835, l'agent précise à nouveau que les censitaires « offrent du bled & autres grains en paiement. Mais point d'argent ». Jonathan ne semble pas avoir

⁹⁷ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 27 janvier 1834, no 237, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

⁹⁸ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 18 août 1834, no 255, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

⁹⁹ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 22 août 1834, no 257, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

¹⁰⁰ Baribeau, *La seigneurie de la Petite-Nation...*, p. 110.

¹⁰¹ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 26 décembre 1834, no 267, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

Pour pallier les arriérés des habitants, certains seigneurs n'hésitent pas à accepter ce type de proposition. En plus de la conversion des dettes en journées de travail, Papineau recourt, à la Petite-Nation, à des paiements sous forme de matériaux de construction, d'animaux et de fourrures. Baribeau, *La seigneurie de la Petite-Nation...*, p. 110.

Dans Saint-Ours entre 1790 et 1840, les arrérages seigneuriaux sont régularisés en avoine, en sucre d'érable, voire en vêtements du pays. Greer, *Habitants, marchands et seigneurs...*, p. 173.

l'intention d'accepter cette contrepartie entre les céréales offertes et les sommes dues. C'est du moins ce que Thérien en conclut : « je vous ai déjà écrit pour savoir si vous voulez prendre du bled en paiement d'argent ici, et à quel prix. Mais vous ne m'avez pas donné de réponse, et de là j'ai pensé que vous n'aimiez pas à en prendre¹⁰² ».

Tout en s'occupant des affaires liées à la succession de son père, Jonathan intente des actions en justice auprès de certains censitaires endettés. Même condamnés, ces derniers manquent de liquidité pour indemniser le seigneur. Würtele applique alors certaines stratégies de recouvrement déjà observées lors de la succession de Josias. Mais dans la gestion économique de Rivière-David, les actes d'obligation, produits en grand nombre, constituent une nouvelle approche. Ils offrent un délai supplémentaire, consolident la dette, et facilitent les éventuelles poursuites. Cependant, la pratique ne devient pas la règle. Jusqu'où va l'indulgence de Würtele à propos de ces obligations ?

2.3.3 Les actes d'obligation liés aux arrérages seigneuriaux

TABLEAU 7
Nombre d'actes d'obligation liés aux arrérages seigneuriaux dans les actes notariés

Années							
1835	1836	1837	1838	1839	1840	1841	1842
Nombre d'obligations							
1	3	29	2	14	4	1	2
Années							
1843	1844	1845	1846	1847	1849	1850	
Nombre d'obligations							
6	3	2	1	2	6	1	

Source : Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds de la famille Würtele, actes notariés, obligation, FN-0022-02-12.

Parmi les 103 actes d'obligation qui concernent la gestion que fait Jonathan de ses propres droits seigneuriaux, 77 sont associés aux arrérages seigneuriaux. L'année 1837 est surreprésentée. La crise financière, la récession et les Rébellions ont des répercussions

¹⁰² BAnQ (Québec), P279 II A 2, 20 janvier 1835, no 270, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

sur l'économie paysanne à cette époque¹⁰³. Soixante-quinze actes sont rédigés sur un formulaire standardisé. Deux sont manuscrits. Parmi eux, une affaire de 1840 disponible sur les deux supports. Dans ce cas, le document sur formulaire préétabli a été choisi pour sa lisibilité. Cependant, aucune conclusion n'est inscrite à la quatrième page. Pour pallier ce problème, nous avons relevé l'issue mentionnée sur l'acte manuscrit¹⁰⁴. Restent donc 76 pièces. Les dettes sont disparates. Elles vont de 1 à 36 livres. Quatre habitants signent leur document¹⁰⁵.

Cens et rentes

TABLEAU 8
Nombre d'actes d'obligation concernant les cens et rentes durant la période

Années	Nombre d'obligations
1830	17
1840	7
Total	24

Source : ASTR, fonds de la famille Würtele, actes notariés, obligation, FN-0022-02-12.

Un seul acte d'obligation concerne des arrérages de rentes. Vingt-trois autres détaillent des arriérés de cens et rentes. Le 16 mars 1837, Euphraime Paré, cultivateur et notable de Saint-David, doit rembourser 6 livres. Dû depuis le 11 novembre 1836, le montant concerne un lot dans Deguire, dans la concession Saint-Henry. Le débiteur a jusqu'au 15 octobre prochain pour s'acquitter de sa dette¹⁰⁶. L'endettement des censitaires continue durant la décennie suivante. Greer soutient que les arriérés de cens et rentes sont

¹⁰³ Noël, « La gestion des seigneuries de... », p. 573.

¹⁰⁴ ASTR, FN-0022-02-12, 18 février 1840, obligation par Joachim Ritchotte dit Melin à Jonathan Würtele.

¹⁰⁵ ASTR, FN-0022-02-12, 2 octobre 1837, obligation par John Livingston fils à Jonathan Würtele.

ASTR, FN-0022-02-12, 30 septembre 1837, obligation par John Forest Oakes à Jonathan Würtele.

ASTR, FN-0022-02-12, 26 janvier 1847, obligation par Joseph Pinard fils à Jonathan Würtele.

ASTR, FN-0022-02-12, 14 avril 1849, obligation par Jacques Crépeaud à Jonathan Würtele.

¹⁰⁶ ASTR, FN-0022-02-12, 16 mars 1837, obligation par Euphraime Paré à Jonathan Würtele.

moins fréquents que ceux de lods et ventes. Plus faciles à collecter, ils sont aussi moins élevés¹⁰⁷. Les valeurs indiquées sont pourtant loin d'être négligeables.

Cens et rentes, lods et ventes

TABLEAU 9
Nombre d'obligations liées aux cens et rentes, et aux lods et ventes durant la période

Années	Nombre d'obligations
1830	32
1840	19
1850	1
Total	52

Source : ASTR, fonds de la famille Würtele, actes notariés, obligation, FN-0022-02-12.

Cinquante-deux actes d'obligation détaillent des arrérages de cens et rentes ainsi que de lods et ventes. Le cultivateur Godefroy Chevrette, résidant dans Saint-David, doit 36 livres, 15 chelins et 11 deniers le 4 février 1850. La parcelle qu'il détient est située dans Deguire, dans la 13^e concession s'appelant Sainte-Charlotte. Sa dette comprend une somme de 19 livres, 6 chelins et 3 deniers. Celle-ci vient d'une obligation consentie par Michel Lirette, dit Rochefort, le 7 août 1843. Elle résulte aussi d'un acte de vente de cette terre entre Lirette et Chevrette, le 15 août 1844. Pour posséder pleinement son lot, Chevrette se charge de régler l'impayé de Lirette. L'intéressé a un an pour le rembourser¹⁰⁸. Les lods et ventes sont plus répandus et difficiles à obtenir¹⁰⁹. Ils sont à payer en un seul versement, et ne sont pas exigibles lors de la transaction. Plusieurs habitants ne les payent pas pendant plusieurs années. Le seigneur a le droit de les réclamer jusqu'à trente ans en arrière. Le censitaire présent sur la terre doit rembourser cette somme¹¹⁰. À la différence de Greer, nous n'avons pas trouvé d'arriéré concernant uniquement les lods et ventes à Rivière-David.

¹⁰⁷ Greer, *Habitants, marchands et seigneurs...*, p. 171.

¹⁰⁸ ASTR, FN-0022-02-12, 4 février 1850, obligation par Godefroy Chevrette à Jonathan Würtele.

¹⁰⁹ Greer, *Habitants, marchands et seigneurs...*, p. 171-172.

¹¹⁰ LaRose, « La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867... », p. 390-392.

Ces obligations pour arrérages seigneuriaux présentent des sommes en souffrance non négligeables. La lourdeur de ces prélèvements a un impact sur le développement économique du territoire. Les documents qui traitent des prélèvements de cens et rentes, et de lods et ventes, sont bien plus nombreux que les autres. Cependant, les deux sortes d'actes sont moins fréquentes entre la décennie de 1830 et celle de 1840. Néanmoins, les valeurs indiquées sont nettement plus importantes. Observons à présent les autres types d'obligations.

2.3.4 Les autres types d'actes d'obligation

TABEAU 10
Répartition des autres types d'actes d'obligation dans les actes notariés

Années									
1833	1835	1839	1843	1844	1845	1846	1847	1848	1850
Nombre d'obligations									
2	1	3	1	2	4	5	5	1	2

Source : ASTR, fonds de la famille Würtele, actes notariés, obligation, FN-0022-02-12.

Vingt-six obligations détaillent des avances en argent ou en nature. Toutes sont manuscrites. Les sommes réclamées vont de 37 chelins à 20 livres. La valeur prêtée remplace les arriérés et la mention de la terre. Selon le débiteur, les clauses du remboursement et l'intérêt changent. Deux obligés signent leur acte¹¹¹. Dans ces cas, la pluriactivité économique de Jonathan Würtele l'emporte sur son statut de seigneur. Ces arrérages ne sont plus, au sens strict, des dus seigneuriaux. Son ancien poste de membre du conseil d'administration de la Banque de Québec, et ses activités marchandes, prédominent. Nous verrons ces responsabilités en temps voulu.

¹¹¹ ASTR, FN-0022-02-12, 26 novembre 1845, obligation par Joseph Lambert à Jonathan Würtele ; ASTR, FN-0022-02-12, 15 février 1847, obligation par Pierre Leblanc à Jonathan Würtele.

Les avances en argent

TABLEAU 11
Nombre d'actes d'obligation concernant des avances en argent durant la période

Années	Nombre d'obligations
1830	2
1840	18
1850	2
Total	22

Source : ASTR, fonds de la famille Würtele, actes notariés, obligation, FN-0022-02-12.

Vingt-deux obligations détaillent des avances en argent. Le 26 novembre 1845, Joseph Lambert, marchand, reconnaît sa dette de 20 livres courant. Ce résidant de Saint-David doit la rembourser pour le 15 juillet 1846. L'intérêt annuel court une fois la date passée. En garantie, Lambert hypothèque une terre présente à Saint-David, dans la 8^e concession nommée Sainte-Marie, ainsi que deux autres concessions¹¹². Selon l'obligation, le prêt est désigné différemment. Huit indiquent que la somme a été reçue à la « satisfaction » du débiteur ; une précise la nécessité du versement pour balancer un compte ; treize ne comportent aucune justification. Bervin indique que l'acte d'obligation qui concerne une avance en argent peut initialement être un billet de reconnaissance de dettes. Il n'est donc pas nécessairement question d'une avance en monnaie sonnante et trébuchante. L'acte d'obligation peut aussi concerner une vente de marchandises, et non un prêt. Sans information supplémentaire, le débiteur confirme le montant dû à son créancier. Le passage devant notaire se fait au moment où les deux parties souhaitent transformer le billet en obligation¹¹³. Actuellement, nous ne possédons pas de document de ce type pour confirmer l'interprétation de Bervin. Restons tout de même prudents sur l'origine de ces actes.

¹¹² ASTR, FN-0022-02-12, 26 novembre 1845, obligation par Joseph Lambert à Jonathan Würtele.

¹¹³ Bervin, « Les sources archivistiques... », p. 217.

Les avances en nature

Moins nombreux, les actes d'obligation qui traitent d'avances en nature sont bien présents. On en compte quatre : un concerne une aide en matériel artisanal ; trois renvoient à une avance en céréales. Toutes ces obligations sont effectuées dans les années 1830. Le 23 mai 1839, Michel Danis, fils de Louis, cultivateur de Saint-David, doit 42 chelins courant « pour valeur reçue en bled de semence a lui avancée pour l'aider a ensemer sa terre ce printemps courant ». Le montant doit être payé au plus tard le 23 septembre prochain. L'intérêt commence à courir après cette date. George Danis, cultivateur dans la même paroisse, se porte « caution solidaire¹¹⁴ ». Dans ces affaires, l'intérêt ne court jamais avant l'échéance du terme. À la différence des prêts en argent, aucune terre n'est mise en garantie. Un tiers se porte garant dans les trois obligations concernant les céréales. Les avances en nature ne sont pas une pratique unique à la gestion de Würtele. À Beauharnois, Milne, un des régisseurs de la seigneurie, fait signer des billets à plus de 390 personnes entre 1810 et 1822. Ces dernières demandent du blé, de la viande voire des produits de consommation¹¹⁵. Après l'examen des différents types d'obligations présents dans notre corpus, penchons-nous davantage sur les clauses concernant spécifiquement les remboursements exigés du temps des activités de Jonathan en tant que seigneur.

2.3.5 Les modalités de remboursement des sommes

Ces actes d'obligation présentent différentes modalités de remboursement. Tout au long de la période à l'étude, trois types de restitution sont précisés : à date fixe ; avec étalement ; à première demande.

¹¹⁴ ASTR, FN-0022-02-12, 23 mai 1839, obligation par Michel Danis fils de Louis à Jonathan Würtele.

¹¹⁵ LaRose, « La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867... », p. 151.

À date fixe

TABLEAU 12
Remboursement des sommes à date fixe

Type d'obligation	Années		Total
	1830	1840	
Cens et rentes	15	3	18
Cens et rentes ; lods et ventes	30	6	36
Avances en argent	1	5	6
Avances en nature	4	-	4
Total	50	14	64

Source : ASTR, fonds de la famille Würtele, actes notariés, obligation, FN-0022-02-12.

Le remboursement à date fixe est la condition la plus courante des obligations liées aux arrérages seigneuriaux. Elle est présente dans 54 cas sur 76, soit 71 %. François Niquette, cultivateur de la paroisse de Saint-François atteste, le 10 juillet 1835, être endetté pour 8 livres courant. Ce montant concerne son lot dans la 11^e concession nommée Sainte-Marguerite, dans Deguire. Il représente neuf années de cens et rentes expirées depuis le 11 novembre 1834. S'y ajoutent deux mutations de terre. La première correspond à une vente de Louis Guimond à Hyacinthe Boisvert, en date du 26 février 1828. Elle est passée devant le notaire Joseph Rousseau¹¹⁶. La seconde est une transaction entre Boisvert et Niquette. Elle est exécutée le 9 juin devant le notaire William Pitt¹¹⁷. Au moment de son acquisition, Boisvert, le deuxième censitaire, n'a pas acquitté en totalité les lods et ventes dus. S'il souhaite détenir sa terre, Niquette doit aussi payer cette somme. Il a jusqu'au 1^{er} novembre. L'intérêt légal court dès la signature¹¹⁸. À l'exception de celle

¹¹⁶ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, *archives des notaires du Québec*, Joseph Rousseau (1827-1867) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/06M/CN603/06M_CN603S81/01.R%E9pertoire%20chronologique/1827-1832/06M_CN603S81R_0005.pdf

¹¹⁷ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, *archives des notaires du Québec*, William Pitt (1823-1868) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/06M/CN603/06M_CN603S74/01.R%E9pertoire%20chronologique/1826-1828/06M_CN603S74R_0055.pdf

¹¹⁸ ASTR, FN-0022-02-12, 10 juillet 1835, obligation par François Niquette à Jonathan Würtele.

de Joseph Pinard fils, toutes les obligations à date fixe précisent que celui-ci commence à courir le jour de la réalisation de l'acte¹¹⁹.

Dans les actes liés à des avances en argent ou en nature, l'acquittement à date fixe concerne 10 dossiers sur 26, c'est-à-dire 38 % des affaires. L'intérêt entre en vigueur de différentes façons. Pour six documents, il ne s'applique qu'après la fin du terme. Pour deux autres, il prend effet dès la signature. Dans les deux derniers cas, il débute avant même la signature de l'acte d'obligation. Le cultivateur Louis Récuier de Saint-David reçoit 10 livres le 16 septembre 1850. En garantie, il hypothèque sa terre située dans la 9^e concession Sainte-Anne, de Deguire. La somme est exigée pour le 18 octobre prochain. L'intérêt court dès le 18 avril. Payable tous les six mois, il persiste jusqu'à l'acquittement de la somme¹²⁰.

Avec étalement des versements

TABLEAU 13
Remboursement des sommes avec étalement des versements

Type d'obligation	Années		Total
	1830	1840	
Rentes	-	1	1
Cens et rentes	2	3	5
Cens et rentes ; lods et ventes	2	13	15
Avances en argent	1	4	5
Avances en nature	-	-	-
Total	5	21	26

Source : ASTR, fonds de la famille Würtele, actes notariés, obligation, FN-0022-02-12.

Sur les 76 actes associés aux arrérages seigneuriaux, un échéancier est mis en place dans 21 obligations. Cette modalité représente 28 % des cas. L'intérêt court à partir de l'échéance des termes pour quatre d'entre elles. Les versements sont exigés à différents

¹¹⁹ ASTR, FN-0022-02-12, 26 janvier 1847, obligation par Joseph Pinard fils à Jonathan Würtele.

¹²⁰ ASTR, FN-0022-02-12, 16 septembre 1850, obligation par Louis Récuier à Jonathan Würtele.

moments. Ils commencent à partir de trois mois et peuvent aller jusqu'à huit ans¹²¹. Demoiselle Anathalie Martin reconnaît avoir, le 12 juin 1846, des arrérages de cens et rentes, et de lods et ventes d'une valeur de 6 livres et 5 chelins. Ils concernent une terre dans Bourg-Marie de l'Est, dans la concession Sainte-Cécile. L'habitante de Saint-David doit rembourser le seigneur de la façon suivante : 3 livres, 2 chelins et 6 deniers le 29 septembre 1846 ; 3 livres, 2 chelins et 6 deniers le 29 septembre 1847¹²². Entre 1849 et 1850, sept obligations sont passées pour des arrérages seigneuriaux. Six exigent un remboursement en six mois. La septième en un an. Ces documents incluent la nouvelle clause liée au transport de la terre. Celle-ci apparaît à la fin des années 1840. Nous l'avons déjà évoqué. Elle est une garantie supplémentaire pour le seigneur. Elle sécurise davantage le remboursement des arriérés dus par les censitaires.

Un échéancier est mis en place pour cinq des 26 actes d'obligation liés à des avances en argent. Ils représentent 19 % des cas. L'intérêt court à partir de l'échéance des termes pour quatre d'entre eux. Le remboursement en six versements annuels est la modalité la plus longue des actes associés aux avances en argent. C'est l'obligation de Claude Cartier fils, qui l'inclut. Ce cultivateur de la paroisse de Saint-Aimé, dans le district de Montréal, reconnaît recevoir 1 000 livres ancien cours « à sa satisfaction et contentement » le 4 septembre 1848. Selon les cours monétaires en vigueur dans le Bas-Canada au début du XIX^e siècle, cette somme représente plus de 41 livres cours actuel¹²³. Cartier est alors l'habitant le plus endetté de notre étude. En garantie, l'homme hypothèque son lot dans la 13^e concession nommée Sainte-Charlotte, de Deguire.

¹²¹ Trois mois : ASTR, FN-0022-02-12, 19 avril 1843, obligation par Louis Verrier à Jonathan Würtele.

Six mois : ASTR, FN-0022-02-12, 14 avril 1849, obligation par Jacques Crépeaud à Jonathan Würtele.

Un an : ASTR, FN-0022-02-12, 26 septembre 1842, obligation par Charles Maher à Jonathan Würtele.

Deux ans : ASTR, FN-0022-02-12, 9 mars 1837, obligation par Jos. Arelle à Jonathan Würtele.

Trois ans : ASTR, FN-0022-02-12, 26 août 1839, obligation par Louis Martel à Jonathan Würtele.

Quatre ans : ASTR, FN-0022-02-12, 26 février 1844, obligation par Charles Alarie à Jonathan Würtele.

Cinq ans : ASTR, FN-0022-02-12, 16 mai 1840, obligation par Bazile Foret à Jonathan Würtele.

Six ans : ASTR, FN-0022-02-12, 26 août 1843, obligation par Marcel Lepire à Jonathan Würtele.

Huit ans : ASTR, FN-0022-02-12, 25 avril 1840, obligation par Jean Emond à Jonathan Würtele.

¹²² ASTR, FN-0022-02-12, 12 juin 1846, obligation par D^{elle} Anathalie Martin à Jonathan Würtele.

¹²³ Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, « Le système financier bas-canadien au tournant du XIX^e siècle », *L'Actualité économique*, vol. 59, no 3 (septembre 1983), p. 473.

L'obligé doit rembourser Würtele de la façon suivante : 100 livres le 17 février 1849 ; 200 livres le 17 février 1850 ; 1851 ; 1852 ; 1853 ; et enfin 100 livres le 17 février 1854. Les intérêts courent après l'échéance des termes¹²⁴.

À première demande

Dans certains actes d'obligation, la somme peut être exigible par Würtele « a son ordre, a la première demande et Requisition ». Parmi ceux associés aux arrérages seigneuriaux, cette modalité n'est visible que dans un seul cas. Le 18 février 1840, Joachim Ritchotte dit Melin, confirme devoir 20 livres et 8 deniers à Würtele. Ce cultivateur de Saint-David détient des arriérés de cens et rentes et de lods et ventes sur une terre dans la 3^e concession nommée Sainte-Louise, de Deguire. La modalité n'indique aucune date pour le règlement. L'intérêt légal entre pourtant en vigueur dès ce jour, et ce, jusqu'au paiement effectif¹²⁵. Le paiement sur demande permet d'ajouter de la pression et de la surveillance sur le débiteur.

La première demande est davantage représentée dans les obligations liées aux avances en argent. Toutes sont passées dans les années 1840. Nous en comptons 11 sur les 26 de ce groupe. Elle concerne 42 % des cas. Le 3 décembre 1847, Jean-Baptiste Biron passe un acte devant notaire. Ce cultivateur de Saint-David obtient « à sa satisfaction » 6 livres, 7 chelins et 11,5 deniers. En garantie, il hypothèque une terre de la concession Sainte-Cécile, de Bourg-Marie de l'Est. L'intérêt légal entre en vigueur jusqu'au paiement effectif, dans chaque affaire¹²⁶.

Les modalités de remboursement des actes d'obligation sont réparties en trois groupes. Elles diffèrent selon le débiteur et l'acte. Dans les années 1830, les obligations demandant la restitution à une date fixe sont les plus courantes. Elles le sont moins à partir de 1840. L'acquittement avec étalement des versements la supplante même. Le remboursement à première demande apparaît dans ces années. Celui-ci se rapproche du

¹²⁴ ASTR, FN-0022-02-12, 4 septembre 1848, obligation par Claude Cartier fils à Jonathan Würtele.

¹²⁵ ASTR, FN-0022-02-12, 18 février 1840, obligation par Joachim Ritchotte dit Melin à Jonathan Würtele.

¹²⁶ ASTR, FN-0022-02-12, 3 décembre 1847, obligation par Jean-Baptiste Biron à Jonathan Würtele.

nombre d'obligations à date fixe passé à cette période. Ces modalités démontrent que la façon de tenter de recouvrer les sommes en souffrance évolue entre les décennies de 1830 et 1840. L'étalement des versements permet au créancier de maximiser les rentrées, sans écraser les débiteurs. Cette méthode est plus rentable pour tirer profit du territoire seigneurial. Bien que les obligations contiennent des affaires différentes, toutes possèdent le même but : le remboursement d'un dû à Würtele. Examinons les issues de ces actes d'obligation.

2.3.6 Les issues des actes d'obligation

Les issues des transactions passées par le seigneur et ses censitaires, au moyen d'actes d'obligation, sont diverses. Six catégories peuvent les réunir : l'acquittement, le renouvellement, la rétrocession, l'annulation, le transfert et la poursuite.

L'acquittement

TABLEAU 14
Nombre d'acquittements dans les actes d'obligation

Type d'obligation	Nombre d'obligations
Rentes	1
Cens et rentes	8
Cens et rentes/lods et ventes	11
Total des arrérages seigneuriaux	20
Avances en argent	7
Avances en nature	2
Total des autres obligations	9
Total	29

Source : ASTR, fonds de la famille Würtele, actes notariés, obligation, FN-0022-02-12.

Dans la catégorie des arrérages seigneuriaux, 20 obligations sur 76 sont acquittées. Elles ne représentent que 26 % des actes. Onze sont remboursées personnellement. Antoine Brouillard fournit les 30 minots de blé dus à Würtele le 31 janvier 1846, avec un

retard de 15 jours¹²⁷. D'autres obligés, en accumulent des plus conséquents¹²⁸. L'intervention d'un tiers est observable dans neuf cas. L'obligation de Joseph Pinard fils est acquittée par Olivier Chamard, le 1^{er} juin 1852. Le terme inscrit est le 26 janvier 1848. La date est une fois encore bien éloignée¹²⁹. L'impayé peut aussi être défrayé par un parent¹³⁰. Parmi les autres obligations, neuf affaires sur 26 sont remboursées. Elles représentent 35 % des actes. Cinq sont acquittées personnellement. Joseph Lambert ne parvient pas à payer la totalité de son dû le 15 juillet 1846. Il cède alors, le 29 octobre 1848, la terre mise en hypothèque sur son acte¹³¹. D'autres obligés remboursent dix ans après la date convenue¹³². L'intervention des tiers est encore visible dans quatre affaires, comme dans celle de Pierre Joyal dit Lafrenière¹³³.

Le renouvellement

TABLEAU 15
Nombre de renouvellement dans les actes d'obligation

Types d'obligation	Nombre d'obligations
Cens et rentes	12
Cens et rentes/lods et ventes	32
Total des arrérages seigneuriaux	44
Avances en argent	12
Avances en nature	1
Total des autres obligations	13
Total	57

Source : ASTR, fonds de la famille Würtele, actes notariés, obligation, FN-0022-02-12.

Parmi les 76 actes pour arrérages seigneuriaux de notre corpus, 44 sont prolongés par une nouvelle obligation, soit 58 %. Dix-sept individus confirment à nouveau leur

¹²⁷ ASTR, FN-0022-02-12, 25 juillet 1844, obligation par Antoine Brouillard à Jonathan Würtele.

¹²⁸ ASTR, FN-0022-02-12, 16 mars 1837, obligation par Euphraïme Paré à Jonathan Würtele.

¹²⁹ ASTR, FN-0022-02-12, 26 janvier 1847, obligation par Joseph Pinard fils à Jonathan Würtele.

¹³⁰ ASTR, FN-0022-02-12, 16 mars 1837, obligation par Moyse Déjarlais à Jonathan Würtele.

¹³¹ ASTR, FN-0022-02-12, 26 novembre 1845, obligation par Joseph Lambert à Jonathan Würtele.

¹³² ASTR, FN-0022-02-12, 10 juin 1839, obligation par Euphraïme Paré à Jonathan Würtele.

¹³³ ASTR, FN-0022-02-12, 12 novembre 1844, obligation par Pierre Joyal dit Lafrenière à Jonathan Würtele.

endettement dans un autre document. François Niquette fait exécuter un nouveau document, sans novation, le 27 juin 1849. Lors de son premier acte d'obligation, il y a 14 ans, ce dernier doit déjà à Würtele, neuf années d'arrérages de cens et rentes, ainsi que deux mutations¹³⁴. Ses dettes s'accumulent encore. Les 27 actes d'obligation restants sont renouvelés par des tiers. C'est le cas de Charles Alarie qui doit payer son dû avant le 29 septembre 1847. Le 20 juillet 1849, c'est Cleophas Proulx qui l'acquitte finalement, sans novation, par l'entremise d'un nouvel acte¹³⁵. Neuf d'entre eux sont réitérés par un parent, voire plusieurs personnes¹³⁶. Les actes liés à des avances en argent comptent 13 renouvellements sur un total de 26 obligations. C'est tout simplement la moitié de ces documents. Dans neuf cas, un nouveau papier est passé par le débiteur, devant notaire. Joseph Jetté ne réussit pas à payer le seigneur à la première demande comme exigé. Il retourne devant le notaire, le 4 juin 1850. La somme initiale de 11 livres, 16 chelins et 1 denier courant monte alors à 26 livres, 15 chelins et 1,5 denier¹³⁷. Quatre obligés demandent l'aide d'un tiers. La parenté intervient dans deux affaires. Il arrive même que les actes soient renouvelés par la veuve du débiteur. À la mort de son mari, Catherine Salois regroupe en une seule obligation les trois actes que Michel Danis a précédemment passés devant le notaire. J.-B. Lucier et François Brouillard se portent garants¹³⁸.

¹³⁴ ASTR, FN-0022-02-12, 10 juillet 1835, obligation par François Niquette à Jonathan Würtele.

¹³⁵ ASTR, FN-0022-02-12, 26 février 1844, obligation par Charles Alarie à Jonathan Würtele.

¹³⁶ ASTR, FN-0022-02-12, 26 août 1839, obligation par Louis Martel à Jonathan Würtele.

¹³⁷ ASTR, FN-0022-02-12, 12 avril 1847, obligation par Joseph Jetté à Jonathan Würtele.

¹³⁸ ASTR, FN-0022-02-12, 16 mars 1837, obligation par Michel Danis fils de Louis à Jonathan Würtele.

ASTR, FN-0022-02-12, 23 mai 1839, obligation par Michel Danis fils de Louis à Jonathan Würtele

ASTR, FN-0022-02-12, 23 mai 1839, obligation par Michel Danis fils de Louis à Jonathan Würtele

TABLEAU 16
Nombre de rétrocession dans les actes d'obligation

Types d'obligation	Nombre d'obligations
Cens et rentes	3
Cens et rentes/lods et ventes	5
Total des arrérages seigneuriaux	8
Avances en argent	1
Avances en nature	-
Total des autres obligations	1
Total	9

Source : ASTR, fonds de la famille Würtele, actes notariés, obligation, FN-0022-02-12.

Huit obligations pour arrérages seigneuriaux sur 76 sont concernées par la rétrocession de la terre au seigneur, soit 11 %. Seuls trois documents datent cet événement. Le 6 mars 1837, Gabriel Danis père, cultivateur et notable, signe deux obligations avec Würtele. Les cens et rentes concernent deux lots : l'un dans Deguire, l'autre dans Bourg-Marie de l'Est. Les arrérages sont de 4 livres, 5 chelins et 4,5 deniers courant ; et de 4 livres, 1 chelin et 5 deniers courant. Danis doit s'en acquitter avant le 15 septembre prochain. Mais à une date indéterminée, l'obligé rétrocède ses deux parcelles¹³⁹. Certains n'attendent même pas l'année convenue pour se décharger de leur acte¹⁴⁰. Les obligations associées à des avances en argent n'ont qu'une issue dans cette catégorie. Claude Cartier fils s'acquitte de sa dette avant le 17 février 1854. Le 29 mars 1851, il se voit déchargé de son obligation par la rétrocession de son lot mis en hypothèque, lors de la signature. Cartier perd sa terre. Il est cependant libéré de sa dette presque trois ans avant sa date de remboursement¹⁴¹.

¹³⁹ ASTR, FN-0022-02-12, 6 mars 1837, obligation par Gabriel Danis père à Jonathan Würtele. (2 actes).

¹⁴⁰ ASTR, FN-0022-02-12, 4 février 1850, obligation par Godefroy Chevrette à Jonathan Würtele.

¹⁴¹ ASTR, FN-0022-02-12, 4 septembre 1848, obligation par Claude Cartier fils à Jonathan Würtele.

L'annulation

Aucun acte pour arrérages seigneuriaux n'est présent dans cette catégorie. Une alternative est toujours trouvée pour permettre le remboursement. Seule l'obligation en nature de François Limoge intègre ce groupe. Dans une lettre du 23 novembre 1833, Thérien indique que le forgeron a reconnu sa dette le 9, et a reçu le matériel demandé. Cette aide en matériel artisanal est équivalente à 14 livres, 16 chelins et 3,5 deniers courant. Le débiteur s'engage à rembourser son créancier le 3 avril 1834, au plus tard. L'intérêt commence après cette date, et jusqu'au règlement définitif¹⁴². Absent depuis une semaine, des rumeurs annoncent son départ pour le Haut-Canada. La totalité de ses biens et les objets demandés à Jonathan sont encore présents dans sa boutique¹⁴³. Le 2 décembre, le notaire précise que Limoge n'est toujours pas revenu. Il est attendu pour le printemps prochain. Ceci dans le but de payer ses dettes et de continuer son ouvrage¹⁴⁴. Le forgeron n'est mentionné dans aucune autre lettre par la suite. Il ne revient probablement donc pas. Une fois le terme du 3 avril 1834 dépassé, les valeurs données sont récupérées. Ce fait explique l'inscription « annulée » sur l'acte¹⁴⁵.

Les transports sans motif connu

Dans certains cas, il arrive que le créancier transfère son obligation auprès d'un nouveau débiteur. Deux affaires de ce genre sont présentes dans les actes associés aux arrérages seigneuriaux. Le 21 septembre 1846, Joachim Ritchotte ne réussit pas à payer Würtele à la première demande comme convenu. L'acte indique un transfert dudit montant de 20 livres et 8 deniers sur Bazile Bourgault. Le nouveau créancier semble être Moïse Fortier. Ce marchand de la paroisse est particulièrement proche de Würtele¹⁴⁶. Les obligations en argent ont aussi des issues faisant référence à des transports. Notre corpus en compte deux. Alors qu'il doit rembourser Jonathan à la première demande, Jean-Baptiste Biron en passe une le 14 avril 1849. C'est finalement François Lambert qui est

¹⁴² ASTR, FN-0022-02-12, 9 novembre 1833, obligation par François Limoge à Jonathan Würtele.

¹⁴³ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 23 novembre 1833, no 229, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

¹⁴⁴ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 2 décembre 1833, no 230, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

¹⁴⁵ ASTR, FN-0022-02-12, 9 novembre 1833, obligation par François Limoge à Jonathan Würtele.

¹⁴⁶ ASTR, FN-0022-02-12, 18 février 1840, obligation par Joachim Ritchotte dit Melin à Jonathan Würtele.

tenu de payer le montant de cet acte. Toutefois, le créancier ne semble pas changer¹⁴⁷. Selon Bervin, l'acte de transport est similaire à l'acte d'obligation. L'unique différence réside dans la modification du créancier. Les clauses restent alors inchangées. Il est cependant plus difficile de comprendre ce qui pousse le créancier d'origine à léguer la responsabilité à une autre personne. Aucune mention sur le document n'apparaît pour en savoir plus¹⁴⁸. Dans notre cas, l'absence de l'indication « sans novation », visible lors des renouvellements, ne permet pas de confirmer si ces transports conservent toutes leurs clauses. Pour le reste, nous sommes en accord avec ce que conclut Bervin quant aux causes réelles de cette pratique. Nos obligations ne mentionnent aucune raison liée à ces décisions. Ce procédé semble toutefois peu répandu sur le territoire seigneurial de Rivière-David.

La poursuite

Un seul acte d'obligation associé aux arrérages seigneuriaux trouve son issue devant les tribunaux. Le 25 avril 1840, Jean Emond, cultivateur de Saint-David, reconnaît devoir à Würtele la somme de 20 livres pour arriérés de cens et rentes, et de lods et ventes. Exigible depuis le 11 novembre 1839, elle concerne une terre dans la 4^e concession Saint George, de Deguire. Il est convenu que la dette soit réglée en huit paiements égaux annuels de 10 piastres. Le remboursement doit commencer le 25 janvier 1841 « jusqu'à ce que la dite Somme soit Totalement payée et acquitté¹⁴⁹ ». Les termes de « demandeur » et de « défendeur » indiquent que le créancier a poursuivi son débiteur en Cour pour obtenir son dû. Nous n'avons aucun document sur cette affaire. Les courriers de Thérien ne mentionnent jamais ce nom. Nous ne connaissons pas son issue. Remarquons toutefois la patience dont fait preuve Würtele pour y avoir vraisemblablement recours. Cela fait plus de neuf ans qu'il attend après ce censitaire.

¹⁴⁷ ASTR, FN-0022-02-12, 3 décembre 1847, obligation par Jean-Baptiste Biron à Jonathan Würtele.

¹⁴⁸ Bervin, « Les sources archivistiques... », p. 217-218.

¹⁴⁹ Sur la quatrième page, est inscrit : « N°115, J. Würtele demand. vs Jean Emond defdr – Pièce du demand. N°2, folio 15 octobre 1849 ». ASTR, FN-0022-02-12, 25 avril 1840, obligation par Jean Emond à Jonathan Würtele.

Les issues de ces 102 actes sont donc multiples. Toutes obligations confondues, le renouvellement est la conclusion la plus fréquente. L'acquittement arrive en deuxième place. Suit la rétrocession. Les tiers occupent une place substantielle dans les deux premiers groupes. Pour les prélèvements seigneuriaux, ce sont 27 personnes extérieures à l'obligation d'origine qui interviennent pour un renouvellement. C'est plus de la moitié. Dans une moindre mesure, les actes pour des avances en argent ou en nature suivent cette tendance. La même chose lors des acquittements. Presque la moitié des obligations associées aux arrérages seigneuriaux et aux avances en numéraire est défrayée par l'entremise d'un tiers. Qu'ils soient villageois ou familiaux, ces réseaux jouent un grand rôle dans l'économie des censitaires. Arrivent les issues moins communes. L'annulation permet de reprendre les biens avancés. Cette issue paraît exceptionnelle. Le transport de la dette ne concerne que quatre obligés. Seule l'obligation de Désiré Derosier, pour arrérages seigneuriaux, ne possède aucune information sur son issue. Nous ne savons pas si le débiteur parvient à acquitter sa dette auprès de son créancier. Seule la somme en souffrance est notée sur la quatrième page¹⁵⁰. Enfin, la poursuite amène l'obligé et le créancier devant le tribunal. Cette conclusion est rare dans nos actes. Comme nous l'avons vu, le problème des redevances occupe une place importante dans l'économie seigneuriale. Plusieurs stratégies sont appliquées pour recouvrer les sommes en souffrance. Mais quand toutes ces solutions ne permettent pas le remboursement exigé, Jonathan se résout à poursuivre les mauvais payeurs. Plusieurs jugements nous sont parvenus.

2.3.7 Les différentes poursuites judiciaires

En déplacement à Trois-Rivières, Jonathan reçoit un courrier de Thérien le 8 mars 1842. Y sont joints les papiers nécessaires dans la poursuite contre Jean-Baptiste Cournoyer : la lettre de concession pour le lot n° 9 dans la 13^e concession ; la vente par J. O. Crepeau à Baz. Lepire ; l'échange entre Cournoyer et Lepire ; l'obligation de J. O. Crepeau envers Würtele ; ainsi que le compte de toute la dette. L'agent a déjà averti le censitaire. Sa femme est venue le voir le lendemain pour lui indiquer de ne pas les poursuivre. Ils attendent le retour de leur fils avec de l'argent au printemps pour payer.

¹⁵⁰ ASTR, FN-0022-02-12, 2 mai 1838, obligation par Désiré Derosier à Jonathan Würtele.

La lettre de Thérien ne s'arrête pas là. Messieurs Désilet, Baril et Pratte se chargent d'envoyer d'autres actions contre différents habitants. Pépin a déjà eu la sienne. Par des renseignements obtenus à Kingzey, Pratte sait que Trudel est parti depuis deux ans à Shipton dans le district de Saint-François. Sa poursuite n'a pu lui être remise. De la même manière, un manque d'information empêche d'aller à la rencontre de Verrier. L'agent n'a encore aucune nouvelle de ce dernier cas et de celui de Boucher¹⁵¹. Le notaire n'indique jamais les mots « succession » ou « héritiers ». Ces recours sont donc accomplis dans l'unique intérêt de Jonathan. Comme mentionné précédemment, le 10 juillet 1832, Würtele fait part à Thérien de sa réserve quant à poursuivre ses censitaires¹⁵². Presque une décennie plus tard, celui-ci semble radicalement changer d'avis. Un homme est sur le point d'être poursuivi. Quatre sont recherchés pour l'être.

Les poursuites liées à des obligations d'arrérages seigneuriaux

Le 29 mars 1842, Jean Pépin fils comparaît finalement en tant que défendeur devant la Cour du Banc du Roi du district de Trois-Rivières. Ce cultivateur, originaire de Saint-David, est opposé à Jonathan Würtele, demandeur. Ce dernier est considéré comme *ex parte*, c'est-à-dire qu'il est absent du procès. C'est son avocat qui le représente. Bien que son nom ne soit pas précisé, il s'agit probablement de Judah. De son côté, Pépin ne s'est tout simplement pas déplacé. Après étude de la procédure et des preuves, le tribunal condamne le défendeur à verser à Würtele 37 livres, 15 chelins et 11,5 deniers courant. Ce montant résulte d'une obligation consentie par Pépin. Passée devant Thérien le 27 mai 1840, elle concerne des arrérages de cens et rentes, et de lods et ventes dus sur un lot situé dans Deguire. L'intérêt court depuis la réalisation de l'acte jusqu'au paiement total. Les dépens s'ajoutent¹⁵³. L'affaire Pépin possède des similitudes avec les jugements étudiés par Grenier au début du Régime britannique. L'absence du défendeur paraît courante. Les

¹⁵¹ ASTR, FN-0022-06-49, 8 mars 1842, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

¹⁵² ASTR, FN-0022-06-49, 10 juillet 1832, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

¹⁵³ Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds de la famille Würtele, papiers de Cour, jugement, FN-0022-09-10, 29 mars 1842, Banc du Roi no 40, Jonathan Würtele demandeur vs. Jean Pépin fils défendeur.

dépens exigibles sont fréquents¹⁵⁴. Mais ce n'est pas le seul procès à être mené par Würtele dans les années 1840.

Les poursuites pour arrérages seigneuriaux sans obligation préalable

Tous les censitaires condamnés pour arrérages seigneuriaux ne passent pas nécessairement un acte d'obligation. Nous avons longtemps pensé le contraire¹⁵⁵. Le 25 février 1847, c'est au tour d'Antoine Martel de comparaître devant la Cour du Banc de la Reine de Trois-Rivières. Ce cultivateur de Saint-David est poursuivi pour un retard de paiement. Jonathan, demandeur, est encore *ex parte*. Avant ce procès, la Cour a prévenu le défendeur par avertissements publiés dans deux Gazettes de Montréal en 1846 : *The Pilot* et *La Minerve*. Introuvable, ledit Martel est considéré comme absent de la Province. Après avoir examiné la procédure, les pièces produites et preuves, le tribunal condamne le censitaire à payer au demandeur 32 livres, 10 chelins et 9 deniers courant. Cette somme correspond à 22 années de cens et rentes échues le 11 novembre 1845 sur une terre dans Deguire. Des intérêts s'y ajoutent depuis le 27 août 1846, et ce, jusqu'au paiement total, les dépens en sus¹⁵⁶. À aucun moment la Cour ne mentionne la passation d'un acte d'obligation entre les deux parties. Ce fait confirme à nouveau que le document ne devient pas la norme dans le remboursement des arrérages seigneuriaux à Rivière-David. Le jugement de Martel indique autre chose : certains censitaires traînent des retards datant de l'époque de Josias. Dans son cas, ses arriérés nous ramènent à 1825. Cela ne semble pourtant pas exceptionnel. En janvier 1839, Antoine Bouffard, cultivateur de Saint-Thomas comparaît devant la Cour des commissaires pour environ 20 ans d'arrérages. La Cour confirme l'endettement et le condamne à payer 25 livres à Antoine-Gaspard Couillard et sa mère¹⁵⁷. Bien que coûteuse, l'utilisation de la justice dans le recouvrement des dettes au XIX^e siècle s'avère fréquente dans plusieurs territoires seigneuriaux. À Beauharnois, le montant des poursuites pour arrérages seigneuriaux se situe aux alentours

¹⁵⁴ Grenier, *Seigneurs campagnards de la Nouvelle France*..., p. 315.

¹⁵⁵ Nicolas Lelièvre, « Mauvais payeurs, conflits religieux et relations commerciales tendues. Sociabilité et notabilité d'un seigneur du Centre-du-Québec : Jonathan Würtele », *Cheminements*, (2019), p. 63 à 70.

¹⁵⁶ ASTR, FN-0022-09-10, 25 février 1847, Banc de la Reine no 271, Jonathan Würtele demandeur vs., Antoine Martel défendeur.

¹⁵⁷ Grenier, *Seigneurs campagnards de la Nouvelle France*..., p. 316-317.

de 10 et 40 livres¹⁵⁸. Dans le cas de Würtele, des sommes comparables sont demandées aux censitaires en défaut de paiement. Mais comme le stipule LaRose, les arriérés de droits seigneuriaux ne sont pas la seule raison amenant à la condamnation d'un habitant en justice. D'autres le sont pour des prêts en argent¹⁵⁹.

Les censitaires amenés devant le tribunal le sont pour différentes raisons. Certains ont passé précédemment un acte d'obligation avec Würtele ; d'autres non. La condamnation devant un tribunal ne concerne pas que les censitaires présentant des arrérages seigneuriaux. Les obligés pour des avances en argent sont aussi visés. Introuvables dans les années 1830 dans notre corpus, les jugements de Würtele pour des retards de paiements apparaissent au début des années 1840. Le fonds du Séminaire Saint-Joseph contient trois procès pour arrérages seigneuriaux, deux pour des avances en argent, et cinq pour exhibitions de titre. Nous sommes encore loin de la vingtaine de procédures judiciaires engagées par Pierre-Paul Tarieu de Lanaudière et des co-seigneurs à Lavaltrie en 1823¹⁶⁰. Il n'en reste pas moins que les poursuites de Würtele sont bien présentes. En associant ces informations à la baisse du nombre d'obligations dans les années 1840, tout en prenant en compte les changements de modalités de remboursement qui les caractérisent, on perçoit un durcissement de l'autorité seigneuriale de Jonathan durant cette période. Un changement de stratégie dans la perception de ses créances est évident.

Le pouvoir seigneurial dispose de plusieurs stratégies qui lui permettent de faire face aux différentes difficultés pouvant surgir. Avant d'utiliser les moyens les plus radicaux, le seigneur Würtele fait preuve d'une grande tolérance à l'égard de ses débiteurs. Mais l'exploitation de la seigneurie ne se limite pas à l'établissement de censitaires et aux prélèvements seigneuriaux. D'autres entreprises permettent la fructification des capitaux. L'exploitation de la matière ligneuse en fait partie.

¹⁵⁸ Dans le minutier du notaire Leblanc, LaRose a repéré 81 procurations *ad litem* entre 1832 et 1842. Les défendeurs les donnent à des avocats qui doivent comparaître à leur place devant le tribunal. Les droits seigneuriaux sont en cause trois fois sur quatre. Trente et un de ces documents sont exécutés en 1841. Tous concernent des arrérages seigneuriaux. LaRose, « La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867... », p. 526.

¹⁵⁹ ASTR, FN-0022-09-10, 3 juin 1846, Banc de la Reine no 141, Jonathan Würtele demandeur vs., Michel Dehaie dit Cirene défendeur.

¹⁶⁰ Grenier, *Seigneurs campagnards de la Nouvelle France...*, p. 316-317.

2.4 L'EXPLOITATION DE LA RESSOURCE LIGNEUSE DANS LA SEIGNEURIE

Depuis le blocus continental de Napoléon en 1806, la Grande-Bretagne est coupée de ses approvisionnements réguliers d'Europe du Nord. Pour obtenir les ressources en bois nécessaires à son économie, elle offre sur son marché une réduction sur les droits d'entrée aux entrepreneurs coloniaux. Les régions actuelles du Centre-du-Québec, de l'Outaouais, de la Mauricie et du Saguenay expédient du bois équarri à Québec. Il est ensuite chargé sur des navires à destination de l'Angleterre où il est en forte demande¹⁶¹. La matière ligneuse est abondante dans la région centricoise. En résultent son exploitation et sa commercialisation. L'importance de la ressource et la conjoncture économique déterminent les actions de Jonathan sur ce marché. Le seigneur crée alors des industries rurales spécialisées dans le bois. Celles-ci jouent un rôle considérable dans la structuration de la socioéconomie du territoire et de la région¹⁶². Würtele met en place différentes stratégies pour exploiter cette matière au sein de la seigneurie.

2.4.1 La protection de la ressource ligneuse à Rivière-David

Dès les premières années de sa gestion, Jonathan prend les mesures nécessaires pour protéger la ressource sur le territoire seigneurial. Dans un courrier du 26 janvier 1832, Thérien indique que Joseph Bergeron, garde forêt, a régulièrement visité les bois de la seigneurie. Ce dernier a découvert à la rivière aux Vaches, un dénommé Martel en train de couper « sept beaux pins près de la ligne de Pierre-Ville ». Averti, l'agent convoque l'accusé pour trouver un arrangement. Martel rétorque que le bois a été pris sur le territoire de de Montenach. La coupe aurait pourtant été effectuée à « 40 ou 50 arpens sur Déguire en haut de Pierre-Ville ». Pour éviter de futurs désagréments, Thérien conseille à Würtele de fixer définitivement cette ligne. En attendant, il engage une personne pour surveiller la zone¹⁶³. À la manière de James Milne dans Beauharnois,

¹⁶¹ Bellavance, « Les industries rurales et l'exploitation... », p. 158.

¹⁶² *Ibid.*, p. 153.

¹⁶³ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 26 janvier 1832, no 184, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

Thérien veut-il faire signer un billet à Martel pour coupe illégale de bois ? C'est probable. Ce type de document permet notamment de régler des conflits hors cour¹⁶⁴. Le notaire précise que le fautif s'intéresse aux pins de la seigneurie. Comparée aux territoires voisins, la qualité du couvert forestier de Rivière-David est bonne. La partie de Deguire possède du bois de construction de classe supérieure. On comprend donc mieux la convoitise des possibles contrevenants¹⁶⁵.

Le 28 décembre, Bergeron signale la disparition de quelques arbres de bois francs du côté du ruisseau des Chênes. La suite est plus alarmante. Une voie traverse le bois depuis Saint-François jusqu'à la rivière aux Vaches. Elle continue jusqu'au chemin du rang Sainte-Charlotte et communique avec celui des Étangs. Elle est réalisée par Mondore, le meunier de Madame de Montenach. Thérien convoque le contrevenant. Celui-ci ne répond pas à l'appel. Le notaire doit le stopper, et éviter toute exploitation du tracé par des pilleurs de bois. Il part se plaindre au nom de Würtele. Si le meunier ne s'arrête pas, le seigneur prévoit de poursuivre. Les dommages sont estimés à plus de 50 livres. Mais Mondore ne craint pas les menaces de Thérien. Il lui répond même ne pas connaître de ligne de division entre les seigneuries¹⁶⁶. L'inquiétude de l'agent à ce propos n'est pas exagérée. À l'époque, le vol de bois est courant sur les territoires seigneuriaux. Lacolle à la fin du XVIII^e siècle¹⁶⁷, et Beauharnois dans la première moitié du XIX^e siècle en font d'ailleurs les frais¹⁶⁸.

La délimitation des fiefs est cause de tensions entre le seigneur de Rivière-David et les censitaires de Pierreville. Cinq ans séparent ces courriers du procès entre Würtele et la seigneuresse Elizabeth Grant à propos des démarcations de leurs territoires (1837-1839), question abordée précédemment dans ce mémoire. Les directives de Jonathan et l'administration de Thérien permettent de surveiller, avertir et sanctionner les possibles

¹⁶⁴ LaRose, « La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867... », p. 151.

¹⁶⁵ Bellavance, « Les industries rurales et l'exploitation... », p. 155.

¹⁶⁶ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 28 décembre 1832, no 212, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

¹⁶⁷ Noël, « La gestion des seigneuries de... », p. 577.

¹⁶⁸ LaRose, « La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867... », p. 397.

contrevenants. Après 1795, le titre de concession de Beauharnois interdit le commerce du bois sans autorisation. Cet ordre concerne les squatters et les censitaires. Seule la production personnelle est tolérée. Les agents seigneuriaux donnent des amendes à tous les fautifs¹⁶⁹. Les contrats de concession de Rivière-David pourraient nous en dire plus sur la pratique de la coupe par les censitaires. Cependant, nous n'avons pas ces informations à l'heure actuelle. Même si la plupart des habitants ont l'interdiction d'exploiter le bois, d'autres en possèdent l'autorisation. Dans la Petite-Nation, Papineau donne contre rétribution, un droit de coupe annuel sur les terres non concédées de la section ouest de sa seigneurie¹⁷⁰. Il est probable que Jonathan monnaye un tel droit à Rivière-David. Mais avant de trouver de quelconques précisions à ce propos, Würtele signe, de sources sûres, des contrats avec des tiers. Car si les contrôles pour protéger la ressource ligneuse sont aussi présents, c'est avant tout pour sécuriser son exploitation et sa commercialisation par le seigneur.

2.4.2 Les contrats avec des tiers

Les contrats avec des marchands étrangers au territoire seigneurial

Jonathan réalise plusieurs contrats avec des marchands étrangers au territoire seigneurial. Alors à Québec, le 20 novembre 1834, il autorise Robert Ritchie à couper la quantité de 1 000 billots de pin. Ils doivent être de 12 pieds et 2 pouces de longueur sur 14 pouces et au-dessus de grosseur. Le marché est convenu sur une terre non concédée du domaine de Deguire. La sélection des arbres se fait sous la surveillance de « Bt Cole ». Il s'agit vraisemblablement de Baptiste Colle, cultivateur du sous-district de Saint-François au moment du recensement de 1831¹⁷¹. Il est interdit d'« empiéter sur le terrain censé appartenir à Madame Demontenac ». Ritchie confirme le contrat, en anglais, et reconnaît payer au seigneur 20 dollars par 100 morceaux de bois¹⁷². Ce marché est probablement passé avec le frère de William Ritchie, un des fondateurs de deux

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 406-407.

¹⁷⁰ Baribeau, *La seigneurie de la Petite-Nation...*, p. 104

¹⁷¹ BAC, *recensement du Bas-Canada (1831)* [En ligne], http://data2.collectionscanada.gc.ca/1831/pdf/004569578_00210.pdf

¹⁷² Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds de la famille Würtele, contrats - marchés, contrats - marchés, FN-0022-07-01, 20 novembre 1834, memorandum of agreement sale of timber to Robt. Ritchie.

entreprises spécialisées dans le bois en 1829 : la *Allan Gilmour and Company* ; et la *William Ritchie and Company*. La première se spécialise dans le commerce du bois de charpente et les opérations de construction navale à l'anse au Foulon. Robert et son frère Arthur administrent la *Arthur Ritchie and Company* à Dalhousie et à Campbellton, au Nouveau-Brunswick, depuis 1832¹⁷³.

Le 10 décembre 1834, Thérien avise Colle de bien surveiller Ritchie « et de faire défense à ceux qui Empiéteroient hors leurs droits¹⁷⁴ ». Ce dernier commence son travail le 12. Le 26, il annonce à son surveillant avoir l'autorisation de choisir les plus gros pins, et que pour compléter son nombre de 1 000 billots, il sélectionne exclusivement ceux de 30 à 40 pouces. Ce ne sont pas les ordres reçus. Le notaire prévient Würtele. Ritchie est censé prendre le plus de bois possible au même endroit. Les arbres pouvant faire de bons billots de 14 pouces ou plus sont alors triés. Leur coupe est interdite quand cela n'est pas nécessaire. Il en est de même pour les laisser au sol, à moins que leur valeur soit nulle. Défense lui est aussi faite d'aller chercher les plus beaux et gros spécimens dans la pinède. Alors qu'il termine sa lettre, Thérien précise que Ritchie est toujours dans sa sélection. Colle doit l'avertir aussitôt que le travail commence. Mais avant d'abattre le premier arbre, le surveillant doit une nouvelle fois s'assurer que toutes les clauses du contrat sont totalement respectées¹⁷⁵.

Le nom de Ritchie est de nouveau cité le 15 février 1836. À cette date, il n'a pas encore enlevé les billots coupés et laissés sur place l'année dernière. Des chemins ont commencé à être tout de même tracés pour y accéder. Mais la dernière tempête de neige va probablement retarder son travail. Thérien conclut en mentionnant au seigneur la pauvreté de l'homme¹⁷⁶. L'indigence de Ritchie tant rappelée par le notaire pourrait trouver son explication dans la dépression qui frappe le commerce du bois en Amérique

¹⁷³ Nicholas J. Morgan, « Ritchie, William », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 8 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/ritchie_william_8F.html (Page consultée le 10 avril 2019).

¹⁷⁴ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 12 décembre 1834, no 266, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

¹⁷⁵ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 26 décembre 1834, no 267, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

¹⁷⁶ ASTR, FN-0022-06-49, 15 février 1836, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

du Nord britannique durant les années 1830. Sans compter qu'au même moment, la *Arthur Ritchie and Company* semble connaître des problèmes de gestion. Les stocks conservés sont alors trop importants. La vente ne permet pas de tout écouler¹⁷⁷. Le contrat signé avec Ritchie se rapproche de la rente sur l'exploitation de la forêt dans la seigneurie de la Petite-Nation. Dans le cas des Papineau, le droit de coupe est renouvelable tous les ans¹⁷⁸. Dans celui de Würtele, il s'agit d'un accord où la quantité d'arbres à abattre est précisée.

L'interdiction faite à Ritchie d'aller dans la pinière renvoie aux inspections de Thérien et Bergeron. Il semble que Würtele se réserve l'exploitation du pin dans la seigneurie. La même chose est observable à Beauharnois où les seigneurs s'arrogent le bois de chêne et de pin¹⁷⁹. Comment le seigneur de Rivière-David exploite-t-il cette ressource de son côté ?

Les contrats pour ses affaires personnelles

Tout au long de la période, Würtele convient de différents marchés avec des habitants du territoire seigneurial et ses alentours. Le 24 mars 1841, il s'entend avec Augustin Juneau, résidant de la paroisse de Saint-Guillaume. Il lui achète 250 billots de bois de pruche. Leur dimension est de 12 pieds et 3 pouces de long, de la toise de 22 pouces de grosseur au petit bout. Würtele offre 25 piastres par « cent billot de la dite toise ». Il s'engage à payer de la sorte : un quart en argent : le reste en grains au prix courant à Rivière-David¹⁸⁰. Würtele ne fait pas qu'acheter des morceaux de bois. Il en fait aussi produire. Il réalise six marchés à cet effet en 1846. Les clauses de ces contrats sont identiques. Seules les informations présentes dans le tableau diffèrent.

¹⁷⁷ Nicholas J. Morgan, « Ritchie, William », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 8 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/ritchie_william_8F.html (Page consultée le 10 avril 2019).

¹⁷⁸ Baribeau, *La seigneurie de la Petite-Nation...*, p. 104.

¹⁷⁹ LaRose, « La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867... », p. 407.

¹⁸⁰ ASTR, FN-0022-07-01, 24 mars 1841, agreement between Augustin Juneau and J. Würtele.

TABLEAU 17
Contrats entre Würtele et des habitants de Rivière-David pour la coupe de bois en 1846

Date	Marché passé avec	Nombre de billots de pin blanc	Lot et concession de la coupe	Prix par toise	Témoins
24 nov.	H. Trudel, E. Bergeron	600	N°3, 2 ^e conc.	20 pia.	E. Uppington, J. S.C. Würtele
24 nov.	F. Swan, W. Acres	600	N°1 et 4, 3 ^e conc.	20 dol.	-
25 nov.	F. Brouillard	700	N°5, 2 ^e conc.	20 pia.	M. Scallon, J.-B. Calvert
26 nov.	L. Pinard	Tous	N°2 et 6, 2 ^e conc.	22 pia.	E. Uppington, J.-B. Calvert
3 déc.	A. Pétrin	Tous	N°3, 2 ^e conc.	20 pia.	E. Uppington, J.-B. Calvert
14 déc.	O. et F.-X. Verboncoeur, T. Caron	Tous	N°4, 2 ^e conc.	20 pia.	E. Uppington, J.-B. Calvert

Source : Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds de la famille Würtele, contrats - marchés, contrats - marchés, FN-0022-07-01.

Le 24 novembre 1846, Hypolite Trudel et Edouard Bergeron passent un marché avec Jonathan. Les deux cultivateurs s'engagent à effectuer la coupe de pin blanc sur le lot n°3, dans la 2^e concession de la seigneurie de Rivière-David. La mesure suivante est exigée : 12 pieds et 3 pouces de longueur ; 13 pouces et au-dessus de grosseur. La quantité de 600 billots « de la toise de [22] pouces de grosseur [...] » est demandée. Sont aussi acceptés « tous les billots de pin blanc qui pourront être faits dans et sur toute l'étendue [...] ». Ils doivent être de bois sain, sans mauvais ni gros nœuds, sans gerçures, ni roulé. Bergeron, garde forêt de Würtele, est tenu de les inspecter. Pour qu'il les toise, Trudel et Bergeron ont l'obligation de placer les morceaux « sur la côte de la [...] Rivière ou autre lieu convenable [...] par quantité de [100] billots ». Ils doivent être faits avant le 15 mai prochain, et livrés dans l'étang de la chaussée, près du moulin à scie d'en haut sur la rivière David. Würtele s'engage à payer les deux hommes à raison de 20 piastres par toise de 100 billots de 22 pouces de grosseur. La première moitié de la somme est versée au fur et à mesure de l'ouvrage. La seconde est donnée une fois le travail achevé. Comme

dans l'accord avec Augustin Juneau du 24 mars 1841. Eliza Uppington et Jonathan Saxton Campbell Würtele sont mentionnés comme témoins lors de la signature¹⁸¹.

Ces marchés ressemblent à ceux de Barthélemy Joliette. Associé à Peter-Charles Loedel et Édouard Scallon, il signe des contrats avec des sous-traitants. Les dimensions des billots de pin demandés sont proches de celles de Rivière-David. La quantité exigée est cependant différente. Le cultivateur A. Marchand s'engage à produire 5 000 billes¹⁸². À la manière de ce que Jean-Claude Robert observe pour Joliette, les cultivateurs de Saint-David semblent réaliser leurs travaux agricoles en été, et devenir bûcherons pour le compte de Würtele en hiver¹⁸³. Précisons que l'associé de Joliette, Édouard Scallon, est le fils de Mathew Scallon, un Irlandais immigrant au Canada en 1810¹⁸⁴. Ce bûcheron est présent à Saint-François en 1831¹⁸⁵. Il fait partie des témoins mentionnés lors de la signature du contrat entre Würtele et Brouillard le 25 novembre 1846. Les anglophones paraissent bien établis à Rivière-David, et dans ses environs.

À ce propos, les chiffres qui suivent ont été publiés pour le comté de Yamaska, dans le recensement des Canadas de 1851. En matière de population, le village de la seigneurie de Rivière-David, Saint-David, se place juste après la paroisse de Saint-François¹⁸⁶.

¹⁸¹ ASTR, FN-0022-07-01, 24 novembre 1846, marché d'Hypolite Trudel et Edouard Bergeron avec Jonathan Würtele.

¹⁸² Entre 1838 et 1845, le seigneur Louis Bertrand passe au minimum 19 marchés pour ses activités forestières à L'Isle-Verte. En 1840, il s'engage à fournir 2 000 billots de pin à François Buteau, un négociant de Québec. Pour respecter ses engagements, Bertrand s'associe à plusieurs agriculteurs. Durant l'hiver de 1842-1843, il collabore avec Georges Fraser dans la réalisation d'un chantier dans le haut pays de L'Isle-Verte. Pour acquérir la quantité de 7 700 billots de pin, Bertrand signe de nouveau plusieurs contrats. Maude Flamand-Hubert, « Louis Bertrand à L'Isle-Verte (1811-1871) : régime foncier et exploitation des ressources », mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Rimouski, 2011, p. 141.

¹⁸³ Robert, « Un seigneur entrepreneur, Barthélemy Joliette... », p. 388.

¹⁸⁴ Roger Barrette, « Scallon, Édouard ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 9 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/scallon_edouard_9F.html (Page consultée le 10 avril 2019).

¹⁸⁵ BAC, *recensement du Bas-Canada (1831)* [En ligne], http://data2.collectionscanada.gc.ca/1831/pdf/004569578_00188.pdf

¹⁸⁶ Bureau d'enregistrement et de statistiques, *recensement des Canadas : 1851-2, vol. 1, recensement personnel*, Québec, John Lovell, 1853, p. 104-105.

TABLEAU 18
Origines de la population selon le recensement du Bas-Canada de 1851

	Saint-François	Saint-David
Natifs du Canada, d'origine française	4 073	3 116
Natifs du Canada, non d'origine française	272	31
Angleterre et Pays de Galles	1	1
Écosse	12	-
Irlande	9	3
États-Unis	7	8
Allemagne et Hollande	1	-
France	3	-
Guernesey	7	-
Population totale	4 385	3 159

Source : Bureau d'enregistrement et de statistiques, *recensement des Canadas : 1851-2, vol. 1, recensement personnel*, Québec, John Lovell, 1853, p. 104-105.

La composition ethnique des villages de Saint-François et de Saint-David coïncide aux observations de Serge Courville. La population villageoise est alors loin d'être homogène : « à côté du groupe dominant, francophone ou anglophone selon les cas, on remarque la présence de plusieurs groupes minoritaires qui font du village un lieu de contact et d'échange important entre les représentants de diverses populations¹⁸⁷ ». La paroisse de Saint-François possède une population plus diversifiée que celle de Saint-David. Leur proximité favorise probablement le brassage de leurs habitants. C'est ce que supposent les exemples précédemment cités. Les membres de ces minorités ethniques participent à la coupe du bois. Ils sont aussi témoins lors de la signature des contrats de Würtele. Même en petit nombre, ils influent sur la vie du village. Selon Courville, il arrive parfois que ces minorités contribuent davantage à son développement : import de savoir-faire, création de nouvelles entreprises, nouveaux services¹⁸⁸. Il serait intéressant d'étudier l'importance qu'ont ces minorités à Saint-David, mais aussi à Saint-François et dans le reste du comté de Yamaska.

¹⁸⁷ Serge Courville, *Entre ville et campagne : l'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1990, p. 115.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 120.

Sous le Régime anglais, de nombreux seigneurs mettent en valeur la ressource ligneuse de leur domaine. Plusieurs n'hésitent pas à céder certains de leurs droits¹⁸⁹. C'est le cas de Louis-Joseph Papineau, qui confie l'exploitation de son bois à des entrepreneurs forestiers locaux et étrangers. Il ne se soucie pas non plus « du recrutement de la main-d'œuvre, de l'organisation des chantiers, des fluctuations du marché, du transport de la marchandise, etc.¹⁹⁰ ». D'autres seigneurs, en construisant des bâtiments modernes comme les moulins, deviennent de véritables industriels. Jonathan va donc à l'encontre de la « tradition seigneuriale » observée par Baribeau dans le cas de Papineau. Il ne se contente pas d'empocher une rente sur les ressources. Il participe pleinement à leur exploitation et les utilise dans différents domaines. Avec ses bâtiments, Würtele contribue à la montée de l'entrepreneurship local et urbain, analysée par Serge Courville. Dans la première moitié du XIX^e siècle, plusieurs seigneurs sont engagés dans le commerce, le transport ainsi que l'exploitation forestière. Leurs fiefs leur permettent d'acquérir des revenus substantiels¹⁹¹.

2.4.3 Quelques utilisations du bois par Jonathan Würtele

Les moulins seigneuriaux

Jonathan commercialise sa production. Il s'en sert aussi pour développer le territoire seigneurial. Il construit et répare les infrastructures nécessaires à son exploitation. Le 25 novembre 1831, Thérien lui demande d'indiquer la quantité de bois à utiliser dans la confection du moulin planifié « en bas, à la place où étoit [celui] à carde ». Le notaire le presse. Il est temps de faire couper et équarrir les pièces. Des hommes engagés à cet effet insistent pour commencer au plus tôt¹⁹². Ce moulin est-il rapidement terminé ? Il est encore en construction en 1832. D'ailleurs, le 12 novembre, Thérien écrit

¹⁸⁹ Bellavance, « Les industries rurales et l'exploitation... », p. 157.

¹⁹⁰ Baribeau, *La seigneurie de la Petite-Nation...*, p. 103.

¹⁹¹ Serge Courville et Normand Séguin, *Le coût du sol au Québec : deux études de géographie historique*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1996, p. 67.

¹⁹² BAnQ (Québec), P279 II A 2, 25 novembre 1831, no 183, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

que Bergeron continue les travaux dessus. Le 20, le seigneur lui ordonne « la discontinuation de tout ouvrage au moulin jusqu'à nouvel ordre ». Il précise :

Je ne comprends pas ce que Bergeron ait à faire pour le présent sur cette bâtisse. Il n'a certainement pas reçu d'ordre de moi pour s'y mettre en ouvrage. Je vous prie de ne permettre dans mon absence qu'aucun ouvrage ne se fasse, ni ne soit commencé sans votre ordre. J'ai dit à Bergeron que l'on pourvoirait à cet ouvrage dans le mois de mars prochain. Je lui ai expressément chargé de scier tous les billots cet automne et de ne pas négliger de m'envoyer aussi promptement que possible les madriers destinés pour ici [à Québec] [...]

L'entêtement de son ouvrier est lourd de conséquences sur ses prévisions : « comme la saison est trop avancée pour expédier les madriers ici, vous aurez la bonté de les faire mettre dans une place en sûreté contre les glaces du printemps¹⁹³ ». Cette injonction est d'une importance capitale dans la suite des actions de son agent et de ses employés. Elle s'avère plus problématique que salvatrice.

Ce n'est qu'en 1834 que l'on mentionne à nouveau l'érection d'un moulin « en bas ». Est-il celui évoqué en 1831 ? Probablement. Le sujet est mêlé à la rénovation d'un autre édifice. Le 4 août, Thérien annonce que Bergeron a terminé depuis sept jours la préparation du bois devant servir à la grande roue d'un autre moulin. Ce dernier attend les prochains ordres de Würtele. L'agent précise que cette période de l'année est idéale pour continuer les tâches prévues. Le niveau de l'eau est bas à cette saison. Aucun temps de travail au moulin ne serait perdu¹⁹⁴. Le 18, le notaire signale que tous les matériaux nécessaires aux réparations de cette autre bâtisse sont prêts depuis une semaine. Le meunier en presse l'exécution. Il évoque le risque d'accident et la sécurité du fonctionnement l'hiver prochain. Une grande partie de la charpente qui supporte les moulages est pourrie. La meilleure période pour faire les travaux est presque terminée : « il est encore cependant plus aisé de le faire à présent que plus tard cet Automne, vu qu'il n'y a pas encore d'eau, Mais qui probablement ne sera pas longtemps de même ». Bergeron propose de faire la totalité des travaux prévus et d'en garantir la qualité. Tous attendent les directives du seigneur. La réponse de Würtele est urgente : « le meunier ne

¹⁹³ ASTR, FN-0022-06-49, 20 novembre 1832, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

¹⁹⁴ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 4 août 1834, no 254, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

peut rester comme il est ». Mais le silence persiste depuis le 6 août¹⁹⁵. Thérien reçoit enfin des nouvelles le 20. Les travaux reprennent. Depuis le 21, Bergeron suit les ordres donnés. Il s'affaire « au moulin neuf d'en bas » avec trois hommes¹⁹⁶. Six jours plus tard, le comble ainsi qu'un petit morceau de la toiture sont posés. Le chantier est arrêté. Place aux réparations du moulin à farine. Six ouvriers accompagnent Bergeron. Thérien espère que les tâches seront réalisées conformément aux volontés du seigneur. D'ailleurs, celui-ci attend toujours le fer envoyé par Würtele à Sorel¹⁹⁷. Il est utile à la finalisation de la roue du moulin commencée au début du mois d'août. Le 1^{er} septembre, sans nouvelle de la marchandise, Benjamin dépêche Perreault à Sorel. S'il revient bredouille, il est autorisé à en acheter¹⁹⁸. Mais cinq jours plus tard, le notaire confirme les avoir enfin reçus : « 6 plattes et 24 quarrées¹⁹⁹ ». Même si les travaux du moulin à farine ne sont pas encore terminés, Thérien annonce la reprise de son activité pour le 10 septembre²⁰⁰.

La matière ligneuse sert donc à la réparation et la construction de nouvelles infrastructures dans la seigneurie. L'accroissement du nombre de moulins indique un certain essor économique sur le territoire. Dans la première moitié du XIX^e siècle, le seigneur de L'Isle-Verte possède lui aussi plusieurs moulins. Ils servent à produire de la farine, à scier du bois, à carder la laine ou même à battre²⁰¹. À la manière de Louis Bertrand, Jonathan diversifie ses activités. Ses édifices ont des fonctions multiples. Ces travaux permettent de constater que Würtele dispose de plusieurs intermédiaires à Rivière-David. C'est Thérien qui coordonne tous ces individus et ces projets. Mais le pouvoir de l'agent ne se limite pas au territoire seigneurial. Il va au-delà.

¹⁹⁵ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 18 août 1834, no 255, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

¹⁹⁶ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 22 août 1834, no 257, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

¹⁹⁷ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 27 août 1834, no 259, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

¹⁹⁸ ASTR, FN-0022-06-49, 1^{er} septembre 1834, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

¹⁹⁹ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 6 septembre 1834, no 261, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

²⁰⁰ ASTR, FN-0022-06-49, 9 septembre 1834, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

²⁰¹ Flamand-Hubert, « Louis Bertrand à L'Isle-Verte (1811-1871) ... », p. 132-135.

Un quai à William-Henry

Bien que nous ne sachions pas depuis quand Jonathan le possède, le seigneur de Rivière-David est propriétaire d'un quai à Sorel. C'est Thérien qui l'indique dans certaines lettres. Il en supervise d'ailleurs les réparations. Le 12 novembre 1832, ce dernier revient de chez Martel Paulet, à Sorel. L'agent est parti évaluer la faisabilité des ouvrages mentionnés à Bergeron. La charge de travail estimée par Paulet est colossale. Pour que le projet soit réalisable, Thérien demande, pour l'automne, la confection de la clôture du chemin et d'un « petit bout (devant chez M. Daniel) qui déboule ». Ces travaux requièrent l'envoi de 200 madriers de 3 pouces. Le bois de charpente, un autre matériau servant à la finalisation du quai, est estimé à meilleur marché à Sorel qu'à Saint-David. Les morceaux exigés par Paulet sont déjà prêts. Ils sont en bas de la rivière David depuis quelques jours. Si l'agent ne trouve pas de bateau pour les embarquer à temps, Charland se propose de les amener²⁰². Le projet semble avancer. Du moins jusqu'au 22 novembre. La glace apparaît une semaine plus tôt que prévu. Le bateau transportant le chargement est alors figé sur la rivière. Thérien pense envoyer le tout par voiture, « aussitôt que les chemins de neige seront bons ». Mais le prix estimé est élevé. Il suggère à Jonathan d'attendre jusqu'au printemps²⁰³. Sa rencontre à Yamaska avec un certain Gouin de Sorel, le conforte dans cette idée. Selon ses dires, Paulet n'a encore rien fait sur le quai. Benjamin recommande donc à Würtele d'ordonner le début des travaux au printemps prochain : « car le tout coûterait le double en hiver de ce que ça coûterait en Été²⁰⁴ ». Précisons que l'informateur de Thérien est probablement Charles Gouin, aubergiste sorelois²⁰⁵. Celui-ci joue un rôle majeur dans l'acheminement des marchandises de Würtele entre Rivière-David et Québec. Nous y reviendrons plus tard.

Le 4 avril 1833, Thérien indique avoir récemment rencontré Paulet. Les deux hommes ont parlé du quai de Sorel. L'ouvrier attend les madriers dès l'ouverture de la

²⁰² ASTR, FN-0022-06-49, 12 novembre 1832, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

²⁰³ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 22 novembre 1832, no 209, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

²⁰⁴ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 6 décembre 1832, no 211, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

²⁰⁵ BAC, *recensement du Bas-Canada (1831)* [En ligne], http://data2.collectionscanada.gc.ca/1831/pdf/004569576_00250.pdf

navigation. Il est prévu d'entreprendre les réparations une fois les billots réceptionnés et préparés. Mais comme en novembre dernier, Paulet imagine des travaux démesurés. Cela déplaît à l'agent. Celui-ci conseille au seigneur de donner ses directives sans plus tarder²⁰⁶. Bien que nous n'ayons pas de documents à ce propos, il est probable que Jonathan entre rapidement en contact avec l'ouvrier. Mais le 23 novembre 1833, le chantier n'est pas terminé. Pire, Thérien vient de recevoir un courrier de Sorel. On lui apprend que Paulet n'utiliserait pas les madriers prévus pour la rénovation du quai. Il préférerait prendre « des croutes ». Ce terme correspond à ce que l'on appelle une dosse, c'est-à-dire une planche grossièrement équarrie qui conserve l'écorce²⁰⁷. L'agent considère que ce bois est de piètre qualité. Il pourrait plus rapidement que les madriers envoyés depuis Rivière-David, à la fin de l'année 1832. Benjamin prévoit donc d'aller prochainement à William-Henry pour juger des travaux faits²⁰⁸. Comment se déroule la rencontre entre Thérien et Paulet à Sorel ? Aucune autre lettre en notre possession ne mentionne à nouveau le nom de ce dernier. La réparation du quai n'est malheureusement précisée nulle part ailleurs. Toute l'affaire indique néanmoins une chose. Le bourg de Sorel semble occuper une place importante dans plusieurs activités de Würtele. En plus d'y avoir un intermédiaire, Charles Gouin, elle est aussi le lieu où les marchandises de Rivière-David et Québec transitent.

CONCLUSION

L'étude de la gestion du domaine seigneurial par Würtele et son agent Thérien, permet d'observer la situation économique du territoire de Rivière-David dans la première moitié du XIX^e siècle. Les stratégies mises en place par Jonathan pour faire fructifier ses capitaux sont proches de celles que Noël a observées pour la famille Christie. Pour obtenir un rendement optimal des revenus seigneuriaux, Jonathan investit largement dans les concessions de terre et le commerce du bois.

²⁰⁶ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 4 avril 1833, no 218, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

²⁰⁷ « Croûte », *Centre national de ressources textuelles et lexicales* [En ligne], <https://www.cnrtl.fr/definition/croute> (Page consultée le 15 juin 2019)

²⁰⁸ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 23 novembre 1833, no 229, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

Pour recouvrer les valeurs échues dans la succession de son père, Jonathan emploie différentes stratégies. Les actes d'obligation attestent de l'endettement des censitaires. Si ces derniers ne peuvent le rembourser financièrement, Würtele exige une compensation en journées de travail. La poursuite n'est donc pas le recours appliqué automatiquement. Les frais liés aux procédures sont même rédhibitoires. D'ailleurs, la législation offre d'autres méthodes au seigneur pour recouvrer les capitaux dus. Son statut de créancier privilégié l'autorise à réclamer, à la mort d'un débiteur, les montants en souffrance. Quand les liquidités du défunt ne suffisent pas, le seigneur tente de racheter les terres à l'encan. Cela lui permet de réduire les pertes associées aux créances. Enfin, le droit de réunion lui donne la possibilité, officiellement, de récupérer les terres non défrichées par les censitaires. Officieusement, il est employé pour évincer les mauvais payeurs de droits seigneuriaux, et pour reprendre les terres de ceux ayant déjà quitté les lieux. Quoiqu'il en soit, Thérien semble vouloir l'utiliser de cette façon.

Les problèmes liés aux arrérages seigneuriaux touchent personnellement Jonathan dès les premières années de sa prise de pouvoir. Différentes méthodes sont proposées au seigneur de Rivière-David pour les récupérer. Il utilise certainement les stratégies mentionnées plus haut. Le choix varie selon la personne endettée. Cependant, ce sont les actes d'obligations qui sont fréquemment utilisés par Würtele, pour résoudre ces problèmes financiers. Ils sont présents dans de nombreuses affaires durant la période. Officialisant les arriérés du débiteur auprès de son créancier, ils permettent de réduire les frais inhérents aux procès. Certains actes d'obligation concernent des arrérages seigneuriaux. D'autres sont des avances en argent et en nature que Jonathan passe avec des censitaires de la paroisse. C'est dans ces deux derniers groupes que la pluriactivité économique de Jonathan Würtele se manifeste. Les modalités de remboursement précisées permettent d'en connaître plus sur l'accord convenu entre les deux parties.

Dans un premier temps, Würtele fait appliquer la restitution à date fixe sur un grand nombre d'affaires. La conjoncture économique et le manque de liquidité dans la région, empêchent les obligés de s'acquitter de leur dette auprès de leur créancier. Pour contrer ce fait, le seigneur privilégie donc deux autres types de remboursements. Le

premier est celui avec échéancier. Il autorise la répartition graduelle de la somme. Le second est la restitution à la première demande. À la différence du précédent, le règlement de la dette n'a ici aucun terme précisé. Cette forme de remboursement est ambiguë. Elle laisse imaginer de possibles abus de la part du seigneur à l'encontre de certains censitaires problématiques, dont il voudrait se débarrasser. Cette possible pression du créancier Würtele n'est pas visible dans la documentation consultée. Ces modalités de paiement supposent autre chose : que Würtele et Thérien étudient les capacités financières des obligés avant la signature d'un tel acte. Cela confirmerait une grande connaissance du milieu seigneurial par Jonathan et son agent, mais aussi de ses occupants.

Les issues de ces transactions s'avèrent multiples. Certains débiteurs s'acquittent auprès de Würtele. D'autres renouvellent leur obligation. Ils doivent donc payer le montant à une date ultérieure. La rétrocession marque la fin de la créance, mais aussi le retour de la terre sous l'autorité seigneuriale. L'annulation, le transport de la somme et les cas indéterminés ne représentent qu'une faible partie du sort connu par ces transactions. Il en est de même pour les poursuites en justice. Cependant, des papiers de la Cour de Trois-Rivières font état de procédures judiciaires à l'égard de plusieurs habitants. Ces jugements attestent que les actes d'obligation ne sont qu'une stratégie supplémentaire utilisée par le seigneur de Rivière-David, pour recouvrer son dû. Le nombre des procès et les informations qu'ils recèlent nous incitent à ne pas les négliger davantage lors de prochains travaux liés à l'économie seigneuriale.

Les actes d'obligation étudiés, ainsi que les jugements et la correspondance entre Thérien et Würtele tempèrent donc l'hypothèse avancée par LaRose, dans sa thèse. Certes, un seigneur résident, attentif à ses affaires permet une meilleure gestion. Mais le problème de liquidité des habitants empêche une exploitation optimale de l'économie du territoire. Néanmoins, les documents analysés confirment une autre de ses observations. À savoir que le seigneur et son agent décident du sort des censitaires endettés, par l'un des moyens suivants ou la combinaison de certains d'entre eux : signature d'une obligation ; renouvellement de celle-ci ; rétrocession de sa terre ; transport de la dette ; poursuite ; compensation en journées de travail ; réclamation au moment de sa

succession ; réunion de sa censive au domaine seigneurial. L'incapacité de payer de certains habitants est révélée par les actes d'obligation. Pour autant, il ne faut pas y voir une opposition à l'institution seigneuriale. Ces documents sont un témoin supplémentaire de l'endettement paysan. Nous suivons donc à ce propos l'hypothèse de plusieurs historiens, tels qu'Allan Greer dans son étude sur la société rurale du bas Richelieu, et Benoît Grenier dans sa recherche sur les seigneurs campagnards de la Nouvelle-France.

Mais pour le seigneur, le prélèvement des revenus seigneuriaux n'est pas la seule façon de générer des capitaux. L'exploitation de la ressource forestière en est une autre. Pour protéger les ressources sur son territoire, Würtele fait organiser des inspections régulières dans les bois. Elles doivent éviter l'intrusion de contrevenants sur la propriété de Jonathan : les censitaires d'un autre fief résidant aux marges du territoire seigneurial, les employés d'un seigneur voisin, ou même des pilleurs de bois. Plusieurs contrats sont signés avec des marchands locaux et étrangers, mais aussi avec des censitaires de Rivière-David. La matière est utilisée dans l'entretien et la construction des infrastructures nécessaires au développement du territoire seigneurial. Il semble que le pin occupe une place essentielle dans ces différentes entreprises forestières et immobilières. Mais l'attention particulière du seigneur de Rivière-David à l'égard de ce bois peut trouver une autre explication. Une partie de la production est envoyée vers la ville de Québec.

CHAPITRE 3

PLURIACTIVITÉ SEIGNEURIALE ET GESTION FONCIÈRE EN VILLE

Depuis la fin du XVIII^e siècle, Québec est la capitale du Bas-Canada. Sa croissance économique est liée à son port. Le blocus continental de 1806 le confirme. La Grande-Bretagne est alors obligée d'importer du bois de ses colonies d'Amérique du Nord. Québec devient le lieu de transit des importations destinées à la consommation locale et provenant de la mère patrie. De grands commerçants composent l'élite marchande de la colonie et accumulent les profits. D'origines diverses, ils pratiquent une endogamie fort utile pour agrandir leurs réseaux familiaux et d'affaires. Ainsi, il leur est plus facile d'obtenir des marchandises et des capitaux¹.

L'historiographie s'est peu intéressée à ces grands bourgeois du XIX^e siècle ainsi qu'aux valeurs qu'ils ont diffusées dans les milieux urbanisés du Bas-Canada : George Bervin a analysé leur culture matérielle et leur gestion des capitaux à Québec² ; alors que Tulchinsky les a étudiés dans le contexte de leur passage aux activités industrielles³. Les travaux sur les « seigneurs bourgeois » sont eux aussi peu nombreux : Jean-Claude Robert a examiné le développement de l'Industrie par Barthélemy Joliette⁴ ; alors que Françoise Noël a rendu compte de la gestion seigneuriale des Christie⁵. Cependant, ces historiens

¹ George Bervin, *Québec au XIX^e siècle : l'activité économique des grands marchands*, Sillery, Septentrion, 1991, p. 13 à 34.

² George Bervin, « Aperçu sur le commerce et le crédit à Québec 1820-1830 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 36, no 4 (mars 1983), p. 527 à 551.

³ Gerald Tulchinsky, *The River Barons : Montreal businessmen and the growth of industry and transportation 1837-53*, Toronto, University of Toronto Press, 1977, 310 pages.

⁴ Jean-Claude Robert, « Un seigneur entrepreneur, Barthélemy Joliette, et la fondation du village d'industrie (Joliette), 1822-1850 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 26, no 3 (décembre 1972), p. 375 à 395.

⁵ Françoise Noël, « La gestion des seigneuries de Gabriel Christie dans la vallée du Richelieu (1760-1845) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, no 4 (printemps 1987), p. 561 à 582.

orientent exclusivement leurs recherches sur la condition soit entrepreneuriale, soit seigneuriale de ces propriétaires fonciers. L'existence et la complémentarité d'activités plurielles sont donc négligées.

Le cas de Jonathan Würtele est similaire, à bien des égards, à celui d'autres membres de cette « bourgeoisie seigneuriale ». Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, le seigneur Joseph Drapeau est aussi un important marchand et négociant de la ville de Québec. Celui-ci diversifie ses investissements tout au long de sa vie. Il s'associe avec d'autres marchands, achète des propriétés foncières, et construit même des bateaux⁶. La comparaison avec Louis Bertrand, seigneur de L'Isle-Verte, est tout aussi pertinente. Ce négociant développe les domaines forestier et agricole de sa seigneurie, ainsi que le commerce de détail et le transport des marchandises. En plus de ses activités commerciales, Bertrand cumule de nombreuses fonctions administratives et politiques. Il est notamment député à l'Assemblée législative du Bas-Canada, juge des petites causes et même lieutenant-colonel de milice⁷. Quelles sont les activités économiques de Jonathan Würtele en ville ? Comment complètent-elles celles qu'il mène à la campagne ? Comment finance-t-il ses projets ? Premièrement, nous analyserons sa gestion des produits forestiers entre Rivière-David et Québec. Nous étudierons ensuite l'administration de son magasin rue De Buade par François-Xavier Gingras, son agent en ville. Nous explorerons subséquemment ses finances, notamment en ce qui a trait aux billets à ordre administrés par son agent. Finalement, nous verrons comment sont gérées les possessions foncières de la famille à Québec.

⁶ Céline Cyr et Pierre Dufour, « Drapeau, Joseph », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 5 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/drapeau_joseph_5F.html (Page consultée le 20 février 2020).

⁷ Maude Flamand-Hubert, « Le territoire de l'histoire : une étude de cas dans le Bas-Saint-Laurent », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 57, no 160 (avril 2013), p. 74.

3.1 LE COMMERCE DES PRODUITS FORESTIERS

3.1.1 Les exportations de Benjamin Thérien à partir de Rivière-David

En janvier 1809, le père de Jonathan Würtele, Josias, engage un habitant pour couper des pins et des épinettes à mûres sur son domaine de Rivière-David. Les billes doivent lui être livrées à Québec⁸. Le patriarche de la famille est au fait des demandes commerciales qui se font dans le commerce des produits forestiers. Le bois équarri sous la forme de grands mats de plus de 30 centimètres de diamètre, correspond à plus des deux tiers des exportations en direction de l'Angleterre entre 1807 et 1812. À la fin des années 1820, l'exportation de bois devient primordiale dans l'économie de la ville de Québec. Le bois de chêne, le pin équarri, les planches ainsi que les madriers constituent 85 à 90 % de la valeur totale de la matière exportée dans les années 1830 et 1840⁹. En 1831, année où son père meurt, Jonathan envoie déjà des billots en direction de Québec. Dans une lettre en date du 29 octobre, Thérien lui annonce qu'il va recevoir prochainement 1 112 planches par bateau. C'est le capitaine Charland qui s'occupe du transport. Le fret s'établit ainsi : 9 chelins pour 100 billes¹⁰.

L'agent de Rivière-David continue les envois de bois l'année suivante. En juin 1832, 859 madriers sont destinés à être expédiés. Ils ont été sciés au printemps et sont tous de bonne qualité. Thérien les a fait descendre depuis 18 jours. Or, le niveau d'eau de la rivière David a commencé à baisser depuis deux semaines. Là n'est pas l'unique problème. N'ayant pas trouvé de bateau auparavant, le notaire n'a pu les envoyer plus tôt. Mais à présent, tout est réglé. Ils sont prêts à être embarqués¹¹. Ces 859 madriers partent

⁸ Céline Cyr, « Würtele, Josias », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/wurtele_josias_6F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

⁹ Marc Vallières, « Québec : port d'entrée de l'Amérique du Nord britannique », T. II, Marc Vallières et al., *Histoire de Québec et de sa région*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, p.713.

¹⁰ Bibliothèque et Archives nationales du Québec (Québec), fonds Jonathan Würtele, Jonathan Würtele, correspondance, lettres reçues par Jonathan Würtele, P279 II A 2, 29 octobre 1831, no 181, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

¹¹ Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds de la famille Würtele, correspondance, correspondance avec Benjamin Thérien, FN-0022-06-49, juin 1832, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

finallement aux alentours de la mi-juin. Würtele paraît mécontent de cette lenteur. Le 28, l'agent s'explique :

je vous assure que j'aurois désiré vous donner des nouvelles sur ce qui se faisoit ici avant le 12^e de ce mois que je vous ai écrit par le Capitaine Labaie qui a descendu les madriers, mais c'est lui qui est cause de ce retardement nous ayant remis pendant une semaine de jour en jour pour partir, et nous, ne pouvant pas nous en procurer d'autre, tant les bateaux ont été rare ici pendant un certain tems¹².

Le professionnalisme de Thérien n'est donc pas à remettre en cause. Jonathan profite de l'expansion du commerce du bois entre 1823 et 1837. La stabilité des tarifs préférentiels et de la demande le favorise. Cette situation entraîne une amélioration de la position du Bas-Canada sur le marché anglais. Par rapport aux importations globales, la proportion des envois de toutes les colonies britanniques sur le marché de l'Angleterre est de 78 % entre 1828 et 1832. Elle augmente à 83 % entre 1833 et 1837. Le maintien de la loi votée par le Parlement britannique en 1821 fixe les droits sur le bois à un niveau élevé, assure la croissance de l'exploitation forestière canadienne, et affaiblit les concurrents étrangers¹³.

Tout au long de la décennie de 1830, Thérien informe Jonathan de la production de son moulin et de l'envoi des madriers réalisés en son absence. Le 10 juin 1833, c'est environ 900 billes de trois pouces d'épaisseur qui ont été sciées. La plus grande partie est descendue en bas de la rivière David « au lieu où ils doivent être embarqués. & le reste doit être descendu ces jours ci avant que l'eau dans la Riviere qui est déjà bien basse, devienne trop basse, mais nous ne pouvons pas maintenant nous procurer de bateau pour les descendre à Quebec ceux des environs ici étant tous occupés à charier du bois de cordes¹⁴ ». Les exportations continuent l'année suivante. Le 28 juillet 1834, Bergeron et quatre hommes partent terminer la descente des madriers. Ils doivent ensuite livrer les morceaux à bord du bateau du capitaine Courteaud des Grondines. L'agent précise qu'« il n'y a environ que deux cents madriers¹⁵ ». Le 17 juin 1836, le notaire écrit au seigneur

¹² BAnQ (Québec), P279 II A 2, 28 juin 1832, no 195, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

¹³ Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850 : structures et conjonctures*, Montréal, Fides, 1966, p. 391-392.

¹⁴ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 10 juin 1833, no 222, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

¹⁵ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 28 juillet 1834, no 252, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

que son blé et ses billes vont partir aujourd'hui. C'est Pinard qui s'occupe du transport. Le tout est adressé à François-Xavier Gingras, agent du seigneur dans la ville de Québec¹⁶. L'envoi de produits forestiers en direction de la cité n'est pas exclusif à Jonathan Würtele. L'exportation du bois d'œuvre par la voie de Québec est une constante à cette époque¹⁷.

3.1.2 La prise en charge du bois par François-Xavier Gingras à Québec

Alors que la correspondance de l'agent Thérien documente le commerce des produits forestiers entre 1831 et 1836, celle de l'agent Gingras précise la suite des activités de Jonathan pour les années 1837 à 1848. Dans ses lettres, Gingras indique l'arrivée des navires européens dans le port de Québec, la santé économique du commerce du bois dans la cité, ainsi que le cours de la matière. Le 3 juin 1837, il écrit au seigneur que s'il parvient à vendre rapidement ses madriers, il peut en tirer un bon prix¹⁸. D'autres courriers précisent les activités du seigneur à Rivière-David. Le 29 février 1840, Gingras vient d'apprendre par un membre de la famille Auclair que Würtele a fait du bois cet hiver. L'agent lui donne les dernières prévisions. Le bois équarri va être commun cet été : « pourtant si vous avez la chance de pouvoir faire parvenir ce bois de bonne heure vous pouvez espérer faire quelque chose : si non petite chance¹⁹ ». Jonathan est rarement le premier à envoyer sa marchandise à Québec. Nous y reviendrons.

Gingras continue d'écrire à propos de la production du seigneur les années suivantes. Le 25 avril 1846, celui-ci vient d'apprendre que le moulin à scie de la

¹⁶ ASTR, FN-0022-06-49, 17 juin 1836, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

¹⁷ Dans la première moitié du XVIII^e siècle, à l'époque de la Nouvelle-France, les de Ramezay, seigneurs de Sorel, envoient déjà une grande partie de leur bois d'œuvre dans les chantiers navals de Québec. Cette famille a d'autres fiefs où aucune mise en valeur -autre que forestière- n'a cours, sur la Yamaska et le cours supérieur du Richelieu. Le bois est ensuite scié au moulin de Chambly. Allan Greer, *Habitants, marchands et seigneurs : la société rurale du bas Richelieu, 1740-1840*, Québec, Septentrion, 2000, p. 128-129.

La même chose se voit dans le cas de Barthélemy Joliette, au XIX^e siècle. Celui-ci vend son bois de pin à un marchand de la ville de Québec en 1825 pour 37 563 livres tournois. Robert, « Un seigneur entrepreneur, Barthélemy Joliette... », p. 383.

¹⁸ Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds de la famille Würtele, correspondance, correspondance avec François-Xavier Gingras, FN-0022-06-23, 3 juin 1837, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁹ ASTR, FN-0022-06-23, 29 février 1840, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

seigneurie fonctionne encore : « Dieu veuille que vous puissiez réussir à faire scier ces [7 000] billot vendues au moulin et en retirer un bon bénéfice ». Même si ces pièces sont vendues, Gingras n'oublie pas de donner les dernières nouvelles de Québec : « on me dit que si toutes les personnes qui ont fait faire du bois cette hyver eussent réussie à le faire sortir des chantiers et l'exposer en vente à Quebec la quantité auroient été si grande qu'il se seroient vendues pour moitié prix ce qui auroit été une ruine pour un grand nombre²⁰ ». Cette quantité de billots que doit produire Jonathan rappelle celle confectionnée par le seigneur de L'Isle-Verte, Louis Bertrand. En 1813, celui-ci s'engage à fournir à Jean-Baptiste Chamberland, marchand de Québec, la quantité de 4 000 planches de pin blanc²¹. Nous ne connaissons pas la capacité annuelle du moulin à scie de Würtele. L'évaluation de J.-C. Robert quant aux bâtiments de Barthélemy Joliette peut nous apporter une estimation de la production d'un tel bâtiment. Selon deux témoignages de 1837 et 1847, les infrastructures du seigneur de l'Industrie peuvent produire environ 20 000 billots par an²². Le 8 août 1846, Gingras écrit que Würtele prévoit d'expédier d'autres madriers. Il espère que son maître va les envoyer à temps, et en tirer un bon bénéfice²³. La production de Jonathan ne semble pas diminuer l'année suivante. Les contrats entre Würtele et des habitants de Rivière-David pour la coupe du bois sont entrepris à la fin de l'année 1846 (tableau 17, p. 131). Trois d'entre eux précisent que la totalité des billots faisables doit être réalisée.

Même en période de récession, la production de Würtele ne s'arrête pas. Le 5 février 1848, Gingras est heureux d'apprendre que les moulins de Jonathan continuent de fonctionner. Les affaires ne sont pas nombreuses. Cependant, « se sera toujour autant de gagné pour les chantiers de bois je crois que ça payera pas cette année du moins au dire de ceux qui y sont intéressé²⁴ ». Claude Bellavance mentionne que les petites scieries sont en activité entre trois et quatre mois par an. Elles commencent leur travail après la période

²⁰ ASTR, FN-0022-06-23, 25 avril 1846, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

²¹ Maude Flamand-Hubert, « Louis Bertrand à L'Isle-Verte (1811-1871) : régime foncier et exploitation des ressources », mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Rimouski, 2011, p. 59.

²² Robert, « Un seigneur entrepreneur. Barthélemy Joliette... », p. 389.

²³ ASTR, FN-0022-06-23, 8 août 1846, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

²⁴ ASTR, FN-0022-06-23, 5 février 1848, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

de flottage et la réception du bois, d'avril, jusqu'à la mi-mai. Elles fonctionnent donc au maximum jusqu'à la fin du mois de septembre. Les grandes scieries sont en activité d'avril à la mi-octobre²⁵. L'exploitation forestière dépend en grande partie des conditions climatiques. Un temps plus doux a peut-être permis à Jonathan d'employer plus longuement son moulin à scie. Cette hypothèse expliquerait cette production au mois de janvier. Tout au long de la période, une partie de ce bois est reçue par Gingras, à Québec.

3.1.3 Les intermédiaires impliqués dans la vente de la production forestière de Würtele

John Saxton Campbell et William Sheppard

L'agent Gingras est mandaté pour gérer la production forestière de Jonathan à Québec. Il doit s'informer si les stocks sont bien arrivés dans la cité, et entretenir des relations cordiales avec les intermédiaires qui s'occupent de vendre ses billes. Parmi eux se trouvent deux hommes proches de la famille Würtele. Le premier, John Saxton Campbell, est né vers 1787. Il est le frère du notaire Archibald et de Louisa Sophia Campbell, épouse de Jonathan. Leur père est le marchand Archibald Campbell, un Loyaliste venu dans la Province de Québec après la Révolution américaine. Celui-ci s'est spécialisé dans le commerce du bois. Voyant les perspectives économiques qu'offre le port de Québec dans l'exportation des produits forestiers, Saxton Campbell décide en 1811 de suivre les traces du patriarche. Vers 1815, il s'associe à William Sheppard, son beau-frère. Né en 1784 en Angleterre, il arrive avec son père dans la Province du Bas-Canada en 1792. Marchand à Montréal en 1809, il y épouse une des sœurs Campbell, Harriet²⁶. Il s'installe ensuite à Québec et s'enrichit dans la vente de produits forestiers. En 1815, Saxton Campbell et Sheppard fondent une société spécialisée dans le commerce du bois. Ces sociétés commerciales de l'époque sont très souvent familiales. Leur entreprise est probablement, comme tant d'autres, une filiale rattachée à une firme britannique d'importateurs²⁷. Installée à l'anse au Foulon, elle est déplacée à l'anse

²⁵ Claude Bellavance, « Les industries rurales et l'exploitation primaire des ressources », Claude Bellavance, Yvan Rousseau et Jean Roy, dir., *Histoire du Centre-du-Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2013, p. 168-169.

²⁶ John Hare, Marc Lafrance, David-Thierry Ruddel, *Histoire de la ville de Québec. 1608-1871*, Montréal, Boréal, 1987, p. 197.

²⁷ Vallières, « Québec... », p. 725.

Woodfield l'année suivante. La compagnie y reçoit le bois. Il est ensuite chargé sur des navires et part en direction de la Grande-Bretagne.

La société de Saxton Campbell et Sheppard est dissoute en 1823. Cela ne les empêche pas de continuer à conclure des affaires ensemble. En 1825, Saxton Campbell déplace une partie de ses activités à l'anse des Mères. Plus proche de Québec, il y fait construire des quais, un chantier naval ainsi qu'un moulin à scier à vapeur. Il investit dans l'achat et la construction de navires depuis 1816. Sheppard s'intéresse aussi à ce domaine. Ce dernier possède un navire et un brick à partir d'août 1826. C'est au début des années 1830 que sont mentionnées pour la première fois les activités commerciales entre Würtele et les deux hommes. Le 18 mai 1833, Thérien écrit à Jonathan qu'il espère que Saxton Campbell et Sheppard ont reçu les madriers envoyés par Arcand²⁸. Le 31 août, Gingras informe Würtele de son retour de Rivière-David. Arrivé à Sorel vers 23h, il y a rencontré Sheppard. Le *Canadian Eagle* est à quai. Du bois est chargé à bord. Sheppard prend un billet pour y embarquer. Il se rend à Québec²⁹.

Les affaires avec Saxton Campbell et Sheppard se poursuivent l'année suivante. Le 26 mai 1834, Thérien indique qu'il a été envoyé ce matin de Rivière-David, par le capitaine Magloire, 704 madriers et deux quarts (six minots) de sarrasin³⁰. Ces billots sont probablement envoyés à l'anse des Mères. Arrivés sur place, ils sont classés. Les marchands préparent ensuite les commandes des grandes maisons d'importation d'Angleterre. Leur chargement prend environ deux à trois semaines. Les gros billots sont manipulés à bras d'homme³¹. D'autres madriers sont encore envoyés le 4 août. L'agent de Rivière-David précise que le capitaine Courteaud est en possession de 204 pièces de trois pouces pour le compte de Würtele, mais aussi de « 208 Rames pour le compte de Bergeron³² ».

²⁸ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 18 mai 1833, no 221, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

²⁹ ASTR, FN-0022-06-23, 31 août 1833, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

³⁰ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 26 mai 1834, no 249, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

³¹ Hare, Lafrance, Ruddel, *Histoire de la ville de Québec...*, p. 186.

³² BAnQ (Québec), P279 II A 2, 4 août 1834, no 254, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

Le monde fluvial et maritime joue un rôle crucial dans les activités de ces individus. En 1835, Saxton Campbell fait immatriculer 24 navires au port de Québec : 14 bricks, neuf navires et une goélette. Plusieurs sont construits par le charpentier George Black. Certains de ses bâtiments sont vendus à quelques marchands locaux. D'autres sont expédiés en Angleterre avec une cargaison de bois. Celle-ci est essentiellement composée de pins blancs ou rouges, équarris ou sciés. Saxton Campbell est en contact avec de nombreux marchands du Haut et du Bas-Canada. Ils lui envoient ces matières en grande quantité. Il s'agit de la même essence forestière que Jonathan exige dans les six contrats de 1846, précédemment étudiés dans le tableau 17.

Les correspondances de Thérien et de Gingras ne mentionnent plus l'envoi de billes de bois auprès des deux marchands après 1834. En 1835, Saxton Campbell met de côté ses implications dans ses entreprises à Québec. Il priorise sa seigneurie de l'Îlet-du-Portage, à Saint-André de Kamouraska, qu'il a achetée à l'encan le 19 janvier. Comme dans le cas de Josias et Jonathan Würtele, les prélèvements seigneuriaux et les ressources naturelles du territoire seigneurial vont attirer ce marchand. Saxton Campbell va y faire construire un manoir, un moulin à scier ainsi qu'un quai « d'un quart de mille de long, prolongé par une jetée de 200 pieds permettant l'accostage de gros navires ». Il quitte la colonie en 1842, et part à Penzance, en Angleterre. Il continue d'acquérir des navires construits en Amérique du Nord³³. Sheppard reste au Bas-Canada. L'homme d'affaires investit l'essentiel de sa fortune dans le commerce du bois d'exportation. Mais en 1847, la conjoncture économique lui fait perdre une grande partie de ses placements³⁴. D'autres seigneurs, comme Barthélemy Joliette, ont aussi recours à des intermédiaires pour vendre leur stock sur le marché de Québec³⁵. Saxton Campbell et Sheppard ne sont d'ailleurs pas les seuls relais permettant à Jonathan de vendre ses billes.

³³ Pierre Poulin, « Campbell, John Saxton », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 8 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/campbell_john_saxton_8F.html (Page consultée le 15 mai 2019).

³⁴ Pierre Savard, « Sheppard, William », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 9 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/sheppard_william_9F.html (Page consultée le 15 mai 2019).

³⁵ Entre 1839 et 1846, Joliette écoule son bois grâce à un courtier, la maison Ryan Brothers. Le seigneur de l'Industrie et ses associés doivent fournir une quantité de madriers équivalente à 2 000 livres cours actuel. Ryan Brothers prend une commission entre 5 % et 7,5 % sur la vente de ce bois. Des frais de quai pour l'entreposage de la marchandise s'y ajoutent. Robert, « Un seigneur entrepreneur, Barthélemy Joliette... », p. 389.

David Ramsay Stuart

La correspondance des agents de Würtele ne fait mention d'aucun autre intermédiaire pour les années 1835 à 1845. Ce n'est que dans la seconde moitié des années 1840 qu'un autre individu apparaît : David Ramsay Stuart. Nous avons très peu d'informations à son sujet. Comme Saxton Campbell et Sheppard, Stuart doit aussi travailler pour une entreprise québécoise, filiale d'une grande compagnie britannique. Dans la première moitié du XIX^e siècle, la majorité des sociétés qui s'occupent de l'exploitation du bois possèdent ce type d'organisation. Pour réduire les risques, l'entreprise canadienne détient sa propre identité. Pour son financement, elle reste tout de même dépendante de la maison établie en Angleterre. Il en est de même pour son personnel de cadres. Installé à Québec, celui-ci continue à instruire ses enfants en Angleterre. Il perpétue des traditions commerciales britanniques³⁶.

Le 13 juin 1846, Gingras écrit avoir rencontré Stuart. Celui-ci demande que le seigneur lui fasse parvenir ses madriers dans la semaine. Le prix risque de chuter après ce délai³⁷. Nous l'avons déjà précisé, Jonathan tarde à envoyer ses pièces à Québec. Le 4 juillet, Gingras le croise de nouveau. Stuart a bien reçu la lettre de Jonathan. Elle confirme l'envoi des madriers demandés à la mi-juin. Elle inclut « une reconnaissance du batellier qui s'étoit engagé a rendre vos madriers à Quebec et qui n'étoit pas encore arrivé ». Tant pour Würtele que pour Stuart, ce retard est pénalisant. Plus tôt, les billes auraient été vendues sans difficulté. À présent, les marchands engagés dans le commerce ont déjà acheté leurs marchandises³⁸. Le bois de Würtele n'arrive qu'à la fin du mois de juillet à Québec. Le 29, Stuart a enfin reçu « la charge de trois Bateaux de vos madriers ». Actuellement sur le quai Ramsay, l'homme ne pense pas pouvoir les vendre avant l'automne³⁹. Jonathan va sûrement payer des frais d'entreposage.

³⁶ Hare, Lafrance, Ruddel, *Histoire de la ville de Québec...*, p. 185.

³⁷ ASTR, FN-0022-06-23, 13 juin 1846, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

³⁸ ASTR, FN-0022-06-23, 4 juillet 1846, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

³⁹ ASTR, FN-0022-06-23, 29 juillet 1846, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

Les deux individus continuent leurs affaires l'année suivante. Le 2 juin 1847, Stuart demande à Gingras d'écrire au seigneur à propos de son stock envoyé à Québec : « Jean Colleur rapportoient vos madriers comme bien mal scier ». Stuart n'a d'autre choix que de baisser leur prix⁴⁰. Comme déjà soulignée, la fin des années 1840 semble apporter de nombreux bénéfices à Jonathan. L'importante quantité de bois produite a probablement usé plus rapidement la scie du moulin seigneurial. Cependant, une autre explication se trouve dans une lettre de Thérien. Le 26 mai 1834, le notaire précise avoir bien reçu du nouveau matériel pour le moulin : « Bergeron croit la scie bonne. Nous nous en sommes point encore servi, celle qui étoit cassée ayant été si bien réparée qu'elle fait bien le service depuis ce tems là et nous espérons qu'elle le fera tout le printemps⁴¹ ». Il ne faut pas voir cette pratique comme une pingrerie des employés de Würtele. Tout au long de la période, Thérien demande de nombreuses pièces pour assurer le bon fonctionnement des moulins de Rivière-David. Le seigneur tarde tout simplement à répondre à ses demandes. Il est donc probable que certains madriers envoyés à Stuart aient été coupés avec une scie détériorée. Ces remarques n'affectent en rien le moral de Jonathan. Le 25 septembre 1847, l'agent rencontre une nouvelle fois Stuart. Gingras lui annonce que le seigneur va prochainement lui envoyer « une bonne charge de madriers qui cette fois seroient bien sciés ». Stuart lui répond que Würtele n'a pas de temps à perdre⁴².

Ainsi, à la manière de son père, Jonathan continue l'exploitation des produits forestiers de Rivière-David. Il profite des tarifs préférentiels sur les bois coloniaux. La coordination de ses agents lui permet d'acheminer ses billes entre Rivière-David et Québec. C'est à leur arrivée en ville qu'interviennent d'autres intermédiaires. Würtele utilise ses réseaux familiaux et professionnels pour vendre sa cargaison. Outre ses investissements dans le bois, où Jonathan place-t-il ses capitaux à Québec ?

⁴⁰ ASTR, FN-0022-06-23, 2 juin 1847, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

⁴¹ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 26 mai 1834, no 249, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

⁴² ASTR, FN-0022-06-23, 25 septembre 1847, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

3.2 LA GESTION DU MAGASIN SUR LA RUE DE BUADE

3.2.1 Le commerce du tabac dans le magasin de la rue De Buade

En 1795, Jonathan Eckart meurt. Josias Würtele, son neveu, hérite de sa maison et de son commerce de détail rue De Buade, à Québec. Ces bâtiments se trouvent dans la Haute-Ville, lieu où vivent les marchands britanniques, les officiers de la garnison ainsi que les hauts fonctionnaires⁴³. Josias se retire des affaires en 1819. C'est son fils aîné Jonathan qui prend la relève⁴⁴. Nous savons peu de choses sur Eckart, si ce n'est qu'il est marchand de tabac et d'articles divers. C'est par l'étude d'un de ses confrères, le marchand-négociant et manufacturier de tabac John Reinhart, que nous allons pouvoir étudier ce commerce dans la cité. Eckart, Reinhart et Würtele émigrent au Bas-Canada aux alentours de la fin du XVIII^e siècle⁴⁵. Tous sont originaires de Strümpfelbach, dans le royaume du Wurtemberg en Allemagne⁴⁶. Ils font partie de la communauté allemande de Québec.

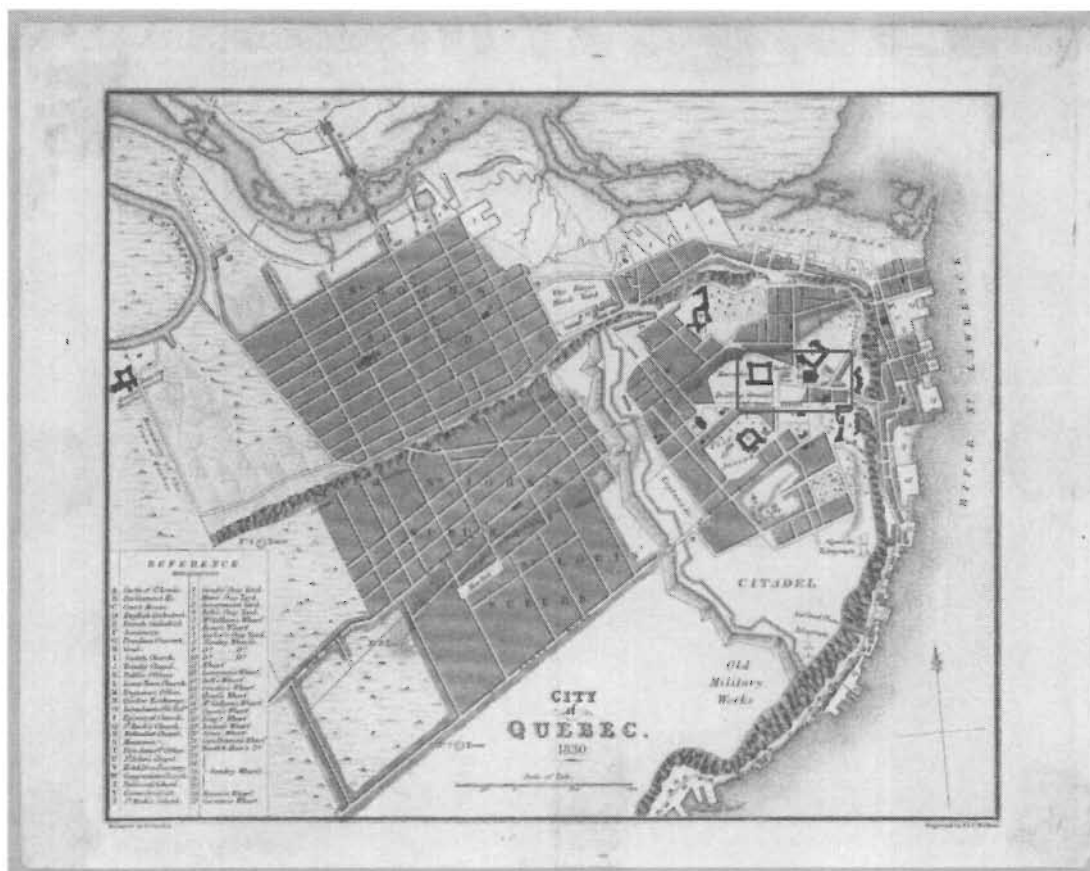
⁴³ Hare, Lafrance, Ruddel, *Histoire de la ville de Québec...*, p. 215.

⁴⁴ Céline Cyr, « Würtele, Josias », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/wurtele_josias_6F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

⁴⁵ Bervin, *Québec au XIX^e siècle...*, p. 88.

⁴⁶ Bibliothèque et Archives nationales du Québec (Québec), fonds Cour supérieure, district judiciaire de Québec, tutelles et curatelles, dossiers, CC301, S1, D7520, 6 juin 1794 et 16 juin 1794, curatelle pour feu Jonathan Eckart et testament à la succession de feu Jonathan Eckart, marchand de tabac (tabaconist) de la ville de Québec.

FIGURE 5
Localisation de la rue De Buade à Québec



Source : McMaster University (Ontario), Digital Archive, Map Collections, Rare Map Collection (1486-1900), America, North (RMC), Canada (RMC), Cities and Townships, Canada (RMC), macrepo:31416, local: RMC_102780, 1830, City of Quebec, 1830.

Les produits offerts et les quantités commandées

Plusieurs lettres de Gingras témoignent des produits et quantités commandés pour le magasin de la rue De Buade. Le 13 août 1833, l'agent reçoit par le *Saint George* cinq « Boucaut » de tabac en feuille. Ils sont envoyés par le beau-frère de Jonathan, Abner Bagg, à l'adresse de King et Cie. Gingras veut probablement parler de boucaut, un baril de bois blanc léger qui sert à transporter diverses marchandises, dont du tabac en feuilles⁴⁷. Suivent le poids et la valeur de chaque contenant.

⁴⁷ « Boucaut », *Centre national de ressources textuelles et lexicales* [En ligne], <https://www.cnrtl.fr/definition/boucaut> (Page consultée le 15 novembre août 2019).

TABLEAU 19
Boucauts reçus par François-Xavier Gingras le 13 août 1833

Numéro du boucaut	Quantité en livre nette (lbs)	Valeur en livre courant (£)
N°1	1 351	116
N°2	1 447	154
N°3	1 352	153
N°4	1 365	161
N°5	867	117
Total	6 382 lbs	£ 701

Source : ASTR, FN-0022-06-23, 13 août 1833, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

L'agent n'est pas satisfait de la quantité et de la qualité des produits reçus. Les deux premiers boucauts ne contiennent que des « balayures de boutique », c'est-à-dire des miettes. L'information est même notée « sur les fonds de ces deux boccauts ». Gingras espère que Jonathan ne les a pas acquis à un prix trop élevé : « ça m'a fait penser que vous les aviez achetez de même. Ils sont bon pour faire moudre mais il doivent vous couté moins que le tabac qui est dans son entier ». Le troisième boucaut a pris l'eau. L'agent estime une perte d'environ 100 livres nettes. Seuls les deux derniers contenant sont en bon état. L'agent détaille à Jonathan la façon dont il va gérer cette marchandise. Les trois premiers boucauts vont être mis à sécher dans la chaufferie. Le contenu du quatrième est directement mis en vente. Il va servir comme tabac filé et frisé. Le dernier boucaut est stocké dans le hangar⁴⁸.

Le 22 avril 1837, Gingras précise vendre du tabac en poudre dans le magasin. Le deuxième mouillage a été fait sous sa direction. Le produit serait de qualité supérieure⁴⁹. Les efforts de l'agent finissent par payer. Le 2 décembre, leur tabac en poudre « est considéré pour être du meilleur dans Québec ». D'autres produits sont mentionnés au cours de cette période. Gingras confirme encore posséder « cinq gros quarts » de tabac en

⁴⁸ ASTR, FN-0022-06-23, 13 août 1833, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

⁴⁹ ASTR, FN-0022-06-23, 22 avril 1837, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

torquette au magasin⁵⁰. C'est une sorte de tabac à chiquer sous forme de rouleau⁵¹. Le 25 janvier 1840, Würtele prévoit de se rendre prochainement à Montréal. Gingras lui demande de se renseigner sur la disponibilité du tabac provenant du Haut-Canada. Il veut savoir s'il y en a « en assez grande quantité pour esperer quil en descende avec les 1^{er} Bateau à Vapeur ce printemps ». Cette marchandise est introuvable à Québec. Il reste uniquement du tabac américain⁵². Avons-nous des informations sur les fournisseurs du magasin de la rue De Buade ?

Un des fournisseurs, la Abraham Joseph et Cie

Dans plusieurs lettres, Gingras mentionne obtenir des produits à base de tabac de la Abraham Joseph et Cie. La société porte le nom d'Abraham Joseph, né en 1815 à Berthier-en-Haut. Apparenté aux Hart, la famille part s'établir à Montréal en 1830. Deux ans plus tard, le patriarche Henry Joseph et l'aîné meurent du choléra. Le cadet, Jacob, hérite du commerce d'importation de tabac de Montréal, la Benjamin Samuel Solomon and Company⁵³. Il l'exploite avec son frère Abraham et leur mère, Rachel Solomon. La famille se rend régulièrement aux États-Unis pour s'approvisionner en tabac. En 1836, Abraham part ouvrir une succursale à Québec⁵⁴.

Le 11 mars 1837, Gingras vient de sortir un boucaut de tabac américain du hangar de la Joseph et Cie. L'agent a un engagement avec la compagnie. Il est tenu d'en faire encore sortir quatre autres dans le mois⁵⁵. Il y parvient le 8 avril. Pour cela, la compagnie lui a fait crédit pour 70 livres courant, payables dans le cours du mois de mai. Gingras leur a donné deux billets de 35 livres courant à cet effet. Il croit que c'est le mieux à faire pour avoir ce tabac « afin de ne pas retarder nos hommes qui attendois après⁵⁶ ». Gingras

⁵⁰ ASTR, FN-0022-06-23, 2 décembre 1837, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

⁵¹ « Torquette », *Centre national de ressources textuelles et lexicales* [En ligne], <https://www.cnrtl.fr/definition/torquette> (Page consultée le 15 août 2019).

⁵² ASTR, FN-0022-06-23, 25 janvier 1840, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

⁵³ Annette R. Wolff, « Joseph, Henry », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/joseph_henry_6F.html (Page consultée le 15 mai 2019).

⁵⁴ Annette R. Wolff, « Joseph, Abraham », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 11 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/joseph_abraham_11F.html (Page consultée le 15 mai 2019).

⁵⁵ ASTR, FN-0022-06-23, 11 mars 1837, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

⁵⁶ ASTR, FN-0022-06-23, 8 avril 1837, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

continue les affaires avec la Joseph et Cie à la fin de l'année. Le 18 novembre, il reçoit son compte pour les marchandises achetées cet automne-là. Un mot illisible est présent sur quatre lignes : (?). Même si nous ne connaissons pas certaines quantités, les sommes n'en restent pas moins importantes.

TABLEAU 20
Variétés de tabac achetées cet automne par Gingras à la Joseph & Cie

Produits	Valeur en livre courant (£)
15 (?) de tabac de Virginie	569/15/0
11 balles de tabac de Virginie	20/19/7
9 (?) de tabac du Haut-Canada	142/0/1
2 (?) de tabac du Kentucky	47/13/4
1 (?) de tabac du Kentucky	21/7/6
8 demi-quarts de torquette	32/9/10
1 quart de torquette	6/2/8
3 quarts de torquette	22/2/6,5
Total	862/10/6,5

Source : ASTR, FN-0022-06-23, 18 novembre 1837, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

Gingras doit payer cette somme pour le mois de mai 1838. Il reconnaît que ce délai est court : « néanmoins avec vos aides j'espère pouvoir m'en retiré honorablement car ces tous ce que nous devons regardant notre commerce [...] »⁵⁷. Les stocks reçus et les valeurs demandées ne sont pas négligeables. Cependant, elles ne rivalisent pas avec les quantités commandées par Reinhart en juin 1815. Le marchand attend 20 tonneaux de tabac en feuilles de la John Jones and Company de Québec et de Montréal. Livrée au port de Québec, cette marchandise équivaut à 8 800 livres. Reinhart a dû négocier un emprunt de 300 livres courant auprès d'Isaac Roberts pour avoir l'entièreté de la somme lors de la réception. Le coût est d'un shilling la livre de feuilles de tabac. Ce stock est transformé dans sa manufacture à Québec, lieu où il emploie, sans distinction ethnique, plusieurs chefs de famille⁵⁸. Gingras donne certaines informations à propos des employés de Würtele.

⁵⁷ ASTR, FN-0022-06-23, 18 novembre 1837, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

⁵⁸ Bervin, *Québec au XIX^e siècle...*, p. 102-103.

Les employés de Jonathan Würtele

Pour préparer le tabac, faire tourner le commerce et la manufacture, Würtele engage plusieurs employés durant la période. La prospérité et le rendement des capitaux de Jonathan dépendent aussi de l'exploitation de la force de travail d'ouvriers, donc du salariat. Le 13 août 1833, Gingras précise que « Silvain et Dalairé ont commencé hier à travailler à la boutique ». Ils sont probablement employés pour préparer le tabac envoyé par Bagg. Deux jours plus tard, ils « moudent autant qu'il peuvent⁵⁹ ». La cadence de production paraît importante. L'agent pense qu'ils vont finir la semaine prochaine⁶⁰. Silvain et Dalairé restent-ils longtemps au service de Jonathan ? Nous n'avons pas d'autres précisions à leur sujet. Certains sont pourtant engagés à long terme.

Le 8 avril 1837, Gingras écrit que Sadler, un autre employé, vient de mourir. Il l'a fait enterrer dimanche dans le cimetière de l'Hôtel-Dieu. L'agent ne veut pas s'intéresser davantage à cet homme, et encore moins à ses finances :

pour ce qui regardoit son ménage, comme cette femme avec qui il restoit avoit trouvé les moyens d'en évader la plus grande parties j'ai crue devoir ne pas m'en embarrasser craignant que les personnes à qui il devoit m'obligeroient de leur en rendre compte. J'ai crue qu'il valoit mieux faire un sacrifice de ce que j'ai été obligé de lui avancé durant sa maladie et de me tenir tranquille.

En effet, Sadler semble criblé de dettes. La femme mentionnée le confirme. Celle-ci n'hésite pas à demander à Gingras de les payer. Pour éviter tout problème, il la congédie « en lui disant que je desirois quelle s'abstint de venir m'infortuné de nouveau ». L'agent espère que ce décès ne cause pas d'inquiétude à Jonathan. Il a même déjà trouvé une solution pour le travail à la manufacture :

je ferai faire ce que Sadler feroit avec une couple de chelins de moins par jour. Depuis que Sadler est tombé malade, j'ai mits à sa place en attendant un nommé Morison qui moud pour nous depuis 5 ou 6 ans qui est un jeune homme insouciant que je me propose d'engager pour plusieurs années [...] j'ai intention de lui offrir 2/6 par jour avec sa pension. Dans l'espérance qu'étant obligé [...] ça le tiendra plus attentifs et ça pourra lui faire un obstacle pour l'empêcher de se derangé c'est à dire d'ivrogne. Il y a 2 choses à remarqué sur cette place 1^{er} que nous ne pouvons pas espérer avoir une personne absolument sobre pour travailler dans le tabac 2^e qu'il est pas nécessaire d'avoir les talents de M. [...] Stuart ni de M. Papineau pour

⁵⁹ ASTR, FN-0022-06-23, 15 août 1833, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

⁶⁰ ASTR, FN-0022-06-23, 17 août 1833, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

pouvoir bien vite decouvrir notre secret que je voudrois réservé pour moi seul. Maintenant je me propose d'attendre votre aprobation sur l'engagement que je dois faire avec ce Morison dont je vous ai mentionné autre part⁶¹.

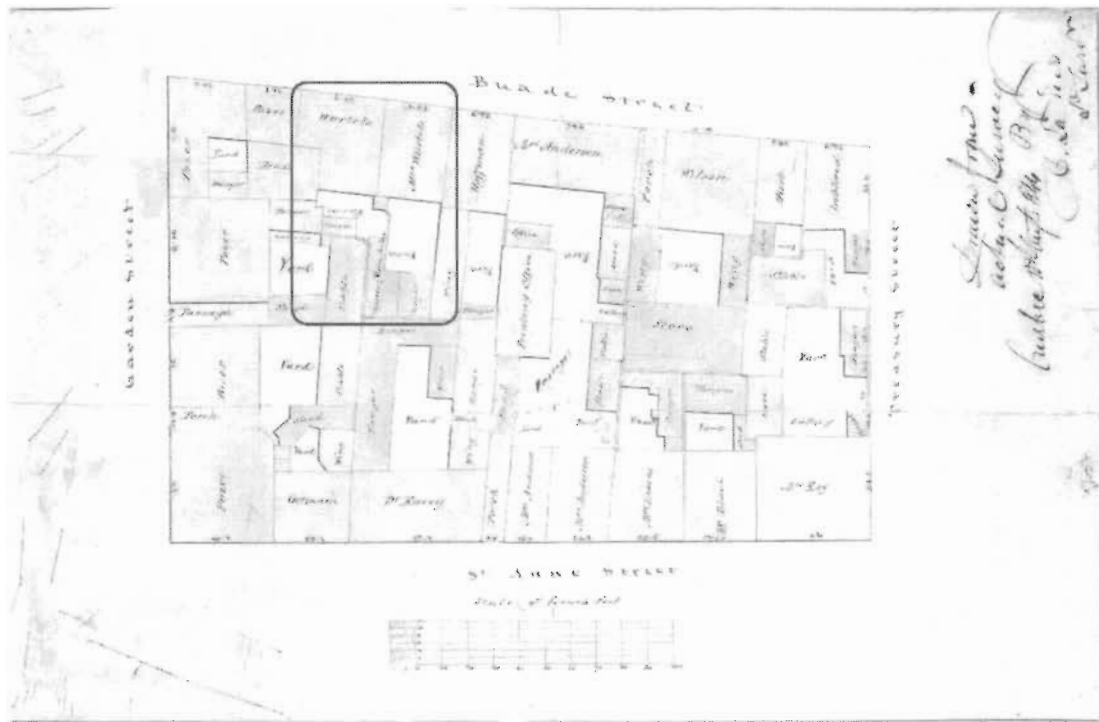
L'offre et la demande du commerce du tabac régulent le nombre d'employés nécessaires à la confection des produits. Morison travaillerait pour Würtele depuis 1831-1832. Gingras souhaite à présent l'engager à long terme. Il remplacerait Sadler à la manufacture. Ce bâtiment est rarement mentionné dans les courriers de l'agent. Il se trouve pourtant en arrière de la maison et de la boutique rue De Buade⁶². Il serait intéressant de connaître sa taille ainsi que sa production. Cela permettrait de le comparer à la grande manufacture que Reinhart détient à Québec au début du XIX^e siècle. Voyant les perspectives économiques croître, Reinhart a recours à un « copartnership » avec Neutz pour construire une deuxième manufacture de tabac en 1820 à Trois-Rivières. Elle possède la raison sociale de William Neutz and Co⁶³. Se pourrait-il que Jonathan soit propriétaire d'autres fabriques ailleurs au Bas-Canada ?

⁶¹ ASTR, FN-0022-06-23, 8 avril 1837, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

⁶² Bibliothèque et Archives nationales du Québec (Québec), fonds Cour supérieure, district judiciaire de Québec, greffes d'arpenteurs (Québec), Adolphe Larue, CA301, S27, D156, 10 août 1844, block between Ste. Anne, Buade, Desjardins and Treasury streets, Quebec.

⁶³ Bervin, *Québec au XIX^e siècle...*, p. 41.

FIGURE 6
Les bâtiments de la famille Würtele sur la rue De Buade



Les Würtele sont propriétaires de deux bâtisses sur cette rue de la Haute-Ville de Québec. À l'arrière, chaque édifice dispose d'une cour et d'un hangar. La manufacture de tabac semble les raccorder.

Source : Bibliothèque et Archives nationales du Québec (Québec), fonds Cour supérieure, district judiciaire de Québec, greffes d'arpenteurs (Québec), Adolphe Larue, CA301, S27, D156, 10 août 1844, block between Ste. Anne, Buade, Desjardins and Treasury streets, Quebec.

En somme, en héritant du magasin familial, Jonathan poursuit le commerce du tabac à Québec, tout en pratiquant celui des produits forestiers. Il s'agit de deux branches d'activités dont la combinaison, au sein du même patrimoine individuel, n'est peut-être pas courante. Mais les principes fondamentaux sont les mêmes. Comme pour le marché du bois, les réseaux de Jonathan sont importants. Würtele obtient certaines variétés de produits par des membres de sa belle-famille ; d'autres, par des professionnels spécialisés dans ce commerce. Les précisions de Gingras suggèrent que leur boutique est reconnue en ville. Le tabac n'est pas le seul produit vendu par Würtele et Gingras. Plusieurs autres marchandises sont proposées.

3.2.2 Les importations et exportations entre Québec et Rivière-David

Les premiers échanges à William-Henry

Le 29 octobre 1831, Thérien avise le seigneur qu'il envoie à Québec, par le capitaine Charland, un quart d'oignons, un quart de carottes et de raves, un minot d'« atocat » et 14 sacs contenant 30 minots de patates. Le paiement de la livraison se fait à la réception des articles par Würtele. En retour, le notaire lui demande de la tôle « pour faire ces Bassins de poêle que vous m'avez parlé », l'envoi de trois petits livres blancs ainsi que la paire de ciseaux voulue par Bergeron⁶⁴. Jonathan semble suivre la principale activité de nombreux marchands côtiers, commerçants urbains et marchands généraux de village qui pratiquent le commerce local et régional. Les fruits, les légumes, et d'autres produits de la ferme partent en direction des centres urbains⁶⁵. Le 17 août 1833, c'est au tour de Gingras d'envoyer des marchandises vers Rivière-David. Dans le bateau à vapeur le *John Molson*, il fait embarquer les articles suivants : dix quarts de peinture blanche, de l'huile de loup marin et un quart de grès, « excepté votre calèche qui ne sera prêts qu'au commencement de la semaine prochaine⁶⁶ ». Le tout est laissé à Charles Gouin dans le bourg de William-Henry.

De la fin du XVIII^e siècle à la première moitié du XIX^e siècle, la seigneurie de Sorel connaît plusieurs transformations. Bien qu'elle conserve une majorité francophone et catholique, elle connaît néanmoins une « britannisation » de son identité : « les autorités coloniales la dotent d'un plan d'urbanisme à connotation anglaise [1784], une communauté de l'Église d'Angleterre s'y développe, une garnison de l'armée britannique s'y installe, la seigneurie est rebaptisée du nom de l'héritier du trône du Royaume-Uni [William-Henry] [1787], et elle est même achetée par la couronne [1780]⁶⁷ ». Une élite

⁶⁴ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 29 octobre 1831, no 181, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

⁶⁵ John Alexander Dickinson, Brian Young, *Brève histoire socio-économique du Québec*, 4^e éd., Québec, Septentrion, 2009, p. 207.

⁶⁶ ASTR, FN-0022-06-23, 17 août 1833, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

⁶⁷ Mathieu Pontbriand et Yvan Lamonde, *Sorel et Tracy : un fleuve, une rivière, une histoire, de la période pré-européenne à 1965*, Sorel-Tracy, Société historique Pierre-de-Saurel, 2014, p. 87.

anglophone domine son économie et sa politique. L'élection de Jonathan Würtele comme député du bourg entre 1830 à 1834 le confirme⁶⁸.

Le lieu se transforme en village industriel, exploitant progressivement les cours d'eau environnants. La construction navale de William-Henry connaît un essor jusque dans les années 1790. Cette prospérité est de courte durée. L'industrie baisse dès la fin du XVIII^e siècle. La construction navale ne se relève à aucun moment. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette crise au début du XIX^e siècle. Premièrement, le régime seigneurial et les prélèvements seigneuriaux ont été mal perçus par les Loyalistes récemment arrivés. Les fonctionnaires coloniaux leur ont octroyé des terrains avec les mêmes conditions que celles en vigueur dans le reste de la seigneurie. Deuxièmement, la localisation de William-Henry ne l'avantage pas lors de la période préindustrielle que connaît le Bas-Canada. Le lieu n'est pas un terminal naturel dans le commerce des fourrures et des produits forestiers, ni une région agricole prospère. Troisièmement, on constate un manque de complémentarité entre le village et sa campagne. Cette dernière ne lui permet pas de subvenir à ses besoins alimentaires urbains, et ne recherche pas les marchandises qu'il offre⁶⁹. Les années 1820 marquent l'essor du commerce maritime. William-Henry va alors se libérer de son besoin agricole locale. Sa position géographique entre Montréal et Québec ainsi que sa diversification économique, lui font acquérir les premières institutions de la région et le rôle de chef-lieu⁷⁰. Même s'il possède une députation pro-britannique, le bourg de William-Henry n'est pas épargné par les rébellions. En novembre 1837, sur le Richelieu, des patriotes sorelois interceptent les bateaux qui approvisionnent les troupes britanniques. Parmi les résistants se trouve un certain Charles Gouin. Père du patriote Joseph-Nérée Gouin, cet aubergiste est arrêté le 30 novembre 1837, après la victoire de Saint-Denis et la débâcle de Saint-Charles-sur-Richelieu. Il s'agit bien de l'homme recevant les marchandises de Würtele à William-

⁶⁸ « Jonathan Würtele », *Dictionnaire des parlementaires du Québec de 1764 à nos jours* [En ligne], <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/wurtele-jonathan-5767/biographie.html> (Page consultée le 15 août 2019).

⁶⁹ Greer, *Habitants, marchands et seigneurs...*, p. 260-263.

⁷⁰ Pontbriand, Lamonde, *Sorel et Tracy...*, p. 94.

Henry. Arrêté une nouvelle fois le 8 novembre 1838, Gouin est libéré sans procès le 21 décembre⁷¹.

La prise de possession de Rivière-David par Jonathan dans les années 1830 influence les échanges entre la seigneurie et Québec. Il part s'installer au manoir seigneurial. Les quantités des denrées exportées de la seigneurie vers la ville diminuent. Celles des produits forestiers augmentent. Würtele continue tout de même l'envoi de biens issus de ses terres seigneuriales. C'est notamment le cas en octobre 1846, période où il expédie cinq quarts « d'atocat⁷² ». Demandées par Gingras, ces marchandises sont avant tout destinées aux proches de la famille. Une partie est parfois vendue. À l'inverse, les importations de denrées, produits de consommation et autres matériaux provenant de Québec, en direction de Rivière-David, augmentent.

Les marchandises reçues à Rivière-David pour utilisation personnelle

Dans les années 1820, l'économie de William-Henry connaît une croissance sans précédent. Le bourg s'intègre au réseau de transport de la navigation à vapeur sur le Saint-Laurent. Cette prouesse technique le libère du besoin de compter exclusivement sur la production agricole locale. William-Henry devient un lieu de ravitaillement entre Montréal et Québec, et une étape pour de nombreux immigrants s'installant dans les Eastern Townships. En 1815, le bourg compte deux quais. Ils se multiplient par la suite. Comme nous l'avons précisé précédemment, Würtele en détient un lui aussi. Les travaux de canalisation du Richelieu sont effectués en 1830. Cela en facilite la navigation. En 1832, John Molson, possesseur de la *St Lawrence Steamboat Company* souhaite construire des quais dans le port. L'idée est que le bois puisse être chargé plus aisément dans les bateaux à vapeur qui transitent entre Montréal et Québec. En contrepartie, ces bâtiments déchargeraient leurs effets à William-Henry pour les distribuer dans les terres⁷³. Même si le projet de Molson est finalement concrétisé sur la rive ouest du Richelieu, les pratiques de Würtele et de ses agents s'avèrent assez semblables. Nous avons étudié

⁷¹ *Ibid.*, p. 140-141.

⁷² ASTR, FN-0022-06-23, 5 octobre 1846, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

⁷³ Pontbriand, Lamonde, *Sorel et Tracy...*, p. 102-107.

l'acheminement du bois jusqu'à Québec. Observons à présent la livraison des autres marchandises jusqu'à Rivière-David.

Le 6 mai 1837, Gingras annonce avoir fait mettre à bord du bateau à vapeur le *Canada* une « boete » contenant les effets exigés. L'agent a écrit en conséquence à Gouin « pour lui demandé de bien vouloir la recevoir et la gardé jusqu'à ce que vous l'envoyez chercher ». On y retrouve 12 livres de thé Lapsang souchong ; 6 livres de thé Twankay ; 3 livres de thé Bohea ; 20 livres de thé Barley ; une douzaine de *cakes Windsor soap* ; trois limes ; un exemplaire du *The magazine waldies circulating* ; un quart de livre de tabac en poudre commun ; et une douzaine d'oranges « pour les enfants ce sont les premieres que nous voyons ici elles ont été importé a Quebec par le *Canada* de Montréal⁷⁴ ». Le 27 mai 1843, Gingras prévoit d'envoyer prochainement les quatre quarts de lard demandés⁷⁵. Mais la viande n'est pas la seule denrée exigée par le seigneur. On trouve aussi du poisson et des fruits de mer. Le 4 novembre, l'agent envoie des huîtres. Il attend que du hareng soit disponible sur les marchés pour faire livrer le quart de morue verte et le quintal de morue sec qu'il a à la maison⁷⁶. Il arrive même que des animaux fassent le voyage entre Québec et Rivière-David. Le 5 mai 1846, Gingras fait mettre une vache à bord du *Queen*. C'est sa mère qui l'envoie pour madame Würtele. Quoiqu'un peu vieille, la bête donne encore plus de six pintes de lait : « ma mère croit qu'en faisant assaisonné cette cette [*sic*] vache au plutot vous en retirez un bon bénéfice ». Jonathan Saxton Campbell et madame Sheppard doivent la faire débarquer à William-Henry, puis l'emmener chez Gouin : « vous voudrez bien l'envoyer chercher en prévenant la personne que vous chargerez de cette commission de faire attention a la conduire bien doucement vue quelle n'a pas sortie de l'Étable depuis le mois de juin l'année dernière (que je l'ai acheter)⁷⁷ ». Les produits de consommation pour la famille Würtele ne sont pas les seules marchandises expédiées par Gingras.

⁷⁴ ASTR, FN-0022-06-23, 6 mai 1837, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

⁷⁵ ASTR, FN-0022-06-23, 27 mai 1843, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

⁷⁶ ASTR, FN-0022-06-23, 4 novembre 1843, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

⁷⁷ ASTR, FN-0022-06-23, 5 mai 1846, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

Le magasin à Rivière-David et les marchandises pour utilisation professionnelle

Le 20 novembre 1833, Thérien indique au seigneur avoir « pensé au commerce » depuis son départ. Il écrit :

j'ai pensé qu'il y auroit quelques choses a faire ici avec un petit assortiment d'articles communs pour commencer. Si vous vouliez vous en mêler et que vous aimeriez ça m'envoyer quelques articles je crois qu'on pourroit les bien vendre tout encourageant la place ici et en rendant service aux gens qui sont obligés pour la moindre des choses d'aller à Yamaska et là payer bien chère. En conséquence je vous proposerois donc si cela vous plaisoit comme je n'ai point de capital de vendre ce que vous m'enverriez ici pour une partie des profits pour ma part, par Exemple la moitié ou telle autre Partie qu'il conviendrait, et je répondrois en mon nom des choses que je vendrois a credit. Je vous remettrai tout l'argent provenant des ventes, mais je ne pourrois pas fournir d'argent pour aider à payer les Effets qui ne se trouveroient pas vendu au tems des remises d'argent, seulement ma part des profits, car je n'ai pas de capital. Si cette proposition que j'ose vous faire vous convenoit vous pourriez envoyer les articles mentionnés dans le mémoire ci inclus et tels autres que vous jugeriez convenables par la voix de Bateaux à Vapeur avant que la Navigation se ferme à Sorel aux soins de M. Gouin. Je pense qu'en prenant tous les Effets des habitans que je pourrois ensuite envoyer a Quebec a Mon frère pour les revendre là, que ça iroit bien. La lettre ci inclus a son adresse, que je prend la liberté de vous prier de lui faire parvenir, lui parle de cela et lui dit de vous voir sur ce sujet afin que vous ne m'envoyiez pas des Effets et lui aussi⁷⁸.

Une entente entre les frères Thérien et Jonathan est conclue au début des années 1830. Elle semble marquer le début du commerce du seigneur dans sa seigneurie. Cette première liste des articles demandés par le notaire contient plus de 110 entrées. Parmi eux se trouvent des produits de consommation, mais aussi des matériaux. Y sont demandés du tabac en torquette, du savon, des petits miroirs, des peignes à cheveux pour filles, des mouchoirs de poche en soie, des paires de bas pour femmes, des pièces de drap, des couteaux et fourchettes de table, de la cassonade, de la mélasse, des cadenas, du fer blanc, des vitres, des clous à planche et à bardeau, ainsi que des rames de papiers. Josias Würtele aurait déjà ouvert un magasin général dans la seigneurie de Deguire à son époque. L'inventaire est même évalué à 925 livres et 9 deniers en 1814⁷⁹. Nous n'en avons trouvé aucune trace dans nos documents.

⁷⁸ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 20 novembre 1833, no 228, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

⁷⁹ Céline Cyr, « Würtele, Josias », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/wurtele_josias_6F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

Certaines des marchandises envoyées de Québec coïncident avec la liste de Thérien. Le 16 septembre 1837, Gingras informe Würtele que Gouin doit lui expédier les effets demandés : une grande paire de balances de fer complet, quatre poids de 56 livres, un de 28 livres, un de 14 livres, un autre de 7 livres et un de 4 livres⁸⁰. Le 4 octobre, il doit lui être livré à William-Henry six quarts de peinture, une cruche d'huile de 3,5 galons, une boîte de tôle ainsi qu'une demi-boîte de vitre⁸¹. Les envois de marchandises à William-Henry continuent les années suivantes. Ils semblent même s'accélérer. Le 8 juillet 1843, une boîte de tabac Cavendish de 146 livres est envoyée par le *Lady Colborne*⁸². Le 19 août, un quart de sucre, un quart de brai, deux boîtes de vitre, un baril de peinture noire, et une boîte contenant les effets demandés à Elie, le frère de Gingras, sont mis à bord du *Lord Sydenham*⁸³. Le 16 octobre 1848, trois quarts d'huile, soit une quantité de 94 galons, sont chargés dans le *Montréal*⁸⁴.

La totalité des marchandises envoyée n'est sûrement pas que pour cette boutique. Une partie est probablement destinée aux employés de Würtele. Le 26 mai 1834, Thérien accuse la bonne réception de la scie et des deux quarts de clous demandés. Celle-ci sert pour un des moulins du seigneur⁸⁵. Le 19 août 1837, par le *Canada*, Gingras a envoyé à Gouin à William-Henry, un quart d'alun, une boîte de compresses, un rabot et une « verlope⁸⁶ ». Aujourd'hui appelée varlope, celle-ci est un grand rabot muni d'une poignée. Utilisée par le menuisier et le charpentier, elle sert à dresser et planer le bois⁸⁷. Ces outils ont sûrement servi à la construction des bâtiments de Saint-David, voire aux travaux demandés par le seigneur.

⁸⁰ ASTR, FN-0022-06-23, 16 septembre 1837, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

⁸¹ ASTR, FN-0022-06-23, 4 octobre 1837, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

⁸² ASTR, FN-0022-06-23, 8 juillet 1843, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

⁸³ ASTR, FN-0022-06-23, 19 août 1843, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

⁸⁴ ASTR, FN-0022-06-23, 16 octobre 1848, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

⁸⁵ BAnQ (Québec), P279 II A 2, 26 mai 1834, no 249, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

⁸⁶ ASTR, FN-0022-06-23, 19 août 1837, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

⁸⁷ « Varlope », *Centre national de ressources textuelles et lexicales* [En ligne], <https://www.cnrtl.fr/definition/varlope> (Page consultée le 15 août 2019).

Suivant les ordres de Jonathan, Gingras expédie les marchandises. Celles-ci transitent par William-Henry. Elles sont réceptionnées par Gouin. On le constate, d'importantes quantités d'articles en tous genres circulent entre Québec et Rivière-David. La majorité de ces produits ne viennent pas directement du magasin de la rue De Buade. Ils sont achetés auprès d'autres marchands.

3.3 LA GESTION DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES

3.3.1 La place de Jonathan dans la Banque de Québec

Depuis 1817, les marchands de Québec se font devancer par leurs collègues montréalais dans le domaine bancaire et du loyer de l'argent. Le marchand Abner Bagg, beau-frère de Jonathan Würtele depuis 1814, fait partie des premiers actionnaires de la Banque de Montréal au moment de sa fondation⁸⁸. Cette institution prévoit l'ouverture prochaine d'un bureau d'escompte et de dépôts à Québec. Les marchands de Québec ne veulent pas que des intérêts étrangers à leur cité occupent le secteur des transactions financières. Ils décident de fonder leur propre institution financière. La Banque de Québec est créée en 1818. Elle a un capital autorisé de 75 000 livres contre 250 000 livres pour celle de Montréal⁸⁹. L'objectif des deux institutions est cependant identique : soutenir l'exportation des produits de base du Haut-Canada en direction de la Grande-Bretagne⁹⁰.

La rivalité des marchands des deux villes n'est pas le seul facteur qui explique la fondation d'une institution bancaire à Québec. Depuis la première décennie du XIX^e siècle, l'économie du Bas-Canada est en train de changer. L'accroissement du commerce de gros et de détail, de l'exportation du bois, de la construction navale, du transport fluvial des marchandises et des passagers, de la construction domiciliaire et du secteur des services comme le crédit et les assurances implique des capitaux bien plus importants qu'auparavant. Les nouveaux champs d'activités, tel le secteur des bateaux à vapeur et

⁸⁸ « Bagg, Abner », *Répertoire du patrimoine culturel du Québec* [En ligne], <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=7224&type=pge> (Page consultée le 15 août 2019).

⁸⁹ Vallières, « Québec... », p. 750-751.

⁹⁰ Ronald Rudin, *Banking en français : les banques canadiennes-françaises de 1835 à 1925*, Montréal, Boréal, 1988, p. 44.

des moulins à scier à vapeur, demandent davantage de liquidités. Auparavant, le prêt de capitaux est contrôlé par quelques grands marchands de la ville. Ils doivent investir et prêter toujours plus. Mais ces créanciers traditionnels n'ont pas une capacité financière illimitée. À la source traditionnelle de financement, qui correspond à la relation individuelle entre un créancier-marchand et un débiteur-marchand, s'ajoute le recours à une société financière. Le milieu capitaliste voit la banque comme un outil permettant à l'emprunteur d'obtenir de l'argent ailleurs qu'auprès des créanciers habituels. Elle doit en outre « aider momentanément un marchand-négociant en difficulté et [...] offrir plusieurs types de services aux usagers : dépôts, paiement de marchandises reçues du fournisseur, etc. » La Banque de Québec confirme l'institutionnalisation du prêt d'argent⁹¹.

La direction et les capitaux de la Banque de Québec proviennent entièrement de la ville. Jonathan Würtele fait partie des 13 membres du conseil d'administration pour les années 1826-1827. Comme pour le président, le vice-président et le *cashier*, ces hommes sont élus annuellement par les actionnaires. Les membres du conseil ne sont pas nécessairement les individus les plus importants de l'élite marchande. Ils sont néanmoins connus au sein de la cité. Une rotation du conseil d'administration se fait chaque semaine. Un nouveau directeur est nommé par et parmi ses membres. Un même individu peut occuper plus d'une fois la fonction. Jonathan a donc pu être à plusieurs reprises directeur de l'institution. Entre 1819 et 1830, la composition du conseil d'administration est très stable. Par exemple, Noah Freer reste plus de 15 ans à son poste de gérant. La mort d'un membre est souvent la cause de la vacance d'un siège. Jonathan ne reste que durant deux ans. Se pourrait-il que les actionnaires ne soient pas satisfaits de la qualité de son travail ? Ou est-ce qu'une autre activité en ville, ou bien en campagne, lui prend trop de temps pour rester à ce poste ? Nous n'avons aucune information à ce sujet. Le motif de son retrait est pour l'heure inconnu. Certains membres du conseil sont mentionnés dans la correspondance de Würtele. Archibald Campbell y siège de 1824 à 1830⁹², John Saxton

⁹¹ Bervin, *Québec au XIX^e siècle...*, p. 126-131.

⁹² *Ibid.*, p. 132-136.

Campbell de 1827 à 1831⁹³. Bien que Jonathan ne siège plus au conseil, ses beaux-frères lui livrent sans doute des informations profitables sur l'économie de la ville.

La Banque de Québec fait l'escompte sur les billets à ordre et les billets négociables. Elle fait aussi les opérations sur les lettres de change. Auparavant, ces services sont proposés par les grands marchands et les maisons commerciales⁹⁴. Les reconnaissances et les billets à ordre sont davantage utilisés dans les transactions en ville. Les lettres de change sont plus en adéquation avec le commerce international⁹⁵. Le 20 juillet 1833, Gingras indique avoir retiré de la Banque de Québec le billet du seigneur. Sa valeur est de 65 livres, 13 chelins et 9 deniers⁹⁶. L'agent n'a pas été obligé d'avoir recours à Chinic comme Würtele le lui a proposé. Gingras veut certainement parler de Martin Chinic, membre du conseil et vice-président de la Banque de Québec dans les années 1820⁹⁷. Jonathan est donc encore en bon terme avec des individus rencontrés dans cette institution.

La Banque de Québec ne remplace pas totalement le prêt de capitaux entre marchands. Les prêteurs traditionnels et certains marchands d'envergure moyenne continuent de mettre des capitaux à la disposition des marchands-négociants⁹⁸. Sur le marché du loyer de l'argent, la Banque de Québec fait face à la Banque de Montréal ainsi qu'à deux groupes de marchands prêteurs. Elle ne dépasse ces derniers qu'au début des années 1840. Maintenant, comment sont gérés les billets à ordre de Jonathan à Québec ?

3.3.2 La gestion des billets à ordre par François-Xavier Gingras

Avec Duncan McCallum

Le 10 février 1844, Gingras écrit avoir reçu la visite de Duncan McCallum. Il veut savoir si Jonathan lui a laissé les moyens de retirer son billet. L'agent lui répond qu'il est

⁹³ Pierre Poulin, « Campbell, John Saxton », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 8 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/campbell_john_saxton_8F.html (Page consultée le 15 mai 2019).

⁹⁴ Bervin, *Québec au XIX^e siècle...*, p. 143.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 147.

⁹⁶ ASTR, FN-0022-06-23, 20 juillet 1833, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

⁹⁷ Bervin, *Québec au XIX^e siècle...*, p. 133.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 150.

prévu qu'il le fasse prochainement. McCallum ne veut plus attendre. Il rappelle que ce billet est dû pour le 18. Gingras écrit promptement au seigneur. Mais lors de cette rédaction, le voilà dérangé par le frère de Duncan : « mons. Mcallum l'avocat est venue me faire la même demande⁹⁹ ». Il s'agit probablement des fils de James McCallum, homme d'affaires de la ville de Québec¹⁰⁰. Le 24 février, Gingras reçoit enfin un billet du seigneur en faveur de Duncan. La somme est de 150 livres. Suivant les instructions de son maître, l'agent se rend chez Archibald Campbell. Celui-ci met le billet à la Banque de Montréal. Il est prévu que Gingras puisse récupérer l'argent le lendemain. Toutefois, le billet n'est pas escompté comme prévu : « cette réponse comme vous le pensez ne me mits pas à l'aise cependant j'ai prié mons. Campbell de faire diligence car je désirois retirer ce Billet le lendemain comme je l'avois promis à mons. Mcallum (avocat) qui depuis huit jours particulièrement étoit toujours à me tourmenter ». Pour résoudre le problème, Campbell endosse le billet de Würtele pour un montant de 125 livres. Il part ensuite rencontrer un certain Simpson de la Banque de Montréal. Ce dernier discompte le billet. Le lendemain, Campbell et Gingras retournent à la banque : « le produit de ce Billet [...] a été de [120 livres et 5 chelins] avec [2 livres et 9 deniers] et [2 livres et 5 chelins] pour escompte du Billet de £150 renouvelé ». L'agent se rend chez l'avocat McCallum. Comme son frère Duncan l'a précisé, celui-ci lui remet un billet adressé à Würtele de 272 livres, 5 chelins et 9 deniers. La conclusion de Gingras est révélatrice des pressions qu'il a subies dans cette affaire : « je dois vous témoigné que ce mons. Mcallum (avocat) est un impertinent et que j'espère qu'un jour viendra ou j'aurai le plaisir de lui faire avaler ces impertinences !!¹⁰¹ ».

Jonathan Würtele procède de la même façon que la plupart de ses confrères marchands. Il emprunte à la banque en utilisant des reconnaissances de dette ou des billets à ordre (*promissory notes*). Il n'est pas nécessaire de signer des documents chez un notaire pour ces types de billets. Cela permet à Würtele d'acquérir rapidement des liquidités¹⁰².

⁹⁹ ASTR, FN-0022-06-23, 10 février 1844, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁰⁰ James H. Lambert, « McCallum, James », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/mccallum_james_6F.html (Page consultée le 15 août 2019).

¹⁰¹ ASTR, FN-0022-06-23, 24 février 1844, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁰² Bervin, *Québec au XIX^e siècle...*, p. 125.

Pour obtenir un billet à ordre, le débiteur signe un contrat avec la banque. Il s'engage à rembourser sa dette à une date précise. La somme prêtée par l'institution n'est jamais remise au marchand. Les transactions ne sont réalisées que par des reconnaissances de dette. La banque honore les billets émis par le marchand et payables au porteur. Pour payer un compte lié à la fourniture de marchandises, le marchand concerné remet une reconnaissance de dette à son fournisseur. Ce dernier peut l'échanger à la banque contre des espèces, ou alors l'endosser, et la laisser à un autre marchand auprès de qui il est obligé. La reconnaissance de dette peut donc circuler dans les mains de plusieurs individus. Seul le premier endosseur reste responsable de la somme inscrite. Pour honorer cette somme le moment venu, il doit disposer des fonds nécessaires à la banque. Si le billet à ordre arrive à la caisse, mais que le premier signataire n'a pas l'argent sur son compte, l'institution paye la valeur indiquée sur le papier au porteur. Elle récupère ensuite auprès du débiteur le montant versé avec un intérêt de 6 % par an en sus. Celui-ci reste en vigueur tant que la somme n'est pas entièrement remboursée¹⁰³.

Avec Pierre Boisseau

Le 29 juillet 1848, Gingras connaît un problème au sujet d'un billet de 61 livres, 16 chelins et 6 deniers que le seigneur doit au marchand Pierre Boisseau. Celui-ci a même écrit directement à Würtele à Rivière-David pour trouver une solution. Néanmoins, ce dernier reste muet. En contrepartie, Gingras se résout à lui donner un de ses billets. Celui-ci est payable dans deux mois. Cependant, l'agent n'a pas versé la totalité de la somme due à Boisseau. Il s'est assuré d'éviter le pire :

sur les [15 livres et 1 chelin] reçue de Bezeau je lui ai donné [11 livres] avec promesse de lui donner £4 la semaine prochaine, ce qui a été fait au commencement de la semaine pour rencontrer la demande que vous m'aviez fait le mois dernier à son égard. Vous trouverez peut être m'a conduite indiscrete dans cette affaire, mais j'ai fait pour le mieux afin éviter des frais de Cour dont vous étiez menacés par la banque de la Cité ou se trouvoit ce Billet, mons. Boisseau se disant incapable de le retirer¹⁰⁴.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 145-147.

¹⁰⁴ ASTR, FN-0022-06-23, 29 juillet 1848, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

Pour recouvrer de mauvaises créances, les banques intentent parfois des poursuites en justice auprès de leurs débiteurs. À combien s'élève le nombre de procédures engagées par la Banque de la Cité à cette période ? Nous ne le savons pas. L'étude de la Banque de Québec réalisée par Bervin peut nous apporter quelques pistes. Cette dernière n'éprouve aucune difficulté à se faire rembourser. Globalement, les marchands de la ville font preuve de sérieux, et respectent les délais de restitution fixés. Entre 1819 et 1825, l'index des dossiers de la Cour du banc du roi précise que seulement cinq personnes ont fait l'objet d'une action en justice intentée par la banque. Les garanties juridiques exigées par l'établissement sont probablement l'une des principales raisons de ce chiffre peu élevé. Les obligations signées par les marchands disposent de plusieurs clauses qui assurent un recouvrement du capital prêté. L'hypothèque de tous les biens fonciers présents et futurs du débiteur est engagée. L'autre raison vient vraisemblablement du nombre de procès remportés par la Banque de Québec. Les accusés ont souvent payé très cher¹⁰⁵. Jonathan serait-il considéré comme un mauvais payeur par certaines banques dans les années 1840 ?

Le 7 octobre, Gingras rappelle à Würtele qu'il aurait dû lui envoyer les moyens nécessaires pour régler le billet de Boisseau datant du 29 juillet. Il a attendu jusqu'au dernier jour de l'échéance, c'est-à-dire le 29 septembre. Mais il n'a rien reçu. Boisseau est parvenu à obtenir un nouveau renouvellement pour deux mois : « sans cela nous étions exposés à un protest !¹⁰⁶ ». Le protêt est un acte « dressé par un huissier à la demande du porteur d'un effet de commerce, d'une lettre de change ou d'un chèque pour constater, après sommation, soit le non-paiement à l'échéance de l'effet [...], soit le refus d'acceptation d'une traite [...]»¹⁰⁷. Ce courrier nous dépeint un Gingras inquiet de sa situation économique. Il connaît les risques de ce type de difficultés financières. La « psychologie marchande » entre en ligne de compte. Les actionnaires des banques sont majoritairement des marchands-négociants. Poursuivre des transactions commerciales avec un mauvais payeur n'est pas envisageable. Gingras le sait. S'il ne rembourse pas,

¹⁰⁵ Bervin, *Québec au XIX^e siècle...*, p. 151-152.

¹⁰⁶ ASTR, FN-0022-06-23, 7 octobre 1848, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁰⁷ « Protêt », *Centre national de ressources textuelles et lexicales* [En ligne], <https://www.cnrtl.fr/definition/prot%C3%AAt> (Page consultée le 15 août 2019).

ces hommes vont subir des pertes. La réputation de Würtele pourrait en pâtir. Le 28 avril, Gingras annonce la nouvelle. Boisseau n'a pas pu rencontrer ses engagements envers ses créanciers. Celui-ci a été obligé de les réunir pour trouver de nouveaux arrangements¹⁰⁸. Jonathan n'est sûrement pas le seul responsable de cette déconfiture. Néanmoins, les courriers de son agent démontrent qu'il possède sa part de responsabilité. Les liens d'affaires et d'amitié s'entremêlent chez ces individus. La notion de confiance est primordiale. Selon leur influence dans le milieu commercial, ils peuvent rapidement porter préjudice à un acteur du réseau commercial auquel ils appartiennent¹⁰⁹.

Pour les emprunteurs de la ville de Québec, la croissance et la diversification des activités économiques prévalent sur le risque d'une augmentation de l'endettement. Afin d'obtenir les liquidités nécessaires à ses ambitions, Jonathan se tourne vers plusieurs marchands et la Banque de Québec¹¹⁰. À combien se montent ses emprunts ? En plus du commerce du bois et du tabac, quels sont les domaines économiques où il tente d'investir ? Où se situe Jonathan dans cette hiérarchie du marché de l'argent à Québec ? Comme le reconnaît Bervin :

dresser le profil de ceux qui empruntent fréquemment des montants élevés sur le marché des capitaux n'est pas une tâche facile car ces hommes ont tous leurs caractéristiques particulières. Même s'ils sont généralement présents simultanément dans de nombreuses sphères économiques, il n'en demeure pas moins que certains d'entre eux ont leur « petite préférence », c'est-à-dire une activité à l'intérieur de laquelle ils ont fait leur marque¹¹¹.

La place de Jonathan, dans l'économie de la ville de Québec au début du XIX^e siècle, semble plus importante qu'il n'y paraît. Son poste de membre du conseil d'administration de la Banque de Québec lui permet d'être au fait de l'économie au sein de la ville. Ses réseaux lui sont une nouvelle fois utiles. Ils lui facilitent son obtention de

¹⁰⁸ ASTR, FN-0022-06-23, 28 avril 1849, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁰⁹ Bervin, *Québec au XIX^e siècle*..., p. 152-154.

¹¹⁰ Un marchand peut avoir une douzaine de créanciers. Mais ceux qui lui prêtent régulièrement des montants élevés, les créanciers réels, ne représentent pas plus de deux à cinq individus. Par exemple : John William Woolsey emprunte la somme de 36 080 livres courant entre 1809 et 1825. La répartition de ce montant, aussi appelé dettes passives, s'établit ainsi : William Burns lui prête 75,7 %, la Banque de Québec 21,5 %, et Joseph Deblois, marchand de moindre envergure, 2,8 %. *Ibid.*, p. 91-94.

¹¹¹ *Ibid.*, p. 87.

capitaux. Jonathan s'intègre parfaitement dans le système bancaire de l'époque. Il endosse plusieurs billets à ordre qu'il échange avec d'autres marchands. Quel portrait peut-on dresser de ses succès ou insuccès en affaires ?

3.3.3 Des difficultés financières tout au long de la période

Au fur et à mesure que le peuplement de la plaine de Montréal et du Haut-Canada s'accélère, le poids de la ville de Québec et de son arrière-pays baisse. Le projet des hommes d'affaires montréalais de creuser un chenal dans le lac Saint-Pierre en 1825 n'aide en rien son économie. Jusque dans les années 1830, Québec conserve sa place de premier centre urbain canadien. Montréal commence alors à la dépasser. La grande partie des importations canadienne se déplace graduellement vers ce nouveau pôle urbain. Néanmoins, Québec continue d'entreposer des billots. Jusqu'aux environs des années 1850, leur exploitation représente plus de la moitié de la valeur des exportations. L'économie de Québec s'appuie sur son activité portuaire. Elle subit les contrecoups des fluctuations économiques en Grande-Bretagne, marché dont elle dépend¹¹². Dans les années 1840, Jonathan fait face à cette conjoncture économique.

La baisse du commerce du tabac à Québec

Le 11 janvier 1845, Gingras apprend que Jonathan et sa femme partent prochainement à Montréal. Si le seigneur a « connaissance que quelqu'un auroit besoin d'une personne à Quebec comme agent je vous prierois de bien vouloir me recommander ». Le commerce de tabac sur la rue De Buade semble aller de mal en pis : « menaçant d'aller toujours en diminuant il m'est absolument nécessaire [...] de voir à d'autres moyens pour m'aider [...] »¹¹³. Les choses ne semblent pas s'arranger. Le 1^{er} février, l'agent apprend que Jonathan veut « discontinuer la société » qui existe entre eux. Cette décision prend effet à la fin du mois d'avril. Gingras continue : « je ne sai que vous répondre la dessus connaissant la liberalité que vous avez toujours eu a mon égard depuis 20 ans, aussi votre expérience pour pouvoir juger du bénéfice que l'on peut faire maintenant dans le commerce de tabac qui comme vous me le témoigné menace d'aller

¹¹² Hare, Lafrance, Ruddel, *Histoire de la ville de Québec...*, p. 179-181.

¹¹³ ASTR, FN-0022-06-23, 11 janvier 1845, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

encore en diminuant». Cependant, l'agent reste confiant quant aux décisions du seigneur :

sur cela j'ose demeuré sans inquiétude car vous ayant toujours regardé comme un Père et mon bienfaiteur et encore votre promesse de compter sur l'encouragement qu'il sera en votre pouvoir de me donner pour réussir nom pas à ce que je désire à faire des fortunes, mais à pouvoir vivre honorablement comme j'ai vecue jusqu'à présent pour lequel je remercie Dieu tous les jours d'avoir par sa Divine providence fait en sorte que j'eu en vous un second Père pour me protégé [...] je n'oublierai jamais vos faveurs¹¹⁴!!!

La vente de tabac ne s'arrête pas instantanément en 1845. Le 8 septembre 1848, Gingras en parle encore : « votre remarque touchant le commerce de tabac comme anciennement n'est que trop vraie ». Une lente transition semble se faire au magasin de la rue De Buade. Jonathan serait à la recherche de nouvelles affaires. Il est prévu que Gingras les gère en ville : « je vais désirer avec ennui votre retour à Québec étant persuadé que les suggestions que vous avez à me donner à ce sujet me sera avantageux. Que je vais avoir hâte de vous revoir à Québec !¹¹⁵ ». Würtele et Gingras stoppent-ils totalement la vente de tabac ? Nous en doutons. Le recensement de 1851 précise que le magasin et la manufacture sont encore actifs¹¹⁶.

Les fluctuations du commerce du bois

Tout au long de la première moitié du XIX^e siècle, l'économie bas-canadienne connaît des périodes de croissance et de récession. Le commerce du bois éprouve la même chose avec ses cycles de prospérité et d'effondrement. Les tarifs préférentiels des bois coloniaux mis en place par la Grande-Bretagne après le blocus continental de 1806 sont remis en question à partir des années 1830. En 1842, les *whigs* arrivent au pouvoir en Angleterre. Ces derniers veulent abattre les systèmes de préférences sur le bois, les céréales et la navigation étrangère. Ces décisions vont avoir des répercussions économiques importantes. Elles entraînent une perturbation temporaire du commerce du

¹¹⁴ ASTR, FN-0022-06-23, 1^{er} février 1845, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹¹⁵ ASTR, FN-0022-06-23, 8 septembre 1848, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹¹⁶ Bibliothèque et Archives Canada, *recensement (1851)* [En ligne], http://data2.collectionscanada.gc.ca/1851_pdf/e094/e002335499.pdf ; http://data2.collectionscanada.gc.ca/1851_pdf/e094/e002335500.pdf

bois québécois au milieu des années 1840. Entre 1840 et 1843, une chute importante des exportations de produits forestiers s'annonce. Une reprise apparaît entre 1844 et 1845. Une grave récession frappe en 1846¹¹⁷. Cette année-là, le 20 juin, Gingras confirme les dires de Jonathan. Le bois équarri se vend à bas prix. Les marchands se plaignent qu'il n'y ait pas de demande pour l'Angleterre. Tous les ports seraient encombrés de bois¹¹⁸. Le 25 juillet, il précise que tous les marchands engagés dans ce commerce attendent la reprise des affaires. Ils éprouvent des pertes considérables à cause de la conjoncture : « il paroît qu'à montréal ça vah pas trop vite, ou si vous voulez trop bien on parle de plusieurs fortes maison comme devant tomber¹¹⁹ ». À la fermeture de la navigation en 1846, une grande quantité de billots reste invendue. Ce surplus dépasse les 13 millions de pieds¹²⁰.

L'augmentation des droits de douane sur le bois n'entre finalement en vigueur qu'en 1847. Elle apparaît lors d'une période de ralentissement, juste après l'essor des chemins de fer et la construction de rails en Angleterre. Cette hausse tarifaire, mêlée à la crise financière, entraîne une baisse de la demande¹²¹. Le 17 avril 1847, Gingras indique que les marchands engagés dans ce commerce craignent de faire d'importantes pertes en raison des sommes investies dans la préparation de bois équarri : « on dit que ce bois vah se vendre à bon marché cette Étée¹²² ». Le 28 août, le marchand de bois Curvy fait faillite. Ses dettes avoisinent les 30 000 livres¹²³. En 1847, 25 millions de pieds cubes de bois restent invendus.

En 1848, la totalité des produits ligneux enregistre une baisse des exportations. Les banques réduisent les billets en circulation et les dividendes. Le commerce du bois est fortement impacté par cette crise. Une partie des ouvriers émigre aux États-Unis. La demande de billots baisse au profit du bois fini ou semi-fini. Le port de Québec perd de

¹¹⁷ Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec*..., p. 484.

¹¹⁸ ASTR, FN-0022-06-23, 20 juin 1846, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹¹⁹ ASTR, FN-0022-06-23, 25 juillet 1846, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹²⁰ Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec*..., p. 497.

¹²¹ Hare, Lafrance, Ruddel, *Histoire de la ville de Québec*..., p. 187.

¹²² ASTR, FN-0022-06-23, 17 avril 1847, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹²³ ASTR, FN-0022-06-23, 28 août 1847, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

son importance¹²⁴. Le 5 février 1848, Gingras écrit qu'aucune affaire ne se fait en ville. Les nouvelles sont mauvaises : « la malle anglaise arrivé ce matin nous apprend que les faillites continue en angleterre et en Ecosse de manière que nous pouvons pas esperer de bonnes affaires pour encore quelque tems pourvue que nous soyons pas visités cette Étée par le Colera, le Typhus, et un trop grand nombre d'Émigrés¹²⁵ ». Au milieu du XIX^e siècle, Québec ne représente déjà plus que 30 % de la valeur des importations au port de Montréal¹²⁶. Même si le 27 mai, l'agent mentionne l'arrivée de nombreux vaisseaux venant d'Europe : « plus quil s'en est jamais vue à pareille date¹²⁷ », et que les madriers sont en grande demande, les affaires continuent de se dégrader. Le 22 novembre, ce sont les Têtu de la Rivière-Ouelle, associés à la maison Casgrain, qui connaîtraient des soucis. Le bois réalisé entraînerait des pertes de 14 000 livres¹²⁸. Ces différents éléments expliquent l'agitation annexionniste des milieux marchands de Montréal en 1849.

Une reprise économique se dessine en Angleterre en 1849. Elle se répercute sur l'économie canadienne et le commerce du bois à la fin de l'année¹²⁹. La Grande-Bretagne abolit l'ensemble de ses tarifs douaniers à partir de 1850. Le bois canadien devient moins concurrentiel. La réciprocité canado-américaine convenue en 1854 permet au Canada de trouver un nouveau client pour écouler son stock de bois scié. Cet accord limite la progression des filiales québécoises des sociétés spécialisées d'import-export, mais avantage les sociétés et filiales établies à Montréal et dans le Haut-Canada. Il reste en vigueur jusqu'en 1866¹³⁰. Les voies d'eau et le chemin de fer permettent d'exporter ce bois en direction du sud¹³¹. Les principaux produits forestiers conservent néanmoins leur valeur et leur volume d'affaires lors des années 1850 et 1860¹³².

¹²⁴ Hare, Lafrance, Ruddel, *Histoire de la ville de Québec...*, p. 187.

¹²⁵ ASTR, FN-0022-06-23, 5 février 1848, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹²⁶ Vallières, « Québec... », p. 714.

¹²⁷ ASTR, FN-0022-06-23, 27 mai 1848, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹²⁸ ASTR, FN-0022-06-23, 22 novembre 1848, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹²⁹ Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec...*, p. 497.

¹³⁰ Vallières, « Québec... », p. 717.

¹³¹ Bellavance, « Les industries rurales et l'exploitation... », p. 158.

¹³² Vallières, « Québec... », p. 729.

Würtele est confronté aux aléas de la conjoncture économique tout au long de la période. Néanmoins, il parvient à sécuriser ses investissements et à continuer de faire fructifier ses capitaux. Le tabac et le bois, deux des marchés où Jonathan a investi ses liquidités, sont affectés par différentes crises économiques. Leur ralentissement l'oblige à revoir ses stratégies. L'investissement de capitaux dans d'autres activités semble être une solution. Mais les affaires de Jonathan ne se limitent pas qu'à la seigneurie et au monde commercial. D'autres activités, proprement immobilières, le mobilisent.

3.4 LA GESTION DES BÂTIMENTS

3.4.1 Les maisons possédées

Tout au long de sa vie, Josias Würtele, père de Jonathan, a accumulé les propriétés foncières en ville. Rappelons qu'en 1795, il hérite de la maison et du commerce de détail de son oncle Jonathan Eckart, rue De Buade¹³³. La propriété est le signe extérieur de la réussite sociale et économique d'un individu. Les membres de la grande bourgeoisie commerciale habitent les beaux quartiers de la Haute et de la Basse-Ville. Leurs habitations sont couramment en pierre, à deux ou trois étages. Symboles de leur réussite matérielle, elles se trouvent à proximité des secteurs commerciaux, comme le port de la ville. À ces considérations s'ajoute le phénomène de regroupement social. Ces bourgeois ont souvent pour voisins des hauts fonctionnaires de l'administration et des membres des professions libérales¹³⁴.

Des marchands-négociants, comme John Anderson, et le notaire Jacques Leblond, vivent rue De Buade entre 1800 et 1830. Le marchand allemand George Pozer, futur seigneur d'Aubert-Gayon en Beauce, y achète une auberge en 1794. Cependant, dès 1793, il vit dans une maison rue Saint-Jean, où il installe sa famille et son épicerie¹³⁵. Josias habite-t-il rue De Buade ? Nous en doutons. Son oncle Jonathan Eckart n'y vit pas. Son

¹³³ Céline Cyr, « Würtele, Josias », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/wurtele_josias_6F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

¹³⁴ Bervin, *Québec au XIX^e siècle...*, p. 18-21.

¹³⁵ Louise Dechêne, « Pozer, George », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 7 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/pozer_george_7F.html (Page consultée le 24 juin 2018).

testament précise qu'il réside « dans sa maison située en cette ville rue Saint Jean Numero onze¹³⁶ ». Il en irait de même en 1819, lorsque Josias laisse les affaires de Québec à son fils Jonathan. Le recensement de 1825 indique que ce dernier habite dans la Basse-Ville de Québec¹³⁷. Dans celui de 1831, il est noté qu'il vit rue d'Auteuil. Dans celle-ci, le voisinage de Jonathan est composé de marchands, d'un imprimeur et d'un aubergiste. On trouve aussi un « Instituteur des sourds & muets », Bonald McDonald¹³⁸, ainsi qu'un ministre de l'Église d'Angleterre, Robert Burrage¹³⁹. Alors seigneur et résident de Rivière-David, où Jonathan loge-t-il lors de ses multiples voyages à Québec ? Conserve-t-il cette maison rue d'Auteuil, ou vit-il dans l'une des bâtisses rue De Buade ? Impossible d'y répondre en l'état de nos recherches.

En 1796, Josias achète une maison rue Saint-Louis. Les Ursulines lui concèdent un terrain à la même période. La demeure est vendue en 1828 à l'architecte John Phillips. Ce dernier peut alors terminer la construction de trois maisons mitoyennes à trois étages en pierre¹⁴⁰. En 1799, Josias achète la maison de son frère John. Elle est aussi située sur la rue De Buade. La vente est convenue pour un montant de 500 livres. À des dates inconnues, d'autres propriétés sont acquises par Josias. Il achète deux terrains dans le faubourg Saint-Jean, une maison de pierre à l'intersection des rues Saint-Stanislas et Sainte-Anne, et une autre dans le faubourg Saint-Vallier. Ses investissements immobiliers ne se limitent pas à la ville de Québec. Il achète aussi deux maisons en pierre dans le faubourg Saint-Laurent à Montréal¹⁴¹. Les acquisitions des Würtele ne sont pas négligeables. Cependant, elles demeurent moins importantes que celles de la famille Hart.

¹³⁶ BANQ (Québec), CC301, S1, D7520, 6 juin 1794 et 16 juin 1794, curatelle pour feu Jonathan Eckart et testament à la succession de feu Jonathan Eckart, marchand de tabac (tabaconist) de la ville de Québec.

¹³⁷ Bibliothèque et Archives Canada, *recensement du Bas-Canada (1825)* [En ligne], http://data2.collectionscanada.gc.ca/1825/pdf/004569588_00461.pdf

¹³⁸ Bibliothèque et Archives Canada, *recensement du Bas-Canada (1831)* [En ligne], http://data2.collectionscanada.gc.ca/1831/pdf/004569577_00052.pdf

¹³⁹ Réal G. Boulianne, « Burrage, Robert Raby », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 9 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/burrage_robert_raby_9F.html (Page consultée le 15 août 2019).

¹⁴⁰ « 62-66, rue Saint-Louis », *Répertoire du patrimoine culturel du Québec* [En ligne], <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=110277&type=bien#.%20XVhkWuhKiUk> (Page consultée le 15 août 2019).

¹⁴¹ Céline Cyr, « Würtele, Josias », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/wurtele_josias_6F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

En novembre 1845, le rôle d'estimation de la ville de Trois-Rivières précise que Moses possède 22 propriétés, dont quatre sur la rue Sainte-Marguerite, cinq sur la rue Notre-Dame, et autant sur la rue des Forges. Le fils aîné de son frère Ezekiel, Samuel-Bécancour, dispose de 13 bâtisses¹⁴².

Dans leur étude sur la propriété foncière et la société à Montréal au XIX^e siècle, Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert constatent que les grands propriétaires fonciers ont des caractéristiques communes : leurs propriétés se trouvent dans deux ou trois faubourgs ; elles se situent dans la vieille ville, là où les plus hautes valeurs de propriétés sont concentrées ; la totalité de ces individus réside en milieu urbain, dans l'une de leurs propriétés¹⁴³.

Certains héritiers de Josias obtiennent des parts en propriétés foncières. Cependant, nous n'en connaissons pas la répartition précise. Josias n'est pas le seul patriarche à faire un tel partage entre ses enfants. Faisons néanmoins une autre comparaison. À sa mort, les liquidités, les seigneuries ainsi que les biens fonciers d'Aaron Hart sont répartis entre ses différents bénéficiaires. Ses lots sont partagés entre ses trois premiers fils, Moses, Ezekiel et Benjamin. Ce dernier récupère une maison en pierre de deux étages sur la rue Notre-Dame à Trois-Rivières. Quant au quatrième fils, Alexander, il hérite de deux emplacements : l'un sur la rue Notre-Dame ; l'autre sur la rue des Forges¹⁴⁴. Cette accumulation de propriétés doit servir à une chose, générer des loyers. Les stratégies de spéculation ne doivent cependant pas être écartées.

3.4.2 Les locations à Québec

À partir des années 1820, une activité de construction intense apparaît dans la Haute-Ville de Québec. Les terrains disponibles à l'intérieur des lignes de fortifications diminuent rapidement. Le manque d'espace amène à un développement vertical. Les

¹⁴² Denis Vaugeois, *Les premiers Juifs d'Amérique, 1760-1860 : l'extraordinaire histoire de la famille Hart*, Québec, Septentrion, 2011, p. 335.

¹⁴³ Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert, « Propriété foncière et société à Montréal : une hypothèse », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 28, no 1 (juin 1974), p. 60.

¹⁴⁴ Vaugeois, *Les premiers Juifs d'Amérique, 1760-1860...*, p. 131.

maisons à trois étages comptent pour plus de 60 % des constructions entre 1820 et 1842. Ces transformations provoquent l'augmentation du capital immobilier. La population anglophone prend le dessus sur les autres communautés à la même période¹⁴⁵. De nombreux membres de la bourgeoisie d'affaires investissent d'importants capitaux dans l'immobilier à Québec. Ils en retirent des montants substantiels¹⁴⁶. La famille Würtele possède plusieurs propriétés en ville. Certaines sont louées. C'est le cas de la maison achetée par Josias à son frère, rue De Buade, en 1799. En 1805, le marchand Frederic Würtele l'occupe. Elle est à nouveau louée à Christianne McPhee en 1818, puis à l'aubergiste Joseph Currey en 1822. En 1845, c'est le tavernier Anselme Anger qui la loue. Joseph Beaulieu, de même profession, l'occupe à partir de 1851¹⁴⁷.

Le locataire John Venderhyden

Nous ne connaissons pas tous les locataires qui résident dans les maisons des Würtele. Cependant, les courriers de Gingras en mentionnent régulièrement un. En 1831, Josias est considéré comme « absent de Québec¹⁴⁸ ». Il habite alors dans une de ses propriétés du faubourg Saint-Laurent à Montréal. Représentant les intérêts de son père, Jonathan fait signer un bail à un certain John Venderhyden, aubergiste. Celui-ci loue une partie de l'ancienne propriété de John Würtele, frère de Josias, sur la rue De Buade. Tout au long du XIX^e siècle, d'autres individus vont placer leur capital dans le foncier¹⁴⁹.

¹⁴⁵ Hare, Lafrance, Ruddel, *Histoire de la ville de Québec*..., p. 217-219.

¹⁴⁶ Bervin, *Québec au XIX^e siècle*..., p. 41.

¹⁴⁷ « 51-53, rue De Buade », *Répertoire du patrimoine culturel du Québec* [En ligne], <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=108191&type=bien> (Page consultée le 15 août 2019).

¹⁴⁸ Le nom de John Venderhyden est écrit de différentes manières dans les documents. Nous avons choisi de conserver la façon de François-Xavier Gingras.

Vanderheyden : Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds de la famille Würtele, actes notariés, bail à loyer, FN-0022-02-03, 1831, bail à loyer d'une maison.

Vonderhuden : BAC, *recensement du Bas-Canada (1831)* [En ligne], http://data2.collectionscanada.gc.ca/1831/jpg/004569577_00063.jpg

Venderhyden : ASTR, FN-0022-06-23, 19 août 1837, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁴⁹ George-Étienne Cartier, avocat à Montréal, loue ses immeubles, propriétés résidentielles et commerciales. En 1842, il achète son premier bâtiment en ville pour 600 livres. Il acquiert d'autres édifices entre 1843 et 1864. Brian Young, *George-Étienne Cartier : bourgeois montréalais*, Montréal, Boréal, 2004, p. 43-44.

Le montant du loyer payé par Venderhyden est mentionné pour la première fois dans la lettre du 29 février 1840 de Gingras. La bâtisse occupée par cet aubergiste ne semble pas appartenir entièrement à Jonathan. La somme perçue est divisée entre plusieurs membres de la famille. En ce dernier jour de février, Gingras indique avoir reçu de Montréal, une lettre de madame Würtele. Il s'agit d'Eleonor Ramsay, seconde femme de Josias. Elle est la belle-mère de Jonathan. Celle-ci confirme la réception de la somme de 34 livres, 7 chelins et 6 deniers. Elle correspond à son quartier sur le loyer de Venderhyden¹⁵⁰. L'envoi de cette somme continue les années suivantes. Le courrier du 4 février 1843 donne des informations supplémentaires sur cette répartition. En plus d'envoyer sa part à la mère Würtele, Gingras précise qu'il fait parvenir à Christopher Edward la sienne, à Windsor. Le montant est de 18 livres et 15 chelins¹⁵¹. Comme précédemment indiqué dans ce mémoire, il s'agit d'un des trois exécuteurs testamentaires de Josias. L'agent fournit de nouveaux détails le 13 mai. En ce qui concerne sa part, la mère Würtele donne des consignes précises. Les 34 livres, 7 chelins et 6 deniers doivent être répartis ainsi : 10 livres et 5 chelins sont à porter à Charlotte Würtele, belle-sœur et femme de Christian Würtele, cousin de Jonathan ; le reste, 20 livres et 10 chelins, est à envoyer à Montréal à son attention. Gingras retient 3 livres, 12 chelins et 6 deniers sur la part de la mère pour « payer les fraies de l'enlèvement du péron ». La somme expédiée à Christopher est toujours de 18 livres et 15 chelins¹⁵². La déduction des frais liés aux travaux est régulièrement faite sur les quarts de loyers envoyés aux différents rentiers.

La mère Würtele reçoit toujours sa part en 1845. Elle écrit à Gingras le 15 février. Elle ne peut pas faire de réduction sur le loyer de Venderhyden. Elle demande néanmoins à l'agent de faire les réparations les plus urgentes, et de consulter Christian avant toute décision¹⁵³. Cependant, Eleonor Ramsay semble revoir son jugement. Le 9 mai 1846, Gingras écrit que Venderhyden vient de payer son quartier de loyer. Celui-ci n'est plus que de 30 livres : 20 livres vont à Madame Würtele, les 10 restant à Christian¹⁵⁴.

¹⁵⁰ ASTR, FN-0022-06-23, 29 février 1840, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁵¹ ASTR, FN-0022-06-23, 4 février 1843, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁵² ASTR, FN-0022-06-23, 13 mai 1843, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁵³ ASTR, FN-0022-06-23, 15 février 1845, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁵⁴ ASTR, FN-0022-06-23, 9 mai 1846, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

Les autres locataires

D'autres locataires sont mentionnés dès le début de la période. Le 20 juillet 1833, Gingras écrit que les Wickstead n'ont pas voulu donner les 25 livres pour leur loyer qui irait jusqu'au 1^{er} mai 1834¹⁵⁵. Ces chapeliers de profession louent un logement à la famille Würtele. Ils ne résident pas rue De Buade, ni dans une des maisons précédemment citées. Ils se trouvent rue de la Fabrique. Les Wickstead confirment donc que les propriétés foncières de la famille Würtele sont bien plus nombreuses que ce que nous connaissons actuellement¹⁵⁶.

Gingras ne mentionne d'autres occupants qu'à la fin des années 1840. Le 20 mars 1847, l'agent écrit qu'il va peut-être louer le magasin anciennement occupé par son frère Elie. Ce local serait pris par une association créée par la nouvelle Banque d'Épargne. Celle-ci rentrerait en opération le 1^{er} mai prochain : « il seroit peut être pas mauvais de vous entendre avec mons. Christopher le plutot possible car comme vous pouvez le croire si il apprend que cette office doit se tenir dans cette maison Il simaginera que ça donnera une bien plus grande valeur a cette propriété¹⁵⁷ ». Gingras parvient-il à louer à cette organisation ? Probablement une moitié du local. L'autre partie est louée au notaire Wilbrod Larue en février 1848. Le gendre de Panet la prend comme office. Le loyer est de 30 livres par année : « ce quil y à de plus beau cest que je lui ai loué pour cinq ans (bien entendue pourvue que j'occupe la maison) ». Gingras doit y terminer des travaux. Il prévoit d'y faire une cloison et de doubler le plancher du bas avec des planches de pin d'un pouce et demi : « le reste il le fera faire à ces fraies¹⁵⁸ ».

Le chômage saisonnier, les cycles du commerce du bois et l'évolution de l'économie de la ville de Québec créent une situation financière difficile. Les conditions

¹⁵⁵ ASTR, FN-0022-06-23, 20 juillet 1833, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁵⁶ BAC, *recensement du Bas-Canada (1831)* [En ligne], http://data2.collectionscanada.gc.ca/1831/pdf/004569577_00061.pdf

¹⁵⁷ ASTR, FN-0022-06-23, 20 mars 1847, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁵⁸ ASTR, FN-0022-06-23, 19 février 1848, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

de vie se détériorent et le nombre d'indigents augmente¹⁵⁹. Les prix des loyers sont affectés par cette conjoncture défavorable. Le 13 janvier 1849, l'agent nous apprend que Venderhyden et son associé Grenier vont peut-être quitter la bâtisse voisine. Ce dernier annonce que « la maison est en trop mauvaises ordres et le loyer trop fort pour les affaires qu'ils font à présent ». Venderhyden demande à Gingras encore huit jours pour se décider. Même le notaire Larue, qui aurait dû rester cinq ans, est déjà parti. L'agent n'a pas encore trouvé de nouveau locataire. Cette fuite des occupants n'est pas propre aux affaires de Würtele. Stopelben, qui occupe la maison d'Hofman, déménage aussi pour les mêmes raisons. Gingras estime que les loyers vont diminuer cette année¹⁶⁰. Ses prévisions se confirment. Le 28 avril, il écrit qu'un grand nombre de maisons sont à louer à Québec. Le loyer de celles habitées a même diminué. L'agent n'a toujours pas loué la partie précédemment occupée par Larue : « trois personnes sont venues la voir et m'ont rien offert ils se sont retirés en me témoignant qu'ils y penserois¹⁶¹ ».

Combien de bâtiments la famille Würtele détient-elle ? Combien a-t-elle de locataires ? Nous ne pouvons y répondre avec exactitude. Les indications de Gingras laissent entendre que ces immeubles sont divisés soit en plusieurs logements, soit en différents espaces commerciaux. Cette stratégie est déjà utilisée par d'autres propriétaires fonciers¹⁶². Gingras nous confirme que les loyers sont partagés entre plusieurs héritiers. À ce jour, nous ne savons pas quels sont les revenus réels qu'en retire Jonathan¹⁶³. Ces placements immobiliers permettent de retirer des montants substantiels. Ils engendrent aussi des coûts.

¹⁵⁹ Vallières, « Québec... », p. 918.

¹⁶⁰ ASTR, FN-0022-06-23, 13 janvier 1849, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁶¹ ASTR, FN-0022-06-23, 28 avril 1849, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁶² Dès 1825, l'entrepreneur P. Berthelet, membre de la bourgeoisie canadienne-française, possède 23 propriétés dans les faubourgs de la ville de Montréal. Celles-ci sont louées à 61 personnes. À Pointe-à-Callière, Berthelet détient trois autres propriétés. Quarante-trois immigrants logent dans l'une d'elles. Linteau, Robert, « Propriété foncière et société à Montréal... », p. 60.

¹⁶³ Dans la première moitié du XIX^e siècle, le marchand John Reinhart investit des sommes considérables dans l'immobilier de la ville de Québec. Ses locations dans la Haute-Ville lui permettent d'en retirer plus de 500 livres par an. Bervin, *Québec au XIX^e siècle...*, p. 103-104.

Ces investissements sont encore présents dans la seconde moitié du siècle. En 1873, la totalité des bâtisses détenue par Cartier lui rapporte 3 160 dollars. Hors frais d'entretien, il réalise un profit net de 2 466 dollars. Young, *George-Étienne Cartier...*, p. 43.

3.4.3 L'entretien des bâtiments

Les travaux

Le 30 septembre 1846, Christopher passe à Québec. Ce dernier veut s'entendre avec Jonathan au sujet des réparations à faire sur la maison occupée par Gingras. En contrepartie de ces travaux, l'agent lui demande une baisse de loyer pour cette année : « Il m'a répond quil ne diminueroit rien au contraire qu'il alloit prendre des moyens pour l'augmenter a cette réponse je lui ai répliqué si ces là votre intention jai a vous témoigné que vous avez pas besoins de vous occupé de réparation pour moi¹⁶⁴ ». Le 24 octobre, Gingras espère que les deux frères discutent de ces futurs travaux indispensables :

car comme il doit le comprendre ça ne seroit pas résonnable qu'après avoir endurer le train de réparations on me chercha des difficultés ces bien assez d'avoir souffert du malaise depuis plusieurs années je ne vous troublerois pas cy tot si mons. Christopher ne m'eut témoigner qu'il étoit décidé de ne rien faire si ce n'est que si vous y consentiez de faire faire une couverture neuve et rien autre chose et que au lieu de diminuer le loyer il alloit travailler pour l'augmenter ainsi comme vous voyez il ny a rien de sure pour moi c'est pourquoi j'espère que vous voudrez bien prendre des mesures pour lui faire entendre raison¹⁶⁵.

Il est probable que Christopher retarde ces travaux. Nous n'avons pas trouvé de nouvelles mentions à ce sujet avant l'été 1848. Le 6 mai, Gingras espère que le frère de Jonathan ne prévoit pas de poser à nouveau problème lors de l'approbation des réparations « que je fais faire d'après vos instructions lesquels seront rien de plus que ce qui est absolument nécessaire pour le présent !¹⁶⁶ » L'agent fait renouveler le toit en bois « qui étoit si tellement hors de service quil pouvoit pas tenir le clou » ainsi que la couverture en fer blanc¹⁶⁷. S'ajoute le crépit, la peinture de la maison. et l'aménagement d'une petite chambre dans le grenier. Ces travaux, rue De Buade, sont conséquents. Gingras a eu raison de se méfier. Le 1^{er} mars 1849, il envoie à Jonathan une copie de sa correspondance avec Christopher. Ce dernier veut un état du montant payé pour les réparations : « comme vous le remarquerez dans m'a réponse, je lui demande de nouveau de vouloir s'entendre

¹⁶⁴ ASTR, FN-0022-06-23, 30 septembre 1846, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁶⁵ ASTR, FN-0022-06-23, 24 octobre 1846, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁶⁶ ASTR, FN-0022-06-23, 6 mai 1848, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁶⁷ ASTR, FN-0022-06-23, 29 juillet 1848, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

avec vous sur cette affaire qui ne peut être réglé si nous ne nous entendons ensemble, la semaine prochaine je vous ferez tenir le montant que j'ai payé pour les réparations faites l'été dernière lesquels sont pas encore terminés comme je le lui remarque¹⁶⁸ ». Le 28 avril, il réécrit au seigneur. Christopher insiste. L'agent précise : « des instructions de votre part [...] me mettroit plus à l'aise car il y a pas de doute que mons. Christopher vait me faire visite et puis je ne saurai à quoi m'en tenir¹⁶⁹ ».

Les conflits familiaux

Les tensions entre Jonathan et Christopher sont anciennes. Le 31 août 1833, Gingras avise le seigneur qu'il est bien rentré à Québec. Celui-ci vient de passer trois jours à Rivière-David. Sur la route du retour, après avoir embarqué à bord du *Saint George* à William-Henry, il rencontre Christopher : « j'ai crue m'appercevoir qu'il avoit aussi dessein de vous causer du trouble je lui ai demandé si ils s'étoient tous donné la main pour vous troubler les uns après les autres que pourtant il devoit voir comment mons. George s'en étoit retiré et que cela devoit lui servir de leçon¹⁷⁰ ». George est probablement le troisième fils de Josias. Comme précédemment mentionné dans ce mémoire, Jonathan entre en conflit avec la plupart des héritiers dès le début de la succession. Christopher semble rallier ses opposants à partir de la seconde moitié des années 1840. Le 23 janvier 1847, Gingras écrit au sujet des conflits qui animent la famille : « est il possible qu'il ny ait pas quelque moyens pour pouvoir vous arranger avec mons. Christopher pour sa part [à propos de la propriété que Gingras occupe] et aussi avec les héritier pour la maison occupé par Venderhyden !!!¹⁷¹ ». La bâtisse où l'aubergiste réside n'est donc pas la seule à être divisée entre plusieurs héritiers. Nous avons d'ailleurs quelques détails supplémentaires à propos de celle-ci. Le 15 février 1845, Christian indique à Gingras que « Watson vouloit vendre sa part, de même que Mademoiselle Caroline¹⁷² ». En avril 1847, l'agent précise avoir rencontré le notaire Petitclerc. Christian lui aurait dit que « leur propriété » occupée par Venderhyden est

¹⁶⁸ ASTR, FN-0022-06-23, 1^{er} mars 1849, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁶⁹ ASTR, FN-0022-06-23, 28 avril 1849, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁷⁰ ASTR, FN-0022-06-23, 31 août 1833, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁷¹ ASTR, FN-0022-06-23, 23 janvier 1847, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁷² ASTR, FN-0022-06-23, 15 février 1845, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

estimée à 2 000 livres¹⁷³. Lors des deux premières décennies du XIX^e siècle, les maisons des membres de la grande bourgeoisie commerciale se négocient entre 900 et 2 500 livres courant¹⁷⁴.

Le 21 octobre 1847, l'agent nous apprend que Christopher « paroît être disposé de transiger avec un étranger plutôt qu'avec » Jonathan. Aucune solution n'est possible. Le seigneur est décidé à vendre sa moitié indivise sur la maison. Il propose à Gingras de lui faire une offre pour acquérir cette part. L'agent écrit :

A cette demande je dois vous témoigné d'abord en vous parlant comme un fils pourroit le faire a son Père, que certainement mon désir est d'occuper cette maison autant que mon intérêt le permettra soit comme propriétaire ou locataire, comme locataire je le préférerois pourvue que vous en futes le Propriétaire. Lors de la visite de mons. Christopher à ma demande quil est a sentendre avec vous touchant cette propriété pour que vous putes faire des arrangements avec moi à votre prochaine visite a Quebec Il me repondit qu'il alloit vous écrire en conséquence, ajoutant que vous lui aviez demandé que vous lui donneriez des terres dans les townships en échange pour la valeur de sa part de cette maison mais quil ne vouloit pas senbarrasser de terres dans les townships, que son désir étoit de vendre pour aquiter la propriété quil occupoit [...].

Ce n'est pas la première fois que Jonathan pense vendre sa part sur cette propriété. Dès le 9 janvier dernier, il envoie une lettre contenant une offre à Parent et à Pozer¹⁷⁵. Ces derniers la refusent aux environs du 16¹⁷⁶. Toujours dans sa lettre du 21 octobre, Gingras précise que Christopher est revenu sur le sujet des réparations :

[il] demande combien couteroit à peu près les réparations quil y avoit a faire a la maison, je lui ai témoigné que pour ne pas etre obligé de faire les réparations tous les 2 ou 3 ans il faudroit démolir la maison pour en rebatir une autre en lui recapitulant quil falloit une nouvelle couverture, il ny avoit pas une bonne cheminé, les pignons valoient rien, le plancher des magasins devoit etre baissé, ce qui nécessiteroit de creuser la cave ainsi que le canal de sorte que comme vous voyez ces réparations étant indispensable couteront de l'argent, la dessus il m'a demandé d'acheter sa part de cette propriété. Je lui ai dit que j'avois pas d'argent et de plus que vous me demandiez trop cher, £2000 étoient certainement beaucoup trop, il m'a répliqué quil me venderoit sans exiger le payement pour quelque années (pourvue que je lui en paya la rente) et combien donnerai je pour la

¹⁷³ ASTR, FN-0022-06-23, 24 avril 1847, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁷⁴ Bervin, *Québec au XIX^e siècle*..., p. 103-104.

¹⁷⁵ ASTR, FN-0022-06-23, 9 janvier 1847, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁷⁶ ASTR, FN-0022-06-23, 16 janvier 1847, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

propriété ; je lui ai répondu que je vous avais déjà témoigné que cette propriété valait pas plus de £1500 et que je ne donnerais pas plus pour. La dessus il m'a dit qu'il alloit vous écrire en conséquence ceci est exactement le rapport de l'entrevue [...] ¹⁷⁷.

En ce qui concerne l'offre faite par le seigneur, Gingras avoue qu'il ne peut pas donner plus que 750 livres pour la moitié indivise de cette propriété, avec un étalement de la somme. Comment évolue ce conflit dans les dernières années de la vie de Jonathan ? Le 18 mars 1848, Gingras apprend que le seigneur revient de chez Christopher. Il a passé trois jours à Windsor. Il veut trouver un arrangement « par moyen de transport de ces droits en votre faveur Dieu veuille que vous puissiez en venir bientôt à une entente définitif ¹⁷⁸ ». Jonathan résout-il enfin ce problème avec son frère ? Rien n'est moins sûr. Les courriers de Gingras le mentionnant démontrent des échanges glacials. En mars 1852, l'agent vient de recevoir une missive de Christopher. Il précise le 27 : « j'ai écrit une lettre pour lui témoigné que j'avais pas affaire à lui que je lui devois rien en le référant aux lettres que je lui ai déjà écrit à ce sujet, mais après réflexion j'ai crue devoir garder cette lettre et attendre vos Instructions avant de lui répondre ¹⁷⁹ ». Aucune solution ne semble possible.

Les possessions foncières de Josias sont nombreuses. À sa mort, ses héritiers se partagent ses biens. L'obtention de Rivière-David par Jonathan ne l'empêche pas de recevoir une partie de ses propriétés. Son agent de Québec, Gingras, gère les locataires qui occupent les bâtiments tout au long de la période. Ce dernier prélève leurs loyers. Ces revenus sont partagés auprès de plusieurs membres de la famille. Les travaux nécessaires à leurs réfections doivent être approuvés par certains d'entre eux.

CONCLUSION

En ville, les activités de Jonathan Würtele sont multiples. Certaines en complètent d'autres, présentes dans la seigneurie. Des contrats sont signés à Rivière-David pour exploiter la matière ligneuse du territoire. Ils permettent de produire une grande quantité

¹⁷⁷ ASTR, FN-0022-06-23, 21 octobre 1847, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁷⁸ ASTR, FN-0022-06-23, 18 mars 1848, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

¹⁷⁹ ASTR, FN-0022-06-23, 27 mars 1852, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

de madriers. Benjamin Thérien et Joseph Bergeron, l'agent seigneurial et le garde-forêt de Jonathan, s'occupent de gérer la production au sein de la seigneurie. Après que ces billes soient transportées jusqu'à Québec, François-Xavier Gingras, son agent en ville, ainsi que d'autres intermédiaires les vendent sur le marché. Ces derniers sont bien intégrés dans le commerce des produits forestiers.

Mais l'agent Gingras ne gère pas que la vente des madriers de son maître à Québec. Il administre aussi le magasin situé sur la rue De Buade. Continuant la tradition familiale, Jonathan y vend encore des produits à base de tabac. Tout au long de la période, Gingras gère les stocks disponibles à la boutique. Il commande certains produits à des fournisseurs, comme à Joseph Abraham. Il en demande d'autres à son maître lors de ses voyages. Le magasin de la rue De Buade est aussi un commerce de détail. Des importations et des exportations entre les deux pôles d'activités s'engagent dès le début de l'administration de Jonathan. Rivière-David exporte des produits forestiers en direction de Québec, ainsi que des fruits et des légumes. De la ville, la seigneurie importe des denrées, des produits de consommation, et des matériaux. Une partie de ces marchandises est destinée à l'usage personnel de Jonathan Würtele, de sa femme Louisa Sophia Campbell et de leurs enfants. Une autre est vendue dans le magasin que Thérien et Jonathan ont ouvert. Une dernière permet d'entreprendre les travaux nécessaires au développement du territoire seigneurial. Ces marchandises transitent par William-Henry. L'aubergiste Charles Gouin les réceptionne avant livraison à Rivière-David. L'envoi d'articles dans ce bourg n'est pas la seule trace que Jonathan y laisse. Son mandat de député dans les années 1830 sous-entend que ce lieu est plus important qu'il n'y paraît pour la famille. L'accroissement des échanges de marchandises demande toujours plus de capitaux. Les transactions commerciales avec d'autres marchands augmentent.

Jonathan effectue des transactions grâce à l'utilisation de billets à ordre. Il commerce avec des marchands rencontrés tout au long de la période, notamment au moment de siéger au conseil d'administration de la Banque de Québec. Bien qu'il parte résider à Rivière-David, il ne met jamais un terme définitif à ses activités et à ses réseaux urbains. C'est notamment grâce à ses activités marchandes et urbaines qu'il résiste mieux

que certains marchands dans les commerces du tabac et du bois. Enfin, les nombreuses possessions foncières laissées par le patriarche permettent à Jonathan ainsi qu'à d'autres héritiers de vivre de leurs rentes. C'est encore Gingras qui s'occupe de l'administration de ces propriétés. Il prélève les loyers des occupants et fait faire les travaux nécessaires. Ici, l'agent ne semble pas travailler uniquement pour le compte de Jonathan, mais bien pour plusieurs membres de la famille Würtele.

En ville, les activités de Jonathan sont donc plurielles. À Québec, le seigneur de Rivière-David est à la fois producteur et marchand de bois, vendeur de tabac et de produits divers, mais aussi propriétaire foncier. Ses postes à la Banque de Québec dans les années 1820 et de député de William-Henry dans la décennie de 1830 servent, en temps voulu, à ses activités. Mais qu'elles soient urbaines ou rurales, au sein du territoire seigneurial, dans un bourg, ou en ville, toutes ses occupations et ses possessions sont complémentaires. Cependant, la pluriactivité économique seigneuriale de Jonathan ne peut fonctionner sans le travail coordonné de ses agents de Rivière-David et de Québec, Benjamin Thérien et François-Xavier Gingras. Le rôle du garde-forêt, Joseph Bergeron, mais aussi de l'aubergiste Charles Gouin n'est pas non plus à négliger. Finalement, les réseaux, tant professionnels que familiaux, jouent un rôle primordial dans l'obtention de capitaux et dans la réalisation de ses projets.

CONCLUSION GÉNÉRALE

L'objectif de notre recherche était d'étudier les stratégies foncières et la pluriactivité économique seigneuriale des deux premières générations de la famille Würtele. De manière générale, les actions et entreprises de Josias et de Jonathan permettent la fructification des capitaux ainsi que l'établissement, de manière durable, de la lignée sur le territoire.

Les stratégies foncières de Josias Würtele diffèrent selon le territoire concerné. Au début des années 1800, le patriarche de la famille commence à acquérir de nombreuses propriétés dans les Cantons de l'Est. Cette région neuve dispose de terres en tenure libre. Würtele acquiert des lots dans Granby, Milton et Simpson. Ils sont achetés à des vétérans de la milice qui les ont obtenus de la Couronne en échange des services rendus. De plus, Josias acquiert d'autres lots auprès de plusieurs marchands-négociants de la ville de Québec. Tout comme lui, ces entrepreneurs spéculent sur ces terres en franc et commun soccage. Comment Josias parvient-il à acquérir autant de lots dans les Eastern Townships et aussi rapidement ? Au moment de son arrivée à Québec dans les années 1780, ce dernier vient rejoindre son oncle, Jonathan Eckart. Ce tabagiste paraît avoir bonne réputation en ville. Il intègre probablement son neveu aux différents réseaux qu'il s'est créés. C'est ici que Josias côtoie les grands marchands et propriétaires fonciers de l'époque, qui vont prochainement spéculer sur les terres de ces nouveaux townships. La société qu'il met sur pied avec John Savage contribue aussi, peut-on croire, à cette accumulation de lots. Ses réseaux professionnels et privés semblent alors bien plus vastes qu'il n'y paraît au premier abord. Ses échanges avec les marchands-négociants de la ville de Québec lui permettent d'entrer en relation avec des individus encore plus influents dans la colonie, comme des membres des autorités coloniales. Mais à partir des

années 1820, Josias commencerait à vendre ses parcelles dans les Cantons de l'Est, cela à des Canadiens français la plupart du temps. Il les vend apparemment à prix fort.

L'analyse des stratégies foncières de Josias a été rendue possible par l'exploitation des archives notariales. Les actes de vente des terres dans les Cantons de l'Est ont été examinés dans un premier temps. Les informations recueillies ont été jumelées aux notes relatives aux acquisitions et aux ventes de Josias dans cette région. Nous n'avons pas pu, par contre, reconstruire l'entièreté des activités foncières de Josias dans les Eastern Townships. Ce serait là un travail de longue haleine. Au demeurant, nous savons que l'individu a aussi détenu 860 acres, soit plus de cinq terrains, dans les cantons de Gloucester et de Hawkesbury, dans le Haut-Canada, dans les années 1830¹.

Entreprise bien plus conséquente, Josias achète la seigneurie de Rivière-David en 1808. L'inexactitude des bornes lui fait construire ses bâtiments sur le territoire voisin de Bourg Marie, qui appartient à la seigneuresse Margaret Barrow. Pour ne pas perdre ses constructions et régler ce conflit, Würtele acquiert une partie de la seigneurie adjacente. La principale inquiétude du patriarche va être de confirmer ses frontières territoriales avec les différents seigneurs des alentours. L'affaire qui l'oppose à Louis Proulx, seigneur de Saint-François-du-Lac, en témoigne. Les problèmes de bornages et les conflits qui en découlent ont été examinés grâce aux papiers de la Cour du banc du roi, et aux rapports d'arpenteurs. Ces affaires ont engendré des coûts pour les différents seigneurs de la région.

Josias meurt en 1831. Ses héritiers vont bénéficier de ses biens. Le 30 mai, Jonathan et Christopher Edward Würtele, ainsi que Duncan Campbell Napier, deviennent exécuteurs testamentaires. Les lots des Cantons de l'Est invendus du vivant de Josias semblent être partagés dès les années 1830 entre les héritiers issus de ses deux mariages : son épouse Eleonor Ramsay et 12 enfants. Ces derniers vont pouvoir en disposer comme bon leur semble, notamment pour les vendre et en tirer des capitaux substantiels. La

¹ Céline Cyr, « Würtele, Josias », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/wurtele_josias_6F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

succession de Josias nous apprend que d'autres terres ont été acquises dans plusieurs townships : Windsor, Stoke, Auckland, Somerset, Nelson et Halifax. Deux informations sont à prendre en compte. Premièrement, certaines transactions précisent que plusieurs achats ont été accordés par brevet de la Couronne, et ce, avant même la vente à l'encan des réserves en 1826. Elles confirment que le patriarche entretient de bonnes relations avec des individus de l'administration coloniale. Deuxièmement, certaines acquisitions, comme à Windsor et à Stoke, démontrent que Josias a été actif en des secteurs assez éloignés et assez pauvres des cantons au début du XIX^e siècle. Les extraits de l'inventaire de la succession ne référencent qu'une partie des terres des Eastern Townships léguées aux héritiers Würtele. Selon un descendant de la famille, Paul Würtele, la succession ne serait réglée que le 17 juin 1862. C'est plus de 30 ans après la mort de Josias, et neuf ans après celle de Jonathan. Actuellement, nous ne connaissons pas l'ensemble des dernières volontés du patriarche. Comment les lots des Cantons de l'Est, mais aussi du Haut-Canada, sont-ils répartis? Si toutes ces parcelles ne sont pas distribuées à temps, comment et par qui sont-elles administrées, lors de cette période, où la colonisation et l'exploitation forestière vont s'intensifier? Est-ce que des terres restent en friche? Trouver et consulter le testament de Josias permettrait d'approfondir la question du partage des biens entre les différents membres de la famille. L'examen de son inventaire après-décès, rédigé entre juillet 1831 et mars 1832, pourrait nous être fort utile. Paul Würtele précise qu'au moment de la succession, deux groupes se seraient formés. Les exécuteurs testamentaires auraient retardé les paiements dus aux héritiers du deuxième lit. Ces sommes n'auraient été versées qu'à leur majorité, et non à leur mère, Eleonor Ramsay, comme Josias l'aurait voulu. Les conflits à propos de cette succession paraissent nombreux. Les tensions relevées dans notre mémoire présupposent des luttes de clan tumultueuses².

Seul Jonathan Würtele, aîné de la famille, hérite de la seigneurie de Rivière-David. Son titre de seigneur et sa fonction d'exécuteur testamentaire de la succession de son père font qu'il doit recouvrer les arrérages des censitaires dus à Josias. La législation lui offre plusieurs méthodes de recouvrement. Jonathan peut faire valoir son statut de créancier privilégié dans la succession d'une personne endettée ou même racheter à l'encan les

² Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds Paul Würtele, FN-0513.

terres du défunt si ses créances sont trop élevées. Il peut avoir recours à son droit de réunion, qui l'autorise à récupérer les lots non défrichés par les censitaires. Il lui arrive aussi, de temps à autre, d'exiger une compensation en journées de travail, ou bien de convenir d'un acte d'obligation. La poursuite n'est pas la solution à tous les problèmes. Les procédures de première instance sont très onéreuses. Jonathan délègue le recouvrement des arrérages seigneuriaux dus dans la succession de son père à son agent seigneurial, Benjamin Thérien, aussi notaire de la paroisse. C'est grâce à la correspondance des deux hommes que nous en connaissons davantage sur la gestion seigneuriale de Rivière-David, entre 1831 et 1853. Quand aucune autre solution n'est envisageable, Thérien charge les avocats P. Vézina, ou Henry Judah, à Trois-Rivières, de procéder à des poursuites. Plusieurs censitaires étudiés dans ce mémoire sont pauvres. Dans bien des cas, les sommes qu'ils accumulent sont loin d'être négligeables. Retrouver les papiers de Cour relatifs aux affaires entendues par le tribunal de Trois-Rivières permettrait de connaître la part des censitaires poursuivis par Würtele et leurs niveaux d'endettement.

Le problème des arrérages seigneuriaux pèse sur les affaires de Jonathan, dès les premières années de sa gestion seigneuriale. Pour récupérer son dû, celui-ci se sert des mêmes stratégies utilisées pour régler la succession de son père. Les actes d'obligation semblent fréquemment employés pour réguler cet endettement paysan. C'est l'agent et notaire Thérien qui les rédige. Une partie des obligations se rapportent à des arrérages seigneuriaux. Ces arriérés confirment la lourdeur des ponctions féodales. D'autres obligations détaillent des avances en argent et en nature. La pluriactivité économique de Jonathan est manifeste dans ces derniers cas.

Les actes d'obligations, jumelés à la correspondance de l'agent Thérien, ont permis de constater l'endettement des censitaires de Rivière-David dans la première moitié du XIX^e siècle. Le remboursement à date fixe concerne la majorité des actes dans les années 1830. L'acquittement avec étalement des versements et celui à la première demande s'imposent dans les années 1840. Les intérêts font partie de l'arsenal des prélèvements seigneuriaux. La conjoncture économique ainsi que le manque de liquidité

des habitants expliquent en partie ces changements. L'évolution des modalités de remboursement présuppose que Jonathan et Benjamin prennent en compte les capacités financières des obligés, dans une certaine mesure : trop les pressurer pourrait affecter les rendements seigneuriaux. Le seigneur et son agent connaissent leurs censitaires. Les issues de ces obligations sont diverses. Certains censitaires acquittent leur dette. D'autres sont contraints de renouveler leur acte, faute d'en avoir remboursé la totalité. Une autre partie des débiteurs rétrocède leur terre à Würtele, afin de se libérer de leur dû. D'autres issues sont plus marginales : l'annulation et le transport de la somme. Enfin, quelques poursuites judiciaires s'ensuivent. Les papiers de Cour consultés démontrent que les obligations ne sont qu'une des multiples solutions appliquées par Jonathan pour recouvrer les arrérages. Par les modalités de remboursement stipulées dans les actes d'obligation, le seigneur et son agent décident du devenir des censitaires endettés. Est-ce que d'autres procédés que ceux analysés dans notre étude sont utilisés par Würtele et Thérien ? La documentation ne donne accès qu'aux procédés de recouvrement formels et institutionnalisés. Bien des conversations, pressions et promesses de payer nous échappent certainement.

Dès les années 1830, et à la manière de Josias, Jonathan va continuer de gérer le bornage seigneurial. Les litiges avec Elizabeth Grant, seigneuresse de Pierreville, et avec François Legendre, seigneur de Saint-François-du-Lac, le montrent. Mais les décisions de justice associées aux conflits interseigneuriaux ne valident pas seulement les frontières entre les fiefs de la région. Elles déterminent à quels seigneurs les revenus liés à la terre et aux censitaires reviennent. Elles valident aussi à qui les ressources du territoire appartiennent. Comme pour les affaires qui concernent Josias, il faudrait approfondir la question des conflits interseigneuriaux à l'époque de Jonathan. La correspondance de Thérien et des seigneurs voisins pourraient probablement nous donner des informations supplémentaires sur les dépenses occasionnées par ces procédures.

Mais les prélèvements seigneuriaux ne sont pas la seule possibilité offerte à Würtele pour faire fructifier ses avoirs à Rivière-David. Comme Josias, Jonathan va exploiter la ressource forestière du lieu. La gestion et la correspondance de son agent

Thérien, de concert avec le travail de son garde-forêt Joseph Bergeron, lui permettent d'être au fait de l'état de ses réserves. Ses bois sont régulièrement visités. Les employés de Würtele recherchent de possibles fraudeurs, tels des censitaires des seigneuries voisines, ou des pilleurs de bois. Jonathan exploite sa ressource de deux façons. Premièrement, il conclut des contrats avec des marchands locaux ou étrangers à la paroisse. Il leur vend un nombre précis de billots qu'ils viennent couper sur le territoire, tout en étant surveillés. Deuxièmement, Jonathan passe des contrats avec des censitaires. Un grand nombre de billes de bois sont alors confectionnées. Elles sont utilisées dans le développement du territoire seigneurial ou envoyées et vendues dans la ville de Québec. Nous avons observé à plusieurs reprises les modalités pratiques de la mise en œuvre de ces contrats. Nous aimerions cependant en trouver d'autres. Ils permettraient de déterminer l'évolution de la production du seigneur, tout au long de la période.

Les différents marchés montrent que le pin est l'essence forestière la plus demandée. Au sein de la seigneurie, la production ligneuse est gérée par Thérien et Bergeron. Arrivés en ville, les madriers produits sont pris en charge par François-Xavier Gingras, agent de Jonathan à Québec. D'autres intermédiaires prennent la suite pour les vendre sur le marché. Ce sont des marchands bien intégrés dans le commerce local et international des produits forestiers : John Saxton Campbell, William Sheppard, David Ramsay Stuart. Ce sont là des acteurs clés de la pluriactivité économique du seigneur.

L'agent Gingras ne fait pas que réceptionner la production de billes de bois de la seigneurie de Rivière-David. Il gère aussi le magasin familial de la rue De Buade, à Québec. Il s'occupe plus particulièrement des produits du tabac. C'est sous sa houlette que sont employés les ouvriers, que les stocks sont réceptionnés et que les contrats avec les fournisseurs sont convenus. Gingras gère aussi les importations et les exportations de marchandises entre les deux pôles d'activités de Würtele que sont la ville de Québec et la seigneurie de Rivière-David. Le territoire seigneurial produit la ressource ligneuse demandée par les marchands de Québec, en plus de quelques produits agricoles. Le magasin familial, en ville, s'occupe de répondre aux demandes de Jonathan, seigneur résident de Rivière-David. Elles concernent essentiellement des produits que l'on ne peut

trouver en territoire pionnier. Gingras rassemble, puis envoie les marchandises à William-Henry. Elles sont réceptionnées par l'aubergiste Charles Gouin. Le seigneur mandate un employé pour aller les chercher. Ces produits servent à la famille Würtele, au magasin de Thérien et de Jonathan à Rivière-David, mais aussi au développement du territoire seigneurial. L'importance de William-Henry est à approfondir. Le mandat de député que Jonathan y brigue dans les années 1830 laisse penser que le lieu est plus important qu'il n'y paraît pour cette famille. Les études élitaires ont bien montré l'importance du cumul de postes et de statuts divers : domination économique, politique et activités associatives ou charitables. Nous ne disposons pas de données, pour l'instant, pour documenter de telles activités.

En ville, Gingras gère les capitaux et les finances de Würtele. Il reçoit ses billets à ordre, puis les échange auprès des autres marchands de Québec avec qui il fait affaire. Les différentes activités économiques de Jonathan s'entrecroisent. Elles lui permettent de s'intégrer à plusieurs réseaux professionnels. Le seigneur côtoie de nombreux marchands-négociants et des membres des professions libérales. Il essaie d'entretenir de bons rapports avec ces différents individus. Cela l'autorise à régler ses billets un peu plus tard que prévu ou même de recevoir l'argent nécessaire au financement de ses multiples projets. Les réseaux professionnels et personnels du seigneur sont donc mis à profit. Si ceux-ci ne peuvent répondre aux demandes de Jonathan, Gingras n'hésite pas à recourir aux siens.

Le patriarche de la famille, Josias, n'a pas laissé uniquement des lots dans les Eastern Townships et des territoires seigneuriaux à ses héritiers. De nombreux biens fonciers, au sein même de la ville de Québec, sont partagés entre les différents membres de la famille Würtele. Ici, l'agent de Jonathan paraît travailler pour plusieurs légataires : Eleonor Ramsay, seconde femme de Josias ; Christopher Edward Würtele, frère de Jonathan ; Christian et Charlotte Würtele, cousin et belle-sœur de Jonathan. Gingras loue, prélève les loyers des locataires et répartit les sommes auprès des bénéficiaires. C'est sous sa supervision que sont réalisés les travaux nécessaires sur les différentes bâtisses. Du fait

de sa fonction, Gingras est régulièrement mêlé aux conflits familiaux qui touchent son maître Jonathan.

L'examen des possessions urbaines de la famille Würtele a été exclusivement réalisé par l'étude de la correspondance des agents de Jonathan, Thérien et Gingras. Ce dernier envoie de nombreuses lettres au seigneur, tout au long de la période. Ses écrits montrent que les deux hommes semblent très proches. Bien que les courriers de Gingras soient abondants en informations, ceux-ci ne font pas état de plusieurs sujets. Ses écrits concernent essentiellement les habitations présentes sur la rue De Buade et la situation économique de la ville de Québec. Mais qu'en est-il des autres possessions de la famille ? Comment sont-elles gérées ? À qui reviennent les maisons de Montréal ? Josias a-t-il eu d'autres bâtiments dans le reste de la Province de Québec ? Le testament du patriarche et son inventaire après-décès offriraient la possibilité de répondre à la plupart de ces questions. Le commerce des produits forestiers, la vente du tabac et la gestion des billets à ordre demandent le recours à d'autres sources. La consultation du journal *Le Canadien* donnerait des informations complémentaires à propos de la vie à Québec : ventes à l'encan, créations et faillites de sociétés, etc. L'index des dossiers de la Cour du banc du roi pourrait nous indiquer si Jonathan a connu des difficultés financières avec certaines institutions bancaires, s'il a dû poursuivre en ville ou s'il y a lui-même été poursuivi.

Les stratégies étudiées dans notre mémoire prouvent que Josias et Jonathan détiennent une connaissance fine de la question foncière au Bas-Canada, au XIX^e siècle. Examinées individuellement, ces propriétés démontrent des investissements conséquents pour l'époque. Les sommes injectées dans ces terres, seigneuries et autres bâtiments sont loin d'être négligeables. Et les activités foncières sont plurielles ; les propriétés seigneuriales et les principales possessions en ville que sont le magasin de la rue De Buade et la manufacture se complètent. Les importations et les exportations de marchandises sont alors rendues possibles. Les terres dans les townships et les maisons sises en ville servent avant tout à amasser des rentes et des loyers, donc des capitaux substantiels. Se pourrait-il que les autres propriétés des Würtele, à Montréal et dans le Haut-Canada, s'insèrent dans cette « complémentarité des territoires » ? Cela est

probable. Cette complémentarité est aussi visible dans les activités mues par Josias, puis Jonathan. Le patriarche de la famille est marchand, seigneur et rentier. Le fils suit les traces de son père. Néanmoins, Jonathan exerce tout de même plusieurs autres activités tout au long de sa vie : postes dans des institutions financières, fonctions politiques, etc. Jonathan n'a donc rien du rentier bourgeois ni du seigneur oisif. Sa pluriactivité est au cœur de sa gestion économique des biens familiaux : elle est au cœur des stratégies qu'il pérennise ou développe.

Sans atteindre le statut ou l'importance de certains individus au sein de la colonie, les Würtele intègrent tout de même le groupe des élites de la Province du Bas-Canada, au XIX^e siècle. Mais l'obtention de titres ne fait pas tout. Par le jeu des relations et des alliances matrimoniales, la sociabilité et la notabilité de la famille se développent tant au sein de la cité de Québec, que dans la seigneurie de Rivière-David. Les actions de Jonathan lui permettent de s'intégrer à de multiples réseaux, privés et professionnels. Ceux-ci s'avèrent primordiaux dans le développement des affaires familiales. Durant la gestion seigneuriale de Jonathan, le rôle de ses agents Thérien et Gingras, et celui de ses employés Bergeron et Gouin, n'est pas à négliger. Ces intermédiaires, auxquels l'historiographie a accordé fort peu d'attention, font eux aussi partie intégrante de cet ensemble. Ils en sont les rouages et les bénéficiaires, quoique de manière plus marginale que leur patron, bien entendu.

Ce mémoire a tenté de contribuer à l'étude de la pluriactivité économique et de l'histoire seigneuriale du Québec au XIX^e siècle. Nous avons intégré le rapport à l'espace, les rapports sociaux et la fructification des capitaux comme modalités des rapports de domination. Néanmoins, ce que nous avons examiné ici n'est qu'une infime partie des activités et des réseaux de la famille Würtele dans la première moitié du XIX^e siècle. Cette recherche en appelle donc d'autres. Elle invite aussi aux études comparatives. Combien d'autres seigneurs bourgeois et seigneurs entrepreneurs ont marqué le développement de la vallée du Saint-Laurent au milieu du XIX^e siècle, aux premières lueurs de la transition au capitalisme industriel ?

BIBLIOGRAPHIE

Sources primaires

Archives

ARCHIVES DU SÉMINAIRE SAINT-JOSEPH DE TROIS-RIVIÈRES (Trois-Rivières). Fonds de la famille Würtele, actes notariés, bail à loyer, FN-0022-02-03, 1831.

ARCHIVES DU SÉMINAIRE SAINT-JOSEPH DE TROIS-RIVIÈRES (Trois-Rivières). Fonds de la famille Würtele, actes notariés, cession et rétrocession, FN-0022-02-05, 1803.

ARCHIVES DU SÉMINAIRE SAINT-JOSEPH DE TROIS-RIVIÈRES (Trois-Rivières). Fonds de la famille Würtele, actes notariés, obligation, FN-0022-02-12, 1822-1850.

ARCHIVES DU SÉMINAIRE SAINT-JOSEPH DE TROIS-RIVIÈRES (Trois-Rivières). Fonds de la famille Würtele, correspondance, correspondance avec François-Xavier Gingras, FN-0022-06-23, 1833-1852.

ARCHIVES DU SÉMINAIRE SAINT-JOSEPH DE TROIS-RIVIÈRES (Trois-Rivières). Fonds de la famille Würtele, correspondance, correspondance avec Benjamin Thérien, FN-0022-06-49, 1832-1849.

ARCHIVES DU SÉMINAIRE SAINT-JOSEPH DE TROIS-RIVIÈRES (Trois-Rivières). Fonds de la famille Würtele, correspondance, correspondance avec François Legendre, FN-0022-06-31, 1843-1849.

ARCHIVES DU SÉMINAIRE SAINT-JOSEPH DE TROIS-RIVIÈRES (Trois-Rivières). Fonds de la famille Würtele, contrats - marchés, contrats - marchés, FN-0022-07-01, 1834-1846.

ARCHIVES DU SÉMINAIRE SAINT-JOSEPH DE TROIS-RIVIÈRES (Trois-Rivières). Fonds de la famille Würtele, papiers de Cour, cause en appel, FN-0022-09-02, 1843.

ARCHIVES DU SÉMINAIRE SAINT-JOSEPH DE TROIS-RIVIÈRES (Trois-Rivières). Fonds de la famille Würtele, papiers de Cour, jugement, FN-0022-09-10, 1818-1847.

ARCHIVES DU SÉMINAIRE SAINT-JOSEPH DE TROIS-RIVIÈRES (Trois-Rivières). Fonds de la famille Würtele, papiers de Cour, observation, FN-0022-09-11, 1818.

ARCHIVES DU SÉMINAIRE SAINT-JOSEPH DE TROIS-RIVIÈRES (Trois-Rivières). Fonds de la famille Würtele, papiers de Cour, procès-verbal, FN-0022-09-13, 1821-1839.

ARCHIVES DU SÉMINAIRE SAINT-JOSEPH DE TROIS-RIVIÈRES (Trois-Rivières). Fonds de la famille Würtele, papiers de Cour, rapport d'arpenteur, FN-0022-09-15, 1821-1844.

ARCHIVES DU SÉMINAIRE SAINT-JOSEPH DE TROIS-RIVIÈRES (Trois-Rivières). Fonds de la famille Würtele, reçus et comptabilité, reçus et comptabilité, FN-0022-14-01, 1832.

ARCHIVES DU SÉMINAIRE SAINT-JOSEPH DE TROIS-RIVIÈRES (Trois-Rivières). Fonds Paul Würtele, FN-0513, 1987.

ARCHIVES DE LA VILLE DE MONTRÉAL (Montréal). Fonds Famille Jonathan Würtele, BM011.

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES CANADA (Ottawa). Josias Würtele and family fonds, MG24-I105, R3109-0-5-E.

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (Québec). Fonds Cour supérieure, district judiciaire de Québec, greffes de notaires, Jacques Voyer, CN301 S285, 1802.

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (Québec). Fonds Cour supérieure, district judiciaire de Québec, tutelles et curatelles, dossiers, CC301 S1, 1794.

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (Québec). Fonds Cour supérieure, district judiciaire de Québec, greffes d'arpenteurs (Québec), Adolphe Larue, CA301, S27, 1844.

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (Québec). Fonds Ministère des Terres et Forêts, documents cartographiques, documents cartographiques liés au cadastre selon divers regroupements, cadastre : cadastre seigneurial, E21, S555, SS3, SSS4, 1920.

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (Québec). Fonds Jonathan Würtele, Josias Würtele, divers, P279 I E, 1801-1833.

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (Québec). Fonds Jonathan Würtele, Jonathan Würtele, correspondance, lettres reçues par Jonathan Würtele, P279 II A 2, 1831-1836.

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (Québec). Fonds Jonathan Würtele, Jonathan Würtele, comptes et reçus de Jonathan Würtele, P279 II E, 1836-1839.

MCMMASTER UNIVERSITY (ONTARIO). Digital Archive, Map Collections, Rare Map Collection (1486-1900), America, North (RMC), Canada (RMC), Cities and Townships, Canada (RMC), macrepo:31416, local: RMC_102780, 1830.

Archives des notaires

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC. *Archives des notaires du Québec*, Jean Bélanger (1805-1827) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/affichage.html?serie=03Q_CN301S16&a=a_c

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC. *Archives des notaires du Québec*, David Bigué (1826-1827) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/affichage.html?serie=06M_CN603S8&a=a_c

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC. *Archives des notaires du Québec*, Henry Griffin (1812-1847) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/affichage.html?serie=06M_CN601S187&a=g_i

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC. *Archives des notaires du Québec*, Antoine-Zéphirin Leblanc (1823-1834) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/affichage.html?serie=04T_CN401S56&a=j_l

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC. *Archives des notaires du Québec*, Roger Lelièvre (1793-1847) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/affichage.html?serie=03Q_CN301S178&a=j_l

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC. *Archives des notaires du Québec*, William Pitt (1823-1868) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/affichage.html?serie=06M_CN603S74&a=p_r

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC. *Archives des notaires du Québec*, Joseph-Bernard Planté (1788-1826) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/affichage.html?serie=03Q_CN301S230&a=p_r

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC. *Archives des notaires du Québec*, Joseph Rousseau (1827-1867) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/affichage.html?serie=06M_CN603S81&a=p_r

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC. *Archives des notaires du Québec*, Félix Têtu (1795-1852) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/affichage.html?serie=03Q_CN301S262&a=s_u

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC. *Archives des notaires du Québec*, Jacques Voyer (1798-1842) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/affichage.html?serie=03Q_CN301S285&a=v_z

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC. *Registre de l'état civil du Québec des origines à 1917*, Holy Trinity Anglican Cathedral [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/ecivil/affichage.html?serie=03Q_CE301S61&a=g_l

Articles de journaux

AUDET, Francis-Joseph. « Famille de seigneurs à la tête de la Ville ». *La Presse*, 25 novembre 1933, p. 59.

Imprimés gouvernementaux

BUREAU D'ENREGISTREMENT ET DE STATISTIQUES. *Recensement des Canadas : 1851-2, vol. 1, Recensement personnel*. Québec, John Lovell, 1853. 586 p.

Monographies paroissiales

BROUILLARD, Lydia et le COMITÉ DU LIVRE DU 150^e de ST-DAVID. *Histoire de Saint-David d'Yamaska : 150^e. 1831-1981 : volume souvenir publié à l'occasion du 150^e anniversaire de la paroisse de Saint-David d'Yamaska*. Sorel, Éditions Beaudry et Frappier, 1981. 287 p.

JOYAL, Louis Wilfrid. *Précis historique sur la paroisse de Saint-David de Guire et de ses institutions*. S. l. n. é., s. d. 314 p.

Monographies

BOUCHETTE, Joseph. *Description topographique de la province du Bas Canada, avec des remarques sur le Haut Canada, et sur les relations de deux provinces avec les Etats-Unis de l'Amérique*. Londres, W. Faden, 1815. 792 p.

ROY, Pierre-Georges. *Inventaire des concessions en fief et seigneurie, fois et hommages et aveux et dénombrements conservés aux Archives de la Province de Québec*. Vol. 5. Beauceville, L'« Éclaireur », 1929. 304 p.

Recensements

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES CANADA. *Recensement du Bas-Canada (1825)* [En ligne], <https://www.bac-lac.gc.ca/fra/recensements/1825/Pages/propos-recensement.aspx>

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES CANADA. *Recensement du Bas-Canada (1831)* [En ligne], <https://www.bac-lac.gc.ca/fra/recensements/1831/Pages/propos-recensement.aspx>

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES CANADA. *Recensement (1851)* [En ligne], <https://www.bac-lac.gc.ca/fra/recensements/1851/Pages/propos-recensement.aspx>

Sources secondaires

Articles

BOUCHARD, Gérard. « Élités, entrepreneurship et conflits de pouvoir au Saguenay (1890-1920) ». *Histoire sociale*, vol. 30, no 60 (novembre 1997), p. 267-299.

BERVIN, George. « Aperçu sur le commerce et le crédit à Québec 1820-1830 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 36, no 4 (mars 1983), p. 527-551.

BERVIN, George. « Les sources archivistiques : leur utilisation dans l'étude de la bourgeoisie marchande bas-canadienne (1800-1830) ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 38, no 2 (1984), p. 203-222.

DESSUREAULT, Christian. « L'élection de 1830 dans le comté de Saint-Hyacinthe : identités élitaires et solidarités paroissiales, sociales ou familiales ». *Histoire sociale*, vol. 36, no 72 (novembre 2003), p. 281-310.

DESSUREAULT, Christian. « L'évolution du régime seigneurial canadien de 1760 à 1854 ». *Cheminements*, (2009), p. 23-37.

- FLAMAND-HUBERT, Maude. « Le territoire de l'histoire : une étude de cas dans le Bas-Saint-Laurent ». *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 57, no 160 (avril 2013), p. 69-86.
- GENDRON, Mario. « Les débuts du canton de Granby, 1788-1831 ». *Revue d'études des Cantons de l'Est*, no 3 (automne 1993), p. 49-70.
- GUÉRARD, François. « Les notables trifluviens au dernier tiers du 19^e siècle : stratégies matrimoniales et pratiques distinctives dans un contexte d'urbanisation ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 42, no 1 (été 1988), p. 27-46.
- LABERGE, Alain. « Seigneur, censitaires et paysage rural : le papier terrier de la seigneurie de la Rivière-Ouelle de 1771 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 44, no 4 (printemps 1991), p. 567-587.
- LELIÈVRE, Nicolas. « Mauvais payeurs, conflits religieux et relations commerciales tendues. Sociabilité et notabilité d'un seigneur du Centre-du-Québec : Jonathan Würtele ». *Cheminements*, (2019), p. 63-70.
- LINTEAU, Paul-André. « Quelques réflexions autour de la bourgeoisie québécoise 1850-1914 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 30, no 1 (juin 1976), p. 55-66.
- LINTEAU, Paul-André et Jean-Claude ROBERT. « Propriété foncière et société à Montréal : une hypothèse ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 28, no 1 (juin 1974), p. 45-65.
- NOËL, Françoise. « La gestion des seigneuries de Gabriel Christie dans la vallée du Richelieu (1760-1845) ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, no 4 (printemps 1987), p. 561-582.
- NOOTENS, Thierry. « "Je crains fort que mon pauvre Henri ne fasse pas grand-chose..." : les héritiers "manqués" et les querelles de la succession Masson, 1850-1930 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 59, no 3 (hiver 2006), p. 223-257.
- NOOTENS, Thierry. « "What a Misfortune that Poor Child Should Have Married Such a Being as Joe" : Les fils prodiges de la bourgeoisie montréalaise, 1850-1900 ». *Canadian Historical Review*, vol. 86, (juin 2005), p. 225-256.
- ROBERT, Jean-Claude. « Un seigneur entrepreneur, Barthélemy Joliette, et la fondation du village d'industrie (Joliette), 1822-1850 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 26, no 3 (décembre 1972), p. 375-395.
- PAQUET, Gilles et Jean-Pierre WALLOT. « Le système financier bas-canadien au tournant du XIX^e siècle ». *L'Actualité économique*, vol. 59, no 3 (septembre 1983), p. 456-513.

Atlas

DECHÊNE, Louise et Richard Colebrook HARRIS. *Atlas historique du Canada*, vol. 1. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987. 116 p.

Chapitres d'ouvrages collectifs

BELLAVANCE, Claude. « Les industries rurales et l'exploitation primaire des ressources ». Claude Bellavance, Yvan Rousseau et Jean Roy, dir. *Histoire du Centre-du-Québec*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2013, p. 151-187.

BELLAVANCE, Claude et France NORMAND. « L'organisation des échanges et l'émergence des premiers pôles urbains ». Claude Bellavance, Yvan Rousseau et Jean Roy, dir. *Histoire du Centre-du-Québec*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2013, p. 189-222.

FORTIN, Jonathan. « La substitution fidéicommissaire et la transmission du patrimoine dans la première moitié du XIX^e siècle : le cas des seigneurs usufruitiers ». Benoît Grenier et Michel Morissette, dir. *Nouveaux regards en histoire seigneuriale au Québec*. Québec, Septentrion, 2016, p. 91-117.

KESTEMAN, Jean-Pierre. « Les débuts du peuplement ». Jean-Pierre Kesteman, Peter Southam et Diane Saint-Pierre, dir. *Histoire des Cantons de l'Est*. Sainte-Foy, Institut québécois de recherche sur la culture, 1998, p. 81-124.

LAROSE, André. « Un terrier en pièces détachées : les titres nouveaux de la seigneurie de Beauharnois (1834-1842) ». Benoît Grenier et Michel Morissette, dir. *Nouveaux regards en histoire seigneuriale au Québec*. Québec, Septentrion, 2016, p. 118-153.

MATHIEU, Jacques. « Les réunions de terres au domaine du seigneur, 1730-1759 ». François Lebrun et Normand Séguin, dir. *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVII^e-XX^e siècles : actes du colloque franco-québécois de Québec (1985)*. Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, 1987, p. 79-89.

MICHEL, Louis. « Endettement et société rurale dans la région de Montréal au dix-huitième siècle. Premières approches et éléments de réflexion ». François Lebrun et Normand Séguin, dir. *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVII^e-XX^e siècles : actes du colloque franco-québécois de Québec (1985)*. Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, 1987, p. 171-181.

NOOTENS, Thierry et Jean-René THUOT. « Introduction : interroger les rapports de pouvoir : les élites au Québec, XVII^e-XX^e siècles ». Thierry Nootens et Jean-René Thuot, dir. *Les figures du pouvoir à travers le temps : formes, pratique et intérêts*

des groupes élitaires au Québec, XVIIe-XXe siècles. Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 1-9.

ROUSSEAU, Yvan. « Les structures sociales d'un terroir. Hiérarchie des fortunes et diversité des statuts ». Claude Bellavance, Yvan Rousseau et Jean Roy, dir. *Histoire du Centre-du-Québec*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2013, p. 223-286.

TREMBLAY LAMARCHE, Alex. « La stabilisation et la créolisation de la présence seigneuriale britannique dans la vallée du Saint-Laurent, 1790-1815 ». Benoît Grenier et Michel Morissette, dir. *Nouveaux regards en histoire seigneuriale au Québec*. Québec, Septentrion, 2016, p. 247-311.

VALLIÈRES, Marc. « Québec : port d'entrée de l'Amérique du Nord britannique ». T. II. Marc Vallières et al. *Histoire de Québec et de sa région*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, p. 689-767.

Monographies

BARIBEAU, Claude. *La seigneurie de la Petite-Nation 1801-1854 : le rôle économique et social du seigneur*. Hull, Éditions Asticou, 1983. 166 p.

BERVIN, George. *Québec au XIXe siècle : l'activité économique des grands marchands*. Sillery, Septentrion, 1991. 290 p.

BONNEAU, Louis-Philippe. *Histoire de la seigneurie Bellechasse-Berthier*. Saint-François de la Rivière-du-Sud, Société de conservation du patrimoine de St-François de la Rivière-du-Sud, 1983. 459 p.

CHARLAND, Thomas-Marie. *Histoire de Saint-François-du-Lac*. Pierreville, Société historique de la région de Pierreville, 1989. 364 p.

COATES, Colin. *Les Transformations du paysage et de la société au Québec sous le régime seigneurial*. Québec, Septentrion, 2003. 255 p.

COURVILLE, Serge. *Entre ville et campagne : l'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1990. 335 p.

COURVILLE, Serge et Normand SÉGUIN. *Le coût du sol au Québec : deux études de géographie historique*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1996. 184 p.

DÉSILETS, Andrée. *Louis-Rodrigue Masson : un seigneur sans titres*. Montréal, Boréal Express, 1985. 158 p.

DICKINSON, John Alexander et Brian YOUNG. *Brève histoire socio-économique du Québec*. 4^e éd. Québec, Septentrion, 2009. 458 p.

- GREER, Allan. *Habitants, marchands et seigneurs : la société rurale du bas Richelieu, 1740-1840*. Québec, Septentrion, 2000. 356 p.
- GRENIER, Benoît. *Brève histoire du régime seigneurial*. Montréal, Boréal, 2012. 245 p.
- GRENIER, Benoît. *Seigneurs campagnards de la Nouvelle France : présence seigneuriale et sociabilité rurale dans la vallée du Saint-Laurent à l'époque préindustrielle*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007. 409 p.
- GUTTON, Jean-Pierre. *La sociabilité villageoise dans l'ancienne France : solidarités et voisinages du XVI^e au XVIII^e siècle*. S. l., Hachette, 1979. 294 p.
- HARE, John, Marc LAFRANCE et David-Thierry RUDEL. *Histoire de la ville de Québec, 1608-1871*. Montréal, Boréal, 1987. 399 p.
- HARRIS, Richard Colebrook. *The Seigneurial System in Early Canada, a Geographical Study*. Kingston, McGill-Queen's University Press, 1984. 247 p.
- OUELLET, Fernand. *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850 : structures et conjonctures*. Montréal, Fides, 1966. 639 p.
- PONTBRIAND, Mathieu et Yvan LAMONDE. *Sorel et Tracy : un fleuve, une rivière, une histoire, de la période pré-européenne à 1965*. Sorel-Tracy, Société historique Pierre-de-Saurel, 2014. 553 p.
- RUDIN, Ronald. *Banking en français : les banques canadiennes-françaises de 1835 à 1925*. Montréal, Boréal, 1988. 244 p.
- SULTE, Benjamin. *Histoire de Saint-François-du-Lac*. Montréal, Imprimerie de l'Etendard, 1886. 120 p.
- TULCHINSKY, Gerald. *The River Barons : Montreal businessmen and the growth of industry and transportation 1837-53*. Toronto, University of Toronto Press, 1977. 310 p.
- VAUGEOIS, Denis. *Les premiers Juifs d'Amérique, 1760-1860 : l'extraordinaire histoire de la famille Hart*. Québec, Septentrion, 2011. 378 p.
- YOUNG, Brian. *George-Étienne Cartier : bourgeois montréalais*. Montréal, Boréal, 2004. 244 p.

Sites Internet

Articles sur un site web

BARRETTE, Roger. « Scallon, Édouard ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 9 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/scallon_edouard_9F.html (Page consultée le 10 avril 2019).

BÉLAND, François. « Montour, Nicholas ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 5 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/montour_nicholas_5F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

BOUCHER, Jacques. « Pyke, George ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 8 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/pyke_george_8F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

BOULIANNE, Réal G. « Burrage, Robert Raby ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 9 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/burrage_robert_raby_9F.html (Page consultée le 15 août 2019).

CHABOT, Richard. « Proulx, Louis (1751-1838) ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 7 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/proulx_louis_1751_1838_7F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

CYR, Céline. « Würtele, Josias ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/wurtele_josias_6F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

CYR, Céline et Pierre DUFOUR. « Drapeau, Joseph ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 5 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/drapeau_joseph_5F.html (Page consultée le 20 février 2020).

DECHÊNE, Louise. « Pozer, George ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 7 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/pozer_george_7F.html (Page consultée le 24 juin 2018).

DEROME, Robert et José MÉNARD. « Ranvoyzé (Ranvoizé) François ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 5 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/ranvoyze_francois_5F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

FERRON, Madeleine. « Voyer, Jacques ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 7 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/voyer_jacques_7F.html (Page consultée le 15 juin 2018).

- LABRÈQUE, Marie-Paule R. « Savage, John ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/savage_john_6F.html (Page consultée le 15 juin 2018).
- LAMBERT, James H. « McCallum, James ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/mccallum_james_6F.html (Page consultée le 15 août 2019).
- LANGDON, John E. « Hanna, James Godfrey ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 8 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/hanna_james_godfrey_8F.html (Page consultée le 15 juin 2018).
- LAUZIER, Roch. « Frost, James ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 5 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/frost_james_5F.html (Page consultée le 15 mars 2019).
- LESSARD, Renald. « Picotte, Louis ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/picotte_louis_6F.html (Page consultée le 15 juin 2018).
- MAILHOT, Pierre et Jean-Marie DUBOIS. « Cantons de l'Est ». *L'Encyclopédie Canadienne* [En ligne], <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/cantons-de-lest> (Page consultée le 20 février 2020).
- MILLER Carman. « Würtele, Jonathan Saxton Campbell ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 13 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/wurtele_jonathan_saxton_campbell_13F.html (Page consultée le 15 juin 2018).
- MORGAN, Nicholas J. « Ritchie, William ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 8 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/ritchie_william_8F.html (Page consultée le 10 avril 2019).
- OUELLET, Fernand. « Bédard, Pierre-Stanislas ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/bedard_pierre_stanislas_6F.html (Page consultée le 15 juin 2018).
- OUELLET, Fernand. « Masson, Joseph ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 7 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/masson_joseph_7F.html (Page consultée le 15 mai 2020).
- POULIN, Pierre. « Campbell, John Saxton ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 8 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/campbell_john_saxton_8F.html (Page consultée le 15 mai 2019).

ROBERTS, David. « Ainslie, Thomas ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 5 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/ainslie_thomas_5F.html (Page consultée le 15 juillet 2018).

SAVARD, Pierre. « Campbell, Archibald ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 9 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/campbell_archibald_9F.html (Page consultée le 24 juin 2019).

SAVARD, Pierre. « Sheppard, William ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 9 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/sheppard_william_9F.html (Page consultée le 15 mai 2019).

VAUGEOIS, Denis. « Hart, Moses ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 8 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/hart_moses_8F.html (Page consultée le 15 mai 2020).

WOLFF, Annette R. « Joseph, Abraham ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 11 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/joseph_abraham_11F.html (Page consultée le 15 mai 2019).

WOLFF, Annette R. « Joseph, Henry ». *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. 6 [En ligne], http://www.biographi.ca/fr/bio/joseph_henry_6F.html (Page consultée le 15 mai 2019).

Sites web

Centre national de ressources textuelles et lexicales [En ligne], <https://www.cnrtl.fr/definition/>

Dictionnaire des parlementaires du Québec de 1764 à nos jours [En ligne], <http://www.assnat.qc.ca/fr/membres/notices/index.html>

Dictionnaire du droit privé [En ligne], <https://www.dictionnaire-juridique.com> (Page consultée le 15 mars 2019).

Répertoire du patrimoine culturel du Québec [En ligne], <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/>

Mémoires et thèses universitaires

FLAMAND-HUBERT, Maude. « Louis Bertrand à L'Isle-Verte (1811-1871) : régime foncier et exploitation des ressources ». Mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Rimouski, 2011. 216 p.

LAROSE, André. « La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867 : les seigneurs, l'espace et l'argent ». Thèse de doctorat (histoire), Université d'Ottawa, 1987. 685 p.

ANNEXE 1
LETTRE DE BENJAMIN THÉRIEN À JONATHAN WÜRTELE

Reçu David le 29 Octobre 1831 —
 Cher monsieur,
 Tout est bien ici à l'ordinaire.
 Trois seulement des quatre moulins vont bien, mais l'autre, celui à fouler, ne peut pas marcher et ne pourra pas marcher comme il est amanché là, il va trop doucement.
 Vous recevrez par le Capitaine Charland M^e — planches à raison de 9 par 100 pour le fret, deux quarts, l'un plein deignons & l'autre de Carottes & raves, une poche contenant un minot d'avoine et quatorze sacs Contenant ensemble trente minots de fèves, à raison pour le fret de ces derniers articles du prix que vous communiquerez avec lui. Je vous envoie un Connaissance de ces articles par la poste pensant que vous pourrez le recevoir avant l'arrivée du bateau.
 J'ai annoncé dimanche dernier à la porte de —
 ————— devraient donner leurs

Parvenu au Hameau.

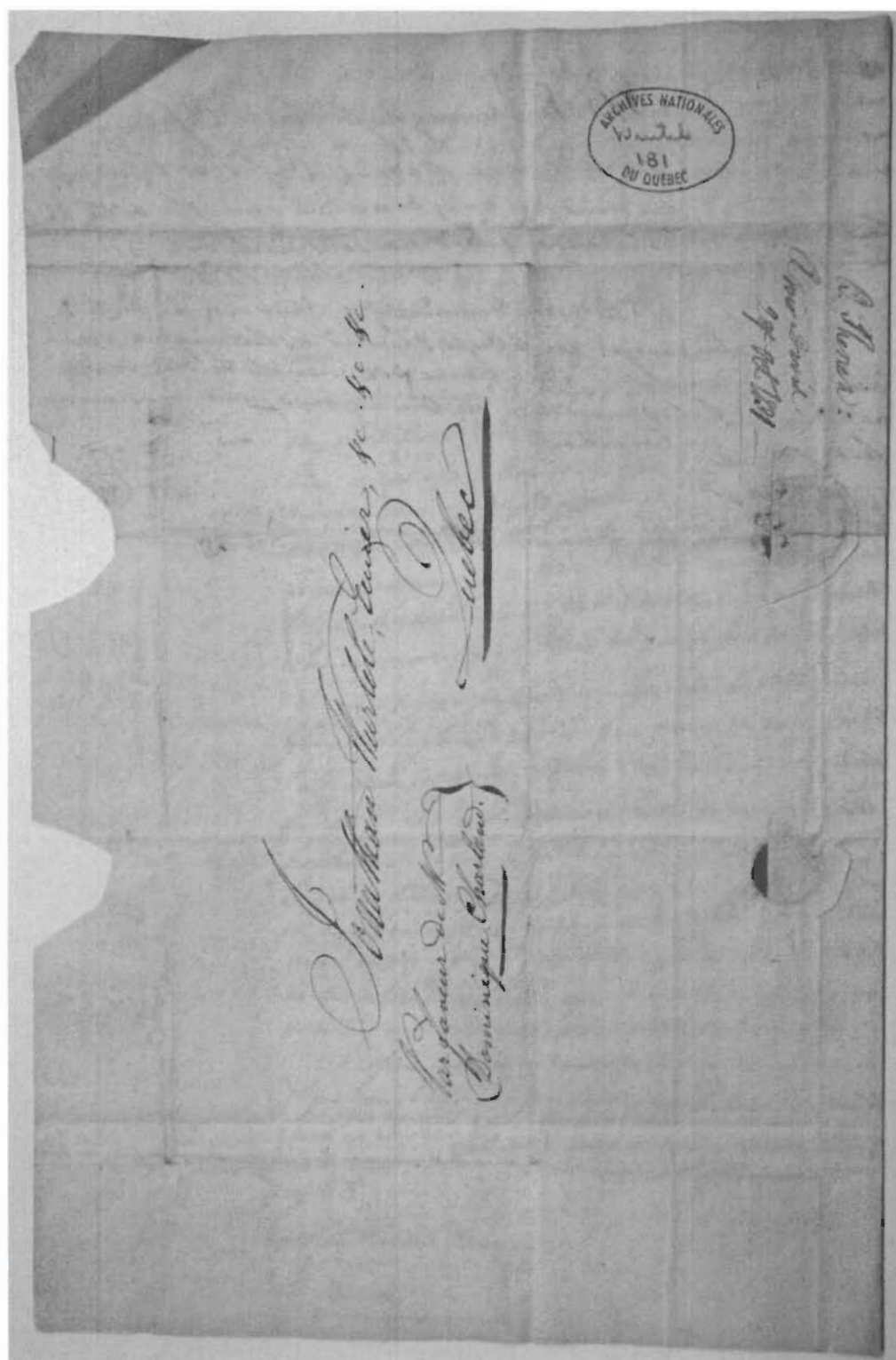
J'ai annoncé dimanche dernier à la porte de
l'Eglise que ceux qui ne viendroient donner leurs
Corvées dans ce temps-ci s'exposeroient à les payer
un écu chaque; Cela paroit les avoir un peu fait
avancer, car nous en avons eu quelques unes cette
Semaine.

J'ai aussi vu le Capitaine Lévêque et lui ai parlé
relativement à la partie du chemin en question qui
passe sur sa terre et qui n'est pas défrichée; il a permis
qu'on le fût défricher, et m'a promis d'engager ses deux
gendres, les Conceptionnaires des deux premières terres de
la Conception, Patrick, derrière la lande, à faire le chemin
sur le front de ces terres, cet Automne, afin de n'en pas faire
venir une dans celui que nous demandons après faire ouvrir, qui

Continue

S.B. Vous recevrez aussi par le Capitaine
Charland une seconde Copie de l'Inventaire
que vous m'avez demandé, que j'ai obtenu de
vous donner quand nous ôtes partis d'ici —
H.S.

M. Bergeron demande que vous ayez la bonté de
lui envoyer par le Capt. Charland, les lettres qu'il vous a
demandé. On a trouvé 506 minots de blé dans les
grands magasins on ôte tous les jours pour les hommes
qui travaillent.



Source : Bibliothèque et Archives nationales du Québec (Québec), fonds Jonathan Würtele, Jonathan Würtele, correspondance, lettres reçues par Jonathan Würtele, P279 II A 2, 29 octobre 1831, no 181, lettre de Benjamin Thérien à Jonathan Würtele.

ANNEXE 2
LETTRE DE FRANÇOIS-XAVIER GINGRAS À JONATHAN WÜRTELE



Monsieur de Saint-James

Cher Monsieur

Je dois vous faire savoir que tout va bien à votre maison, à la boutique, ainsi qu'à votre magasin. J'ai eu le plaisir de retirer hier de la Banque de l'Inde votre billet de 25-15-7 sans avoir été obligé d'en donner aucun à votre chère comme vous me l'avez proposé.

Je dois aussi vous faire savoir que Jeudi le 10ème du présent il m'a été remis au magasin par M. de St-James accompagné de M. B. G. Bellrose deux témoins, un protest et l'autorisation de la part de M. B. G. et J. J. - déclarant que vous savez que M. J. J. est propriétaire de la maison de la maison que nous occupons et qu'en conséquence il vous fait deson de payer à aucune autre personne qu'à lui-même la moitié du loyer de la dite maison à commencer du 1er mai dernier. Il vous déclare en même temps que si vous refusez ou négligiez, il vous y contraindra par tous les moyens légaux. Il vous demande donc son protest pour vous payer deux cents livres courant par deux pour défrayer la dite maison.

Si par cas quel soit l'empêchement de vous envoyer le protest je lui en fais possession de vos deniers le même si vous l'envoyez à la première demande.

Je suis très-attaché à ce protest, à tel, que si on ne le connaissait rien
de cette affaire.

Suivant votre ordre j'ai été chez M. de Lamoignon pour lui donner
connaissance de ce projet. Il m'a demandé à le voir après
l'avoir regardé. Il m'a même fait réponse que vous deviez
lui en parler. Je lui ai fait remarquer qu'il demandait pour
la suite. Il m'a demandé si le Bailli, étoit fait en mon
nom. Après lui avoir répondu que non, et bien. Et il
donne lui rien. A présent je vous laisse à penser sur
ce qu'il veut dire avec de telle réponse.

Agrieux qui totte voyage de Montreal Ven, avec fait
quatre-vingt ans pour du tabac en feuille Ven, et a unis
par le tabac d'innuer toujours, a la Beaulieu

Je suis, comme vous, bien. De M^{me} Laroche & Bisson

M^{re} Bureau de la Banque de Suède m'a demandé, si vous
passiez par bonne voie de payer Lib on m qui était due
à la Banque et pour laquelle, il vous avait écrit, quelque jour
passé, lui ayant répondu que nous n'avons point de vous
en donner connaissance la 1^{re} fois, que je vous écrivais

Il me reste en payée L. 100

Sill Mrs. St. Ignace - me plus humble, respect
à toute votre famille

L

Je demeure de en espérant que vos amis que ~~vous~~
 votre famille, etc. tous en parfaite santé, et les souhaits
 du plaisir dans votre promenade et tout le succès possible
 dans vos entreprises.

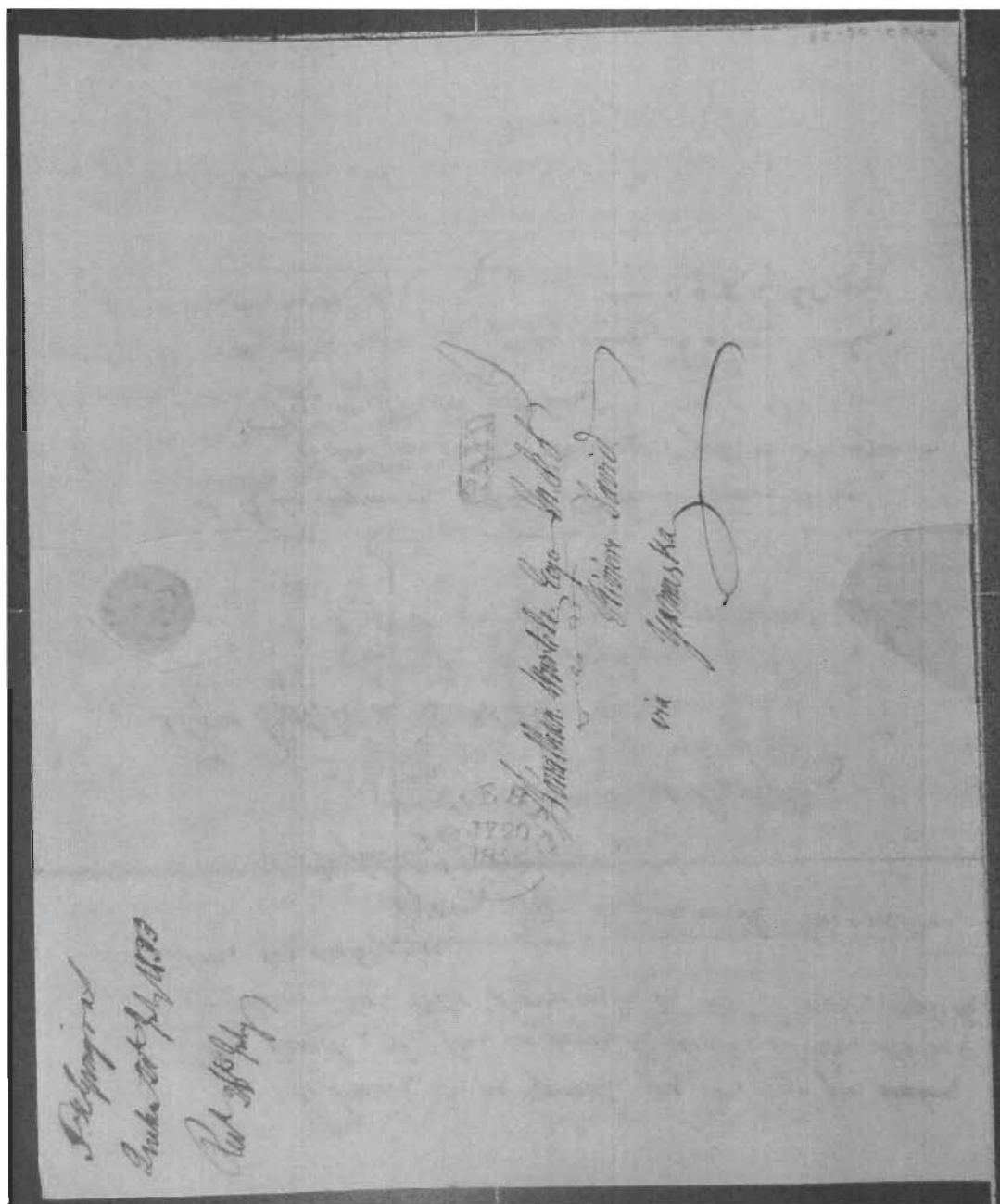
Je suis, etc. vos humbles très affectueux
 et obéissants serviteurs

J. K. L. M. N.

Le Baron de Montebello, 1782

M. B. Les Amis de la Liberté se rendent pour Paris
 ils ont pour eux les vœux de la nation
 Vigi au 1^{er} mai prochain

quatre heures de l'après-midi
 samedi, 20 et 21 mai 1782



Source : Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds de la famille Würtele, correspondance, correspondance avec François-Xavier Gingras, FN-0022-06-23, 20 juillet 1833, lettre de François-Xavier Gingras à Jonathan Würtele.

ANNEXE 3
DATATION DES LOTS VENDUS DANS LES CANTONS DE GRANBY ET DE MILTON PAR LES QUATORZE
MILICIENS À JOSIAS WÜRTELE

Nom	Profession	Numéro et emplacement du/des lot(s) cédé(s)	Date de la promesse de vente inscrite sur l'acte de 1803¹. Vérification grâce aux répertoires des archives notariales².	Date d'achat par Josias selon le document à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (Québec)³	Somme versée par Josias	Trace des transactions dans les répertoires des archives notariales
Angus McIntire* *Anthony Anderson	Sans profession	N°18, 1 ^{er} rang Granby	-	26 octobre 1803	5 chelins	Aucune trace

* : autre nom affiché sur le document de BAnQ (Québec) / () : autre façon d'écrire le nom sur le document de BAnQ (Québec)⁴.

¹ Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds de la famille Würtele, actes notariés, cession et rétrocession, FN-0022-02-05.

² Bibliothèque et Archives nationales du Québec, *archives des notaires du Québec* [En ligne], <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/>

³ Bibliothèque et Archives nationales du Québec (Québec), fonds Jonathan Würtele, Josias Würtele, divers, P279 I E, 1801 à 1809, no 90a, liste des lots et rangs des terres dans les townships (cantons) de Granby et de Milton bordant celles de Josias Würtele.

⁴ BAnQ (Québec), P279 I E, 1801 à 1809, no 90a, liste des lots et rangs des terres dans les townships de Granby et de Milton bordant celles de Josias Würtele.

Nom	Profession	Numéro et emplacement du/des lot(s) cédé(s)	Date de la promesse de vente inscrite sur l'acte de 1803. Vérification grâce aux répertoires des archives notariales.	Date d'achat par Josias selon le document à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (Québec)	Somme versée par Josias	Trace des transactions dans les répertoires des archives notariales
Angus McIntire* *Anthony Anderson	Sans profession	N°19, 6 ^e rang Milton	-	26 octobre 1803	5 chelins	Aucune trace
Peter Lundy	Soldat	N°3, 1 ^{er} rang Milton	-	21 janvier 1803	5 chelins	Aucune trace
Peter Lundy	Soldat	N°1, 10 ^e rang Granby	-	21 janvier 1803	5 chelins	Aucune trace
William McKenzie	Menuisier	N°9, 9 ^e rang ; n°17, 10 ^e rang Granby	6 janvier 1801, devant le notaire Jacques Voyer et Roger Lelièvre ⁵	17 février 1803	5 chelins	Jacques Voyer ⁶
Francis Simon	Sans profession	N°20, 1 ^{er} rang Milton	-	10 janvier 1801	5 chelins	Roger Lelièvre ⁷
Francis Simon	Sans profession	N°16, 1 ^{er} rang Granby	-	10 janvier 1801	5 chelins	Roger Lelièvre

* : autre nom affiché sur le document de BAnQ (Québec) / () : autre façon d'écrire le nom sur le document de BAnQ (Québec).

⁵ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, *archives des notaires du Québec*, Jacques Voyer (1798-1842) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S285/01/1798-1802/03Q_CN301S285R_015.pdf

⁶ BAnQ, *archives des notaires du Québec*, Jacques Voyer (1798-1842) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S285/01/1803-1807/03Q_CN301S285R_034.pdf

⁷ Bibliothèque et Archives nationales du Québec, *archives des notaires du Québec*, Roger Lelièvre (1793-1847) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S178/01/1798-1801/03Q_CN301S178R_049.pdf

Nom	Profession	Numéro et emplacement du/des lot(s) cédé(s)	Date de la promesse de vente inscrite sur l'acte de 1803. Vérification grâce aux répertoires des archives notariales.	Date d'achat par Josias selon le document à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (Québec)	Somme versée par Josias	Trace des transactions dans les répertoires des archives notariales
John Donohue (Louis Donohue)	Charpentier	N°20, 3 ^e rang ; n°12, 9 ^e rang Granby	13 février 1801 devant le notaire Roger Lelièvre « and his confrere notary ⁸ »	16 février 1801	5 chelins	Roger Lelièvre ⁹
Duncan McKenzie* *Anthony Anderson	Sans profession	N°3, 10 ^{er} rang Milton	6 janvier 1801 devant le notaire Jacques Voyer et Roger Lelièvre ¹⁰	26 octobre 1803	5 chelins	Aucune trace
Duncan McKenzie* *Anthony Anderson	Sans profession	N°11, 9 ^e rang Granby	Promesse de vente le 6 janvier 1801 devant le notaire Jacques Voyer et Roger Lelièvre ¹¹	26 octobre 1803	5 chelins	Aucune trace

* : autre nom affiché sur le document de BANQ (Québec) / () : autre façon d'écrire le nom sur le document de BANQ (Québec).

⁸ *Ibid.*

⁹ BANQ, *archives des notaires du Québec*, Roger Lelièvre (1793-1847) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S178/01/1798-1801/03Q_CN301S178R_050.pdf

¹⁰ Aucune trace dans les archives notariales.

¹¹ Aucune trace dans les archives notariales.

Nom	Profession	Numéro et emplacement du/des lot(s) cédé(s)	Date de la promesse de vente inscrite sur l'acte de 1803. Vérification grâce aux répertoires des archives notariales.	Date d'achat par Josias selon le document à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (Québec)	Somme versée par Josias	Trace des transactions dans les répertoires des archives notariales
George Jenkins	Commerçant	n°14, 4 ^e rang ; n°11, 7 ^e rang Milton	30 juillet 1801 devant le notaire Jacques Voyer et Roger Lelièvre ¹²	18 février 1803	5 chelins	Jacques Voyer ¹³
Etienne Begin	Sans profession	N°6, 1 ^{er} rang Milton	-	10 janvier 1801	5 chelins	Roger Lelièvre ¹⁴
Etienne Begin	Sans profession	N°16, 6 ^e rang Granby	-	10 janvier 1801	5 chelins	Roger Lelièvre
Ephraïm Robichaud	Distillateur	N°5, 4 ^e rang ; n°13, 10 ^e rang Granby	-	9 février 1803	5 chelins	Roger Lelièvre ¹⁵
Robert Hadden	Charpentier	N°9, 11 ^e rang ; n°9, 1 ^{er} rang Granby	-	21 janvier 1803	5 chelins	Aucune trace dans les deux greffes

* : autre nom affiché sur le document de BAnQ (Québec) / () : autre façon d'écrire le nom sur le document de BAnQ (Québec).

¹² Dans les archives notariales : en date du 3 août 1801. BAnQ, *archives des notaires du Québec*, Jacques Voyer (1798-1842) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S285/01/1798-1802/03Q_CN301S285R_017.pdf

¹³ BAnQ, *archives des notaires du Québec*, Jacques Voyer (1798-1842) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S285/01/1803-1807/03Q_CN301S285R_034.pdf

¹⁴ BAnQ, *archives des notaires du Québec*, Roger Lelièvre (1793-1847) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S178/01/1798-1801/03Q_CN301S178R_049.pdf

¹⁵ BAnQ, *archives des notaires du Québec*, Roger Lelièvre (1793-1847) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S178/01/1802-1803/03Q_CN301S178R_068.pdf

Nom	Profession	Numéro et emplacement du/des lot(s) cédé(s)	Date de la promesse de vente inscrite sur l'acte de 1803. Vérification grâce aux répertoires des archives notariales.	Date d'achat par Josias selon le document à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (Québec)	Somme versée par Josias	Trace des transactions dans les répertoires des archives notariales
Joseph Bellanger (Belanger)	Fourreur	N°7, 8 ^e rang ; n°10, 5 ^e rang de Milton	-	10 janvier 1801	5 chelins	Roger Lelièvre ¹⁶
John McDonald	Sans profession	N°13, 8 ^e rang ; n°13, 11 ^e rang Milton	-	12 janvier 1801	5 chelins	Roger Lelièvre ¹⁷
Alexander Fraser	Jardinier	N°2, 2 ^e rang ; n°14, 7 ^e rang Granby	-	8 juillet 1802	5 chelins	Roger Lelièvre ¹⁸
Joseph Tranquil (Joseph-George dit Tranquille)	Sans profession	N°25, 1 ^{er} rang ; n°7, 11 ^e rang Granby	-	10 janvier 1801	5 chelins	Roger Lelièvre ¹⁹

* : autre nom affiché sur le document de BAnQ (Québec) / () : autre façon d'écrire le nom sur le document de BAnQ (Québec).

¹⁶ BAnQ, *archives des notaires du Québec*, Roger Lelièvre (1793-1847) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S178/01/1798-1801/03Q_CN301S178R_049.pdf

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ BAnQ, *archives des notaires du Québec*, Roger Lelièvre (1793-1847) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S178/01/1802-1803/03Q_CN301S178R_061.pdf

¹⁹ BAnQ, *archives des notaires du Québec*, Roger Lelièvre (1793-1847) [En ligne], http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/notaires/pdf/03Q/CN301/03Q_CN301S178/01/1798-1801/03Q_CN301S178R_049.pdf

ANNEXE 4
ACTE D'OBLIGATION DE PROSPÈRE LORD

Pardevant les Notaires Publics, pour la Province du Bas-
Canada, résidant dans le Comté de Yamaska, District des Trois-Rivières, Soussignés,

Fut ——— présent *Sieur Prosper Lord Marchand et*
Arthur a tunc, demeurant dans la Paroisse de
St François du Lac, District sus dit

le quel a volontairement pas ces présentes reconnu et confessé avoir bien et
légitimement à Jonathan Wurtele, Ecuyer, Seigneur Propriétaire, et en possession des
Seigneuries de De Guir, ou de la Rivière David et de Bourgmarie de l'Est, demeurant
dans son Manoir Seigneurial à la Rivière David, dans la Paroisse de St. David, dans le
Comté susdit, à ce présent et acceptant pour lui ses hoirs et ayans cause à l'avenir, la
somme de *quinze livres, quatre shillings et*
deux deniers

du cours actuel de la dite Province, pour valeur reçue à sa satisfaction par arrérages
Seigneuriaux de cens et rentes, et lods et ventes dus au Sieur Seigneur de qualité de
Seigneur ; échus le *vingt-neuf jour de novembre*
dernier

par et sur un lot de terre situé dans la dite Seigneurie de *Dégouin*
dans *la onzième*

concession nommée *St. Marguerite*
contenant *trois arpents*
de front sur *un arpent long arpent* de profondeur,
borné pardevant à *la Rivière St. François*
par derrière, *au bout de la dite concession au bout jusqu'à la profondeur de*
la dite concession joignant d'un côté au *Sieur Joseph Bena*
et d'autre côté au *moind la terre de Monsieur d'Orange occupée*
par le Sieur Beaudet

Laquelle somme de *quinze livres, quatre shillings*
et deux deniers

du dit cours actuel le dit *Sieur Prosper Lord*
débiteur promet et s'oblige de payer et bailler au dit Sieur

Beaudet

Créancier, dans la dite Paroisse de St. David, dans son Manoir Seigneurial à la Rivière David, ou à son ordre *le quinze jour du mois d'août de*

son prochain terme pûier,

avec intérêt légal de six pour cent par an, à compter de ce jour jusqu'au paiement effectif, le dit intérêt payable annuellement.

Pour sûreté du paiement de la dite somme de

quinze livres quatre
shillings et six deniers,

du dit cours actuel et des intérêts qui pourraient en provenir sur icelle, le dit débiteur a de ce jour, obligé, affecté, chargé et hypothéqué tous et généralement quelconques *ses* biens présents et avenir, et spécialement le dit lot de terre sus-désigné, une obligation ne dérogeant à l'autre; et sans que la présente obligation puisse nuire ni préjudicier à l'hypothèque Seigneuriale de bailleur de fonds qu'à le dit Sieur Créancier en qualité de Seigneur et propriétaire des dites Seigneuries sur le dit lot de terre sus-désigné, laquelle dite hypothèque Seigneuriale de bailleur de fonds sera et restera dans sa même force et valeur, nonobstant la présente obligation qui ne pourra non plus nuire ni faire aucun préjudice au surplus des arrérages Seigneuriaux de cens et rentes et lods et ventes qui peuvent rester dus et échus avant ce jour, ni à ceux qui écherront par la suite sur le dit lot de terre de quelque manière que ce soit, que se réserve très expressément le dit Sieur Seigneur Créancier, en qualité de Seigneur. Et pour l'exécution des présentes le dit débiteur a élu son Domicile sur le dit lot de terre sus-désigné dans la dite Paroisse de St. David, auquel lieu, &c. CAR AINSI, &c. PROMETTANT, &c. OBLIGEANT, &c. RENONCANT, &c.

Fait et passé à la Rivière David, Etude de M^{re}. Thérien, l'un des Notaires soussignés, l'an mil huit cent *vingt* le *vingt* jour du mois d'*août* à *piémont*. Et ont lesdits *Notaires* signé avec le dit *Seigneur Créancier*, le dit *débiteur* et *appelé* *l'éclaircissement* de ce enquis à *piémont* fait.

Signé

Signez Prosper Lord, ses marquis,
 Jonathan Mustel, P^{re} J^{re}
 Chevreuil, sp. et Benj. Thier, sp.
 tous trois avec paraphe, ainsi que portés
 sur la minute de mes révisions le
 Notaire Chupigne. *Benj. Thier, sp.*
Benj. Thier, sp.

ANNEXE 5 LISTE DES ACTES D'OBLIGATION CONCERNANT LA FAMILLE WÜRTELE

Date	Formulaire	Nom	Profession	Lieu de résidence	Type d'obligation	Emplacement de la terre concernée par les arrérages	Somme à payer en livre/chelin/denier	modalités de remboursement	Terre(s) mise(s) en garantie	Issue	Signature
Actes d'obligation lors de la succession de Josias Würtele											
1832	Préétabli	Joseph Pinard, fils	Cultivateur	Deguire	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	4/12/5,5	Date fixe	-	Renouvellement	Oui
1832	Préétabli	Louis Trudel (et au nom de Simon Trudel)	Cultivateur	Deguire	Cens et rentes	Deguire	5/11/6	Date fixe	-	Renouvellement	Non
1832	Préétabli	Gabriel Bibeault	Cultivateur	Saint-Michel-d'Yamaska	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	6/17/0	Date fixe	-	Acquittement par un tiers	Non
1832	Préétabli	Juste Joyal	Cultivateur	Deguire	Cens et rentes	Deux terres à Deguire	5/9/9,5	Date fixe	-	Renouvellement	Oui
Actes d'obligation lors de la gestion seigneuriale de Jonathan Würtele											
1833	Manuscrit	Euphrasie Paré	Cultivateur	Saint-Michel-d'Yamaska	Argent	-	11/0/0	Étalement des versements. L'intérêt commence à la fin du terme.	-	Acquittement	Non
1833	Manuscrit	François Limoge	Forgeron	Deguire	Nature	-	14/16/3,5	Date fixe. L'intérêt commence à la fin du terme.	-	Annulation	Non
1835	Manuscrit	François Niquette	Cultivateur	Saint-François	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	8/0/0	Date fixe	-	Renouvellement	Non
1835	Manuscrit	Charles Boutin	Cultivateur	Saint-Michel-d'Yamaska	Argent	-	7/10/0	Date fixe	-	Renouvellement par un tiers	Non
1836	Préétabli	Prosper Lord	Marchand, cultivateur	Saint-François-du-Lac	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	15/4/10	Date fixe	-	Rétrocession	Non
1836	Préétabli	Joseph Richard	Cultivateur	Saint-Michel-d'Yamaska	Cens et rentes, lods et ventes	Bourg-Marie-Est	10/14/10,5	Date fixe	-	Rétrocession	Non
1836	Préétabli	Baptiste Cartier dit Lafloie	Cultivateur	Saint-François-du-Lac	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	12/14/3,5	Date fixe	-	Acquittement	Non

Date	Formulaire	Nom	Profession	Lieu de résidence	Type d'obligation	Emplacement de la terre concernée par les arrérages	Somme à payer en livre/cheelin/denier	modalités de remboursement	Terre(s) mise(s) en garantie	Issue	Signature
Actes d'obligation lors de la gestion seigneuriale de Jonathan Würtele											
1837	Prétabli	Gabriel Danis, père	Cultivateur, notable	Saint-David	Cens et rentes	Deguire	4/5/4,5	Date fixe	-	Rétrocession	Non
1837	Prétabli	Gabriel Danis, père	Cultivateur, notable	Saint-David	Cens et rentes	Bourg-Marie-Est	4/1/5	Date fixe	-	Rétrocession	Non
1837	Prétabli	Joseph Arelle, fils de Pierre Arelle	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	4/15/ 6 (4/15,50 à la deuxième page)	Étalement des versements	-	Renouvellement	Non
1837	Prétabli	Pierre Gagnère	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Bourg-Marie-Est	11/19/11	Date fixe	-	Renouvellement	Non
1837	Prétabli	François Sancier	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	10/8/1	Date fixe	-	Renouvellement	Non
1837	Prétabli	Jacques Trudel	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	5/12/2,5	Date fixe	-	Renouvellement par un tiers	Non
1837	Prétabli	Euphrasie Paré	Cultivateur, notable	Saint-David	Cens et rentes	Deguire	6/0/0	Date fixe	-	Acquittement	Non
1837	Prétabli	Euphrasie Paré	Cultivateur, notable	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	2/0/3,5	Date fixe	-	Acquittement	Non
1837	Prétabli	Louis Michaud	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes	Deguire	11/3/6	Date fixe	-	Renouvellement	Non
1837	Prétabli	Michel Danis, fils de Louis	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	5/10/0,5	Date fixe	-	Renouvellement par un tiers	Non
1837	Prétabli	Moyse Déjarlain	Cultivateur, notable	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	15/18/2	Date fixe	-	Acquittement par un tiers	Non
1837	Prétabli	Pierre Lessard	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	7/12/2,5	Date fixe	-	Renouvellement par un tiers	Non
1837	Prétabli	François Bilbeault	Cultivateur	Saint-François-du-Lac	Cens et rentes	Deguire	2/10/2	Date fixe	-	Rétrocession	Non
1837	Prétabli	Louis Trudel	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes	Deguire	5/8/8	Date fixe	-	Renouvellement	Non
1837	Prétabli	Désiré Frigon	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	3/14/4	Date fixe	-	Renouvellement par un tiers	Non
1837	Prétabli	Joseph Lupien, fils	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes	Deguire	4/12/4	Date fixe	-	Renouvellement par un tiers	Non
1837	Prétabli	Bazile Benoit	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes	Deguire	8/4/10,5	Date fixe	-	Renouvellement	Non
1837	Prétabli	Charles Goulet	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes	Deguire	7/13/3	Date fixe	-	Renouvellement par un tiers	Non
1837	Prétabli	Paul St-Pierre	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	2/3/4,5	Date fixe	-	Rétrocession	Non
1837	Prétabli	Joseph Lambert	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes	Bourg-Marie-Est	4/5/0	Date fixe	-	Acquittement	Non
1837	Prétabli	Isaac Arelle	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	1/5/1	Date fixe	-	Acquittement	Non
1837	Prétabli	Pierre Germain	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Bourg-Marie-Est	3/1/11	Date fixe	-	Renouvellement par un tiers	Non
1837	Prétabli	Emmanuel Lécoler	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	4/10/5,5	Date fixe	-	Renouvellement par un tiers	Non
1837	Prétabli	Louis Guilbeault dit Grégoire	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes	Deguire	2/16/0,5	Date fixe	-	Renouvellement	Non
1837	Prétabli	François Charland	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes	Deguire	2/18/10	Date fixe	-	Acquittement	Non
1837	Prétabli	John Forest Oakes	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	11/7/10	Date fixe	-	Renouvellement par un tiers	Oui
1837	Prétabli	John Livingston, fils	Cordonnier	Township de Hatley, district de Saint-François	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	15/0/0	Date fixe	-	Rétrocession	Oui

Date	Formulaire	Nom	Profession	Lieu de résidence	Type d'obligation	Emplacement de la terre concernée par les arrérages	Somme à payer en francs belges	modalités de remboursement	Terre(s) mise(s) en garantie	Issue	Signature
Actes d'obligation lors de la gestion séculaire de Jonathan Würtele											
1837	Prétabli	Paul Paillat dit St-Onge	Cultivateur	Sainte-Jude, district de Montréal	Cens et rentes, lods et ventes	Bourg-Marie-Est	2/16/3	Date fixe	-	Renouvellement par un tiers	Non
1837	Prétabli	Jean-Baptiste Biron	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Degaire	8/15/2,5	Date fixe	-	Renouvellement par un tiers	Non
1838	Prétabli	Pierre Févrieur dit Laramé, fils	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Degaire	2/15/1,5	Date fixe	-	Renouvellement par un tiers	Non
1838	Prétabli	Désiré Derouier	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Degaire	5/6/5,5	Date fixe	-	Aucune issue mentionnée	Non
1839	Prétabli	Antoine Côté	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Degaire	31/15/0	Date fixe	-	Acquittement par un tiers	Non
1839	Prétabli	Pierre Saint-Pierre, fils	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Degaire	15/5/7	Date fixe	-	Transport sans motif connu	Non
1839	Prétabli	Pierre Cartier dit Lafollette	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Degaire	6/10/9	Date fixe	-	Acquittement	Non
1839	Manuscrit	Joseph Gagnon	Cultivateur	Saint-David	Nature	-	4/4/0	Date fixe. L'intérêt commence à la fin du terme.	-	Acquittement par un tiers	Non
1839	Prétabli	Noël Joyal dit Lafrenière	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes	Degaire	13/14/7,5	Date fixe	-	Acquittement par un tiers	Non
1839	Manuscrit	Michel Dumas, fils de Louis	Cultivateur	Saint-David	Nature	-	0/42/0	Date fixe. L'intérêt commence à la fin du terme.	-	Renouvellement par un tiers	Non
1839	Prétabli	Michel Dumas, fils de Louis	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes	Degaire	2/2/8	Date fixe	-	Renouvellement par un tiers	Non
1839	Prétabli	Antoine Varnasse, fils	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes	Degaire	6/5/8	Étalement des versements	-	Renouvellement	Non
1839	Prétabli	François Bonneau dit Lespérance	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes	Degaire	9/11/9	Étalement des versements	-	Acquittement	Non
1839	Prétabli	Augustin Thibault	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Degaire	5/6/4	Date fixe	-	Acquittement par un tiers	Non
1839	Prétabli	Isaac Arcle	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Degaire	7/4/9	Date fixe	-	Renouvellement	Non
1839	Prétabli	Joseph Lambert dit Aubin	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Degaire	9/10/5	Date fixe	-	Acquittement par un tiers	Non
1839	Manuscrit	Euphrasie Paré	Cultivateur, notaire	Saint-David	Nature	-	3/13/6	Date fixe. L'intérêt commence à la fin du terme.	-	Acquittement	Non
1839	Prétabli	Pierre Benoit	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Degaire	4/19/10	Date fixe	-	Renouvellement	Non
1839	Prétabli	Isaac Portier	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes	Degaire	4/6/10,5	Date fixe	-	Renouvellement	Non
1839	Prétabli	Louis Marrel	Cultivateur	Saint-François-du-Lac	Cens et rentes, lods et ventes	Degaire	15/14/0	Étalement des versements. L'intérêt commence à la fin du terme.	-	Renouvellement par un tiers	Non
1839	Prétabli	Ambrose Nadeau	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Degaire	11/8/10,5	Date fixe	-	Renouvellement par un tiers	Non
1840	Prétabli	Joséphine Richotte dit Melin	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Degaire	20/0/8	À première demande	-	Transport sans motif connu	Non
1840	Prétabli	Jean Enmond	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Degaire	20/0/0	Étalement des versements	-	Pouruite	Non
1840	Prétabli	Bazile Forest	Cultivateur, notaire et menuisier	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Degaire	12/10/0	Étalement des versements	-	Acquittement par un tiers	Non
1841	Prétabli	Baptiste Biron, fils	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Degaire	7/2/3	Date fixe	-	Renouvellement par un tiers	Non

Date	Formulaire	Nom	Profession	Lieu de résidence	Type d'obligation	Emplacement de la terre concernée par les arrérages	Somme à payer en livre/chelin/denier	modalités de remboursement	Terre(s) mise(s) en garantie	Issue	Signature
Actes d'obligation lors de la gestion seigneuriale de Jonathan Würtele											
1842	Prétabli	Louis Bergevin dit Langevin	Cultivateur	Saint-François	Cens et rentes	Deguire	14/6/6	Étalement des versements	-	Renouvellement	Non
1842	Prétabli	Charles Maher	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Bourg-Marie-Est	16/14/10	Étalement des versements	-	Renouvellement par un tiers	Non
1843	Prétabli	Joseph Audette dit Lapointe	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Une terre à Deguire / une terre à Bourg-Marie-Est	24/19/1	Date fixe	-	Renouvellement par un tiers	Non
1843	Prétabli	Louis Verrier	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Bourg-Marie-Est	7/3/11	Date fixe	-	Renouvellement par un tiers	Non
1843	Prétabli	Joseph Petit	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes	Deguire	3/3/11	Date fixe	-	Renouvellement	Non
1843	Prétabli	Antoine Pinard	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes	Deguire	5/12/3	Date fixe	-	Renouvellement	Non
1843	Prétabli	Michel Lirette dit Rochefort	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	19/6/3	Date fixe	-	Renouvellement par un tiers	Non
1843	Prétabli	Marcel Lepire	Cultivateur	Saint-Michel-d'Yamaska	Cens et rentes, lods et ventes	Bourg-Marie-Est	14/8/3	Étalement des versements	-	Acquittement par un tiers	Non
1843	Manuscrit	Pierre Sévigny	Cultivateur	Saint-David	Argent	-	6/0/0	Étalement des versements. L'intérêt commence à la fin du terme.	Deux terres à Bourg-Marie-Est	Renouvellement	Non
1844	Prétabli	Jacques Grenier	Cultivateur	Saint-François	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	5/6/1,5	Étalement des versements	-	Acquittement par un tiers	Non
1844	Prétabli	Charles Alarie	Cultivateur	Saint-François-du-Lac	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	19/10/11 (19/19/11 à la deuxième page)	Étalement des versements. L'intérêt commence à la fin du terme.	-	Renouvellement par un tiers	Non
1844	Prétabli	Antoine Brouillard	Cultivateur, notable	Saint-David	Rentes	Deguire	"quantité [30] minots de bon blé froment sec, net, loyal & marchand"	Étalement des versements. L'intérêt commence à la fin du terme.	-	Acquittement	Non
1844	Manuscrit	Pierre Joyal dit Lafrénère	Cultivateur	Saint-David	Argent	-	7,5 piastres égales à 0/37/6	À première demande	-	Acquittement par un tiers	Non
1844	Manuscrit	Prosper Proulx	Cultivateur	Saint-Grégoire-le-Grand	Argent	-	15 piastres "de [5] chelins courant chacune"	Étalement des versements. L'intérêt commence à la fin du terme.	-	Renouvellement	Non
1845	Prétabli	Antoine Badayac dit Laplante, fils	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	6/5/0	Date fixe	-	Renouvellement	Non
1845	Prétabli	Joseph Badayac dit Laplante	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Rivière-David	6/5/0	Date fixe	-	Renouvellement	Non
1845	Manuscrit	Pierre Niquette	Cultivateur	Saint-David	Argent	-	5/12/6	Étalement des versements	Une terre à Bourg-Marie-Est	Renouvellement par un tiers	Non
1845	Manuscrit	Antoine Gingras	Cultivateur	Saint-David	Argent	-	3/6/10,5	À première demande	-	Acquittement par un tiers	Non
1845	Manuscrit	Joseph Jetté	Cultivateur	Saint-David	Argent	-	3/6/10,5	À première demande	-	Renouvellement	Non
1845	Manuscrit	Joseph Lambert, fils de François Lambert de la Rivière-du-Loup	Marchand	Saint-David	Argent	-	20/0/0	Date fixe. L'intérêt commence à la fin du terme.	Une terre à Rivière-David / deux concessions à Rivière-David	Acquittement	Oui
1846	Manuscrit	Jean-Baptiste Forcier, dit Nadeau	Cultivateur	Saint-François	Argent	-	2/15/6	À première demande	-	Renouvellement	Non
1846	Manuscrit	Jean-Baptiste Loizeau, dit Cardin	Cultivateur	Saint-François-du-Lac	Argent	-	3/19/6	À première demande	-	Renouvellement	Non
1846	Manuscrit	Toussaint Larillon	Cultivateur	Saint-François-du-Lac	Argent	-	1/11/6	À première demande	-	Acquittement	Non
1846	Manuscrit	Timothée Chapedelaine	Cultivateur	Saint-François-du-Lac	Argent	-	1/11/6	À première demande	-	Renouvellement	Non

Date	Formulaire	Nom	Profession	Lieu de résidence	Type d'obligation	Emplacement de la terre concernée par les arrérages	Somme à payer en livre/chellin/denier	modalités de remboursement	Terre(s) mise(s) en garantie	Issue	Signature
Actes d'obligation lors de la gestion seigneuriale de Jonathan Würtele											
1846	Manuscrit	Jean-Baptiste Driville	Cultivateur	Saint-David	Argent	-	2/10/0 (105 à la deuxième page)	À première demande	-	Renouvellement	Non
1846	Préétabli	Demoiselle Anathalie Martin	*fille majeure & en santé de ses droits*	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Bourg-Marie-Est	6/5/0	Étalement des versements. L'intérêt commence à la fin du terme.	-	Renouvellement par un tiers	Non
1847	Préétabli	Joseph Pinard, fils	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes	Deguire	13/17/0	Date fixe. L'intérêt commence à la fin du terme.	-	Acquittement par un tiers	Oui
1847	Préétabli	Etienne Dominé dit Saint-Sauveur	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Rivière-David	10/13/10	Étalement des versements	-	Renouvellement par un tiers	Non
1847	Manuscrit	Pierre Leblanc	Cultivateur	Saint-David	Argent	-	4/7/6	À première demande	-	Transport sans motif connu	Oui
1847	Manuscrit	François Pétrin	Cultivateur	Saint-David	Argent	-	9/17/6	Date fixe. L'intérêt débute avant la signature.	Une terre à Rivière-David	Renouvellement par un tiers	Non
1847	Manuscrit	Alexis Lasselle	Cultivateur	Saint-David	Argent	-	3/15/0	Date fixe	-	Renouvellement	Non
1847	Manuscrit	Joseph Jetté	Cultivateur	Saint-David	Argent	-	11/16/1	À première demande	Une terre à Bourg-Marie-Est	Renouvellement	Non
1847	Manuscrit	Jean-Baptiste Biron	Cultivateur	Saint-David	Argent	-	6/7/11,5	À première demande	Une terre à Bourg-Marie-Est	Transport sans motif connu	Non
1848	Manuscrit	Claude Cartier, fils	Cultivateur	Saint-Aimé, district de Montréal	Argent	-	1000/0/0 "ancien cours"	Étalement des versements. L'intérêt commence à la fin du terme.	Une terre à Deguire	Rétrocession	Non
1849	Préétabli	Jacques Crépeaud	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Une terre à Deguire / une terre à Bourg-Marie-Est	31/8/8,5	Étalement des versements. Nouvelle clause liée au transport de la terre.	-	Renouvellement par un tiers	Oui
1849	Préétabli	Charles Maher	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Bourg-Marie-Est	17/5/9 (17/5/11 à la deuxième page)	Étalement des versements. Nouvelle clause liée au transport de la terre.	-	Renouvellement par un tiers	Non
1849	Préétabli	Louis Ayoite	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes	Bourg-Marie-Est	9/1/11,5	Étalement des versements. Nouvelle clause liée au transport de la terre.	-	Acquittement	Non
1849	Préétabli	Albert Déussiers dit Lafrenière	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes	Deguire	7/6/3	Étalement des versements. Nouvelle clause liée au transport de la terre.	-	Acquittement	Non
1849	Préétabli	Joseph Badayac dit Laplante	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	11/12/1	Étalement des versements. Nouvelle clause liée au transport de la terre.	-	Renouvellement par un tiers	Non
1849	Préétabli	Antoine Badayac dit Laplante Besson, père	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Bourg-Marie-Est	7/4/11,5	Étalement des versements. Nouvelle clause liée au transport de la terre.	-	Renouvellement par un tiers	Non
1850	Préétabli	Godefroy Chevette	Cultivateur	Saint-David	Cens et rentes, lods et ventes	Deguire	36/15/11	Étalement des versements. Nouvelle clause liée au transport de la terre.	-	Rétrocession	Non
1850	Manuscrit	Bernard Tounegneur, fils	Cultivateur	Saint-David	Argent	-	1/18/6	Date fixe. L'intérêt commence à la fin du terme.	-	Acquittement	Non
1850	Manuscrit	Louis Récuier	Cultivateur	Saint-David	Argent	-	10/0/0	Date fixe. L'intérêt débute avant la signature.	Une terre à Deguire	Acquittement par un tiers	Non

Source : Archives du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières (Trois-Rivières), fonds de la famille Würtele, actes notariés, obligation, FN-0022-02-12.